

501 101 101

# Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Mathématiques, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14002 - 4.50 F

VENDREDI 2 FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Le chaudron yougoslave

**PREMIÈRE** à rompre avec le stalinisme - c'était en 1948. - la Yougoslavie, aujourd'hui lanterne rouge du changement, est au bord de l'explosion. L'écroulement n'est peut-être pas pour demain, tant les structures fédérales extrêmement lâches de ce pays lui permettent d'encadrer des coups auxquels ne résisterait aucun autre, mais il paraît inéluctable à plus ou moins long terme.

Voilà plusieurs jours déjà que la principale bombe à retardement qui menace la Yougoslavie vient d'être réactivée. Il s'agit de la province du Kosovo, ancien berceau historique serbe, peuplé à 90 % d'Albanais de souche et de confession musulmane. La population locale, qui vivait en quasi-autonomie jusqu'à ce que la Serbie lui impose sa loi et l'état d'urgence il y a un an, supporte de moins en moins le quadrillage policier qui lui est imposé et les procès de haute trahison qui sont faits à ses anciens dirigeants. Les manifestations succèdent aux manifestations, de plus en plus durement réprimées : on compte une vingtaine de morts depuis deux semaines.

Ce regain de tension a des conséquences à Belgrade, capitale de la Fédération, mais aussi de la Serbie, sur laquelle règne en maître M. Slobodan Milosevic, qui s'est imposé en leader charismatique des Serbes grâce à l'exploitation des frustrations politiques et économiques de sa communauté ethnique. C'est ainsi que des milliers de jeunes Serbes ont manifesté mercredi soir dans la capitale, et après avoir conspué la mémoire de Tito - coupable d'avoir accordé le statut de province autonome au Kosovo, en 1974, - ont réclamé la formation d'unités de volontaires pour aller rétablir l'ordre au Kosovo, c'est-à-dire y déclencher une véritable guerre civile.

La situation est encore compliquée par la rivalité ancestrale qui oppose les Serbes aux Croates et aux Slovènes. Les Républiques de Croatie et de Slovénie, beaucoup plus riches que la Serbie, s'inquiètent en effet de plus en plus des ambitions de M. Milosevic et ont condamné la répression menée au Kosovo. Elles veulent, d'autre part, surtout la Slovénie, en finir une bonne fois pour toutes avec le système communiste, en arriver à une économie de marché et à l'autonomie économique. Toutes perspectives que repousse la Serbie, car elle y voit les prémices d'une dissolution de l'ensemble yougoslave. Sans être un communiste convaincu, M. Milosevic ne voit d'autre part que des avantages dans la perpétuation du rôle dirigeant d'un Parti communiste qu'il a insensiblement transformé en parti serbe, au service d'une croisade nationale.

Tous les ingrédients d'une crise majeure sont ainsi réunis. Certes, la Yougoslavie n'est pas le seul pays d'Europe centrale à devoir faire face aux démons de l'histoire - ils ont été libérés par la mort de Tito, - mais c'est sans doute celui où les dangers sont les plus menaçants, même si le pire n'est jamais sûr.

Lire les informations page 6

Lire également  
■ **Bulgarie** : l'opposition renonce à demander le report des élections  
■ **Albanie** : Tirana amorçe une timide évolution  
page 6

M 0147 - 202 D - 4.50 F



3790147004500 02020

## Les nouvelles initiatives pour le désarmement et les perspectives d'unité entre la RFA et la RDA

### M. Bush propose une forte réduction des forces américaines et soviétiques en Europe

Dans son « message sur l'état de l'Union », prononcé, mercredi 31 janvier, devant les deux Chambres du Congrès américain, le président George Bush a proposé une importante réduction des troupes américaines et soviétiques stationnées en Europe, en réponse aux « changements spectaculaires » qui s'y produisent. A Moscou, le porte-parole du ministère des affaires étran-

gères, M. Guennadi Guerassimov, a déclaré jeudi que la proposition de réduire à 195 000 hommes de part et d'autre les forces des deux pays en Europe centrale constituait « un pas dans la bonne direction ». Le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner, a, pour sa part, estimé que cette initiative recueillait un large soutien au sein de l'alliance atlantique.

WASHINGTON  
de notre correspondant

M. Bush récidive. Après avoir agréablement surpris le monde en proposant au printemps dernier une réduction des forces conventionnelles en Europe qui passait à l'époque pour plutôt audacieuse, le président américain a renoué sur sa propre proposition alors même que sa première suggestion n'a toujours fait l'objet d'aucun accord avec l'URSS. L'objectif affirmé est d'accélérer le retrait des troupes soviétiques d'Europe centrale, tout particulièrement de Pologne et de Tchécoslovaquie, et de réduire leur présence en RDA. M. Bush avait suggéré en mai un plafond de 275 000 hommes pour les troupes

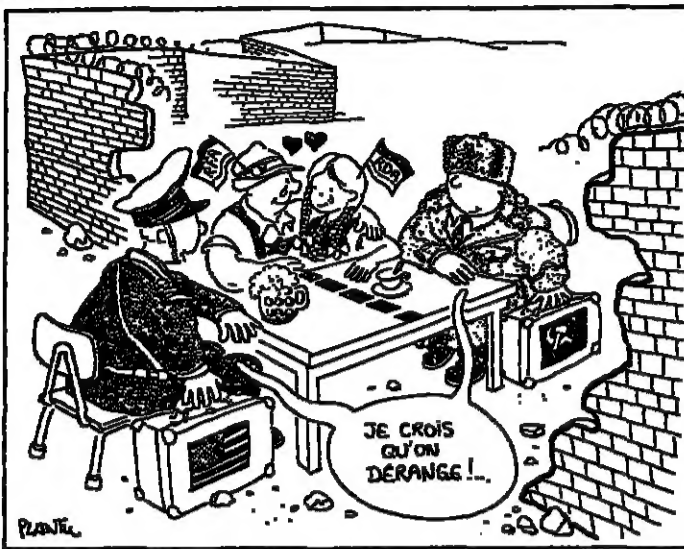
américaines (et soviétiques) en Europe, en retrait de 30 000 hommes par rapport aux effectifs américains actuels.

Il propose désormais un plafond de 195 000 hommes « en Europe centrale et orientale » : dans la pratique, cela reviendrait à retirer encore 50 000 soldats américains de RFA. (Les Américains garderaient au total 225 000 hommes en Europe, en tenant compte des trente mille soldats qui sont stationnés dans des pays situés en dehors de la zone considérée, comme la Grande-Bretagne, l'Italie, la Grèce et la Turquie. Et M. Bush précise qu'il ne s'agit pas d'une étape vers un retrait total des forces américaines, dont la pré-

sence en Europe est « essentielle ».) Tous les ingrédients de la « recette Bush », désormais assez bien connue, ont été utilisés pour donner l'impact maximum à cette proposition. D'abord une bonne dose de surprise : le président américain a lancé son initiative à l'occasion du « message sur l'état de l'Union », un exercice traditionnellement dépourvu de toute annonce majeure, et dont la Maison Blanche avait pris un malin plaisir à souligner qu'il ne contiendrait rien de bien neuf...

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4  
ainsi que l'article de SERGE MARTI  
page 31 - section D



#### Faut-il redouter la neutralité allemande ?

Lire page 3 l'article de CLAIRE TRÉAN

Lire aussi page 2 les points de vue de M. HEINZ RUHMAU, président de la Lufthansa, et de M. CHRISTIAN DEUBNER, chercheur à la Fondation science et politique de Ebenhausen (RFA).

### Un entretien avec M. Juppé

A dix jours des assises nationales du mouvement, le secrétaire général du RPR résume le procès fait par MM. Pasqua et Séguin à M. Chirac. Il exprime sa conviction que, sans M. Chirac, « il n'y a plus de RPR », et exclut toute fusion avec les autres formations de l'opposition

page 9

### Les combats à Beyrouth-Est

Le général Aoun contre les Forces libanaises

page 8

### Conférence des ambassadeurs de France en Afrique

Promesses politiques et désengagement économique

page 4

### Les difficultés d'EDF

Un surcoût de 4 milliards de francs pour les réacteurs de 1 300 mégawatts

page 33 - section D

### AFFAIRES

#### Un dossier sur les joint-ventures

Les entreprises mixtes avec l'URSS et les autres pays du COMECON : beaucoup d'espoir, peu de résultats

pages 35 à 38 - section D

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section D

## Bribes d'Est

De Prague à Sofia, en passant par Moscou et Bucarest, cent quarante touristes en quête d'émotions

de notre envoyé spécial

Cela aurait pu tenir, au départ, de l'accès de mégalomanie, du pari d'après-boire pour Livres des records. Un jour de janvier, dans une France qui ancre son cœur à l'Est, le président du Club Méditerranée, M. Gilbert Trigano, eut une soudaine inspiration : « Ils » devaient y aller, en être absolument, « gentils organisateurs » et « gentils membres », lancés dans un ahurissant « circuit » des bouleversements et des tâtonnements démocratiques.

S'imprégner des lieux de culte du courage retrouvé : la porte de Brandebourg et la place Venceslas. Pleurer les morts de Bucarest, se mêler aux foules de Budapest ou de Sofia, prier partout, dans des églises ou des synagogues réouvertes.

Tels étaient les mots d'ordre, l'ambition affichée, comme si les

touristes devaient avoir, eux aussi, leur part de la décomposition du rideau de fer. Il fallait tout embrasser, tout « comprendre », comme ils disent, Prague, Berlin, Varsovie, Moscou, Budapest, Bucarest et Sofia.

Sept villes réveillées en sept jours ! Coup de pub ? Tête de pont des invasions à venir de vacanciers jusqu'à l'Oural ? Besoin d'exprimer, à la manière du Club, voyante et si efficace, une forme confuse de solidarité ? Le président ne s'explique pas. L'état-major de l'empire des plages fut convoqué dans l'heure. Un titre générique fut donné à l'équipée : « L'ère du temps ». Un avion affrété, avec un équipage rompu aux incertitudes des plans de vol. On battit le rappel des vieux routiers des impendables, des meilleurs spécialistes des tracasseries administratives, et on envoya

s'épuiser du côté des révolutions la dernière promotion des jeunes « chefs de village ».

Ils partirent dix jours plus tard moyennant plus de 12 000 F par personne en un groupe disparate de cent quarante passagers, brailleurs ou discrets, emportés par hasard ou fanatiques des grandes premières de la maison, épouses, veuves en manteau de fourrure ou historiens du dimanche bardés de livres et de cartes. La femme de M. Jacques Calvet, PDG de Citroën, un couple de joggeurs décidé à courir dans toutes les capitales de ce nouveau monde, des Anglaises du continent, une Américaine, un investisseur qui s'était trompé de voyage, une humanité prudente et curieuse, préférant le confort en grappe aux découvertes solitaires.

PHILIPPE BOGGIO  
Lire la suite page 5



## DURAS la pluie d'été

P.O.L.

## Chaînes en surnombre

Faute d'un marché publicitaire suffisant, des alliances se profilent entre TF 1, la 5 et M 6. Mais rien n'est joué

Les grandes manœuvres reprennent de plus belle dans l'audiovisuel français. Chaque acteur de ce petit théâtre d'ombre guettait l'issue de la bataille autour de la Cinq pour déclencher les hostilités. M. Jacques Rigaud, actionnaire de M 6, n'a pas attendu que sèche l'encre du pacte entre MM. Hersant et Berlusconi pour proposer une alliance entre la cinquième et la sixième chaîne. Mais, au même moment, M. Patrick Le Lay prenait contact avec les responsables de la Cinq pour entamer lui aussi des négociations. Cette précipitation ne doit pas surprendre : l'enjeu n'est autre que la survie des trois télévisions privées.

En juin 1988, les socialistes, de retour au pouvoir, trouvent un paysage audiovisuel qui, à l'exception de l'insolente santé

de Canal Plus, n'a rien de brillant. TF 1 affiche certes des bénéfices mais insuffisants pour amortir le prix payé par son repreneur, le groupe Bouygues. Toutes les autres chaînes, télévisions publiques comprises, avouent un plus ou moins périlleux déficit. M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, en tire tout haut la conclusion que beaucoup de professionnels murmurent tout bas : le marché publicitaire ne peut pas faire vivre cinq télévisions. Il y en a une chaîne de trop.

Le pouvoir renonce pourtant aux remèdes radicaux qu'exigerait la situation. Renationaliser TF 1 se heurte au dogme imposé par le président de la République : ni nationalisation ni privatisation. Supprimer les recettes

publicitaires des télévisions publiques imposerait à l'Etat, contraint de remplacer ces ressources, un effort financier jugé trop important.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Lire la suite page 16 - section B  
ainsi que page 14 - section B  
nos informations sur l'aide au cinéma

### LIVRES ♦ IDÉES

■ **Désir du désert**. ■ Un roman inconnu de Mirbeau. ■ En che-  
vauchant le « coq en fer ».  
■ Les juifs et les autres.  
■ Charités en question. ■ Le  
feuilleton de Michel Braudeau :  
« Le complexe de Cyrano ».  
pages 23 à 30 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,80 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.



## DÉBATS

## La question allemande

## Ne répétons pas les erreurs des années 20

par Heinz Ruhnu

Le 11 janvier 1923, cinq divisions de l'armée française occupèrent la Ruhr. Les Allemands avaient pris du retard dans leurs livraisons au titre des réparations de guerre : 4 % de la production charbonnière, 20 000 mètres cubes de bois de chauffage et 135 000 poteaux télégraphiques. Les troupes se composaient essentiellement de soldats nord-africains. Paris craignait que les « citoyens en uniforme » de la métropole ne se solidarisent avec les travailleurs de la Ruhr. Résultat : les livraisons s'arrêtèrent totalement. Les Allemands furent profondément humiliés, les ennemis de la République gagnèrent en influence, et les partisans d'une réconciliation avec la France subirent une défaite dont ils ne se sont point remis jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler. Lorsque ce dernier se refusa en 1933 à régler le solde de la dette de guerre — 3 milliards de reichsmarks — les Alliés ne protestèrent même pas.

La morale de cette histoire : on ne fit guère de rien à la République. Friedrich Stampfer, ancien directeur du journal social-démocrate *Vorwärts*, tint en 1943, en 1945, ces propres avertissements : « Tous les Allemands n'ont pas soutenu Hitler, et tous ceux qui l'ont soutenu n'étaient pas forcément des Allemands ». Les opposants aux nazis furent exécutés, enfermés dans des camps de concentration ou liquidés. Après avoir conforté son pouvoir intérieur, Hitler commença sa guerre contre le monde civilisé. Beaucoup de ses ennemis sont redevenus de leur survie au refuge que leur accordèrent la République française et d'autres pays démocratiques.

Après l'effondrement du régime nazi, ses opposants s'efforcèrent de construire une Allemagne démocratique et pacifique. Ils venaient des camps de concentration, de l'émigration, de la résistance, des bataillons disciplinaires et de la grande masse de ceux qui avaient choisi l'émigration intérieure. Aujourd'hui, la démocratie a des fondements stables dans notre peuple.

La République fédérale a pris une place importante au sein de l'Alliance occidentale et on l'a abrégée de compléments sur sa fiabilité démocratique. « Je suis un *Berliner* », s'écria le président Kennedy devant l'Hotel de ville de Schöneberg dans les années 60.

## « Garder les Allemands à terre »

On avait oublié ce qu'Eisenhower avait dit le 12 juillet 1945 à Londres. Il s'agissait pour lui d'« exclure l'Allemagne des rangs des grandes nations industrielles ». Eisenhower ajoutait : « Berlin n'est pour moi qu'un concept géographique, et je ne me suis jamais intéressé à ce genre de choses ». On avait également oublié les objectifs assignés par lord Ismay, le premier secrétaire général de l'OTAN, à cette organisation : « To keep the Americans in, to keep the Russians out and to keep the Germans down. (1) ».

Tout cela est-il vraiment oublié ? Il y a quelques semaines, on pouvait lire, à propos de la rencontre Mitterrand-Gorbatchev à Kiev : « Paris et Moscou s'entendent sur l'Allemagne ». Des ministres des affaires étrangères affirment que la question allemande n'est pas à l'ordre du jour. On peut alors s'interroger du sérieux de la promesse de soutien au rétablissement de l'unité allemande contenue dans le traité sur l'Allemagne et les textes fondateurs de l'OTAN.

Kurt Schumacher, premier secrétaire du Parti social-démocrate après 1945, n'avait-il pas finalement raison lorsqu'il écrivait : « La division de l'Allemagne a été voulue et réalisée par l'Est, mais ce n'est pas une raison suffisante pour que l'Occident réponde à cette politique de séparation avec des méthodes qui approfondissent et rigidifient cette division ». Depuis le 9 novembre 1989, l'Europe a changé. L'ancien premier ministre polonais Rakowski note à juste titre que « sans se préoccuper que cela plaise ou non, les manifestants de Leipzig et de Berlin ont mis la question de l'unité de l'Allemagne sur le tapis et ont ainsi contraint toute une troupe de politiciens de l'Atlantique à l'Oural à s'interroger sérieusement sur la validité du système d'équilibre européen mis en place par les grandes puissances après la deuxième guerre mondiale ». Cette révolution pacifique en RDA a déjà produit des choses incroyables et elle est loin d'être terminée.

Suggérer, comme le fait George Kennan, que les puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale interviennent si la situation en DDR devient incontrôlable n'aide guère à trouver une solu-

tion. De même, la photo des quatre ambassadeurs devant le siège de la commission de contrôle alliée en décembre 1989 était inopportune : une démonstration de la puissance des alliés de ce type ne peut recueillir l'assentiment des Allemands ; et celui-ci est nécessaire. Enfin, je suis en désaccord avec Roland Dumas lorsqu'il déclare en décembre, devant l'Assemblée nationale, que, certes, les Allemands ont un droit à l'autodétermination, mais que « leur décision doit être acceptable par les autres pays européens, notamment les pays voisins de l'Allemagne ». On ne doit pas braquer la peur du « retour des dangers du passé ».

Les Allemands ne se laisseront détourner du chemin qui mène à l'unité ni par la sortie du magasin des accessoires de vieilles images, ni par les petits jeux intellectuels au sein de la Communauté européenne. Les projets de François Mitterrand et du nouveau président du Parti communiste allemand, Gregor Gysi, consistent à renforcer la coopération entre le PS et son parti ne verront jamais la lumière. L'évolution de la situation politique en RDA les rendra caducs.

## La peur

Les alliés feraient mieux de ne pas sacrifier leur propre principe au discours sur la peur de l'Allemagne : ce sont les principes de la démocratie en Grande-Bretagne, ceux des révolutions américaine et française. La « responsabilité pour l'Allemagne dans son ensemble » qu'ils revendiquent ne doit pas être comprise comme la responsabilité du maintien de la division. Ceux qui s'opposent à l'unité de l'Allemagne ôtent la confiance et l'espoir aux gens vivant en RDA, favorisent l'exode massif et la violence.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

Y aurait-il des raisons de se méfier de l'intégrité démocratique d'une Allemagne unie en ces années 90 ? La « Loi fondamentale » allemande est l'une des rares à garantir les droits fondamentaux de l'homme. Dans tous les débats sur les droits de l'homme, on trouve toujours les Allemands en première ligne. Une guerre d'agression est interdite par son article 9. Les soldats ne doivent être utilisés qu'à l'intérieur du territoire de l'Alliance. Notre structure fédérale, avec son équilibre, des pouvoirs, interdit le retour au Reich.

bismarckien. Ceux qui vivent dans un Etat centralisé ont du mal à le comprendre.

Nous acceptons notre responsabilité pour les heures noires de notre histoire. Nous espérons que nos voisins en font autant. Klaus Barbie n'a pas seulement égaré au rôle de l'armée allemande, il a, sans être dénazifié, été payé par des services secrets. A Lyon, il a pas travaillé qu'avec des Allemands. Les opposants au nazisme n'ont pas été arrêtés uniquement en Allemagne, il furent aussi livrés à Hitler. Nombre de ceux qui aujourd'hui brandissent le danger allemand. C'est un triste chapitre de l'histoire de notre temps.

On ne peut, aujourd'hui, qu'en appeler à la raison : ne répétez pas les erreurs commises par l'Occident dans les années 20. Les Occidentaux doivent se solidariser et s'allier avec ces forces qui, en Allemagne, ont fait la preuve qu'elles étaient vraiment démocratiques. Personne n'a rien à craindre d'une Allemagne libre, démocratique et sociale.

Prenez congé de vos vieilles images de l'ennemi, prenez avec les Allemands, le chemin qui mène à l'Europe démocratique et pacifique. Cette Europe ne peut naître ni d'un diktat ni d'une mise en tutelle. Elle ne peut naître que de l'expression de la libre volonté de tous les peuples, y compris le peuple allemand. Une fructueuse tension née de la diversité des nations européennes peut développer une nouvelle dynamique dans une Europe des patries ou des nations où personne ne prétendra à l'hégémonie, les Allemands encore moins que d'autres.

Voilà ce que l'on pouvait lire dans le livre de caniques de la synagogue de Newwood, aux alentours de 1900 :

« Seigneur, donne aujourd'hui la paix à notre grande patrie allemande »

Épargne-la des misères et des fléaux

Protège-la de l'ennemi intérieur et extérieur

De la révolte et des faux amis

</



سكس

# ÉTRANGER

La réunification des deux Allemagnes et le désarmement

## Faut-il redouter la neutralité allemande ?

Nous voilà au cœur du sujet : la réunification de l'Allemagne est désormais officiellement sur l'agenda international. M. Gorbatchev l'a inscrite mardi 30 janvier, tout en soulignant qu'elle devait être soigneusement concertée et ne pas porter préjudice aux pays voisins. Les Occidentaux disent-ils autre chose ?

Le lendemain, M. Bush prenait une importante initiative en matière de désarmement, en proposant à Moscou une très forte réduction des effectifs soviétiques et américains stationnés dans la zone centrale de l'Europe, c'est-à-dire essentiellement en Allemagne.

Fort bien, donc, et quelle merveille que la perspective de cette marche ordonnée et patiente des nations vers la réalisation de l'unité allemande dans une Europe unie, désarmée, harmonieuse !

Les choses ne sont cependant pas aussi simples. Le moment est venu en effet où il faut s'entendre sur la façon de surmonter ce qui constitue jusqu'à présent l'obstacle intellectuel à tout scénario sur la réunification des deux États allemands : leur appartenance à deux alliances militaires, soit elle se fait dans le maintien des deux alliances, qui devront changer totalement de nature ; soit, enfin, elle se fait dans une seule alliance, l'autre - en l'occurrence le pacte de Varsovie - perdant ainsi l'essentiel de sa substance.

C'est la deuxième de ces possibilités qui avait jusqu'à présent le plus de faveur, celle de la neutralité de l'Allemagne, telle qu'elle a été définie à Paris notamment, celle des dirigeants ouest-allemands aussi, en particulier de M. Genscher. Elle a en effet pour principale qualité d'être rassurante : c'est le scénario du concert des nations et des alliances, celui dans lequel l'unité allemande est dûment encadrée, celui qui permet à l'URSS de sauver la face et débouche sur l'avenir radieux de l'avènement d'un seul système de sécurité pour toute l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, les alliances n'étant plus que des organismes de coopération politique.

Ce scénario avait aussi l'avantage d'être lent et vague, de ne pas servir d'échappatoire commode et d'éviter à chacun d'avoir à trancher trop vite dans l'incertitude. Mais, comme nous l'avons vu, il n'est pas certain qu'au moment où des décisions vont devoir être prises, il tienne encore la route. Le débat est déjà public en RFA, et il est évident que l'éventuelle appartenance de l'Allemagne réunifiée à l'OTAN, après avoir rejeté tout de go, mardi, une telle hypothèse, que défendent Américains et Britanniques, et après avoir essuyé les critiques de ses partenaires chrétiens-démocrates au gouvernement, M. Genscher a nuancé son propos mercredi : il a rappelé l'attachement de la RFA à l'alliance atlantique et s'est opposé à l'inclusion de la RDA « dans les structures militaires de l'OTAN », ainsi qu'à l'extension du territoire de l'OTAN vers l'est, « quelle que soit l'évolution du pacte de Varsovie ».

Le vif du sujet. Il n'est pas certain qu'au moment où des décisions vont devoir être prises, il tienne encore la route. Le débat est déjà public en RFA, et il est évident que l'éventuelle appartenance de l'Allemagne réunifiée à l'OTAN, après avoir rejeté tout de go, mardi, une telle hypothèse, que défendent Américains et Britanniques, et après avoir essuyé les critiques de ses partenaires chrétiens-démocrates au gouvernement, M. Genscher a nuancé son propos mercredi : il a rappelé l'attachement de la RFA à l'alliance atlantique et s'est opposé à l'inclusion de la RDA « dans les structures militaires de l'OTAN », ainsi qu'à l'extension du territoire de l'OTAN vers l'est, « quelle que soit l'évolution du pacte de Varsovie ».

### Inquiétudes françaises

Si l'on comprend bien, M. Genscher ne semble donc pas exclure que la partie orientale de l'Allemagne puisse quitter le pacte de Varsovie, pour peu qu'elle dispose d'un statut spécial qui interdirait aux forces occidentales de s'y installer. Voilà qui est beaucoup moins catégorique que les premiers propos au quotidien *Bild* et moins éloigné de la troisième des hypothèses, qui pourrait ainsi devenir moins théorique que prévu.

L'idée que les Allemands de l'Est, impatients de se rattacher à la République fédérale, pourraient rompre brutalement les amarres avec le pacte de Varsovie et exiger le départ des 400 000 Soviétiques stationnés chez eux, n'est pas non plus, chez M. Gorbatchev, notamment, l'idée que, conséquemment, l'URSS n'aurait plus pour seule position de repli que d'exiger en échange le départ des troupes occidentales de RFA, c'est-à-dire la neutralité allemande, en inquiète aussi beaucoup, notamment M. Chevènement (voir ci-dessous). Le ministre français de la Défense vient du coup d'être réélu - de sa déclaration publique que la réunification « pose beaucoup de problèmes et n'est pas de soi », ce que les Allemands apprécieront sans doute au lendemain des déclarations de M. Gorbatchev.

Cette carte de la neutralité allemande, Moscou n'y a certes pas renoncé. M. Chevènement y a fait d'ailleurs allusion, au début de son voyage à Bruxelles. Il y a quelques jours, M. Grinevski, le chef de la délégation soviétique aux négociations de Vienne déclarait que l'URSS était prête à retirer toutes ses troupes de RDA dans les cinq

ans, à condition que les Occidentaux fassent de même en RFA.

Est-ce à dire pourtant que Moscou ait envie de jouer cette partie là ? M. Gorbatchev n'a pas repris à son compte ni les propos de son représentant à Vienne, au demeurant assez discrètement formulés et qui ne font pas l'objet d'une proposition formelle. Il faisait pourtant son entrée dans les campagnes électorales et est ouest-allemand et aurait pu saisir l'occasion.

Mais y a-t-il en fait véritablement intérêt ? Nul ne peut plus escompter à Moscou, comme dans les années 50, que la sortie des deux États allemands de leurs alliances aboutisse à une pseudo-neutralité dans l'orbite soviétique. Les Allemands, si elles « arrivent » à devenir, l'une vers l'autre, les inciter à l'émancipation, c'est des lors jeter de l'huile sur le feu et favoriser ce qui est le principal objectif de la reconstruction d'une Allemagne unie livrée à elle-même qu'un statut de neutralité ne suffirait pas à rendre inoffensive.

### Désordres en Occident

Lorsque récemment les dirigeants tchèques et hongrois demandèrent le retrait total des troupes soviétiques stationnées sur leur territoire, M. Lech Walesa, se laissant aller à un sentiment antisoviétique très populaire en Pologne, fit de même. Le lendemain, ses déclarations étaient promptement rectifiées par le premier ministre, M. Mazowiecki, qui affirmait que la question du retrait des troupes soviétiques de Pologne était « prématurée ». On voit tout de suite que l'URSS peut-être, ne craint rien tant qu'une réunification allemande sans garde-fou. On fait remarquer avec complaisance à Vienne, dans les délégations occidentales, que les Polonais en sont venus à prior discrètement les Américains de rester en République tchèque. La France, rouge, face à des effectifs réduits, reste aussi chez eux.

Le pire n'est donc pas sûr, et M. Gorbatchev semble plutôt désireux d'avoir à éviter de jouer cette carte en situation de crise, ou en tout cas en position de faiblesse, même s'il la garde dans son jeu. Encore faudrait-il que l'Occident lui oppose un front uni et résolu, ce qui n'est pour l'instant pas le cas.

La proposition que vient de faire M. George Bush a certes

l'avantage de desserrer un tissu militaire en Europe dont la densité est perçue comme anachronique. Le président américain a pris soin en outre de préciser qu'il n'était pas question de quitter totalement l'Europe. Sa proposition n'en introduit pas moins une panité numérique entre les troupes américaines et soviétiques que Moscou pourrait tenter d'exploiter pour déboucher sur « l'option zéro ».

Cela d'autant plus qu'elle paraît être le fruit des fortes pressions de l'opinion américaine avide de toucher les « dividendes de la paix », autant que d'une vision politique de l'Europe future. La déclaration du ministre belge de la Défense annonçant la démobilitation des troupes de son pays stationnées en Allemagne est pire car unilatérale et portant sur une armée supposée incarner, comme le disait récemment M. Dumas, une « solidarité européenne particulière ». Enfin, les Occidentaux ne semblent pas encore d'accord entre eux sur les suites à donner à un processus de désarmement dont les objectifs actuels, même revus par M. Bush, sont dépassés par les évolutions politiques. Faut-il continuer de négocier à vingt-trois (les pays du pacte de Varsovie et ceux de l'OTAN) alors que le Pacte de Varsovie est politiquement mort, de plus en plus, les petits pays de l'Est veulent parler pour eux-mêmes et s'orienter vers des doctrines de défense nationale ? Ou faut-il élargir les discussions aux trente-cinq pays membres de la CSCE, au risque de compliquer et de ralentir le processus, et commencer à jeter les bases doctrinales d'un futur système de défense paneuropéen ? Un tel système est-il possible alors que l'URSS, en toute hypothèse, restera une grande puissance militaire et nucléaire en Europe ? Comment préserver le lien transatlantique ?

Aucune de ces interrogations ne paraît avoir fait l'objet à ce jour d'une discussion approfondie entre alliés. La question de l'unité allemande est au cœur de toutes les autres. Le temps presse, car elle est désormais ouvertement posée.

CLAIRE TRÉAN

## Bonn estime que « la voie est libre » pour l'unité allemande

Après le feu vert implicite donné mardi 30 janvier par le numéro un soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, il semble maintenant évident aux hommes politiques de tous horizons en RFA, que l'unité allemande est proche. Après une réunion de cabinet, mercredi, à Bonn, le gouvernement a cependant réagi avec plus de retenue que la presse du matin, souvent débordante d'enthousiasme.

Selon des sources à la chancellerie, le « oui » de M. Gorbatchev pourrait déjà faire oublier le projet de « communauté contractuelle » entre les deux États, lancé le 19 décembre à Dresde (RDA) lors du sommet entre le chancelier Kohl et le premier ministre est-allemand Hans Modrow. Certains conseillers du chancelier envisagent d'aller plus loin qu'un simple projet de traité entre les deux États, lors du deuxième sommet, qui aura lieu les 13 et 14 février à Bonn.

M. Genscher a été soutenu par l'ancien chancelier Willy Brandt (SPD), qui pense que, dans une phase de transition, la partie occidentale d'une Allemagne réunifiée pourrait appartenir à l'OTAN tandis que la partie orientale aurait « un statut spécial ». (AFP.)

## L'unité monétaire interallemande se fera avant 1992

déclare M. Haussmann

« L'unité monétaire interallemande interviendra avant l'union monétaire européenne, soit avant 1992 », déclare M. Helmut Haussmann, ministre ouest-allemand de l'économie dans un entretien publié par le quotidien *Bild Zeitung* dans son édition du 1<sup>er</sup> février.

Interrogé sur une éventuelle réunification politique, le ministre ouest-allemand, qui est membre du Parti libéral (FDP) déclare en substance que cette unification ne pourra se réaliser que dans une Europe considérée comme un ensemble et qu'il faudra en discuter avec les Soviétiques et les partenaires de l'Allemagne.

## M. Gorbatchev déclare que les fausses rumeurs sur sa démission « profitent probablement à quelqu'un »

L'agence Tass et plusieurs responsables soviétiques ont multiplié les démentis, mercredi 31 janvier, après les informations rapportées la veille par la chaîne américaine de télévision CNN selon lesquelles M. Gorbatchev aurait l'intention d'abandonner la direction du PC soviétique (*le Monde* du 1<sup>er</sup> février).

« Beaucoup de rumeurs, de propositions, circulent à travers le monde. Tout cela n'a aucun fondement », a déclaré notamment M. Gorbatchev, cité par TASS, au journaliste brésilien présent à l'issue de son entretien avec le président-élu du Brésil, M. Fernando Collor de Mello. « Cela profite probablement à quelqu'un de permettre de telles choses », a poursuivi M. Gorbatchev selon lequel « il est maintenant devenu une mode dans la presse internationale, alors que nous approchons du plénum ordinaire du comité central, qu'apparaissent toute une série d'inventions ».

Rappelant que ce plénum, qui se réunit lundi et mardi prochains, sera « très important », a pris des décisions sur « certains sujets », le chef de l'Etat et du parti soviétique a révélé qu'il venait de passer « quelques jours dans le sud » pour préparer son discours à cette réunion. M. Gorbatchev, qui n'avait eu aucune activité publique à Moscou depuis une réunion du Bureau politique le 22 janvier, était reparti pour le premier ministre est-allemand, M. Modrow.

De son côté M. Guerassimov, porte parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a

dénoncé mercredi « les spéculations sur l'avenir des structures politiques » de l'URSS. Rappelant que le Congrès des députés, lors de sa première session l'an dernier, avait réglé la question du partage des pouvoirs entre le chef de l'Etat et le chef du parti, il a ajouté : « mais on peut encore revenir sur cette question », laissant ainsi entendre que la situation actuelle, dans laquelle M. Gorbatchev cumule les deux mandats, pourrait être révisée. (AFP.)

□ A Marseille, au proche de M. Gorbatchev fait l'éloge de la social-démocratie. — M. Fedor Bourlatski, présenté comme un proche collaborateur de M. Mikhail Gorbatchev, député du soviet suprême, et invité par le plénum ordinaire du comité central, qu'apparaissent toute une série d'inventions. « Nous devons retourner aux sources social-démocrates de notre parti. Staline a démolit cette tradition qui, malgré les massacres des années 30, n'est pas morte (...), a déclaré M. Bourlatski. Il faut s'appuyer désormais sur l'expérience social-démocrate de la Suède, de l'Autriche et même la France » avant de se prononcer pour l'économie mixte et l'économie de marché dans un système politique pluraliste, qui « constitue la seule voie qui conduit au marché mondial et qui permettra à l'Union soviétique de s'en sortir ».

## Des responsables soviétiques sanctionnés pour tentative d'exportation illégale de chars

Plusieurs dirigeants de l'industrie militaire soviétique ont été démis de leurs fonctions ou sanctionnés pour tentative d'exportation illégale d'armements, a annoncé mercredi 31 janvier l'agence TASS.

« Le présidium du conseil des ministres a décidé lundi de démettre de ses fonctions le premier vice-ministre de l'industrie aéronautique, Anatoli Bratoukhine, et d'adresser un blâme sévère au ministre de l'industrie de défense, Boris Belousov », indique l'agence, à cause d'une affaire de « tentative d'exportation de 12 chars soviétiques T-72 par une coopérative d'économie mixte (Etat-coopérative) (ANT) ». Ayant reçu du ministère de l'industrie de défense une licence d'import-export, cette entreprise avait fait acheminer en décembre par train les chars d'assaut jusqu'à Novorossisk, port de la Mer noire, où les engins ont été découverts par les douanes, alors qu'ils allaient être embarqués, explique l'agence TASS, sans indiquer le destinataire de ce marché peu ordinaire. (AFP.)

## Un accord à Vienne sur le désarmement n'apportera pas de changement à l'équipement des forces françaises

déclare M. Jean-Pierre Chevènement

« Un accord à Vienne sur la réduction des armements classiques en Europe ne devrait pas apporter de changement substantiel dans l'équipement des forces armées françaises, tel qu'il résulte de la loi de programmation récemment votée. » C'est l'affirmation du ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, venu exposer, mercredi 31 janvier, à l'Ecole militaire, les perspectives des négociations de Vienne et leurs conséquences sur le dispositif militaire français. Le ministre de la Défense a estimé que « les missions des forces françaises demeurent inchangées », parce que « nul ne sait de quoi demain sera fait » dans un monde qui « reste dangereux ».

Après avoir rappelé qu'on bute encore à Vienne sur la définition des matériels concernés (chars, véhicules blindés, avions et hélicoptères), à l'exception de l'artillerie, le ministre de la Défense a expliqué : « Il est encore trop tôt pour annoncer de façon précise quel sera le volume des réductions que la France devra éventuellement consentir à la signature de l'accord. » D'autant, a ajouté M. Chevènement, que « le volume du retrait partiel, inévitable, des forces américaines sta-

tionnées en Europe a une influence directe sur les réductions que seront amenés à effectuer les pays de l'Europe de l'Ouest ».

S'il devait y avoir un nouvel accord après la conclusion d'un premier accord sur la réduction des armements, M. Chevènement considère que « la France sera guidée, outre son concept de défense fondé sur la suffisance et l'indépendance de ses moyens, par la nécessité de faire face à ses obligations outre-mer et dans le monde, qui nécessitent de préserver une capacité d'action lointaine importante et la non-inclusion du naval ». Cette nouvelle négociation devrait concerner, selon lui, l'ensemble des pays, c'est-à-dire la totalité des États-Unis et de l'URSS, de San-Francisco à Vladivostok, parce que l'Europe ne doit pas devenir « un champ de restrictions particulières » sous tutelle des Grands. M. Chevènement a répété, d'autre part, que « nos armements nucléaires ne sont pas négociables tant que les deux grandes puissances ne réduiront pas leurs forces stratégiques à un niveau comparable au nôtre ». A propos des missiles Hadès et ASMP, il a expliqué que « l'armement nucléaire préstratégique d'ultime avertissement est indispensable à notre dissuasion du faible au fort » et conclu que, dans ces conditions, la France ne peut pas participer à des négociations éventuelles sans risquer de dévaloriser son concept, qui est « la non-guerre excluant la riposte graduée ».

A propos des essais nucléaires, il a ajouté : « Il faudrait faire preuve d'un angélisme et d'une méconnaissance de l'Histoire coupables pour croire que la défense de la France peut faire l'économie d'une dissuasion constamment maintenue crédible » grâce aux sites de la Polynésie.

## De l'armée est-allemande à la Bundeswehr

Les Allemands de l'Est réfugiés à l'Ouest qui ont effectué leur service militaire dans l'armée est-allemande (NVA) pourraient être autorisés à servir dans les rangs de la Bundeswehr (armée ouest-allemande), a indiqué le mercredi 31 janvier le ministre fédéral de la Défense, M. Gerhard Stoltenberg. Mais il a souligné, dans une interview à la chaîne de télévision ARD, qu'il fallait d'abord examiner les qualifications des candidats et voir si

cet enrôlement est compatible avec la Constitution ouest-allemande. « Je doute personnellement que les anciens officiers et sous-officiers de carrière puissent être engagés, car l'atmosphère au sein de la NVA est très différente de celle de la Bundeswehr », a-t-il ajouté. De nombreux postulants s'étaient présentés dans les casernes ouest-allemandes depuis l'ouverture de la frontière, à un moment où la RFA a déjà l'intention de réduire ses effectifs militaires. (AFP.)

**L'HISTOIRE**

LE BARONNET DES FINANCES  
L'AMÉRICAIN ET MOI

**LES FRANÇAIS DIVISÉS PAR L'ÉCOLE**

N° 130  
30 FÉVRIER 1990

**POURQUOI L'ÉCOLE DE JULES FERRY DIVISE LA FRANCE**

avec Monique Ozouf

**SULLY : UN BARONNET AUX FINANCES**

par Françoise Boyard

**COMMENT LES AMÉRICAINS ONT ÉTÉ PIÉGÉS AU VIET-NAM (1941-1965)**

par Jacques Dalloz

**LES PREMIERS VISITEURS DU LOUVRE**

par Daniel Georget

**dossier**

**DE BISMARK À LA CHUTE DU MUR : LA HANTISE DE LA GRANDE ALLEMAGNE**

par Alfred Grosser, Michel Korinman et Anne-Marie Le Glandner

**ETC.**



## DIPLOMATIE

Désarmement :  
les propositions de M. Bush

Suite de la première page

Des consultations secrètes ont eu lieu, deux responsables de la Maison Blanche, et du département d'Etat, MM. Robert Gates et Lawrence Eagleburger, avaient été envoyés discrètement en Europe, à partir de dimanche soir, pour des entretiens avec les dirigeants britanniques, français, italiens et ouest-allemands, qui avaient déjà été avisés personnellement par M. Bush. Enfin, un coup de téléphone à M. Gorbatchev, aux premières heures de la matinée de mercredi - coup de fil qui, selon les porte-parole américains, a été grandement « apprécié » par son destinataire, lequel a naturellement ajouté qu'il désirait les nouvelles propositions américaines.

L'affaire a été apparemment fort bien menée, et M. Bush semble déjà à présent avoir réussi un assez joli coup, y compris sur le

plan de la politique intérieure, où il place en porte à faux les démocrates, qui lui reprochaient d'être trop timide en matière de réduction des armements.

Selon les éclairages fournis par de hauts responsables de la Maison Blanche, M. Bush a jugé nécessaire de lancer cette nouvelle initiative « parce que les événements [en Europe de l'Est] avaient pris de l'importance sur les négociations » [sur le désarmement conventionnel]. Il s'agissait d'empêcher que le plafond de 275 000 hommes - suggéré en mai dernier - « ne soit utilisé comme un prétexte » au maintien, en Europe de l'Est, de troupes (soviétiques) dont les nouveaux gouvernements des pays concernés ne veulent plus.

Cela n'explique pas tout à fait pourquoi, au début de décembre encore, M. Bush assurait qu'il convenait d'obtenir d'abord un accord sur ses propositions

de mai dernier avant d'en formuler éventuellement de nouvelles, ni pourquoi ses collaborateurs ont maintenu publiquement cette position jusqu'à ces tous derniers jours. Mais c'est, pour le président américain, un excellent moyen d'affirmer sa nouvelle image d'homme d'audace et d'initiative, une image qu'il semble s'être soigneusement appliquée à « voler » à M. Gorbatchev : depuis un certain temps déjà, c'est de Washington, et non plus de Moscou, que viennent désormais les suggestions nouvelles, du moins en matière de désarmement.

M. Bush a-t-il obéi à d'autres préoccupations qu'à celle de remettre ses propositions à l'heure d'un hôte qui a considérablement accéléré son rythme en Europe de l'Est ? Les responsables de la Maison Blanche affirment en tout cas que le désir « d'aider M. Gorbatchev » qu'ils ont par ailleurs n'a joué aucun rôle en la circonstance. Et ils ajoutent que la possibilité de faire des économies supplémentaires en matière de défense n'a pas non plus pesé sur la décision.

De fait - les réductions d'effectifs devant être négociées, et certainement pas du jour au lendemain - il est improbable que le

Pentagone trouve là une source d'économies à court terme. Mais c'est au moins une excellente réponse politique à tous ceux qui, Congressistes démocrates en tête, reprochaient vigoureusement au président d'avoir pas salé l'occasion historique de couper plus nettement dans les dépenses de défense : ce n'est certainement pas par hasard que, selon un calendrier tout à fait inhabituel, le budget pour 1991 n'a été présenté au Congrès que deux jours avant le « message sur l'état de l'Union ».

Un accueil  
chaleureux

Du coup, alors que le Capitole raisonnait depuis quarante-huit heures de clameurs d'indignation et d'attaques particulièrement violentes contre le directeur du budget, Richard Darman, le public américain a pu voir mercredi les congressistes, debout, applaudir à tout rompre les propositions de M. Bush. Certes, le « message sur l'état de l'Union », que le président adresse chaque année aux deux Chambres solennellement réunies, est ritualisé d'antiquité, au cours duquel l'exécutif et le législatif se congratulent mutuellement.

Il n'empêche que M. Bush a bénéficié d'un accueil particulièrement chaleureux - et que le speaker de la Chambre, chargé selon la tradition d'apporter la « réponse », et donc les critiques, a dû démentir à la fin de la dernière minute son discours pour en gommer les passages consacrés au budget de la défense.

M. Bush a naturellement con-

cré une bonne part de son discours à la situation intérieure d'une Amérique qu'il convient de rendre « meilleure ». Il n'a pas repris l'expression « plus douce et plus gentille », qui avait marqué de son sceau son discours d'inauguration, mais a confirmé que ses préoccupations n'avaient pas changé : les crises (dont le petit nombre et la durée posent un problème aigu aux États-Unis), l'éducation, l'environnement, l'égalité des chances, y compris pour les handicapés, la qualité des produits américains, l'aide aux sans-abris et la lutte contre la drogue : tous ces objectifs ont été énumérés, pile-mêle et sans entrer dans les détails, qui confortent les critiques qui maintiennent que M. Bush a toujours d'excellentes intentions et tarde toujours autant à les traduire dans les actes.

Le président a aussi évoqué - cette fois sous les applaudissements d'une partie des congressistes seulement - son projet fétiche, la réduction de l'impôt sur les plus-values en capital. Et il a attaqué de front l'idée, lancée par certains démocrates, et qui consisterait à réduire le montant des contributions des salariés au système des retraites, parce que ce dernier est largement excédentaire et sert à dissimuler l'ampleur du déficit budgétaire. Cela a donné lieu à une scène cocasse, car lorsque M. Bush a déclaré sur un ton sévère que « tripler le système de sécurité sociale était bien la dernière chose à faire », on a vu le sénateur démocrate qui se penchait sur le dossier de la proposition incriminée, - applaudir debout, plus fort que tous les autres.

M. Bush n'a toujours pas

apporté la preuve qu'il avait été touché par la grâce de l'art oratoire, mais son discours n'était pas dépourvu d'une certaine chaleur humaine, surtout lorsqu'il a apporté une touche personnelle en parlant des enfants et des petits-enfants, les siens et ceux des autres, d'Amérique ou d'ailleurs, on bien quand il a évoqué un des points de son credo personnel : « De tous les cadeaux qu'on puisse faire, le plus grand est d'aider les autres ».

Le président - propositions de désarmement mis à part - n'a bien sûr pas oublié de parler de politique étrangère. Mais il l'a fait très succinctement, en s'abstenant d'évoquer, ne serait-ce que de manière très lointaine, des questions et des régions allant du Proche-Orient à la Chine, en passant par l'Afghanistan. En revanche, il n'a bien sûr pas oublié de mentionner le retour de Panama « parmi les nations « libres » », un événement qu'il est allé jusqu'à placer en tête des grands changements qui ont transformé le monde en 1989, avant l'accession de Solidarité au pouvoir en Pologne, l'élection de M. Vaclav Havel à la présidence à Prague, ou l'effondrement du mur de Berlin. C'est d'ailleurs à propos de Panama que M. Bush a annoncé l'autre décision concrète contenue dans son discours, et qui, elle aussi, concerne la réduction des forces américaines. Les dernières troupes d'invasion encore sur place vont être rapatriées d'ici à la fin du mois de février, et les effectifs américains présents à Panama seront alors ramenés à leur niveau d'avant l'intervention de décembre - soit environ 13 000 hommes.

JAN KRAUZE

## « Tendre la main aux démocraties qui émergent »

Voici le texte du passage du discours sur l'état de l'Union dans lequel M. Bush formule ses nouvelles propositions en matière de désarmement.

« Il est temps pour nous de tendre la main aux démocraties qui émergent en Europe de l'Est, pour que ce continent, un continent trop longtemps divisé, puisse connaître un avenir d'intégrité et de liberté. Et il est temps de tirer parti de nos nouvelles relations avec l'Union soviétique pour appuyer et encourager un processus pacifique de changement interne en direction de la démocratie et du développement économique ».

« Nous sommes dans une période de grande transition, de grand espoir, mais aussi de grande incertitude. Nous reconnaissons que la menace militaire soviétique diminue en Europe, mais nous voyons peu de changement dans la mise à jour de la

stratégie de l'URSS. C'est pourquoi nous devons poursuivre la modernisation de nos propres forces stratégiques offensives et l'initiative de défense stratégique ».

« Mais le temps est venu d'avancer vers un accord sur le contrôle des armements conventionnels qui nous conduise à des niveaux de forces militaires en Europe plus appropriés, un programme de défense cohérent qui permette aux États-Unis de continuer à servir de catalyseur au changement pacifique en Europe. J'ai consulté les dirigeants de l'OTAN, et, à vrai dire, j'ai parlé au téléphone avec le président Gorbatchev, aujourd'hui même ».

« Je conviens avec nos alliés européens qu'une présence militaire américaine en Europe est essentielle, et qu'elle ne devrait pas être uniquement liée à la présence militaire soviétique en Europe de l'Est. Mais le niveau des troupes peut être abaissé. C'est pourquoi ce soir j'annonce une nouvelle proposition majeure pour une nouvelle réduction des

troupes américaines et soviétiques en Europe centrale et orientale, à 195 000 hommes de part et d'autre ».

« Ce nombre est conforme aux préoccupations qu'à celle de remettre ses propositions à l'heure d'un hôte qui a considérablement accéléré son rythme en Europe de l'Est ? Les responsables de la Maison Blanche affirment en tout cas que le désir « d'aider M. Gorbatchev » qu'ils ont par ailleurs n'a joué aucun rôle en la circonstance. Et ils ajoutent que la possibilité de faire des économies supplémentaires en matière de défense n'a pas non plus pesé sur la décision ».

De fait - les réductions d'effectifs devant être négociées, et certainement pas du jour au lendemain - il est improbable que le

## AFRIQUE

La conférence des ambassadeurs de France en Afrique

Promesses politiques  
et désengagement économique

La conférence annuelle des ambassadeurs de France en Afrique, qui s'est ouverte mercredi 31 janvier par une réception à l'Élysée au cours de laquelle M. Mitterrand a dit quelques mots, a été marquée par la « lettre de l'Europe de l'Est » que le président de la République a remis aux chefs de l'Europe de l'Est ne remettrait pas en cause les programmes en faveur de l'Afrique.

Malgré les assurances des hommes politiques français, les Africains trouvent de plus en plus de raisons de s'inquiéter dans les décisions de certains responsables économiques. Deux affaires, sans lien direct, illustrent le désengagement français sur le continent noir, celles que sont les bonnes paroles prodiguées en nom de la coopération.

Selon ses responsables syndicaux, les jours de la SEDES (Société d'études pour le développement économique et social) sont comptés depuis la décision qu'a prise sa direction générale, en septembre 1989, de démanteler cette institution qui jouait un rôle non négligeable dans l'industrialisation de l'Afrique. Créée en 1958 par M. François Bloch-Lainé, dans un esprit visant à promouvoir l'économie mixte, la SEDES n'avait pas une vocation spécifiquement africaine, mais elle déployait 60 % ses activités outre-mer, notamment au sud du Sahara. A son actif, elle fait état de sa contribution aux plans d'ajustement structurel du Gabon, de la Côte-d'Ivoire, du Sénégal et de Madagascar et de nombreux autres pour la réorganisation d'administrations africaines.

Grandes manœuvres  
bancaires

La Caisse centrale de coopération économique figurent parmi les actionnaires de la SEDES, mais l'essentiel de son capital est détenu par une filiale de la Caisse des dépôts et consignations, qui, au nom de la rentabilité, a décidé de mettre fin à une expérience devenue coûteuse. Victimes de cette mesure, certains États africains ont en effet aboli des commandes d'études jamais payées. La rentabilité toute relative était surtout assurée par des prestations réalisées sur financement international (Banque mondiale, PNUD, FED) ou français (Caisse centrale, FAC, Affaires étrangères). La situation est que les agents de la SEDES se faisaient les champions, dans certains cas, d'une autre logique que celle, avant tout commerciale, de la Banque mondiale et du FMI. Ceux qui n'ont pas déjà été affectés ailleurs s'attendent à devoir cesser leurs activités en mars.

D'une autre nature, mais encore plus lourde de conséquences, est le projet de liquidation de la BIAO (Banque internationale pour l'Afrique occi-

dentale) par la BNP qui possède 51 % de son capital. Avec ses 17 filiales locales et ses 300 agences, la BIAO présente depuis cent trente sept ans, est une véritable institution. Il n'est pas un responsable économique d'après les indépendances qui ne soit passé par son vénérable siège de l'avenue de Messine à Paris.

Mais la vieille dame de la finance franco-africaine souffre durement de la faillite de l'ensemble du système bancaire au sud du Sahara, en raison notamment des dettes des États et des administrations à l'égard des entreprises. La situation est particulièrement critique dans les filiales camerounaise, ivoirienne et sénégalaise. Pour redresser la situation, il faudrait y injecter très rapidement 800 millions de francs. Mais l'assainissement total exigerait 1,4 milliard.

La BNP, qui dispose par ailleurs d'un réseau africain de banques associées (le réseau BICG), voit de moins en moins de justification à cette coexistence non rentable et voudrait qu'un conseil d'administration de la BIAO s'occupe de l'entreprise le 13 février. Mais les résistances africaines sont plus vives que prévu. Réunis à Dakar le 16 janvier, les directeurs généraux africains du groupe BIAO ont signé un mémorandum dans lequel on lit : « La mauvaise gestion a commis de graves erreurs de gestion dont il serait fondamentalement injuste que les filiales d'Afrique, et donc les économies africaines, supportent les conséquences ».

Du nom d'un gouverneur africain de banque centrale, un « plan Ouzou » a été élaboré contre la « mise à mort » de la BIAO. Dépassant les experts, la querelle est devenue une affaire d'État à laquelle s'intéresserait personnellement le président Houphouët-Boigny. L'idée est de réunir des capitaux africains pour se substituer à la BNP. Le puissant Nigéria pourrait participer à ce sauvetage, sous forme d'apports privés.

Une personnalité française du monde de la finance, qui suit de près ces grandes manœuvres bancaires, nous a assuré qu'il n'était pas inconcevable que des capitaux sud-africains soient associés un jour à l'opération, laissant entendre que des contacts avaient déjà été pris à titre exploratoire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

AFRIQUE DU SUD : les journaux de « l'Humanité » sont interdits. Trois journalistes de l'Humanité et de l'Humanité dimanche viennent de se voir refuser le visa d'entrée en Afrique du Sud, écrit le quotidien communiste dans son numéro du jeudi 1<sup>er</sup> février.

## ALGÉRIE

Tous les exilés  
politiques  
peuvent rentrer

Les exilés politiques peuvent désormais rentrer librement en Algérie, a déclaré le président Chadli Bendjedid lors d'une réunion du conseil des ministres, mercredi 31 janvier à Alger. Selon un communiqué diffusé par l'agence APS, M. Chadli a « réaffirmé que l'exercice des libertés publiques sera respecté au profit de tous, sans exception aucune, notamment en ce qui concerne la liberté d'aller et de venir de chacun, y compris de ceux qui se sont exilés ».

Cette décision semble viser particulièrement le fondateur du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), M. Ahmed Ben Bella, en exil depuis 1981, estimant les observateurs en se fondant sur les propos d'une source sûre à Alger, selon lesquels la déclaration du président Chadli « incluait tout le monde sans exception ». Cependant, le procureur général près la cour d'Alger, interrogé sur ce communiqué, a déclaré qu'il appartenait à la justice de se prononcer en toute indépendance puisque M. Ben Bella fait l'objet de poursuites en raison d'actes de violence commis en Algérie par des militants du MDA.

D'autre part, plus de 40 000 travailleurs, de tous secteurs, ont manifesté mercredi à Tizi-Ouzou, a indiqué la radio algérienne. Ils protestaient notamment contre la dégradation du pouvoir d'achat et les atteintes aux droits syndicaux.

## ANGOLA

Offensive des forces  
gouvernementales  
contre l'UNITA


Les forces armées angolaises ont rompu les lignes des rebelles de l'UNITA dans le sud-est du pays, a annoncé mercredi 31 janvier le correspondant de l'agence portugaise LUSA à Luanda, citant une source militaire. Elles ont traversé la rivière Lomba après avoir détruit deux lignes défensives et se trouvent actuellement à une dizaine de kilomètres de Mavinga (environ 1 200 km au sud-est de Luanda), principal verrou défensif de Jamba, le quartier général du chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi.

L'intensification de l'activité militaire, avait été la raison invoquée mardi à Lisbonne par le chef de l'UNITA pour écarter une visite privée qu'il effectuait au Portugal.

M. Savimbi avait annoncé, lors d'une conférence de presse, que Luanda avait envoyé douze avions MiG-23 de la ville de Lubango (sud-ouest) sur le théâtre des opérations, entre les localités d'Ouzanga et de Mavinga, pour bombarder les régions contrôlées par ses troupes. - (AFP.)

**DECLARATION 89**  
**TAPEZ 36.17 CODE IMP**  
**ET DORMEZ SUR**  
**VOS DEUX OREILLES.**

Calcul automatique de vos impôts 89.  
C'est un service personnalisé et confidentiel  
du Quotidien Le Monde  
et du Crédit Agricole d'Ile-de-France  
(pour les salariés et non-salariés)  
Ouvert 24h/24h jusqu'au 31 mars 90.  
Code 36.17 IMP



**Le Monde**

**CREDIT AGRICOLE**  
D'ILE-DE-FRANCE

150



سكاي نيوز

## EUROPE

### Bribes d'Est

Suite de la première page

Le Club resta le Club dans Prague. Badaud et amateur de souvenirs à rapporter. Le baroque des palais permettait encore de prendre cette errance pour une simple promenade, et le nouveau président, Vaclav Havel, était un homme tout à fait fréquentable. Leur guide, Radko, leur avait bien souhaité « bienvenue dans une ville libérée ». Les Praguais se massaient, inquiets, attentifs, au coin des rues, devant des téléviseurs retransmettant des images de Roumanie ou de Baku. Mais la nuit tombait, une nuit jaune de songes, propre aux flâneries romantiques d'un autre été européen.

Le Club resta le Club, et eux des touristes qui auraient pu se croire dans Vienne, jusqu'aux aurores, aux fleurs et aux bougies allumées de la place Venceslas. Devant le monument désormais dédié à Jan Palach, une femme racontait ses années de plomb. Un prisonnier, récemment libéré, cherchait du travail.

Comme chaque soir depuis des semaines, les Praguais assuraient ici la veille de leur révolution. Des jeunes chantaient des airs hier interdits, et eux se surprenaient, imperceptiblement, à regretter de ne pas savoir chanter en tchèque. Premières émotions, furtives, maladroites, encore enfouies sous des flots de questions mécaniques ou gâchées par l'ignorance. La nuit, pourtant, s'était assombrie. Ils avaient quitté Vienne.

de tous les livres, lâcha-t-elle. Il faut agir. Ils approuvèrent.

Alors, insensiblement, ils abaissèrent quelques masques. Beaucoup étaient de confession israélite, et ils étaient là secrètement pour un chemin de croix des ghettos. « Il y a si longtemps que j'attendais cela, confia l'un d'eux, mais c'était comme si les Staliniens m'avaient volé mes souvenirs. »

Beaucoup avaient une raison personnelle d'être du voyage, et

avaient leurs propres craintes des intolérances hexagonales. Bref, cette virée, intense, tournait à l'épreuve imprévue.

Ils ne souffraient plus, dans leurs chambres d'hôtel, que quelques heures par étape. Bien peu, même parmi les plus âgés, perdaient pied. Gilbert Trigano les avait voulu témoins. Ils encaisaient un choc par capitale. A Varsovie, Wojciech, un linguiste, raconta simplement sa vie quotidienne, les files d'attente pour l'essence et « la schizophrénie de la ville devant la pénurie ». La vodka et les violons du folklore silésien assombrèrent leur humeur. « Ne soyez pas

était « un régime de brutes ». Moscou garderait longtemps ses épais mystères. L'Europe s'arrêtait à la Biélorussie. Au-delà, pour eux, c'était encore du cyrilique.

Ils furent donc, fatigués de tout et d'eux-mêmes. Heureusement, ils se retrouvèrent chez eux, le soir. Dans Budapest l'occidentale, éclairée d'un ciel bleu. Ils dînèrent avec des Hongrois charmants, au restaurant Hungaria Kavenaz, qui avait accueilli M. François Mitterrand, quelques jours plus tôt, et qui prêterait, le lendemain, sa table d'honneur à Vaclav Havel. Après un concert à l'église Saint-Mathias, sur les hauteurs de Buda, on arrosa la démission du chef des services secrets, surpris à faire écouter les responsables de l'opposition. Les Français se perdaient avec délice, à la grande joie de leurs hôtes, dans les méandres de ces peuples de l'Est si mal connus dans leurs frontières. Slovaques, Allemands, Tziganes, Ukrainiens ou Turcs... On but à la confusion générale.

Et puis arrivait le tour de Bucarest, l'autre but inavoué, mal cerné de ce voyage. Bucarest la francophone, la fascinante depuis les images de Noël. La ville la moins sûre leur garantissait, cette nuit-là, une étrange paix. Ils avaient déjà beaucoup marché dans des capitales assombries par les pénuries d'électricité. Nulle part l'obscurité n'était aussi dense : ils s'y lovèrent en toute tranquillité, emportés par une nécessité insaisissable.



ils l'avouèrent avec peine. Ils compensaient un manque, enfoui souvent depuis des lustres, et le Club leur servait simplement de béquilles pour des explorations intimes douloureuses. David avait quitté Sofia à dix ans. Chassé. Sa femme, Jacqueline, avait été élevée par son père, originaire de Pologne, dans le refus de ce pays. Lors de son agonie, pourtant, il ne parla plus que la langue de Lech Valésa. Une dame, mère de famille, peut-être grand-mère, avait autrefois rencontré un jeune médecin hongrois. Elle allait voir la Hongrie. Une autre avait quitté à dix-huit ans sa Bretagne pour épouser à Varsovie, « sous Staline », un attaché d'ambassade. Elle y retournerait pour chasser ses cauchemars d'Auschwitz, visité en 1951.

tristes », supplia l'ami polonais. Puis, il détailla le massacre de Katyn, ces milliers d'officiers tués par les Russes au début de la guerre, et les mémoires, comme les verres, s'entrechoquèrent encore, tard dans une nuit noire.

Quelques-uns se rebellèrent le lendemain. Des juifs de cet exil volontaire. Ils se rendaient au ghetto, ils étaient, au fond, venus pour cela, mais la guide commença la visite par le monument à la mémoire des femmes de la prison, incurablement après l'insurrection de la ville. Ils réclamaient la pierre tombale de leurs souffrances, pas celle de catholiques suspects d'antisémitisme. Les deux sculptures se ressemblaient pourtant, comme les deux faces d'un même drame. Un vieux juif de Varsovie apaisa leur amertume, et ils commentèrent sans passion le malentendu du carnet d'Auschwitz.

Ils rejettent Moscou. Ou plutôt ils voulaient s'accrocher à un rêve d'enfant peuplé de troïkas glissant sur la neige de la place Rouge et de chocolats de chez Pouchkine. Il neigea bien, ils marchèrent longtemps, dans une nuit laiteuse, tout autour du Kremlin. Mais la vodka du Siavouski Bazar, un cabaret aux ronds de cirque d'Hiver, avait tapé dur. L'un d'eux se souleva près du mausolée de Lénine et on évita de justesse les coups de matraque. L'atmosphère était électrique. Ils se perdirent dans le métro, trouvant aux Moscovites « des yeux vides ». La ville était trop grande, capitale d'un empire incompréhensible, trop complexe, bureaucratique. André, l'ami de l'intourist avait prévenu : « Vous avez bien fait de venir en janvier. Certains, ici, prédisent la guerre civile pour avril. »

« Gorbi »  
mal parti

Et c'était bien ce malaise qu'ils exprimaient par leur éternel « Gorbi » était mal parti et ils en rendaient les Moscovites responsables. Ils apprirent que la capitale était aux mains de la mafia, que les Géorgiens faisaient fortune dans l'illégalité, et eux, ils avaient promis de rapporter du caviar, acheté au marché noir, et des chapkas militaires ornées des pires insignes staliniens, comme d'autres collectionnaient les décorations nazies. Ils enrichirent un peu plus les voyous et, pour faire passer le goût de leur gêne, ils s'en allèrent en affirmant que l'Union

### Parcours des ghettos

Le lendemain, quelques-uns se levèrent tôt, sans rien dire, pour l'honneur de voir Vaclav Havel sortir de chez lui. Radko avait proposé une visite du vieux cimetière juif, et ils furent nombreux à la suivre. Ils y croisèrent M. Shimon Peres, venu renouer les relations diplomatiques entre Israël et la jeune République. Ils en parlèrent longtemps. A table, une enseignante du Nevada raconta en tremblant ses retrouvailles avec Helena, sa consœur de l'université. « Ils manquent

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Par un arrêt rendu le 25 mai 1989, l'Entre la société SÉCURITÉ PROTECTION SURVEILLANCE, dite S.P.S., dont le siège est 16, boulevard des Invalides à PARIS 7.

Et la société SÉCURITÉ SURVEILLANCE ET PROTECTION, dite S.S.P., dont le siège est 42-46, quai de Dion-Bouton à PUTEAUX (Hauts-de-Seine).

La Cour d'Appel de Versailles a confirmé un jugement rendu le 17 mai 1988 par le tribunal de grande instance de Versailles, dans les termes suivants :

Considérant que les mots SÉCURITÉ, PROTECTION et SURVEILLANCE pris isolément définissent une partie de l'activité des sociétés de gardiennage ; qu'il n'en est pas de même du rapprochement de ces trois mots en une formule qui n'est pas une locution de langage courant, et qui n'est pas une combinaison nécessaire et usuelle ;

Considérant que le caractère distinctif d'une marque est la seule condition de validité requise par la loi, qu'il est indépendant de l'originalité et de la nouveauté, qu'en l'espèce, la dénomination adoptée par l'intimée constitue un ensemble qui distingue cette société de toutes les autres sociétés de gardiennage, et ce d'autant plus que depuis la date de sa première utilisation en 1926 et de son premier dépôt en 1967, elle a acquis une notoriété certaine ;

Considérant que la marque « SÉCURITÉ PROTECTION SURVEILLANCE » et le sigle « SPS » sont protégés ; que l'usage de ces trois mots même dans un ordre différent est de nature à créer une confusion dans l'esprit de la clientèle, d'autant plus que, comme l'ont justement noté les premiers juges, les lettres du logo de SPS peuvent se lire dans un ordre différent et notamment SPS.

La Cour, qui a enjoint à la société S.S.P. de modifier dans sa dénomination sociale au moins un des trois termes SÉCURITÉ SURVEILLANCE ET PROTECTION, et une des trois lettres du sigle correspondant, et l'a condamnée à verser des dommages et intérêts à la société S.P.S. a en outre accordé à cette dernière la publication d'extraits de l'arrêt dans cinq journaux au choix du demandeur et aux frais du défendeur.

Pour extrait.

### Symbole

Sans se concerter, ils se retrouvèrent à la manifestation des « Hooligans », opposants inorganisés au Front, face aux chars de l'armée. D'autres allèrent droit à la télévision, se heurtant à d'autres blindés, s'épuisant le long d'avenues interminables. Appelés, fascinés par la mort ou la vie, écoutant sans se lasser des ex-insurgés reprendre leur chronique approximative des événements de décembre. S'éternisant devant les icônes et les fleurs du recueillement, à regarder une vieille femme, à genoux, prier une bougie allumée à la main, une femme qu'ils avaient déjà eu l'impression de rencontrer, comme le symbole de ces révolutions, à Prague, à Berlin ou à Budapest.

Le Club, cette nuit-là, perdit tout contrôle sur ses touristes. Comme l'opinion roumaine, les « gentils membres » refusaient la révision à la baisse du nombre des victimes, et ils occupaient aussi leurs. La guerre, encore, point de passage obligé de l'histoire à venir, mais cette fois au travers d'un fantôme de Libération. Des dames en fourrure cherchaient à se rendre utiles, comme des infirmières au front. Une jeune femme, médecin, confia enfin, après six jours, son désir de rejoindre les équipes de secours en place. Elle allait revenir, comme se promettaient de le faire des dizaines d'autres, persuadés qu'était cachée là, autour des villas de la nomenclature brûlées par les obus, une vérité d'eux-mêmes.

A Sofia, David entraîna quelques compagnons vers sa maison. Toute la semaine, il n'avait parlé que de ces retrouvailles, cachant son émotion, et son long périple à l'Est, ces récits croisés, ces bribes d'une Europe retrouvée, n'avaient fait qu'attiser ses propres souvenirs. Les meubles de la famille étaient toujours chez les voisins, dans le quartier de la faculté de médecine. L'armoire, quatre chaises et une table. Vladimir Zvetkov, l'ami d'enfance, était mort d'une crise cardiaque après une convocation au siège de la milice. Il venait de séjourner en France, chez David.

Alors, ils burent du raki d'abricot dans l'appartement des voisins. Ils burent longtemps à l'enfance de David et à la mémoire de l'ami. Et, quand il fallut bien s'éloigner de l'immeuble, une drôle de leur adoucissait la nuit, au-dessus de la cathédrale Alexandre-Nevski.

PHILIPPE BOGGIO

## CE SOIR A EX-LIBRIS ALAIN BOUBLIL PARLE

### Alain Boublil LE SOULÈVEMENT DU SÉRAIL

Albin Michel

### DE L'ALLEMAGNE

Un bilan des deux Allemagnes, en donnant la parole aux Allemands eux-mêmes, à la veille de 1992 alors que des processus de démocratisation se déroulent en Europe de l'Est. Également au sommaire : Caucase et Asie centrale soviétique - L'URSS et les organisations économiques internationales - Amérique latine : vers des sorties de crise néo-libérales - La politique étrangère entre l'Elysée et Matignon.

### politique étrangère

n° 3/89 - en vente en librairie - 90 F le numéro

Directeur de la publication : Thierry de Montval  
Revue trimestrielle publiée par  
l'Institut français des relations internationales  
Abonnement : 1 A. 300 F - 5 P. 25 - 4 000 F (VUE)

## DYNASTEURS

LE MENSUEL DES ECHOS

### Management :

## LE RETOUR DES "VIEUX"

### Et aussi

- Elf-Total : la guerre des chefs
- Banques : les risques du financement de projets
- L'entreprise communique : et alors ?

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## EUROPE

## BULGARIE

## L'opposition renonce à demander un report des élections

La fragile opposition non-communiste en Bulgarie, après avoir demandé un report des élections libres, a fait savoir mercredi 31 janvier qu'elle acceptait la proposition des autorités de les tenir en mai. Mais elle a une fois de plus décliné l'invitation à participer à un gouvernement d'union nationale. Le congrès du parti communiste, où les conservateurs restent toujours forts, devait voter jeudi soir les documents sur la destitution, les élections libres, le pluralisme et l'économie de marché.

## SOFIA

## de notre envoyé spécial

Après le « grand déballage » des deux premières journées du congrès extraordinaire du PC bulgare, au cours desquelles plusieurs membres hauts placés du parti ont été violemment attaqués pour leur passé dans l'entourage de Todor Jivkov, les débats sont entrés, mercredi 31 janvier, dans une phase toujours confuse mais un peu plus calme. En séance plénière, on parle de nouveau du marxisme économique, de la réforme des statuts du parti et du manifeste pour un socialisme démocratique.

Le secrétaire général, M. Petar Mladenov, aura dû toutefois frapper du poing sur la table pour mettre un terme aux critiques adressées à certains dirigeants. Au nom de la purification, des délégués avaient, par exemple, demandé la démission immédiate de M. Stanko Todorov, ancien premier ministre et actuellement président de l'Assemblée nationale. Celui-ci eut beau clamer qu'il avait démissionné du bureau politique en 1988, après que son épouse eut été exclue du parti pour son engagement dans le « Comité de Roussé » — cette ville du nord de la Bulgarie gravement polluée par les rejets de chlorure d'une usine chimique roumaine située sur la frontière — les contestataires ne cédaient pas. Jusqu'au moment où M. Mladenov a pris la parole pour dire simplement : « Arrêtez, Stanko Todorov est un camarade digne et honnête ».

Mercredi matin, ce fut au tour d'Alexander Lilov, membre réformateur du bureau politique, d'être pris à partie. Sous Jivkov, il fut, un temps, responsable de

l'idéologie. Considéré au début des années 80 comme le numéro deux du PCB, il a démissionné subitement en 1983 et perdit ensuite son siège au comité central. Réhabilité en décembre dernier, il a choisi, lui, une autre façon de répondre à ses détracteurs : « Si nous continuons comme ça, a-t-il déclaré sous les applaudissements de l'assemblée, nous allons vers un suicide collectif (...) Il y a des questions que vous ne devriez pas poser car vous allez vous humilier vous-mêmes ! » M. Lilov forme avec MM. Mladenov et Andreï Lukov, chargé des affaires économiques et des négociations de la table ronde avec l'opposition, ce qu'on appelle ici la « trinité » des réformateurs.

Il est encore difficile de se faire une idée de l'issue du quatrième congrès de ce parti en crise d'identité. Les interventions « orthodoxes » alternent avec des discours résolument « novateurs ». Tour à tour, « les tentatives de calculs d'un parti censitaire, qui a versé tant de sang pour la patrie » et le « manque d'audace dans le changement » sont dénoncés, mais personne ne défend le « champion Jivkov », qui a réussi à se griffer pendant plus de trente ans sur le PCB.

## Quatre tendances

Cependant, quatre tendances se dessinent : les conservateurs toujours très forts, les privilégiés de la Nomenklatura, les réformateurs radicaux (en minorité) et la très grande majorité des quelque trois mille délégués qui ne sait trop sur quel pied danser. C'est ce dernier groupe qui fera la décision et qui votera certainement, tard dans la soirée du jeudi 1<sup>er</sup> février, les documents concernant les nouvelles orientations du PC bulgare, la « déstalinisation », le pluralisme politique, les élections libres et le passage à l'économie de marché.

« Ce serait déjà une grande chose pour nous », constate le professeur Assen Jablenzki, président de l'Académie de médecine et porte-parole de « La voie vers l'Europe », une des quatre plateformes « radicales » qui se sont formées au sein du PCB. « Il faut être réaliste, dit-il, et l'on ne peut pas s'attendre à des bouleversements extraordinaires après quarante ans de dictature. Ce qui arrive aujourd'hui est quand même historique : pour la première fois, l'opposition a le droit de parler. Les débats sont très dés-

ordonnés mais c'est le lot d'une démocratie qui n'a pas encore trois mois... » Personnellement, il aurait souhaité que le PCB avance plus vite, en annonçant un renouvellement des cadres à tous les niveaux, l'abandon de la conception dogmatique du socialisme, comme la dictature du prolétariat, la marche vers l'intégration (politique, économique, culturelle et sociale) de la Bulgarie à l'Europe. Bref, qu'il devienne un parti, de préférence « socialiste », d'inspiration marxiste mais pas marxiste-léniniste. « Les pas que nous avons faits semblent petits par rapport à d'autres pays, mais pour nous, croyez-moi, ils sont déjà très grands ! »

Comme « La voie vers l'Europe », les autres courants « radicaux » n'envisagent pas de quitter le PCB si leurs propositions ne sont pas retenues. Ils veulent changer le parti de l'intérieur. Pour M. Dragomir Dragomirov, du Forum démocratique, « nous y resterons tant que les socialistes ne décideront pas de nous mettre à la porte ». Et son collègue Vassilev, professeur de philosophie à Sofia et animateur de l'Association socialiste alternative (ASO), relève lui que « nous sommes toujours sains et saufs et personne n'a réclamé notre exclusion à la tribune... » La aussi, un profond changement est intervenu quand on pense que les « tendances » au sein du PC bulgare furent interdites pendant des décennies. Que représentent ces plate-formes au congrès ? Environ 13 % des délégués. A l'exception de l'ASO, elles ne présenteront pas, jeudi, de candidats aux postes de responsabilité dans les organes dirigeants du PCB.

Le gouvernement n'a toujours pas fixé la date exacte des élections libres mais il est sûr qu'elles auront lieu dans le courant du mois de mai. Après avoir réclamé leur report, afin d'avoir le temps de s'organiser, l'opposition (extérieure au parti cette fois) repousse elle à une fois de plus le report des élections. L'Union des forces démocratiques (UFD), a changé d'avis et fait savoir mercredi 31 janvier qu'elle acceptait la proposition des autorités. En revanche, elle a une fois de plus décliné l'invitation des communistes à participer, avant le scrutin, à un gouvernement d'union nationale. Sortir le pays de la crise économique. Pour le porte-parole de l'UFD, M. Petar Beron, « le PCB n'a pas procédé à des changements suffisants pour permettre une discussion vraiment démocratique ».

ALAIN DEBOVE

## ALBANIE : tout en dénonçant le révisionnisme

## Le régime de Tirana amorce une timide évolution

L'ambassadeur d'Albanie en France a tenu mercredi 31 janvier, devant l'Association de la presse diplomatique, une conférence de presse au cours de laquelle il a vivement dénoncé la politique de M. Gorbatchev en URSS et dans le monde et réaffirmé la fidélité de son pays à la mémoire de Staline.

L'intervention de l'ambassadeur d'Albanie, M. Xenophon Nushi, a été, comme il se doit, dans la droite ligne des déclarations de M. Gorbatchev, « ultra-révisionniste », l'affirmation d'une fidélité indéfectible à l'héritage d'Enver Hodja et à Staline, l'évocation, enfin, des récents bouleversements intervenus dans les pays d'Europe de l'Est comme une trahison « des intérêts du socialisme ». On voit bien où est l'ennemi et si Tirana souhaite développer ses relations avec les pays occidentaux (Etats-Unis acceptés), même si elle ne souhaite pas envahir ses relations avec ses voisins yougoslaves, elle reste d'une intransigeance inébranlable quant à son indépendance et à sa propre conception du socialisme. Le diplomate a paraphrasé le de Gaulle de juin 40 en déclarant : « Le socialisme

a perdu une bataille, il n'a pas perdu la guerre ».

Ce qui guillemetait naturellement la question de la manière dont cette « guerre » doit être conduite, à l'intérieur comme à l'extérieur, dans un pays où, de l'avis général, la télévision, en particulier, a permis à la population de suivre d'assez près ce qui se passait ailleurs « à l'Est ». Peu étonnant apparemment par les rumeurs de troubles récents dans son pays, M. Ramiz Alia en a dit beaucoup plus long sur ce chapitre que son représentant à Paris, à l'occasion d'un dîner de son parti, les 22 et 23 janvier à Tirana.

Résumons à grands traits. Pas question de pluralisme, mais pourquoi pas à certains échelons du moins — une multiplicité des candidatures proposées aux électeurs, sous la seule réserve, il est vrai capitale, qu'elles soient acceptées par le « Front démocratique » sur lequel le PC a la haute main ? Foin aussi de glasnost, mais pourquoi pas des « réunions ouvertes » ouvrant la voie au « contrôle des masses travailleuses » ?

## Le marché

L'économie se porte mal et l'Albanie souffre de « pénurie ». Pourquoi ne pas chercher remède, d'abord dans une « décentralisation » qui accorderait, entre autres, plus d'autonomie financière aux entreprises ?

Et de suggérer encore l'introduction de stimulants matériels par le versement de primes aux travailleurs les plus productifs, une fragmentation des unités de production agricole en exploitations de dimensions plus réduites, qui, de surcroît, seraient autorisées à vendre en ville leurs productions au prix « du marché », la prise en compte, enfin, des mécanismes « de l'offre et de la demande » dans la fixation des prix de gros.

Voici un langage que l'on n'avait pas entendu à Tirana depuis quarante-cinq ans, et l'on sentait que, si M. Alia évoque à sa manière l'évolution vers un « Etat de droit » avec le projet de création d'un ministère de la justice, il se garde de toute allusion à un élargissement des droits de l'homme, en matière religieuse notamment.

Deux observations cependant. D'une part le chef du PC albanais prend note de ce qui s'est passé de « nouveau » dans les autres pays communistes comme si, même s'il ne le dit pas, l'Albanie ne pouvait observer ces événements sans réaction aucune. Il prend soin, ensuite, de souligner qu'il est « nécessaire de discuter » de tous ces problèmes — autrement dit que les décisions ne dépendent peut-être pas seulement de lui et qu'un clan conservateur, conduit dit-on par la veuve d'Enver Hodja, pourrait y faire obstacle.

ALAIN JACOB

## YOUgoslavie : tandis que la tension monte au Kosovo

## Des milliers de Serbes ont manifesté à Belgrade contre la mémoire de Tito et le communisme

Pour la première fois dans l'histoire de la Yougoslavie communiste, cinq à six mille manifestants Serbes ont manifesté publiquement et impunément mercredi soir 31 janvier à Belgrade, la mémoire de son fondateur Tito, et réclamé la fin du communisme. Au cœur de la ville, capitale à la fois de la Serbie et de la Yougoslavie, les manifestants scandaient des slogans jamais entendus dans le pays : « Tito criminel », « Tito-Craiescu », « à bas le communisme ». La police n'est pas intervenue. Un drapeau aux couleurs serbes trônait sur son milieu, était agité au-dessus de la foule : comme en Roumanie, le symbole

communiste, — l'étoile rouge en Yougoslavie — avait été décapé.

Alors que la manifestation se poursuivait, la télévision de Belgrade, a dénoncé cette « démonstration de nationalisme inacceptable ». C'était la seule condamnation notée à Belgrade en fin de soirée.

A l'origine, la manifestation, avait été convoquée par la municipalité pour exprimer la solidarité avec les Serbes du Kosovo. Elle s'est transformée en une démonstration hostile à Tito mais elle a ensuite pris le caractère nationaliste anti-albanais qui lui avait été imparti par les organisateurs.

## Appel à la raison

La gravité de la situation a été illustrée mercredi soir également par la tenue à Belgrade d'une réunion extraordinaire de la présidence yougoslave qui pourrait déboucher sur l'annonce de mesures exceptionnelles au Kosovo, telle l'instauration d'un couvre-feu. La présidence de Yougoslavie a cependant lancé un

nouvel appel à la raison et une mise en garde aux manifestants albanais qui affrontent les forces de police depuis une semaine au Kosovo.

Soucieux d'apaiser l'inquiétude croissante dans le pays, la présidence a affirmé « disposer de moyens et de forces capables d'empêcher le terrorisme d'où qu'il vienne » et s'est déclaré déterminée à y recourir pour maintenir l'ordre dans le pays. Elle a demandé à chacun en Yougoslavie de s'abstenir de tout geste susceptible d'aggraver la situation au Kosovo, qu'elle a jugé « dramatique ».

Un appel similaire, lancé lundi, était resté sans réponse et le bilan des violences s'alourdissait jour en jour. Mercredi soir il s'élevait à 14 morts du côté des manifestants, selon des informations non confirmées.

D'importants contingents de police tentent en vain de mater les manifestants qui tiennent sous leur contrôle de plus en plus de villages. Les unités de l'armée stationnées depuis deux ans au Kosovo, ne sont pas encore intervenues. (AFP)

## ROUMANIE

## La poétesse Ana Blandiana démissionne du Front de salut national

Dans une lettre publiée mercredi 31 janvier en première page du journal *Romania libera*, la célèbre poétesse roumaine Ana Blandiana, ancienne opposante au régime Ceausescu, a annoncé sa démission du Conseil du Front de salut national (FSN). Ana Blandiana qui avait adhéré au Front dès les premières heures, explique que sa « présence au sein du FSN est devenue incompatible avec la condition d'un écrivain

qui a choisi d'être toujours à l'opposé de l'agressivité, de la haine, de l'intolérance qu'engendrent les querelles pour le pouvoir ». Déplorant que « la confrontation se soit déplacée dans la rue », allusion aux manifestations et contre-manifestations de ces derniers jours, Ana Blandiana souligne que sa démission « n'est pas une désertion de la lutte que notre peuple mène pour sortir le pays du désastre et pour sa réintégration au sein de l'Europe ». — (AFP)

## TURQUIE

## Des islamistes revendiquent l'assassinat d'un défenseur des droits de l'homme

M. Moammer Aksoy, 73 ans, membre du Parti Populiste Social-Démocrate (PPSD), ancien membre du Conseil de l'Europe et défenseur des droits de l'homme a été tué mercredi 31 janvier de trois balles de pistolet, alors qu'il rentrait à son domicile à Ankara. Deux correspondants anonymes se réclamant de mouvements islamistes tous deux inconnus en Turquie, ont revendiqué cet assassinat au nom du « mouvement islamique » de celui de « la vengeance islamique ».

Ancien député socialiste d'Istanbul, Président de l'Union des juristes de Turquie et de l'Association de la Pensée Kémaliste, le Pr Aksoy n'avait cessé ces der-

niers mois de lutter contre le port du foulard islamique dans les universités en Turquie. Il rejetait également la revendication des militants intégristes islamiques en faveur de la reconversion du musée Saint Sophie d'Istanbul en mosquée.

M. Mehmet Yazar, ministre d'Etat et porte parole du gouvernement, a rappelé qu'un policier avait été tué mardi de façon semblable à Istanbul. Ces deux attentats rappellent l'escalade d'assassinats de représentants symboliques de la gauche et de la droite, par l'extrême droite et l'extrême gauche turque de la fin des années 70. (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : M<sup>re</sup> Thatcher reconnaît avoir été « trompée »

## Les services secrets ont-ils tenté de « déstabiliser » le dernier gouvernement Wilson ?

Un des épisodes les plus mystérieux des années 70 refait surface. Les services de renseignements civils et militaires ont-ils, en 1974-1975, procédé à une campagne de rumeurs et de calomnies destinée à « déstabiliser » des dizaines d'hommes politiques jugés trop « mous » face au communisme ou au terrorisme irlandais, en tête desquels M. Harold Wilson, alors premier ministre pour la dernière fois, et M. Edward Heath, chef de l'opposition conservatrice de l'époque ?

## LONDRES

## de notre correspondant

Les accusations en question ont été portées depuis des années par M. Colin Wallace, un ancien officier chargé des relations publiques de l'armée en Irlande du Nord, brutalement congédié en 1975 et qui cherche depuis cette date à obtenir réparation. M<sup>re</sup> Thatcher a solennellement affirmé à plusieurs reprises devant les Communes que les allégations de M. Wallace — reprises dans un livre célèbre de Peter Wright, *Spycatcher*, dont elle a tout fait, en vain, pour empêcher la publication — étaient sans fondement. Elle vient, à son grand embarras, de devoir faire machine arrière.

M<sup>re</sup> Thatcher a en effet déclaré, le mercredi 31 janvier, devant les Communes qu'elle « avait été trompée » par ceux qui lui affirmèrent l'inexistence d'une telle campagne. « Une enquête est ouverte pour déter-

miner comment de telles erreurs ont pu se produire », a-t-elle dit. Plusieurs députés travaillistes et conservateurs, notamment ceux qui ont été victimes de ces rumeurs sur leur vie privée ou leurs convictions politiques, ne veulent pas que le premier ministre en reste là et exigent des explications complètes.

Ce brusque retour sur le devant de la scène d'une vieille affaire qu'on croyait classée semble dû au hasard. Un archiviste militaire, qui cherchait dans de vieux dossiers, est tombé sur le compte-rendu d'un entretien entre M. Wallace et un de ses supérieurs. L'officier y était formellement invité à classer, parmi les journalistes qu'il rencontrait quotidiennement à Belfast, des calomnies concernant des personnalités de la scène politique locale : un tel était homosexuel, tel autre corrompu, le troisième était un poseur de bombes, etc.

## « Orange mécanique »

Ce dossier était introuvable, cela ne s'invente pas, « Orange mécanique » a été enterré dans la papiers. L'armée s'était contentée, lorsque M. Wallace avait protesté contre son licenciement et avait commencé à révéler le type de travail qu'on lui faisait accomplir, de fournir son dossier personnel qui ne contenait rien de semblable. Après son départ de l'armée, M. Wallace avait été inculpé du meurtre sans préméditation d'un antiquaire avec la femme duquel il avait une liaison. Il avait été condamné à dix ans de prison, qu'il a purgés, et cette dernière péripétie avait

évidemment jeté quelque doute sur la sérieux du personnage, d'autant qu'il n'apportait, pas plus que Peter Wright, aucune preuve matérielle sur ce qu'il avançait.

La découverte du dossier « Orange mécanique » dans les archives du ministère de la défense et l'aveu, par M<sup>re</sup> Thatcher, qu'elle a été « trompée » dans cette affaire, change évidemment le tableau. La question qui se pose est la suivante : est-ce que cette campagne de désinformation, menée par les services secrets, et dont l'existence est maintenant avérée, s'est limitée à l'Irlande du Nord et à la mise en cause de quelques politiciens locaux, catholiques et protestants, jugés gênants par les forces de sécurité, ou est-elle montée beaucoup plus haut, jusqu'à M. Wilson et Heath, comme l'affirmait Peter Wright et Colin Wallace ?

Ce dernier énumère les rumeurs répandues par les services secrets britanniques par l'intermédiaire de « journalistes » basés aux Etats-Unis : elles touchent principalement M<sup>re</sup> Marjorie Williams, une conseillère de M. Wilson, alors premier ministre, avec laquelle celui-ci avait une liaison. M. Wilson était lui-même accusé tantôt d'être marié par le KGB, tantôt d'avoir refusé de laisser examiner par les services de sécurité les dossiers de plusieurs de ses collaborateurs, qui auraient eux-mêmes été des agents communistes. Après avoir été publiée dans un quelconque média américain, la « nouvelle » était présentée comme venant des Etats-Unis et émanant de la CIA, laquelle aurait

eu un dossier sur M. Wilson...

Un ancien ministre travailliste chargé de l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees, a fait lire les Communes lorsqu'il a expliqué comment il avait été victime de cette campagne qui, officiellement, n'existait pas jusqu'à présent. Il a montré une lettre, venant des Etats-Unis, qui le remerciait chaleureusement du soutien qu'il apportait à l'IRA...

Un autre député travailliste, d'extrême gauche celui-là, M. Ken Livingstone, a joué mercredi sur un tout autre registre. Il a laissé entendre que M<sup>re</sup> Thatcher était en réalité au courant de toute l'affaire depuis longtemps. Elle devrait, selon lui, répondre personnellement aux questions des députés, « parce qu'elle a été la principale bénéficiaire de cette campagne et qu'elle en est le principal architecte... ».

La speaker lui a coupé la parole, estimant qu'il n'avait pas le droit de proférer de telles accusations en profitant de l'immunité judiciaire qui couvre les débats parlementaires. M. Livingstone ne fait que répéter une autre rumeur, ancienne elle aussi : M<sup>re</sup> Thatcher, élu leader du parti conservateur en 1975, aurait été aidée en sous-main par les services secrets, qui partageaient ses convictions d'extrême droite et lui auraient préparé le terrain en calomniant aussi bien le premier ministre travailliste en place, M. Wilson, qui devait abandonner le pouvoir un an plus tard, écroulé par la campagne de presse concernant sa vie publique et privée, que le chef de l'opposition conservatrice de l'époque, M. Heath, auquel elle devait succéder.

DOMINIQUE DHOMBRES.

1501 000000



**DISCUSSION**

[illegible]

**SECRET**

1880  
 1881  
 1882  
 1883  
 1884  
 1885  
 1886  
 1887  
 1888  
 1889  
 1890  
 1891  
 1892  
 1893  
 1894  
 1895  
 1896  
 1897  
 1898  
 1899  
 1900  
 1901  
 1902  
 1903  
 1904  
 1905  
 1906  
 1907  
 1908  
 1909  
 1910  
 1911  
 1912  
 1913  
 1914  
 1915  
 1916  
 1917  
 1918  
 1919  
 1920  
 1921  
 1922  
 1923  
 1924  
 1925  
 1926  
 1927  
 1928  
 1929  
 1930  
 1931  
 1932  
 1933  
 1934  
 1935  
 1936  
 1937  
 1938  
 1939  
 1940  
 1941  
 1942  
 1943  
 1944  
 1945  
 1946  
 1947  
 1948  
 1949  
 1950  
 1951  
 1952  
 1953  
 1954  
 1955  
 1956  
 1957  
 1958  
 1959  
 1960  
 1961  
 1962  
 1963  
 1964  
 1965  
 1966  
 1967  
 1968  
 1969  
 1970  
 1971  
 1972  
 1973  
 1974  
 1975  
 1976  
 1977  
 1978  
 1979  
 1980  
 1981  
 1982  
 1983  
 1984  
 1985  
 1986  
 1987  
 1988  
 1989  
 1990  
 1991  
 1992  
 1993  
 1994  
 1995  
 1996  
 1997  
 1998  
 1999  
 2000  
 2001  
 2002  
 2003  
 2004  
 2005  
 2006  
 2007  
 2008  
 2009  
 2010  
 2011  
 2012  
 2013  
 2014  
 2015  
 2016  
 2017  
 2018  
 2019  
 2020  
 2021  
 2022  
 2023  
 2024  
 2025  
 2026  
 2027  
 2028  
 2029  
 2030  
 2031  
 2032  
 2033  
 2034  
 2035  
 2036  
 2037  
 2038  
 2039  
 2040  
 2041  
 2042  
 2043  
 2044  
 2045  
 2046  
 2047  
 2048  
 2049  
 2050  
 2051  
 2052  
 2053  
 2054  
 2055  
 2056  
 2057  
 2058  
 2059  
 2060  
 2061  
 2062  
 2063  
 2064  
 2065  
 2066  
 2067  
 2068  
 2069  
 2070  
 2071  
 2072  
 2073  
 2074  
 2075  
 2076  
 2077  
 2078  
 2079  
 2080  
 2081  
 2082  
 2083  
 2084  
 2085  
 2086  
 2087  
 2088  
 2089  
 2090  
 2091  
 2092  
 2093  
 2094  
 2095  
 2096  
 2097  
 2098  
 2099  
 2100  
 2101  
 2102  
 2103  
 2104  
 2105  
 2106  
 2107  
 2108  
 2109  
 2110  
 2111  
 2112  
 2113  
 2114  
 2115  
 2116  
 2117  
 2118  
 2119  
 2120  
 2121  
 2122  
 2123  
 2124  
 2125  
 2126  
 2127  
 2128  
 2129  
 2130  
 2131  
 2132  
 2133  
 2134  
 2135  
 2136  
 2137  
 2138  
 2139  
 2140  
 2141  
 2142  
 2143  
 2144  
 2145  
 2146  
 2147  
 2148  
 2149  
 2150  
 2151  
 2152  
 2153  
 2154  
 2155  
 2156  
 2157  
 2158  
 2159  
 2160  
 2161  
 2162  
 2163  
 2164  
 2165  
 2166  
 2167  
 2168  
 2169  
 2170  
 2171  
 2172  
 2173  
 2174  
 2175  
 2176  
 2177  
 2178  
 2179  
 2180  
 2181  
 2182  
 2183  
 2184  
 2185  
 2186  
 2187  
 2188  
 2189  
 2190  
 2191  
 2192  
 2193  
 2194  
 2195  
 2196  
 2197  
 2198  
 2199  
 2200  
 2201  
 2202  
 2203  
 2204  
 2205  
 2206  
 2207  
 2208  
 2209  
 2210  
 2211  
 2212  
 2213  
 2214  
 2215  
 2216  
 2217  
 2218  
 2219  
 2220  
 2221  
 2222  
 2223  
 2224  
 2225  
 2226  
 2227  
 2228  
 2229  
 2230  
 2231  
 2232  
 2233  
 2234  
 2235  
 2236  
 2237  
 2238  
 2239  
 2240  
 2241  
 2242  
 2243  
 2244  
 2245  
 2246  
 2247  
 2248  
 2249  
 2250  
 2251  
 2252  
 2253  
 2254  
 2255  
 2256  
 2257  
 2258  
 2259  
 2260  
 2261  
 2262  
 2263  
 2264  
 2265  
 2266  
 2267  
 2268  
 2269  
 2270  
 2271  
 2272  
 2273  
 2274  
 2275  
 2276  
 2277  
 2278  
 2279  
 2280  
 2281  
 2282  
 2283  
 2284  
 2285  
 2286  
 2287  
 2288  
 2289  
 2290  
 2291  
 2292  
 2293  
 2294  
 2295  
 2296  
 2297  
 2298  
 2299  
 2300  
 2301  
 2302  
 2303  
 2304  
 2305  
 2306  
 2307  
 2308  
 2309  
 2310  
 2311  
 2312  
 2313  
 2314  
 2315  
 2316  
 2317  
 2318  
 2319  
 2320  
 2321  
 2322  
 2323  
 2324  
 2325  
 2326  
 2327  
 2328  
 2329  
 2330  
 2331  
 2332  
 2333  
 2334

# BERNIE

1. 1940-1941  
 2. 1942-1943  
 3. 1944-1945  
 4. 1946-1947  
 5. 1948-1949  
 6. 1950-1951  
 7. 1952-1953  
 8. 1954-1955  
 9. 1956-1957  
 10. 1958-1959  
 11. 1960-1961  
 12. 1962-1963  
 13. 1964-1965  
 14. 1966-1967  
 15. 1968-1969  
 16. 1970-1971  
 17. 1972-1973  
 18. 1974-1975  
 19. 1976-1977  
 20. 1978-1979  
 21. 1980-1981  
 22. 1982-1983  
 23. 1984-1985  
 24. 1986-1987  
 25. 1988-1989  
 26. 1990-1991  
 27. 1992-1993  
 28. 1994-1995  
 29. 1996-1997  
 30. 1998-1999  
 31. 2000-2001  
 32. 2002-2003  
 33. 2004-2005  
 34. 2006-2007  
 35. 2008-2009  
 36. 2010-2011  
 37. 2012-2013  
 38. 2014-2015  
 39. 2016-2017  
 40. 2018-2019  
 41. 2020-2021  
 42. 2022-2023  
 43. 2024-2025  
 44. 2026-2027  
 45. 2028-2029  
 46. 2030-2031  
 47. 2032-2033  
 48. 2034-2035  
 49. 2036-2037  
 50. 2038-2039  
 51. 2040-2041  
 52. 2042-2043  
 53. 2044-2045  
 54. 2046-2047  
 55. 2048-2049  
 56. 2050-2051  
 57. 2052-2053  
 58. 2054-2055  
 59. 2056-2057  
 60. 2058-2059  
 61. 2060-2061  
 62. 2062-2063  
 63. 2064-2065  
 64. 2066-2067  
 65. 2068-2069  
 66. 2070-2071  
 67. 2072-2073  
 68. 2074-2075  
 69. 2076-2077  
 70. 2078-2079  
 71. 2080-2081  
 72. 2082-2083  
 73. 2084-2085  
 74. 2086-2087  
 75. 2088-2089  
 76. 2090-2091  
 77. 2092-2093  
 78. 2094-2095  
 79. 2096-2097  
 80. 2098-2099  
 81. 2100-2101  
 82. 2102-2103  
 83. 2104-2105  
 84. 2106-2107  
 85. 2108-2109  
 86. 2110-2111  
 87. 2112-2113  
 88. 2114-2115  
 89. 2116-2117  
 90. 2118-2119  
 91. 2120-2121  
 92. 2122-2123  
 93. 2124-2125  
 94. 2126-2127  
 95. 2128-2129  
 96. 2130-2131  
 97. 2132-2133  
 98. 2134-2135  
 99. 2136-2137  
 100. 2138-2139  
 101. 2140-2141  
 102. 2142-2143  
 103. 2144-2145  
 104. 2146-2147  
 105. 2148-2149  
 106. 2150-2151  
 107. 2152-2153  
 108. 2154-2155  
 109. 2156-2157  
 110. 2158-2159  
 111. 2160-2161  
 112. 2162-2163  
 113. 2164-2165  
 114. 2166-2167  
 115. 2168-2169  
 116. 2170-2171  
 117. 2172-2173  
 118. 2174-2175  
 119. 2176-2177  
 120. 2178-2179  
 121. 2180-2181  
 122. 2182-2183  
 123. 2184-2185  
 124. 2186-2187  
 125. 2188-2189  
 126. 2190-2191  
 127. 2192-2193  
 128. 2194-2195  
 129. 2196-2197  
 130. 2198-2199  
 131. 2200-2201  
 132. 2202-2203  
 133. 2204-2205  
 134. 2206-2207  
 135. 2208-2209  
 136. 2210-2211  
 137. 2212-2213  
 138. 2214-2215  
 139. 2216-2217  
 140. 2218-2219  
 141. 2220-2221  
 142. 2222-2223  
 143. 2224-2225  
 144. 2226-2227  
 145. 2228-2229  
 146. 2230-2231  
 147. 2232-2233  
 148. 2234-2235  
 149. 2236-2237  
 150. 2238-2239  
 151. 2240-2241  
 152. 2242-2243  
 153. 2244-2245  
 154. 2246-2247  
 155. 2248-2249  
 156. 2250-2251  
 157. 2252-2253  
 158. 2254-2255  
 159. 2256-2257  
 160. 2258-2259  
 161. 2260-2261  
 162. 2262-2263  
 163. 2264-2265  
 164. 2266-2267  
 165. 2268-2269  
 166. 2270-2271  
 167. 2272-2273  
 168. 2274-2275  
 169. 2276-2277  
 170. 2278-2279  
 171. 2280-2281  
 172. 2282-2283  
 173. 2284-2285  
 174. 2286-2287  
 175. 2288-2289

**TROITE**

1. Mr. J. H. Smith  
 2. Mr. J. H. Smith  
 3. Mr. J. H. Smith  
 4. Mr. J. H. Smith  
 5. Mr. J. H. Smith  
 6. Mr. J. H. Smith  
 7. Mr. J. H. Smith  
 8. Mr. J. H. Smith  
 9. Mr. J. H. Smith  
 10. Mr. J. H. Smith  
 11. Mr. J. H. Smith  
 12. Mr. J. H. Smith  
 13. Mr. J. H. Smith  
 14. Mr. J. H. Smith  
 15. Mr. J. H. Smith  
 16. Mr. J. H. Smith  
 17. Mr. J. H. Smith  
 18. Mr. J. H. Smith  
 19. Mr. J. H. Smith  
 20. Mr. J. H. Smith  
 21. Mr. J. H. Smith  
 22. Mr. J. H. Smith  
 23. Mr. J. H. Smith  
 24. Mr. J. H. Smith  
 25. Mr. J. H. Smith  
 26. Mr. J. H. Smith  
 27. Mr. J. H. Smith  
 28. Mr. J. H. Smith  
 29. Mr. J. H. Smith  
 30. Mr. J. H. Smith  
 31. Mr. J. H. Smith  
 32. Mr. J. H. Smith  
 33. Mr. J. H. Smith  
 34. Mr. J. H. Smith  
 35. Mr. J. H. Smith  
 36. Mr. J. H. Smith  
 37. Mr. J. H. Smith  
 38. Mr. J. H. Smith  
 39. Mr. J. H. Smith  
 40. Mr. J. H. Smith  
 41. Mr. J. H. Smith  
 42. Mr. J. H. Smith  
 43. Mr. J. H. Smith  
 44. Mr. J. H. Smith  
 45. Mr. J. H. Smith  
 46. Mr. J. H. Smith  
 47. Mr. J. H. Smith  
 48. Mr. J. H. Smith  
 49. Mr. J. H. Smith  
 50. Mr. J. H. Smith  
 51. Mr. J. H. Smith  
 52. Mr. J. H. Smith  
 53. Mr. J. H. Smith  
 54. Mr. J. H. Smith  
 55. Mr. J. H. Smith  
 56. Mr. J. H. Smith  
 57. Mr. J. H. Smith  
 58. Mr. J. H. Smith  
 59. Mr. J. H. Smith  
 60. Mr. J. H. Smith  
 61. Mr. J. H. Smith  
 62. Mr. J. H. Smith  
 63. Mr. J. H. Smith  
 64. Mr. J. H. Smith  
 65. Mr. J. H. Smith  
 66. Mr. J. H. Smith  
 67. Mr. J. H. Smith  
 68. Mr. J. H. Smith  
 69. Mr. J. H. Smith  
 70. Mr. J. H. Smith  
 71. Mr. J. H. Smith  
 72. Mr. J. H. Smith  
 73. Mr. J. H. Smith  
 74. Mr. J. H. Smith  
 75. Mr. J. H. Smith  
 76. Mr. J. H. Smith  
 77. Mr. J. H. Smith  
 78. Mr. J. H. Smith  
 79. Mr. J. H. Smith  
 80. Mr. J. H. Smith  
 81. Mr. J. H. Smith  
 82. Mr. J. H. Smith  
 83. Mr. J. H. Smith  
 84. Mr. J. H. Smith  
 85. Mr. J. H. Smith  
 86. Mr. J. H. Smith  
 87. Mr. J. H. Smith  
 88. Mr. J. H. Smith  
 89. Mr. J. H. Smith  
 90. Mr. J. H. Smith  
 91. Mr. J. H. Smith  
 92. Mr. J. H. Smith  
 93. Mr. J. H. Smith  
 94. Mr. J. H. Smith  
 95. Mr. J. H. Smith  
 96. Mr. J. H. Smith  
 97. Mr. J. H. Smith  
 98. Mr. J. H. Smith  
 99. Mr. J. H. Smith  
 100. Mr. J. H. Smith

Si vous ne savez pas encore  
ce que signifie l'union entre  
Zenith et Bull, sachez qu'au soir  
du 28 décembre 1989,  
la 1ère société européenne  
d'informatique a vu le jour.



Avec un chiffre d'affaires prévu de 6,5 milliards de dollars en 1989, Bull-avec Zenith s'installe en tête de toutes les sociétés européennes de systèmes d'information. Pour vous, Bull avec Zenith ouvre d'énormes perspectives. Vous recherchez une solution informatique d'ensemble ? Bull avec Zenith a toutes les réponses. Bull avec Zenith, de la micro-informatique portable aux plus puissants des grands systèmes, c'est aujourd'hui la plus large gamme d'ordinateurs au monde et la volonté de vous apporter des solutions innovantes, des solutions que vous ne pourriez trouver nulle part ailleurs. Vos besoins relèvent de la micro-informatique ? Zenith Data Systems, la micro-informatique de Bull a les solutions. Vous recherchez la souplesse, l'adaptabilité ? Nous vous proposons 15 lignes de micro-ordinateurs aux standards MCA, ISA, EISA. Vous exigez toujours la technique la plus évoluée ? Nos matériels intègrent dans les délais les plus courts toutes les innovations d'une recherche qui a marqué la micro-informatique. Vous souhaitez l'assistance d'un réseau performant ? Dans 17 pays, 1 000 distributeurs, 1 500 points de vente sont à votre disposition. Ils travaillent pour vous en étroite collaboration avec les ingénieurs commerciaux de Bull et Zenith qui constituent la 3<sup>e</sup> force de vente informatique d'Europe. Vous souhaitez une réassurance pour l'avenir ? Derrière Zenith Data Systems, c'est toute la puissance de Bull : 12 usines, 14 centres de recherche sur les 5 continents, 7 000 chercheurs, une distribution dans 90 pays... En tout, 50 000 personnes qui toutes sont prêtes à vous démontrer que Bull avec Zenith est la 1<sup>re</sup> société Européenne de Systèmes d'information... pour longtemps.

**ECOM**

**ZENITH**  
data systems

## Groupe Bult



## ASIE

## CHINE

## Pékin s'efforce de reprendre en main les organisations de masse et l'armée

La direction du Parti communiste chinois s'efforce de reprendre le contrôle des organisations de masse et de l'armée. En substance, elle réaffirme que le parti ne voit aucun obstacle à ce que plusieurs candidats se présentent pour peu qu'ils soient tous d'accord avec lui.

## « Confusion » des esprits

Tout ce bruit n'est pas innocent. Alors que le PCC avait l'habitude de s'appuyer sur eux, la Ligne de la jeunesse et les syndicats étaient devenus, dès avant le printemps dernier, les cibles de répression de la contestation libérale au sein de l'appareil. Puis, lors des événements de la place Tiananmen, on avait vu des représentants de ces organes rejoindre, carrément, sous diverses formes - assistance matérielle ou participation aux manifestations - les étudiants contestataires.

Ce phénomène a été accentué par l'apparition d'embryons de syndicats étudiants et ouvriers libres. Quant aux délégués légaux pour insister sur le fait que « c'est la partie qui commande à l'armée », qui s'agit de reproduire un discours récent du chef d'état-major général, le général Chi Haotian, sur le même thème. Celui-ci a fourni lui-même la réponse aux interrogations que suscitent ces affirmations : « Un grand nombre de jeunes officiers ont été promus à des postes de commandement ces dernières années, et il faut bien dire qu'ils ne sont guère familiers avec l'histoire de notre armée », d'où une certaine « confusion » dans les esprits. Le général Chi, qui appartient au clan de Mao Yang, a réfuté la thèse de contestation selon laquelle « l'armée appartient au peuple, non au parti ».

Ces déclarations signifient que

les dirigeants craignent fort que des tentations putschistes ne finissent par germer dans les rangs de la troupe. Le général Yang Baibing, commissaire politique en chef et demi-frère du chef de l'Etat, faisait remarquer dans un discours prononcé antérieurement à la révolution roumaine que le redéploiement des troupes à des tâches de sécurité interne, dans un contexte social volatile, rendait obligatoire le renforcement de la propagande assurant la maîtrise du parti sur l'armée.

Selon des informations circulant à Hongkong, plus de 3 500 officiers feraient l'objet d'une enquête pour leur participation ou leur complaisance envers l'agitation démocratique du printemps, ou pour des actes de désobéissance lorsqu'il fut ordonné à l'armée d'intervenir contre les manifestants. Les cadets de l'académie de Nankin auraient même approuvé des affiches favorables au mouvement. Raison pour laquelle, sans doute, M. Li Peng s'est rendu à Nankin pour souligner qu'il était crucial de « bien former la jeune génération des successeurs dans l'armée, de manière que la couleur de [son] pays ne change pas ».

FRANCIS DERON

Un pirate de l'air demande l'asile politique au Japon. Le pirate de l'air chinois qui avait détourné sur le Japon un avion de la compagnie aérienne chinoise CAAC, le 16 décembre, a demandé l'asile politique. Selon ses avocats, le pirate, blessé après l'atterrissage de l'appareil sur l'aéroport de Fukuoka, craint d'être exécuté si les autorités japonaises l'extradent vers la Chine comme elles ont annoncé leur intention de le faire une fois qu'il sera rétabli. Sa femme et son fils ont déjà été renvoyés à Pékin. (UPI)

AFGHANISTAN : attentat à Kaboul. Un attentat à la voiture piégée a fait, mercredi 31 janvier, six morts et cent vingt-deux blessés dans la capitale afghane, a annoncé Radio-Kaboul. L'explosion a endommagé des voitures et des bâtiments dans un rayon de 200 mètres et la plupart des blessés ont été atteints par des éclats de verre. (AP)

## AMÉRIQUES

## CHILI

## Quarante-neuf militants d'extrême gauche s'évadent d'une prison de Santiago

Quarante-neuf militants du Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR) se sont évadés, mardi 30 janvier, d'une prison située en plein centre de la capitale chilienne. Six d'entre eux ont été repris.

## SANTIAGO-DU-CHILI

## de notre correspondant

Comme au cinéma, ils ont d'abord pris le temps de croquer un bon pain de 100 mètres de long débouchant à l'intérieur d'une gare désaffectée. Puis, à l'aube, les quarante-neuf prisonniers politiques du principal centre de détention de Santiago ont joué les filles de l'air. Les protagonistes de cette « grande évasion » sont des militants du Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR), organisation de résistance armée au régime militaire, aujourd'hui divisée en deux fractions, l'une pro-communiste, l'autre « autonome » et reprochant au PC son abandon de la lutte armée. Les deux groupes d'extrême-gauche ont cependant agi de concert pour assurer le succès de cette action spectaculaire.

Plusieurs dirigeants du FPMR ont ainsi pu s'évader, ainsi que quatre des participants à l'attentat contre le général Pinochet perpétré en 1986. Le gouvernement a ordonné une enquête sur les conditions dans lesquelles s'est effectuée l'évasion « d'éléments particulièrement dangereux pour la société ».

L'existence d'un demi-millier de prisonniers politiques a en tout cas été mise en lumière par ce coup d'audace. M. Enrique Krauss, futur ministre de l'Intérieur du gouvernement de Patricio Aylwin, tout en se déclarant opposé à la « méthode » employée par les détenus, déplore l'absence de garanties judiciaires dont pâtissent les prisonniers politiques. Les principales autorités ont l'intention de libérer ceux qui n'ont commis aucun crime de sang. Les autres pourraient bénéficier d'un nouveau procès, et éventuellement de la mise en liberté provisoire. Mais quarante-neuf d'entre eux ont préféré se libérer par eux-mêmes.

G. B.

## HAÏTI

## Le général Avril ne parvient pas à dissiper la méfiance de l'opposition

## PORT-AU-PRINCE

## de notre envoyé spécial

Après les coups de bâton, la patte de velours. Au lendemain de la levée de l'état de siège, le général Prosper Avril s'est efforcé de rassurer l'opinion publique. « Je suis un homme de dialogue », a répété, mercredi 31 janvier, le chef du gouvernement militaire au cours d'une conférence de presse boudée par la majorité des journalistes haïtiens. Pour justifier les mesures d'exception imposées pendant dix jours, il a accusé l'opposition d'avoir tenté de s'emparer du pouvoir par la force, en affirmant cependant que l'état de siège visait à contrôler, autant que la population, les soldats qui menaçaient de « se faire justice eux-mêmes » après l'assassinat du général Nègre de la garde présidentielle.

Le général Avril a reconnu les « dérèglements » et les sévices dont ont été victimes plusieurs opposants. La commission d'enquête dont il a annoncé la formation sera-t-elle plus diligente que celles qui ont été constituées après les multiples crimes et massacres qui ont ponctué les quatre ans de « transition démocratique » ? Concernant les élections, le chef de l'Etat est resté dans le flou, renvoyant les questions au Conseil électoral permanent. C'est lui qui devra sonder le peuple à propos d'une éventuelle suspension du processus électoral par des observateurs internationaux, comme c'est le cas au Nicaragua. Quant aux exilés, ils pourront venir se présenter aux urnes. Une garantie assortie d'une menace : « L'espérer que la leçon a été comprise », a souligné l'homme fort d'Haïti.

Ces propos ne suffiront pas à dissiper la méfiance de l'opposition. Plusieurs dirigeants hésitent

à SALVADOR : FONU accepte de suspendre la reprise des négociations entre la guérilla et le gouvernement. Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a accepté d'œuvrer pour aboutir à la reprise d'un dialogue entre la guérilla et le gouvernement salvadorien, a déclaré, mercredi 31 janvier, à New-York, le président du Salvador, M. Alfredo Cristiani. Au début du mois de janvier, les dirigeants du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui ont également rencontré M. Pérez de Cuellar, avaient accepté le principe d'une intervention de l'ONU. (AFP)

à abandonner la clandestinité. D'autres personnalités exilées aux Etats-Unis, comme les centristes Louis Déjolie et Hubert de Roussay, ont annoncé qu'ils boycotteraient les élections tant que le général Avril restera au pouvoir.

Bien ciblée et bien dosée, la répression a frappé les leaders d'opposition, tandis que la télévision nationale incitait la population à danser dans les rues au rythme des orchestres de carnaval. « Avril nous a replongés dans l'atmosphère nauséabonde de François Duvalier. S'il n'y a pas eu de réaction populaire à la suite des arrestations et des sévices, c'est parce que les gens ont peur », assure un professeur d'université.

JEAN-MICHEL CAROIT

## ETATS-UNIS :

## la lutte anti-droque

## Des gardes-côtes américains tirent sur un cargo cubain

Un navire des gardes-côtes américains a tenté d'intercepter, mercredi 31 janvier, un cargo soupçonné de transporter de la drogue. L'Hermann, un bateau battant pavillon panaméen et appartenant à la société cubaine Guamar Shipping, avait quitté le port minier de Moa, dans l'est de Cuba et se dirigeait vers celui de Tampa, dans le golfe du Mexique. D'après les autorités américaines et mexicaines, c'est dans les eaux internationales que « l'opération légale de maintien de l'ordre », selon les termes du secrétaire d'Etat James Baker, se serait déroulée. L'Hermann, malgré des tirs qui ont atteint le poste de pilotage et la salle des machines, a réussi à fuir. L'Agence officielle cubaine Prensa Latina a pour sa part affirmé que le navire avait été « attaqué » au mépris des règles de navigation.

Les anciens chefs de la police fédérale mexicaine et de la branche locale d'Interpol dans ce pays, actuellement en fuite, ont par ailleurs été inculpés mercredi, a annoncé à Washington, le département de la justice. Manuel Ibarra Herrera et Miguel Aldama Ibarra sont accusés d'être responsables de l'assassinat d'un agent du DEA, l'organisme de lutte antidroque américain. Enrique Camarena, avait été enlevé, torturé, puis assassiné le 7 février 1985. (AFP, Reuters, UPI)

## OCEANIE

## NOUVELLE-ZÉLANDE

## M. Palmer a profondément remanié son gouvernement

Le premier ministre néo-zélandais a procédé, mercredi 31 janvier, à un profond remaniement ministériel, à quelques mois d'élections générales difficiles pour le Parti travailliste, au pouvoir depuis 1984. M. Geoffrey Palmer a ainsi décidé de remplacer les ministres qui ne se représenteraient pas lors du scrutin d'octobre. Le ministre des affaires étrangères, M. Russell Marshall, a été remplacé par M. Mike Moore, qui conserve le portefeuille du commerce extérieur. M. Palmer lui-même est également ministre de l'environnement et de la sécurité tandis que le vice-premier ministre, M. Helen Clark, est ministre de la santé et du travail.

Décidé au moment où la reine Elizabeth arrivait à Auckland pour assister aux cérémonies de clôture des Jeux du Commonwealth, ce remaniement offre l'occasion de retour sur la scène politique d'un personnage fort controversé, M. Richard Prebble. Proche de l'ancien ministre des finances, M. Roger Douglas, et membre de l'aile droite travailliste, M. Prebble avait été contraint de quitter le gouvernement en 1988. Il occupe désormais les fonctions de ministre des entreprises d'Etat, de la police, des chemins de fer et des affaires du Pacifique. (AFP)

**ODOUL** AGENT DE L'ARTISANAT  
**Garde-meubles**  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

## PROCHE-ORIENT

## LIBAN : lutte pour le pouvoir à Beyrouth-Est

## Les combats entre l'armée du général Aoun et les Forces libanaises se poursuivent avec violence

Les combats se poursuivent jeudi 1<sup>er</sup> février avec violence dans le « pays chrétien » au Liban entre l'armée du général Michel Aoun et la milice des Forces libanaises (FL), que le général Aoun veut soumettre à ses ordres.

Le général Michel Aoun et la milice des Forces libanaises (FL) se sont engagés mercredi 31 janvier dans une guerre sans merci, dont l'issue désignera probablement le maître absolu du « pays chrétien » au Liban.

Les combats ont éclaté après que le général Aoun, qui dispose de 15 000 soldats bien entraînés et équipés, eut ordonné mardi le désarmement et le démantèlement des FL, fortes de 10 000 hommes. A la suite du refus de M. Geagea, chef des FL, d'obtempérer, de violents accrochages ont commencé mercredi en fin de matinée. En fin de soirée, les duels à l'artillerie lourde se sont poursuivis avec une violence extrême en de nombreux secteurs du « pays chrétien », dont les deux forces se partagent jusqu'à présent le contrôle.

Aucun bilan des victimes n'est

encore disponible et les hôpitaux de cette région, contactés par l'AFP, semblaient avoir reçu des consignes de discrétion. Cependant, le service des urgences de l'Hôtel Dieu - un des plus grands établissements de Beyrouth-Est - a affirmé avoir reçu « beaucoup de victimes », parmi lesquelles des civils. Un photographe du journal Al Nahar, Georges Semerdjian, du il y a deux semaines président du Syndicat des photographes, atteint d'une balle dans la tête, se trouve dans un état grave.

## Une même détermination

Dans le même temps, le bombardement sporadique de Beyrouth-Ouest et de sa banlieue chiite a fait 8 tués civils et 16 blessés. Selon la police, les victimes ont été atteintes par des tirs provenant du « pays chrétien » et qui ont surtout touché des quartiers proches de la ligne de démarcation.

Les combats ont d'abord éclaté au nord de Beyrouth, sur une route côtière considérée comme un axe stratégique par les deux parties : elle relie les deux principaux fiefs des FL, Beyrouth-Est et la région du Kesroun, mais constitue également une ligne de communication indispensable pour l'armée. Les affrontements se sont rapidement étendus. En fin d'après-midi, l'artillerie du général Aoun concentré ses tirs sur plusieurs casernes des FL, notamment à Achrafieh, le centre de Beyrouth-Est, et dans des banlieues à l'est et au nord de la ville.

Le général Aoun et le chef des FL, M. Samir Geagea, ont tous

deux affichés leur détermination à aller jusqu'au bout, et un appel du patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, à un cessez-le-feu « immédiat » est resté sans effet. Le général Aoun a assuré qu'il n'y aurait pas de « méthode », et qu'il n'accepterait pas d'avoir « des armes brisées dans le dos », au moment où il est engagé dans une preuve de force avec le président libanais Elias Hraoui, qu'il considère comme un « agent syrien ».

De son côté, M. Geagea a affirmé : « C'est une guerre de survie. Nous riposterons à chaque agression par une agression encore plus violente. Une personne seule ne peut prétendre vouloir sauver le Liban alors qu'elle cherche en fait à accaparer le pou-

voir », ajoutant : « Il n'est pas possible qu'elle puisse considérer être la seule à avoir raison, et à accuser tous les autres d'être des traîtres, du patriarcat maronite aux dirigeants politiques et aux citoyens ». Mercredi soir, la « guerre des communications » faisait également rage : l'armée affirmait contrôler « plusieurs » casernes des FL, et ces dernières annonçaient s'être emparées d'une base aérienne dans le nord du « pays chrétien ».

A Washington, les Etats-Unis ont accusé le général Michel Aoun d'être responsable de la reprise des combats et ont redemandé son départ immédiat. « Cette dernière reprise des combats doit être attribuée au général Aoun », a déclaré un porte-parole

du département d'Etat. « Elle fait suite à ses précédentes décisions scandaleuses de couper l'eau à Beyrouth-Ouest et de museler la presse », a-t-il ajouté. Le général Aoun doit réaliser que son comportement belliqueux ne sert pas les intérêts des chrétiens ni d'aucune autre communauté mais ne bénéficie qu'à ceux qui veulent maintenir le Liban dans l'anarchie et les bouleversements. « Pour le bien du Liban, nous redemandons au général Aoun de se retirer et de le faire maintenant », a conclu le porte-parole.

A Paris, le ministre des affaires étrangères a lancé un appel au « ralliement de toutes les forces (au Liban) autour des autorités légales » et déploré la reprise des violences dans ce pays. (AFP)

## Une année de crise dans le camp chrétien

## 1989

10 février : l'armée et la milice libanaise se disputent le contrôle du camp chrétien. Les combats, qui durent près d'une semaine, font près de 80 tués et touchent à l'avantage du général Aoun.

14 mars : le général Aoun lance sa « guerre de libération contre l'occupation syrienne ».

22 octobre : Signature de l'accord de Taëf. Après trois semaines de négociations, soixante-deux députés libanais approuvent un « document d'entente nationale » qui modifie l'équilibre institutionnel entre les communautés. Le texte ne prévoit qu'un regroupement des forces syriennes dans certaines régions,

deux ans après la mise en œuvre de réformes.

4 novembre : le général Aoun dissout le Parlement après avoir rejeté l'accord de Taëf, qu'il juge trop conciliant à l'égard de Damas.

5 novembre : les députés, réunis dans une base militaire du Liban nord, élisent René Moawad à la tête de l'Etat libanais. Celui-ci charge M. Sélim Hoss de former un gouvernement d'union nationale.

22 novembre : assassinat du président Moawad à Beyrouth-ouest. Deux jours après le drame, les députés élisent M. Elias Hraoui à la présidence.

28 novembre : le président Hraoui veut remplacer le général Aoun par

un nouveau chef de l'armée. Les partisans du général se mobilisent pour défendre leur chef.

3 décembre : Le président Hraoui lance un ultimatum de deux semaines au général Aoun lui ordonnant de quitter le palais de Baabda.

15 décembre : l'ambassadeur de France présente ses lettres de créance au président Hraoui.

1990, 19 janvier : grève des médias des Forces libanaises contre le général Aoun, qui souhaite censurer la presse.

29 janvier : après deux mois d'hésitations, le parti Kataeb annonce sa décision de ne pas participer au gouvernement Hoss.

الطريق إلى...



# POLITIQUE

La préparation des assises du 11 février

## Un entretien avec M. Alain Juppé

« Sans Jacques Chirac, il n'y a plus de RPR »  
nous déclare le secrétaire général du mouvement



chrysanthèmes, qui se feraient imposer ses équipes par des majorités successives. C'est une question de principe.

« Mais on vous reproche d'avoir capté Jacques Chirac, d'en avoir fait un peu votre bouc-émissaire... »

« Je vous ai dit que je n'étais candidat à rien du tout, pas même à ma propre succession. Et qui peut imaginer que Jacques Chirac se laisserait manipuler comme un enfant de chœur ? C'est avoir une drôle d'idée de son caractère ! Il s'est spontanément engagé dans la bataille présidentielle, il s'est spontanément engagé dans la bataille présidentielle... »

« Que voulez-vous dire ? »

« Il faut dire les choses comme elles sont. Qui sera son chef ? Le président du RPR ? Il n'y aura aucun suspens sur cette question puisque Jacques Chirac est seul candidat à ce jour... mais le véritable chef ? »

« Nous sommes gaullistes, et dans notre façon de concevoir les choses il faut un chef qui donne la ligne, qui choisit ses équipes et qui a la confiance de ses troupes. Voilà la vraie question. Jacques Chirac, pour sa part, y a répondu en disant : « Je ne conçois pas mon rôle comme consistant à me laisser imposer une ligne politique et une équipe par d'autres que moi-même. » C'est un langage gaulliste.

« Il y a un débat général qui n'est pas propre au RPR, que les socialistes ont connu. Quand Charles de Gaulle dit : « Chirac n'a pas de message », c'est Laurent Fabius qui dit : « Rocard n'a pas de grand dessein. » A-t-on raison ou tort de vivre dans ce mythe du grand dessein ou du message unique ? »

« Jacques Chirac a un message et nous avons un projet. Ce projet est le résultat d'un travail collectif, d'une discussion approfondie, d'une durée de mois et à laquelle ont participé beaucoup d'entre nous. Jacques Chirac l'a fait sien parce qu'il y retrouvait ses propres conceptions.

« Nous voulons répondre aux trois ou quatre grandes aspirations qui sont aujourd'hui, selon nous, celles des Français : l'aspiration nationale, l'aspiration à plus de justice sociale, à plus d'égalité des chances, l'aspiration à plus de liberté dans la démarche individuelle.

« Quand je lis attentivement le texte concurrent, je trouve une incantation de trois pages à laquelle je veux bien souscrire... ça ne mange pas de pain. Mais, à coup sûr, aucune réponse aux

attentes, aux peurs, aux espérances de nos compatriotes. Si l'on va au fond des choses, on découvre même des contradictions préoccupantes : Charles Pasqua disait, il y a quelques temps, sur l'un des sujets essentiels dont il veut faire son cheval de bataille : « Faut-il poursuivre l'Europe des nations à deux ? » Philippe Séguin écrivait dans sa motion du 2 décembre dernier : « Seul le progrès de la construction européenne nous permettra d'aboutir à la grande Europe. » Sur ce point, il y a un accord avec Séguin. Mais tout ça fait un peu désordre... »

« Le deuxième problème relève de la sociologie politique. Lorsque Charles Pasqua traverse en vous reprochant que, pour la première fois dans son histoire, le RPR a obtenu la majorité absolue des voix dans le seizième arrondissement de Paris, cela veut dire que le RPR a perdu cette partie de la bataille électorale qui était une des caractéristiques du gaullisme. Et il impute à Jacques Chirac ce déficit électoral.

« Ce n'est pas sérieux. Je prends un exemple au hasard : Jacques Vernier, maire RPR de Douai, a fait reculer de vingt points le PS dans une ville très anciennement ouvrière. Je pourrais multiplier les exemples, telle la reconquête de la ville de Sarlat sur le Parti communiste par M. de Peretti. Mais n'entrons pas dans ce genre de querelle. Je pense, pour ma part, que tout député est également légitime, quelle que soit sa base électorale, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, où j'ai été élu, en 1983. Lionel Jospin et une majorité socialiste présente depuis dix-huit ans, comme dans le quinzième arrondissement de Nanterre ou partout ailleurs en France.

« Vous avez tout de même un problème de reconquête électorale ? »

« Quand j'entends certains d'entre nous parler de spirale de l'échec, je n'arrive pas à comprendre ce masochisme. Lors qu'on regarde attentivement nos résultats électoraux depuis 1974, on ne découvre aucune régression. A cette époque, nous avions une trentaine de sénateurs ; nous en avons, aujourd'hui, plus de quatre-vingt dans les villes et les départements où notre implantation n'a pas progressé.

« Aux dernières élections municipales, si l'on prend les communes de plus de 9 000 habitants, le RPR a perdu et a gagné, mais au même solde net est de moins une ville par rapport à 1983. Or la barre, vous le savez, avait été placée très haut. Où donc est l'hémorragie ? Une des raisons en est, à mon avis, les intentions de vote aux législatives donnaient 27 % au RPR et 11 % à l'UDF.

« Arrêtons l'autodénigrement. Ceci est un fait : nous avons une capacité de négociation au premier tour, lorsque nous faisons candidature unique avec l'UDF, s'est affaiblie.

« On l'a vu lors des législatives de juin 1988. Il faut renouveler notre potentiel humain sur le terrain : je me suis attaqué à ce problème en recherchant des hommes et des femmes susceptibles de faire de bons candidats.

« Il n'y aurait pas eu d'offensive Pasqua-Séguin s'il n'y avait pas eu de mauvais score de Chi-

rac en 1988...

« Oui, bien sûr. Si vous voulez me faire dire que l'origine de toute cette crise, c'est le double échec de 1988, à la présidentielle et aux législatives, cela va de soi. Au fond des choses, lorsqu'on y réfléchit bien, il y a, chez certains, une perte de confiance en Jacques Chirac.

« Pour ma part, et en mettant de côté les sentiments, au terme d'une analyse objective, j'ai une double conviction : seul Jacques Chirac peut rassembler les gaullistes ; sans lui, il n'y a plus de RPR.

« Deuxième conviction : il est notre meilleur candidat à l'élection présidentielle ; tous les sondages le montrent.

### Deux avenirs possibles

« Vous ne croyez donc pas Charles Pasqua lorsqu'il utilise la même phrase que vous : « Jacques Chirac est notre meilleur candidat à la présidentielle. » ?

« Je veux bien le croire. Mais alors pourquoi cette campagne, souvent très rude, contre Chirac ? Pourquoi dire que sa réaction face aux événements d'Europe centrale a été lamentable, alors que son discours à l'Assemblée nationale sur ce problème a sans doute été ce qu'on a dit de plus intelligent et de plus fort ?

« Dernier point, qui me paraît une question de fond : c'est la construction ou la reconstruction de l'opposition. Vous seriez sur une ligne fusionniste... »

« Non, absolument pas. Je l'ai écrit.

« Ou pour une union qui rassemblerait la droite au sein d'une grande formation conservatrice libérale classique, tandis que Charles Pasqua serait, lui, pour la survie d'une identité gaulliste.

« Je crois qu'il y a deux avenirs possibles pour le RPR. L'un serait celui d'une formation politique repartant sur elle-même, persuadée d'être capable de gagner seule, rasant ses vieilles formules et essentiellement préoccupée de chasser sur les terres du Front national. De mon point de vue, cette évolution serait mortelle pour le RPR. Pourquoi essayer de faire un Front national bis ? Il y en a déjà un.

« L'autre avenir, celui que Jacques Chirac et moi voulons construire, c'est un RPR fort démocratique dans son fonctionnement interne, encore plus qu'aujourd'hui, moderne dans son langage, projetant les principes du gaullisme sur le futur, ouvert sur l'ensemble de l'opposition, non pas pour fusionner mais pour organiser cette opposition comme 80 % de nos sympathisants le veulent. C'est enfin un mouvement qui affiche clairement ses valeurs, sans complexe, et qui marque nettement sa différence avec les extrêmes, dans une stratégie non pas de complaisance mais de confrontation, difficile, longue, avec des hauts et des bas, mais qui est la seule à pouvoir nous redonner la victoire. »

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et ANDRÉ PASSERON

M. Jacques Chirac a reçu, mercredi 31 janvier, le soutien de la plupart des députés RPR mais ceux qui sont favorables à M. M. Pasqua et Séguin ne se sont pas associés à cette approbation.

M. Alain Juppé, dans l'interview qu'il nous a accordée, affirme que M. Chirac est le seul capable de maintenir l'unité du mouvement. Il répète qu'il n'est pas question de fusionner le RPR avec les autres formations de l'opposition mais d'organiser l'union de celles-ci.

M. Michel Noir, qui soutiendra la motion Chirac-Juppé aux assises du 11 février, a, en revanche annoncé, qu'au lendemain de celles-ci, il prendrait une initiative pour créer une seule force, qui respecterait cependant les sensibilités de chacun.

JEAN-MARIE COLOMBANI

ETATS-UNIS

Des gardes américains

tirent sur un ours cubain

Rig marino

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

M. Jacques Chirac a reçu,

mercredi 31 janvier, le soutien

de la plupart des députés RPR

mais ceux qui sont favorables à

M. M. Pasqua et Séguin ne se

sont pas associés à cette appro-

bation.

M. Alain Juppé, dans l'interview

qu'il nous a accordée, affirme que

M. Chirac est le seul capable de

maintenir l'unité du mouvement.

Il répète qu'il n'est pas question

de fusionner le RPR avec les autres

formations de l'opposition mais

d'organiser l'union de celles-ci.

M. Michel Noir, qui soutiendra

la motion Chirac-Juppé aux assises

du 11 février, a, en revanche

annoncé, qu'au lendemain de

celles-ci, il prendrait une

initiative pour créer une seule

force, qui respecterait

cependant les sensibilités de

chacun.

JEAN-MARIE COLOMBANI

ETATS-UNIS

Des gardes américains

tirent sur un ours cubain

Rig marino

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

M. Jacques Chirac a reçu,

mercredi 31 janvier, le soutien

de la plupart des députés RPR

mais ceux qui sont favorables à

M. M. Pasqua et Séguin ne se

sont pas associés à cette appro-

bation.

M. Alain Juppé, dans l'interview

qu'il nous a accordée, affirme que

M. Chirac est le seul capable de

maintenir l'unité du mouvement.

Il répète qu'il n'est pas question

de fusionner le RPR avec les autres

formations de l'opposition mais

d'organiser l'union de celles-ci.

M. Michel Noir, qui soutiendra

la motion Chirac-Juppé aux assises

du 11 février, a, en revanche

annoncé, qu'au lendemain de

celles-ci, il prendrait une

initiative pour créer une seule

force, qui respecterait

cependant les sensibilités de

chacun.

JEAN-MARIE COLOMBANI

ETATS-UNIS

Des gardes américains

tirent sur un ours cubain

Rig marino

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

M. Jacques Chirac a reçu,

mercredi 31 janvier, le soutien

de la plupart des députés RPR

mais ceux qui sont favorables à

M. M. Pasqua et Séguin ne se

sont pas associés à cette appro-

bation.

M. Alain Juppé, dans l'interview

qu'il nous a accordée, affirme que

M. Chirac est le seul capable de

maintenir l'unité du mouvement.

Il répète qu'il n'est pas question

de fusionner le RPR avec les autres

formations de l'opposition mais

d'organiser l'union de celles-ci.

M. Michel Noir, qui soutiendra

la motion Chirac-Juppé aux assises

du 11 février, a, en revanche

annoncé, qu'au lendemain de

celles-ci, il prendrait une

initiative pour créer une seule

force, qui respecterait

cependant les sensibilités de

chacun.

JEAN-MARIE COLOMBANI

ETATS-UNIS

Des gardes américains

tirent sur un ours cubain

Rig marino

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale

de la garde nationale



## POLITIQUE

## Les débats au PS

## Les rocardiens demandent à M. Fabius de ne pas ouvrir son « parapluie fétiche »

Concurrence, le bulletin du courant rocardien du PS, consacre sa rubrique « Humeurs », cette semaine, à M. Laurent Fabius. Les amis du premier ministre reprochent au président de l'Assemblée nationale d'avoir proposé un « pacte d'unité » par lequel les membres de l'ex-courant mitterrandiste s'engageaient à se regrouper avant l'ouverture du congrès de Rennes. « Laurent Fabius a retiré la cravate et s'est mis en tenue de sport pour les télévisions ? Eh bien, qu'il joue le match jusqu'au bout ! Écrivent les rocardiens. Qu'il n'ouvre pas son parapluie fétiche après avoir déclenché l'orage ! Qu'il ne crie pas : « Pouce ! On arrête les frustes ! » après avoir mis le feu aux poudres ! »

Convincer estime que M. Fabius « voudrait le beurre et le comptoir » et l'argent du beurre « faire revivre l'ancien axe majoritaire avant le congrès ». « Il est temps pour tous les socialistes d'être comptables de leurs

■ M. Fuchs : « n'importe quel ». — M. Gérard Fuchs, secrétaire national du PS, a critiqué, mardi 30 janvier, les propos de M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui, la veille, lors de la réunion des partisans de MM. Mauroy, Mitterrand et Jospin, a déclaré que les surplus dégagés par la croissance doivent être consacrés en totalité à la réduction des inégalités (le Monde du 31 janvier). « On peut préparer un congrès du PS et ne pas raconter n'importe quoi, mais, en attendant », a déclaré M. Fuchs, pour qui M. Strauss-Kahn « met en question » la « lutte pour l'emploi » et la « priorité à l'éducation ».

■ Socialisme et République : falsification. — MM. Pierre Guizot et Jean-Paul Planchon, animateurs du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, ont déclaré, mardi 30 janvier, que le débat préparatoire au congrès socialiste de Rennes, « falsifié » par les suggestions, selon eux, suspectes du nombre des cartes d'adhérents dans certaines fédérations, « ne peut, dans ces conditions, donner des résultats authentiques ». En outre, estime M. Planchon, « les militants sont abasourdis par le degré zéro du débat qui mène certains ». « Si le débat devait continuer comme il a commencé, », a-t-il dit, « ce sont tous les socialistes qui en pâtiraient. »

## Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

## LA SANTÉ PUBLIQUE

Envoyer 60 F (timbre à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (du 100 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

## Publicité

Le Mans est à 55 minutes de Paris; Angers, à une heure et demi; Nantes, à deux heures; Rennes aussi; Brest, à quatre heures et quart; Quimper, à quatre heures vingt. D'ici peu, Tours sera à une heure de Paris, Bordeaux à moins de trois heures. Avec le TGV Atlantique, une merveille de technologie, étudiée pour que la vie à bord soit un rêve tout confort. Un train qui devrait se nommer succès, tant il va faciliter vos déplacements, en toute sécurité. Décidé en septembre 1981, mis en travaux en mai 1984, présenté au Président de la République au printemps dernier, le TGV Atlantique se lance aujourd'hui dans la réussite, à 300 km/h.

Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

Le TGV Atlantique est en service sur la ligne Paris-Brest à 300 km/h.

## En Aquitaine

## Le ralliement d'un conseiller à l'Association des démocrates menace la majorité régionale

BORDEAUX

de notre correspondant

M. Yves Lecadey, vice-président du conseil régional d'Aquitaine, en charge des finances, siège depuis le 28 janvier au bureau national de l'Association des démocrates. Ce geste d'ouverture suscite remous et inquiétude au sein de la droite. La majorité du président Jean Taverrier (RPR) ne tient, en effet, qu'à quatre voix du Front national grâce auxquelles il a été élu le 5 juin 1989.

Or M. Lecadey, pour expliquer son ralliement à l'Association des démocrates, a déclaré : « Je dénonce depuis longtemps la conception manichéenne de la politique qui conduit à des pratiques d'exclusion. Je dénonce la droïtisation qui consiste d'abord à ne pas voir, pudiquement, les excès du Front national pour finalement les accepter. J'ai peur aujourd'hui de voir, d'élection en élection, le Front national gagner en exploitant l'insécurité qu'il contribue parfois à créer. Je refuse, a ajouté M. Lecadey, tous les intégrismes, et le comportement raciste en est un à mes yeux ».

La droite laissera-t-elle, dans ces conditions, ce transfuge de son camp ? Le budget primitif de 1990, le 5 février, en séance plénière, au risque de voir le Front national briser son alliance ? Le député départemental de l'UDF de Gironde, M. Patrick Epron, lui-même conseiller régional, demande avoir d'ores et déjà tranché. Il a diffusé, le 30 janvier, un communiqué vengeur : « Par adhésion à un mouvement qui soutient l'action de François Mi-

terrand, M. Lecadey s'est exclu lui-même de l'UDF. »

Barrière de la première heure. M. Lecadey a successivement été membre du Parti radical, adhérent direct de l'UDF, puis du Parti républicain, enfin membre du CDS cette dernière formation n'a pas encore fait connaître sa position. M. Taverrier se cantonne, lui aussi, pour l'instant, dans la plus extrême réserve : « J'attends de rencontrer Yves Lecadey. » « C'est à moi de m'expliquer, acquiesce M. Lecadey : c'est à M. Taverrier de décider, mais c'est à moi de choisir. »

Le groupe socialiste du conseil régional se réunit le 1<sup>er</sup> février. « Nous allons peut-être vers une clarification au sein de l'exécutif », a estimé son président, M. Guérard, en louant « l'homme intègre » qu'est à ses yeux M. Lecadey.

GINETTE DE MATHA

■ Annulation des élections municipales à Laxou-les-Bains. — Le Conseil d'Etat a décidé, mercredi 31 janvier, d'annuler l'élection municipale du 12 mars à Laxou-les-Bains (Haute-Saône) en raison d'irrégularités relevées durant le déroulement du scrutin. Cette décision annule un jugement du tribunal administratif de Besançon rendu le 25 mai 1989. A Laxou-les-Bains, M. Hagmann (div. d) avait été élu dès le premier tour face à la liste d'union de la gauche conduite par M. Jacques Maroselli (MRG). Il avait obtenu 50,79 % des suffrages, dépassant ainsi l'abstention de moins de 30 voix sur plus de 3 600 suffrages exprimés.

## Le fonctionnement du Parlement

## Les « députés vitamines » du RPR veulent redonner du tonus à l'Assemblée nationale

Comment redonner à l'Assemblée nationale le tonus qui lui fait cruellement défaut aujourd'hui ? C'est à cette question qu'a voulu répondre le « groupe vitamines » qui réunit l'Assemblée nationale une vingtaine de parlementaires RPR élus pour la première fois en 1988. Ces députés souhaitent être les « vitamines » de l'opposition et de l'Assemblée. Leur chef de file, M. Jean-Yves Chastard (Vienne) a rendu publiques, mardi 30 janvier au cours d'une conférence de presse, les propositions qu'ils souhaitent faire au gouvernement et au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, pour améliorer le travail parlementaire et permettre à l'Assemblée nationale de redevenir un lieu de débat d'idées.

Soucieux de voir le Parlement retrouver une capacité d'initiative plus grande, ces élus RPR demandent au gouvernement de s'engager à inscrire à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale, toutes propositions de loi (origine parlementaire) dont deux tiers des députés socialistes voteraient l'examen. « Cela n'impliquerait pas de la part de ces députés une approbation a priori de la proposition de loi elle-même, mais cela traduirait leur souhait de la voir discuter en séance publique, compte tenu de l'importance du sujet soulevé ».

M. Chastard et ses amis « vitamines » souhaitent également que chaque groupe parlementaire soit assuré qu'un ministre ou de ses propositions de loi soit inscrite à l'ordre du jour de chaque session. Pour l'amélioration des conditions de travail des députés, M. Chastard propose que les députés ne puissent plus lire de textes écrits dans l'hémicycle (le règlement le prévoit déjà, mais il n'est pas appliqué). Pour éviter les multiples séances de nuit s'achevant au petit matin avec un ministre et une poignée de députés, les séances ne pourraient plus aller au-delà de minuit et demi.

## Le « prix Kiwi »

D'autre part, propose toujours le « groupe vitamines », avant l'examen de tout projet de loi en commission, un pré-rapport devrait être présenté une semaine auparavant aux commissions, de façon à faire le point non seulement sur l'état de la législation en vigueur, mais également sur celui de la législation européenne. Ce pré-rapport présenterait également, si nécessaire, à la suite de quelle directive européenne ce projet a été lancé. M. Chastard s'est prononcé également pour une meilleure évaluation par rapport à l'ancien terme (un an après leur adoption) et à plus long terme pour les réformes lourdes. Ces dernières propositions concernant l'évaluation des lois déjà votées rejoignent celles sur lesquelles travaille le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS). Quant au renforcement du contrôle de l'application des lois, il devrait permettre également d'éviter, selon le « groupe vitamines », que le gouvernement oublie certains des crédits d'application ou qu'il prenne certaines libertés par rapport à l'esprit du texte voté. M. Chastard et ses amis souhaitent que les députés et les sénateurs puissent définir des lois et arrêtés devant le Conseil d'Etat.

Pour lutter contre le désintérêt des Français pour ce qui se déroule à l'Assemblée nationale en dehors des folkloriques séances du mercredi, ils se pro-

posent pour une « démocratie participative » qui permette aux Français, dans les circonscriptions, de donner leur avis sur les textes en préparation (diffusion des projets de loi avant leur discussion, réunions publiques, groupes de travail locaux, etc.)

Enfin, soucieux de la revalorisation de l'image de marque du Parlement et sans se prendre trop au sérieux, le « groupe Vitamines » a décidé mardi pour la première fois des prix destinés à récompenser ou à sanctionner ministres et députés. C'est ainsi que M. Théo Braun, ministre chargé des personnes âgées, a reçu le « prix Kiwi » (« un fruit bourré de vitamines ») pour la qualité de son travail avec les parlementaires. En revanche, le ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, est à l'amende et reçoit le « prix Châtaine ». Enfin, un « prix Vitamines » sera attribué à la personne et l'amabilité de deux députés : M. Jean-Pierre Delalande (RPR) et M. Jean-Michel Borgeot (PS), président de la commission des affaires sociales.

PIERRE SERVENT

## Le bureau du Sénat s'attaque au dossier de la réforme des méthodes de travail

Le feuilleton sénatorial de la réforme des méthodes de travail se poursuit. Le 20 décembre dernier (le Monde du 22 décembre), le bureau du Sénat avait chargé son comité des méthodes de travail, présidé par M. Guy Allouche (PS, Nord), Gérard Larcher (RPR, Yvelines) et Henri de Raincourt (RI, Yonne), de rédiger une synthèse des propositions concourant par les groupes à la demande du président, M. Alain Poher. Cette commission d'étude a rendu sa copie, un rapport de 65 pages comportant dix-huit recommandations, au cours de la réunion du 31 janvier. L'examen des propositions de la commission s'achèvera au bureau le 14 février. Elles seront ensuite communiquées aux présidents des groupes. Les « recommandations » les plus simples à mettre en pratique pourraient être testées dès la prochaine session parlementaire.

Deux mesures ont d'ores et déjà été adoptées par le bureau. En premier lieu, le rôle de la conférence des présidents, composée du président, des vice-présidents, des présidents des commissions, des présidents des groupes et d'un membre du gouvernement, sera renforcé. En second lieu, le bureau a décidé de créer une délégation de la communication, présidée par M. Pierre-Christian Trautinger (RI, Paris), où sont représentés tous les groupes politiques. Cette délégation décidera des grands axes de la politique de communication du Sénat qui seront mis en pratique par une direction de la communication. Celle-ci aura par exemple à gérer avec FR3 un projet de « Magazine du Parlement ».

Les « recommandations » du bureau, qui n'ont pas encore été communiquées, risquent de ne pas faire l'unanimité. M. Hélène Luc, présidente du groupe communiste, a critiqué certaines propositions faites par les groupes (la réglementation du droit d'amendement, ou les pouvoirs accrus des commissions) qui conduiraient, si elles étaient adoptées, à réduire encore le rôle du Parlement.

PARIS-RENNES  
10 CROISIÈRES  
PAR JOUR.

Aujourd'hui le TGV Atlantique offre Rennes aux parisiens et Paris aux Rennais au rythme de 10 Croisières par jour. Le TGV Atlantique vous souhaite d'agréables Croisières à 300 km/h entre Paris, Rennes et sa Région.

TGV ATLANTIQUE  
LA CROISIÈRE À 300 KM/H

SNCF  
C'EST POSSIBLE!

ce train extraordinaire, demandez votre gare le guide des croisières TGV/h. Ou a pensé à tout et avec des horaires aménagés, à la destination, au déplacement, au confort, au service, au prix. Un TGV où vous pourriez bien trouver le temps trop court ! Treize gares s'enorgueillissent aujourd'hui d'accueillir le TGV Atlantique dans le triangle Paris-Le Croisic-Brest. On en compte trente et une fin 1990 avec l'inauguration de la deuxième branche du TGV Atlantique, sur l'axe Paris-Bordeaux ; trente six en 1993, dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la France, jusqu'à Toulouse et Hendaye. Car ces lignes sont en train de tisser un fantastique réseau de trains à très grande vitesse, à travers la France du XXI<sup>e</sup> siècle.

AVIS  
SOLICITES  
L'AN  
DU  
RECHERCHER  
des informations  
qui comp...



12 Véronique Akobé condamnée à vingt ans de prison  
13 La réorganisation de l'enseignement agricole

14 Les mesures de M. Lang pour le cinéma  
15 Exposition Fred Deux aux Beaux-Arts

16 Cannon vend une partie de ses actifs  
18 Championnats d'Europe de patinage artistique

## L'insatiable appétit de Jean Chouraqui

En quatre ans, grâce à des prêts bancaires, l'homme d'affaires marseillais s'est constitué un véritable empire médical

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

On n'a pas tous les jours l'occasion de voir rira les banquiers. Savourez donc le moment : des banquiers de Marseille rient. Du moins l'assure-t-on ! Chaque matin, à la lecture de la presse, ils fendent des gorges chaudes de l'argent à laver dans les arcanes des cliniques et des narcodollars blanchis sous les lits de chirurgie.

Savourez le moment, d'autant qu'il risque d'être bref : allez savoir comment les sièges parisiens vont réagir ! L'incarcération de Jean Chouraqui n'aura-t-elle pas rapidement des conséquences sur le statut financier de son groupe ? On murmure que certaines directions parisiennes auraient déjà donné l'ordre à leurs agences locales d'interdire désormais les découvertes au groupe Chouraqui.

Sûrs de leur bon droit et faisant violence au secret, leur seconde nature, certains banquiers ouvrent pourtant leurs livres de comptes pour mieux convaincre qu'il n'y a rien à cacher. Bien sûr, Paris ne veut pas que son nom soit cité. Certes, la Société lyonnaise de banque n'a « officiellement aucun commentaire à faire ». Naturellement, le dirigeant de la BNP qui vous reçoit tient à rester anonyme. Mais, des ces trois établissements qui constituent l'essentiel du pool bancaire de Jean Chouraqui, finit par jaillir une vérité apparemment bien éloignée des mille rumeurs qui, depuis quelques jours, courent la ville.

### Un joueur de Monopoly

Pendant que la police et la justice affirment chercher dans les livres de comptes de Jean Chouraqui, « super commanditaire » présumé de l'assassinat de Léon Mout, et inspirateur avéré par la rumeur policière de celui de Jean-Jacques Peschard, des traces de financement suspectes, les banquiers dessinent en filigrane un tout autre portrait : celui d'un joueur de Monopoly à l'ascension certes rapide, mais au financement limpide.

Le petit empire s'est constitué à une cadence certes inhabituellement accélérée. En 1986, Jean Chouraqui hérite à seize ans de la clinique de la Pointe Rouge fondée par son père, le chirurgien Albert Chouraqui et comprenant quinze lits. Il faudra attendre 1985 pour qu'il réalise sa première opération. Il rachète alors pour 4,6 millions de francs — auxquels il faut ajouter un passif de 5 millions —, la clinique des Roches Claires, établissement non chirurgical, spécialisé dans les maladies psychosomatiques féminines. Pas un sou n'est sorti de sa poche. La moitié du capital est souscrit par deux amis : un patron de laboratoire médical, — le laboratoire Guenancia — et un radiologue, le docteur Conciatori. L'autre moitié fait l'objet d'un emprunt sur quinze ans, essentiellement souscrit auprès de Paribas.

Quatre ans plus tard, Jean Chouraqui se sent les reins assez solides pour sauter sur une occasion qui se présente : la clinique Florens, qui se situe dans le quartier nord. Un abordage plutôt qu'une acquisition. Prévenu un jour à midi, son avocat, M<sup>e</sup> Dominique



Vallant, accourt chez son expert comptable et, le soir même, les secrétaires étant parties, les partenaires tapent eux-mêmes, à deux doigts, le protocole de cession. Cette clinique, Jean Chouraqui la paie plus cher : 25 millions de francs. En quatre ans, sur le parcours de Monopoly, il a fait un bond considérable.

Pas davantage que lors de l'achat des Roches Claires, il ne possède le premier sou. Qu'importe. La BNP lui accorde un crédit quasiment total. Avec quelles garanties ? Tout à fait classiques : une hypothèque sur les murs de la clinique et un nantissement du fonds de commerce. « Ce qui, en fait, veut dire que la clinique nous appartient », résume-t-on à l'état-major marseillais de la banque.

La direction centrale de la BNP à Paris a tenu à préciser que « toute cette affaire est « cristalline » et qu'elle est prête à demander une enquête s'il le faut ».

### Un « secteur très porteur »

Jean Chouraqui projette de moderniser tout le bloc opératoire de l'établissement et son seul nom fait déjà accourir les chirurgiens marseillais : il n'en faut pas davantage aux banquiers. D'autant, comme l'explique en termes pudiques l'un d'entre eux que « le secteur de l'hospitalisation privée est très porteur ». Parmi les chirurgiens qui opèrent de toute éternité

à Florens, Jean Chouraqui trouve d'ailleurs un certain Jean-Jacques Peschard, spécialisé dans les appendicites et les hernies. Mais cela est une autre histoire.

L'acquisition de la quatrième clinique, Wulfran-Puget, va se dérouler beaucoup moins simplement. Jean Chouraqui connaît pourtant bien le vendeur, M. Raymond Godard de Donville, qui vient déjà de lui céder Florens. M. Godard de Donville, qui ne possède que le fonds de commerce de Wulfran-Puget, et non les murs, est en contentieux avec la propriétaire de ces derniers qui souhaite résilier le bail. En outre, la clinique, mal gérée et dont les équipements ont vieilli, a fait l'objet, le 1<sup>er</sup> décembre 1988, d'une procédure de fermeture engagée par la Sécurité sociale qui impose de la mettre aux normes : de coûteux travaux y ont donc été entrepris.

Bref, cette clinique est un bûcher de ronces. Qu'importe, Jean Chouraqui est acheteur. Comme au Monopoly, la règle d'or est d'acheter tout ce qui se présente. Il demande à M. Godard de Donville de patienter un an ou deux : il vient d'acquiescer Florens, il lui faut reconstituer son trésor. Mais le vendeur est impatient : depuis dix ans, il rêve de partir faire le tour du monde, et il n'y tient plus. Miraculeusement, un autre acquiesceur se présente : M<sup>e</sup> Catherine Mout, propriétaire de la Polyclinique Nord depuis la mort de son père.

M. Godard tourne le dos à Jean Chouraqui et commence à négocier avec M<sup>e</sup> Mout, qui avance une proposition mirifique : à

M. Godard un poste superbement rétribué de directeur de la Polyclinique Nord et 33 % des parts. En échange, Wulfran-Puget apporte ses autorisations de lits qui vont enfin permettre au grand paquebot construit par Léon Mout de tourner à plein régime. Mais l'accord capote. « À cause du caractère de Catherine Mout », assure M. Godard. « Parce que Chouraqui a fait pression sur Godard », réplique la police judiciaire, qui, depuis la mort de Mout, aurait écouté huit cents conversations téléphoniques de Chouraqui.

Il est vrai que ce dernier ne décolère pas. « Ce projet, il faut l'empêcher à tout prix. Tu m'entends, à tout prix ! », hurle-t-il lors d'une communication téléphonique avec l'un de ses amis. On imagine le SRP logiquement conforté dans sa certitude de tenir là un « parrain » irascible et puissant de la « clinique connection », « alors qu'en fait ce n'est qu'un enfant gâté qui vit dans l'instant et ne fait que répéter « Je veux » et « Je ne veux pas », assure un de ses amis.

### La fureur de M<sup>e</sup> Mout

Incompatibilité d'humour ou pression, toujours est-il que M. Godard se retire et excipe d'une promesse de vente morale qu'il aurait faite antérieurement à Chouraqui pour le renvoyer à l'accord avec M<sup>e</sup> Catherine Mout. Au tour de cette dernière d'entrer en fureur. Fureur d'autant plus noire que son père lui a légué une haine inextinguible envers Chouraqui, le gamin capricieux qui l'a relancée sans trêve et sans ménagements. En butte aux sollicitations de Chouraqui, Léon Mout ne lui avait-il pas écrit : « Je ne vendrai jamais à un juif ou à un arabe » ?

De cette ascension rapide et chaotique, il faut retenir une chose : Jean Chouraqui a constitué son empire sans jamais déboursier un sou. Après tout, cela s'est aussi vu par ailleurs. « A ma connaissance, il n'est absolument pas aussi riche que tout le monde le prétend », assure un de ses banquiers.

De cette apparente limpidité des financements, il faut aussi se garder d'aller trop vite à la totale transparence des comptes du groupe Chouraqui. Les rumeurs du jour laissent entendre, mercredi, que les enquêteurs cherchent à présent du côté de certaines opérations chirurgicales, fictives ou réelles, qui pourraient être pratiquées sur des malades étrangers — notamment italiens — dans les cliniques marseillaises et payées en espèces, technique certes efficace — encore que laborieuse — de blanchiment de l'argent.

Laissons courir les rumeurs et constatons simplement que les policiers épluchent, depuis maintenant deux mois et demi, les comptes de Chouraqui. Soit il y a quelque chose à trouver et ils le trouveront. Soit ils ne trouveront rien, et cela veut dire qu'il n'y aura vraiment rien à trouver.

DANIEL SCHNEIDERMAN

### Le procès du réseau terroriste de Fouad Saleh

## Karima, l'épouse aux deux visages

Fouad Saleh, exceptionnellement, a gardé le silence durant plusieurs heures. Mercredi 31 janvier, le procès des responsables présumés des attentats commis à Paris en 1985 a été marqué par l'interrogatoire de sa femme.

Toute la presse attendait avec impatience l'interrogatoire de l'épouse de Fouad Saleh et la presse n'a pas été déçue. Karima Saleh, vingt-six ans, avec son visage de pitié et sa voix ferme, a tenu son rôle. D'une phrase sèche à son mari : « Je sais ce que je dois dire », elle a fait comprendre à ses juges que lui c'est lui et moi c'est moi. D'un trait décoché au président Henri Mathergue : « Le tribunal sait lire les côtes d'un dossier quand il le veut ! », elle a montré une assurance jusqu'à présent insoupçonnée.

### « Comme des fauves aux gladiateurs »

Bref, en parlant, peut-être s'est-elle trahie. Car à l'entendre, drapée dans un beau voile noir, le regard tantôt braqué sur le président, tantôt sur le procureur, la main appuyant son propos par des mouvements réguliers, il n'était pas possible d'accorder du crédit à l'autoprotecteur d'une musulmane effacée qu'elle avait brossé devant les enquêteurs de la DST, en 1987. Comment croire, en effet, que cette jeune française décidée et virile fut soumise à son mari au point de lui obéir littéralement au doigt et à l'œil, de ne jamais lui demander le nom de ses amis et de se cantonner dans la salle de bains où la cuisine lorsqu'ils venaient chez eux ?

Du reste, son passé ne plaide guère en faveur de cette image d'Épinal. Les policiers ont bien vite découvert que Karima avait milité avec son père au sein du Mouvement pour la démocratie algérienne, le MDA de Ahmed Ben Bella. Ils ont fouillé, après qu'elle s'intéressait depuis quelque temps à l'Iran et à l'état converti au chiisme. Enfin, ils ont noté qu'après avoir fait la rencontre de Fouad Ali Saleh à Barbès en vendant le journal du MDA, El Badil, elle s'était mariée avec lui en dépit de l'opposition de ses parents.

Peut-on à la fois faire preuve de caractère et renoncer à sa liberté ? Peut-être mais le substitut du procureur ne peut admettre qu'une femme intelligente et vive, aidant deux amis à préparer un mémoire de DEA et une thèse de psychologie, ait pu porter des caillères l'empêchant de se rendre compte que son mari organisait une vague d'attentats sans précédent dans Paris. Alors Karima Saleh offre son explication, non sans plaisir : « Tout à l'heure, vous parlez de soumission et de femme libérée. Ce n'est pas ça du tout. Dans ma vision du couple, chacun est libre. J'ai respecté la liberté de Fouad comme il m'a laissée libre de mes activités intellectuelles, bien que ce soit un grand mot. »

Ainsi donc, Karima Saleh était-elle libre et le président

Mathergue injuste lorsqu'il soupçonnait l'instant d'avant : « Le MLP aurait beaucoup à faire ! » Karima Saleh était libre d'agir à sa guise, mais surtout prise de ne pas regarder dans le carton enfoui sous une pile de vêtements à côté de son lit et contenant deux pistolets-mitrailleurs en pièces détachées. Libre de ne pas sentir l'odeur terriblement piquante de l'explosif liquide stocké quinze jours durant dans sa chambre. Et libre de faire la tête à Fouad Saleh lorsque ce dernier lui demanda de l'aider à dénouer ce collier : « Je n'étais pas vraiment enchaînée de porter des sacs alors que je préparais à manger. »

Elle rejette calmement toutes les accusations, refuse la moindre implication dans cette association de malfaiteurs dans laquelle elle se retrouve ligotée. Elle exprime sa lassitude à répondre depuis trois ans aux mêmes questions alors qu'elle a eu un fils, en décembre 1986, qu'elle aime éduquer. « On m'a taillé un beau costume de terroriste !, accuse-t-elle à son tour. Ça arrange tout le monde. Vous avez besoin de remplir vos box pour nous lâcher comme des fauves aux gladiateurs... »

Quand, pour la quatrième fois, le substitut Jacques Fauriol lui demande comment elle pouvait ignorer le nom de Mazbouh, l'un des artificiers libanais du groupe terroriste de son mari, alors qu'elle a appelé sa sœur pour avoir des nouvelles de Fouad Saleh en voyage à Beyrouth, elle s'impatiente. Le magistrat insiste : « Expliquez-vous ! Vous risquez dix ans d'emprisonnement. — C'est ça qui est triste », soupire Karima.

### « Ma femme ne fait pas de politique »

De cette musulmane qui prie à intervalles réguliers dans le box des inculpés durant les audiences, on ne saura guère plus. Délibérément, elle se place hors jeu. M<sup>e</sup> Jacques Chanson, conseil de l'association SOS-attentats, intervient : « Des femmes et des enfants sont morts. Qu'en pensez-vous ? — Je n'en ai rien à dire. Je ne suis pas concernée. » Saleh se lève : « Ma femme ne fait pas de politique. » M<sup>e</sup> Chanson revient à la charge : « Vous aviez un enfant, vous étiez à Paris. Saleh se lève : « J'ai répondu. »

Mais dix minutes plus tard, elle déclare, comme si cela allait de soi : « Ces attentats, je l'ai dit à la DST, je l'ai dit à la brigade criminelle, je les déplorais. Je sais ce qu'il se passe de moi je pense. »

Il ne restait plus qu'à Fouad Saleh, bien silencieux depuis près de quatre heures, à définir à la place de sa femme ce qu'est un tchador. Ce précheur évocateur alors en virtuose les traditions religieuses monothéistes en matière de voile. Surpris du changement de ton de l'inculpé préférant soudain la glose aux imprécations, le président Mathergue suspendit l'audience non sans avoir remercié Saleh pour ces explications.

LAURENT GRELSAMER  
Lire également page 42

### Le financement de la campagne de M. Vigouroux

Souffrant d'être le « super commanditaire » de l'assassinat de Léon Mout et l'inspirateur de celui de Jean-Jacques Peschard, Jean Chouraqui, propriétaire de cliniques à Marseille, avait participé financièrement à la campagne pour les élections municipales de M. Robert Vigouroux. Il avait signé un chèque de 50 000 F, pléonastique contribution versée à l'association Priorité-Marseille de soutien au maire, au nom de la clinique de Pointe-Rouge, une de ses trois cliniques. Ce

chèque a été enregistré le 12 février 1989, à l'indiqué à l'APP le responsable de cette association.

D'autre part, Jean Chouraqui figurait au nombre des grands électeurs à l'occasion des sénatoriales de septembre dernier, enregistré sous le numéro 217 (sur 2 834 inscrits) des listes électorales, en tant que délégué supplémentaire de Majorité-Marseille, en soutien à la liste de M. Robert Vigouroux, qui avait été élu avec deux de ses colistiers.

### Disparus depuis plusieurs jours

## Le fondateur de La voix de l'islam retrouvé chez des amis dans l'Isère

M. Abul Farid Gabteni, fondateur de La voix de l'islam, et son épouse, disparus depuis le vendredi 26 janvier, ont été retrouvés en bonne santé, mardi 30 janvier, à Echirdolles (Isère) dans la banlieue de Grenoble. C'est M. Gabteni qui a prévenu le SRPJ de Versailles de sa présence dans l'Isère.

Le couple affirme toujours avoir été « enlevé », vendredi, à Grigny (Essonne). L'enquête permettra d'établir s'il s'agit d'un enlèvement, d'une mise en scène pour échapper à des menaces, ou d'une « disparition » volontaire.

On apprend, par ailleurs, que La voix de l'islam a été mise en liquidation judiciaire, vendredi 26 janvier, par le tribunal de grande instance de Paris, en raison d'un passif de près de 1 million de francs.

Arrestation des quatre évadés de Loos-Es-Lille. — Les quatre détenus qui s'étaient évadés, dimanche 28 janvier (Le Monde du 30 janvier), de la prison de Loos-Es-Lille (Nord) ont été arrêtés par les gendarmes mercredi soir à Hersin-Coupinay près de Lens (Pas-de-Calais).

**ALTERNATIVES ECONOMIQUES** n°74  
février 90  
L'AN 2 DU RMI  
EN KIOSQUE  
RECENSEMENT :  
des informations  
qui comptent  
17 F  
Alternatives Économiques 80 30 97 76

**Le Monde**  
NUMERO HORS SERIE  
**LES ALLEMANDS ENTRE L'EST ET L'OUEST**  
28 F  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Assassinat crapuleux ou vengeance d'une femme humiliée ?

## Véronique Akobé condamnée à vingt ans de réclusion criminelle

Pour assassinat et tentative d'assassinat, Véronique Akobé, vingt-six ans, a été condamnée, le 31 janvier, à vingt ans de réclusion criminelle dont deux tiers incompressibles, par la cour d'assises des Alpes-Maritimes. Les jurés ont retenu la préméditation mais ont reconnu des circonstances atténuantes à la jeune femme.

## NICE

de notre envoyée spéciale

Employée de maison, Véronique Akobé, une Ivoirienne, avait grièvement blessé, à coups de couteau, le 4 août 1977, son employeur, M. Georges Scharr, soixante-deux ans, et son fils, vingt-deux ans, le fils de celui-ci, dans leur villa des hauteurs de Cannes.

Décrite minutieusement par l'accusée, la violence de l'acte reste une énigme, et un doute profond subsiste sur le mobile. Véronique Akobé aurait voulu se venger des humiliations sexuelles et des violences, lors de trois week-ends successifs, que venait, dit-elle, de lui faire subir les deux hommes.

Georges Scharr, qui nie ces faits, et son épouse Nicole accusent leur ex-employée d'avoir tenté de les cambrioler. Entre ces deux versions, l'instruction menée au tribunal de grande instance de Grasse n'avait pu conclure.

Effrayée, la tête baissée, coiffée de l'afro, Véronique Akobé, devant la cour d'assises, sort de sa prostration pour raconter sa vie. Née à Daouko, un village ivoirien, devenue mère d'un garçon à quatorze ans, elle s'exile en 1983 en France. Elle voulait apprendre un métier, y réussir avant de rentrer au pays. A Paris, en attendant, elle gagnait sa vie en gardant des enfants.

C'est grâce à une annonce que Nicole Scharr la recrute le 26 juin 1977 et l'embauche à Cannes. « Sans papiers », Véronique se fait passer

pour une amie martiniquaise, et se fait appeler Manicetta. Tout se passe plutôt bien « jusqu'à l'arrivée de Thierry », précise l'accusée. « Avec vous souffrez de comportement raciste ? », demande le président. « J'ai été traitée comme une domestique. C'étaient mes patrons. Je n'en étais pas jalouse ».

Et pourtant, au petit matin du 4 août, la jeune femme quitte sa chambre pour la cuisine où elle prend deux couteaux à viande. Elle s'enferme un moment dans les toilettes pour les signer à l'aide d'un fusil. Puis, munie d'une massette, elle entre dans la chambre de Thierry, qu'elle assomme avant de l'égorger. Elle se précipite ensuite dans la chambre des parents, tente d'éventrer Georges Scharr. L'homme hurle. Son épouse appelle au secours. Véronique Akobé se réfugie dans sa chambre, quitte sa robe pantalon tachée de sang et s'enfuit par la fenêtre à l'aide de draps noués. A la gare, elle prend le premier train pour Paris, et se cache chez une belle-sœur où elle retrouve son fiancé, Jean-Claude N'Dachi. Le 8 août, elle est arrêtée.

## « Perplexe comme jamais »

A la barre, deux des policiers chargés de l'enquête, le commissaire Michel Thomas et l'inspecteur Jimenez, confrontent les faits. Ils racontent ainsi des pièces d'argent, terribles dissimulées dans l'appartement de Véronique Akobé dans l'appartement cannois. Le président Dijan insiste à maintes reprises sur ce point qui pourrait étayer l'hypothèse du crime dont le vol serait le mobile.

Mais il reste le récit fait par Véronique Akobé des violences qu'elle aurait subies entre le 3 juillet et le 4 août tant à Cannes que dans le chalet de montagne des Scharr à Andon (Alpes-Maritimes). La voix brisée de sanglots, la jeune femme raconte : « J'ai pleuré et après je

me suis lavée très longtemps ». Pourquoi ne pas avoir alerté la police ou des amis ? « J'avais honte. J'avais peur qu'on me chasse, qu'on m'entraîne à la montagne. J'étais en situation préjudiciable. » « Pourquoi ne pas avoir fui dès le premier viol ? », demande le président. « Je ne savais pas où aller. Je n'avais pas un sou. M. Scharr refusait de payer mon salaire ».

Crime crapuleux ou vengeance d'une femme humiliée ? Les dépositions des experts apportent aucune certitude. Le professeur Pierre Jarret, psychiatre, envisage deux hypothèses : viol réel ou fantasme. En tout cas, la violence du crime lui semble hautement anormale pour une femme si menue et fragile. M. Jarret se dit « perplexe comme jamais ».

Confronté à son tour à l'accusation de vol, M. Scharr lance : « Elle ment ! », en se tournant vers l'accusée qui, elle, le regard fixé sur la cour, « maintient ».

Le président Dijan revient alors sur l'hypothèse du vol. Mais l'accusée s'entête : « Je ne suis pas une voleuse. J'ai fait un acte très, très mauvais pour ma religion. Si j'avais volé, je le dirais. Puis : « J'ai été violée, j'ai été violée. Pourquoi ne me croyez-vous pas ? » répète-t-elle.

Pour sa part, l'avocat général, M. Gilles Jorda, en requérant quinze ans d'emprisonnement « au maximum », s'écarter le mobile du vol ; mais il s'est pas non plus convaincu de la réalité des faits. Véronique Akobé s'elle subi ou rêvé ? « La jeune femme a dérapé. Dans le doute, la peine doit être relativement modérée », a ajouté l'avocat général, en demandant aux jurés de reconnaître à Véronique Akobé « des circonstances atténuantes considérables ».

Sur ce point, la cour a suivi le magistrat. En revanche, elle a été beaucoup plus sévère en condamnant l'accusée à vingt ans de réclusion criminelle.

DANIELLE ROUARD

## MÉDECINE

Selon le rapport annuel du centre Marmottan

## Un tiers des toxicomanes pris en charge seraient séropositifs

Apparition du crack ; développement d'une toxicomanie liée aux médicaments, en particulier au Tégaseic ; et surtout, multiplication des cas de séropositivité et de sida. Telles sont, pour 1979, les conclusions du rapport annuel du centre médical Marmottan, présentées par le professeur Claude Olievanshten.

Si l'usage des drogues « traditionnelles » (héroïne, cocaïne, cannabis), est resté stable, l'année 1979 aura été marquée par l'apparition en France de nouveaux types de drogues. « A force de crier au loup, le loup est arrivé, c'est-à-dire le crack », note le professeur Olievanshten dans son rapport annuel d'activité. Il indique par ailleurs n'avoir eu pour le moment que trois patients (1) malades de cette forme dérivée de la cocaïne. Qu'il s'agisse du « caillou », de fabrication locale ou de sa forme américaine, arrivée, semble-

t-il, via les Antilles, le crack reste la drogue des milieux pauvres par excellence.

Autre phénomène observé dans le courant de cette année : la consommation abusive d'un médicament, le Tégaseic. Ce produit, prescrit par certains médecins de ville pour soigner les malades hépatomaneux, est de plus en plus souvent détourné par ceux-ci. En absorbant quinze à vingt ampoules par jour, ils s'en servent comme d'une nouvelle drogue (aucun cas de « toxicomanie primaire », c'est-à-dire d'utilisation du Tégaseic comme premier stupéfiant, n'a été observé jusqu'à présent). Les symptômes développés, encore mal connus, sont différents du « manque » classique. Ce type de toxicomanie a concerné, en 1979, une trentaine de personnes au centre Marmottan.

Mais, selon le rapport, le problème numéro un reste le sida, environ 30 % de la population soignée dans le centre est séropositive et les cas de sida avérés se multiplient. Dans ces conditions, les

demandes d'assistance psychologique et de soutien social vont croître. Face à elles, le personnel, de plus en plus « usé », se plaint du manque de moyens accordés et le professeur Olievanshten parle d'une politique « spectaculaire » des pouvoirs publics, suivie de peu d'effets. Un projet d'installation d'un appartement thérapeutique, pour faire face à ces problèmes, est resté sans réponse.

Le jugement porté sur la politique gouvernementale en matière de prévention du sida est sévère : elle apparaît comme dispersée et inefficace. Or, un travail sur le terrain, dans les banlieues des grandes villes notamment, est jugé « tout à fait nécessaire ». Si l'on constate une régression de l'échange de seringues usagées, il semble très difficile de faire évoluer aussi rapidement les comportements sexuels de nombreux marginaux. « Paradoxalement, on pourrait dire que les toxicomanes se contentent d'autant par leurs rapports sexuels que par les seringues », indique le rapport. Rappelant une fois de plus l'urgence de mesures d'information et d'éducation de ces populations à risque.

(1) En 1979, le centre Marmottan a reçu 1 937 nouveaux cas et a effectué 12 532 consultations.

□ L'épidémie de grippe au Japon. — Plus de cinq mille classes primaires, secondaires et supérieures ont dû être fermées à Tokyo, et dans sa région en raison de l'épidémie de grippe qui frappe la capitale japonaise, ont annoncé jeudi 1<sup>er</sup> février des responsables du ministère de la Santé. Selon l'Institut national de la santé, plus de cinquante mille personnes souffriraient fin janvier de la grippe de type Hongkong-A. Au cours de l'hiver 1975-1976, l'épidémie de grippe avait causé au Japon la mort de plusieurs milliers de personnes. — (AFP.)

## Des malades du sida indésirables dans la banlieue de Varsovie

Une foule en colère a obéi, mercredi 31 janvier, une dizaine de malades du sida à abandonner la maison qu'ils habitaient depuis quelques semaines à Rumbusko, dans la banlieue de Varsovie. Les jeunes malades et séropositifs, parmi lesquels une femme enceinte, qui avaient obtenu la permission de la municipalité d'occuper une maison désaffectée, avaient déjà été pris à partie à plusieurs reprises par les habitants du quartier.

Ces derniers, de peur d'être contaminés, refusaient tout contact avec les malades et réclamaient leur départ.

Mardi après-midi, une foule s'est massée devant la maison, obligeant la police à s'interposer. Malgré une tentative de médiation de parlementaires de Solidarité arrivée peu après sur les lieux, les jeunes malades ont décidé de quitter leur maison. — (AFP.)

## DÉFENSE

Pour cause d'économies

## L'armée de l'air américaine dit adieu à son avion-espion

L'armée de l'air américaine a officiellement retiré du service, à la fin de la semaine dernière, son avion-espion SR-71, après un quart de siècle de carrière. La cérémonie d'adieu a eu lieu sur la base de Beale, près de San Francisco, où était stationnée la 9<sup>e</sup> escadre de reconnaissance stratégique depuis que cet avion, aux performances tout à fait exceptionnelles, avait été livré en 1956, à trente exemplaires, par son constructeur, Lockheed.

Baptisé Blackbird, le SR-71 détenait, depuis 1976, le record du monde de vitesse en ligne droite (soit 3 330 kilomètres à l'heure) et il était capable de surveiller l'équivalent de la moitié de la France (260 000 kilomètres carrés) en une heure. En douze

heures de vol, le SR-71 ralliait les États-Unis au Proche-Orient, prenait des photographies sur une superficie de 258 000 kilomètres carrés, et revenait à sa base de départ. Il a couvert la plupart des régions du globe où des crises ont nécessité de recueillir des informations, comme au Vietnam du Nord, au Proche-Orient et même aux Maldives. Il a beaucoup travaillé au profit de la marine américaine, de la CIA et des agences de renseignement militaire particulières au Pentagone.

Les équipements du SR-71 permettaient le recueil tous azimuts de renseignements d'origine photographique et électromagnétique, qui complètent et précisent les informations données par les satellites-espions. Pour l'armée de l'air américaine, le SR-71 avait l'avantage d'être d'un emploi plus souple que celui du satellite, obligé de suivre des orbites préétablies et, donc, moins invulnérable.

Seulement, le Blackbird était relativement cher à l'usage de l'ordre de 250 millions de dollars (environ 1,5 milliard de francs) par an et par appareil. C'est pourquoi, dans son projet de budget de la défense, M. George Bush a éliminé le SR-71 de l'arsenal américain. En février prochain, des exemplaires de cet avion devraient être remis à des musées.

Même après avoir solemnellement célébré, à Beale, son retrait du service, l'armée de l'air américaine ne désespère pas qu'une pression s'exerce au Congrès pour le maintien du SR-71 en activité. Les États-majors sont en effet persuadés que cet appareil peut encore rendre des services pour la vérification, sur place, des mesures de désarmement dans le monde. Des partisans du SR-71 ont même considéré que leur avion pourrait terminer sa carrière dans les forces aériennes de la garde nationale ou encore au service de la NASA.

## REPÈRES

ENVIRONNEMENT  
Plusieurs pollutions au pyrène

Plusieurs fuites de pyrène ayant entraîné une pollution du sol ou des eaux se sont produites en France au cours de ces derniers jours. Vendredi 26 janvier, un camion transportant un transformateur s'est renversé à Evry (Seine-et-Marne) déversant sur la chaussée 200 litres de pyrène. Mercredi 31 janvier à Juvigny-sur-Orge, ce sont deux camions qui en s'introduisant dans une usine désaffectée ont provoqué une fuite de 500 litres de PCB. Le même jour, un transformateur a explosé à Remondens (Doubs) arrosant les terrains alentour de 280 litres de pyrène.

NON-VOYANTS  
Des cartes d'identité en Braille

Les non-voyants pourront désormais faire établir leurs cartes

d'identité et leurs passeports en écriture ordinaire et en Braille. Une circulaire du ministère de l'Intérieur vient de les autoriser à faire pratiquer cette légitime transformation par ajout d'une étiquette en Braille. Les non-voyants pourront désormais s'assurer eux-mêmes que c'est bien leurs papiers qu'on leur restitue quand ils les ont communiqués à des tiers.

TEMPÊTE  
Une aide de la CEE pour les victimes

Les recherches pour retrouver le cargo grec Flag-Thafo, disparu en Manche le 29 janvier avec ses dix-neuf hommes d'équipage, ont tout juste permis de repérer une épave sur le fond, non loin de Portsmouth. Mais la mer était trop mauvaise pour que des plongeurs puissent vérifier qu'il s'agit bien du cargo grec.

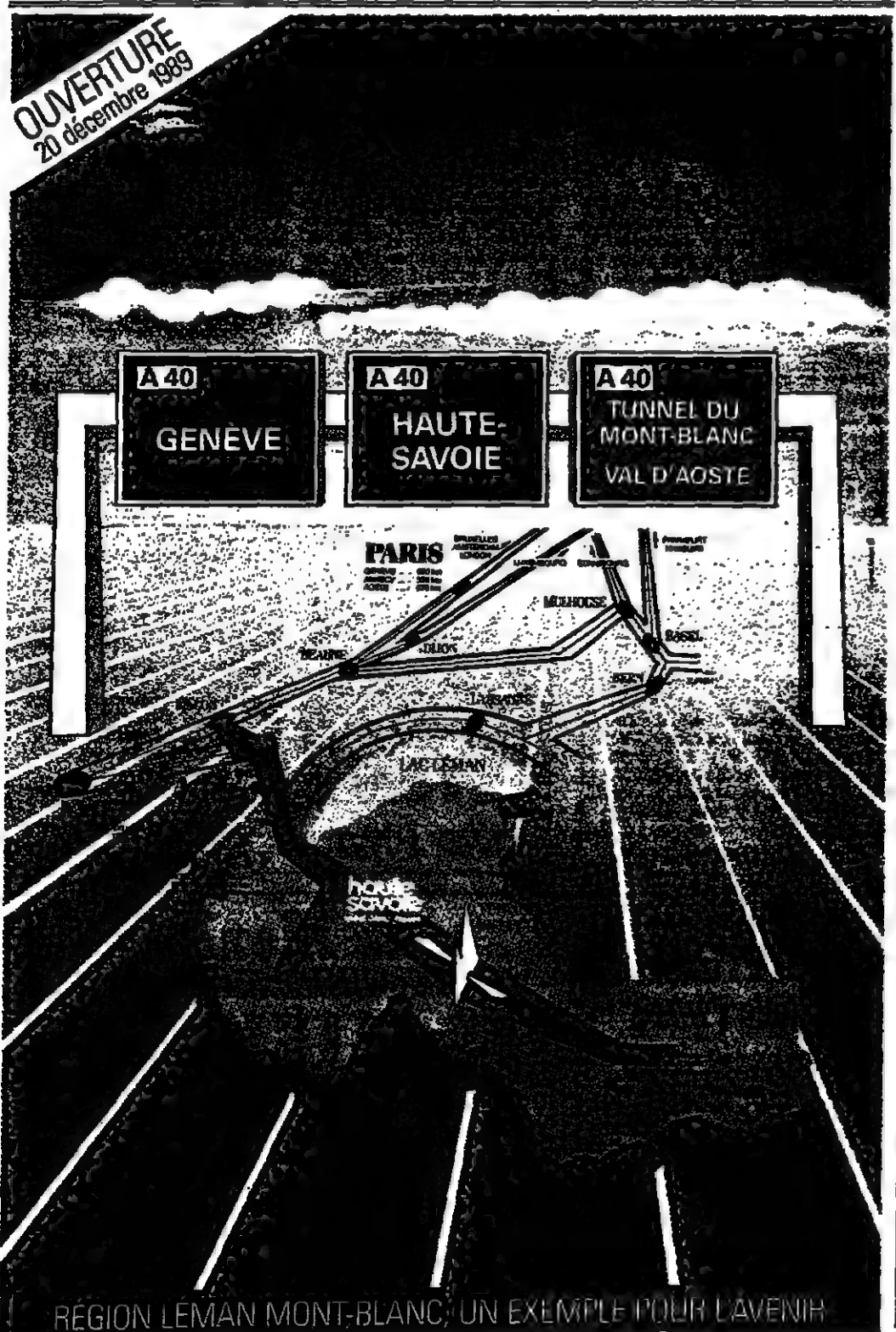
La Communauté européenne a débloqué 2,6 millions d'écus (envi-

ron 18 millions de francs) en faveur des familles des victimes de l'ouragan qui a balayé l'Europe occidentale le 25 janvier. — (AFP.)

SCIENCES  
Le statut (tardif) du Palais de la découverte

LE Palais de la découverte l'attendait depuis... plus de cinq ans : le décret portant sur l'organisation de cet établissement, en application de la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur, a été enfin publié le 30 janvier au Journal officiel.

En 1984, la loi Savary sur l'enseignement supérieur, annulant la loi Faure de 1968, avait fait du Palais un « établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel », comme les universités. Mais, depuis, l'absence de tout texte réglementaire ne lui avait pas encore permis de modifier son mode de fonctionnement.



السنة 1401 هـ



1500

# SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

En créant « un pôle d'enseignement et de recherche »

### Le gouvernement veut réorganiser les formations supérieures agricoles

Le conseil des ministres du 31 janvier a adopté les grandes lignes d'une réforme proposée par M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, pour remodeler en profondeur et moderniser l'enseignement supérieur et agricole français.

Le projet n'est pas totalement nouveau puisque M. Nallet avait demandé, en juillet dernier, un rapport à M. Jacques Poly, ancien président de l'Institut national de la recherche agronomique, dont les grandes lignes avaient été rendues publiques à l'automne (Le Monde du 10 novembre 1989). Le ministre de l'Agriculture veut rendre plus dynamique un système de formation qui donne « des signes d'usure » et ne s'est pas suffisamment adapté à l'évolution des métiers et des techniques.

D'autre part, comme l'a souligné M. Le Pen, porte-parole du gouvernement, à l'issue du conseil des ministres, le gouvernement veut créer « un pôle d'enseignement supérieur et de recherche agronomique qui soit à la mesure de notre secteur agroalimentaire, c'est-à-dire le premier d'Europe ». Enfin, il est essentiel de tenir compte, dans ce domaine, de la situation internationale; or dans la situation actuelle, la taille, les équipements et le potentiel de recherche des établissements apparaissent insuffisants.

Le ministre de l'Agriculture souhaite donc « favoriser les synergies » et « mettre tous les moyens en commun » pour créer en France quelques grands pôles d'excellence

dans le domaine des sciences du vivant. Ainsi, dès 1990, le gouvernement a décidé de mettre en place un « Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire ». Un statut d'enseignement chercheur, destiné à favoriser le passage entre l'enseignement et la recherche, est actuellement « en cours d'élaboration ».

D'autre part, des moyens nouveaux devraient venir conforter les pôles provinciaux de formation agronomique constitués notamment à Montpellier et à Rennes. Mais le chantier le plus spectaculaire ouvert par le gouvernement consiste à regrouper, d'ici à quelques années, dans un établissement unique, les sept écoles supérieures de la région parisienne.

Cette opération concerne l'Institut national agronomique Paris-Grignon (INAG), l'École nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires, l'École nationale vétérinaire d'Alfort, l'École nationale des services vétérinaires, l'École nationale supérieure d'horticulture, l'École nationale supérieure du paysage et l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts. Soit, une fois rassemblés et dotés d'équipements nouveaux, un pôle de formation de calibre européen accueillant deux mille étudiants.

Si la décision de principe de créer cet « Institut des sciences et techniques du vivant » est prise, l'essentiel reste à faire : déterminer

le type d'organisation de ce nouvel établissement, son projet pédagogique et de recherche, le calendrier des travaux, enfin sa localisation. Cette dernière question ne sera pas la moins épineuse: le gouvernement semble favorable à l'installation de cette super-école dans la banlieue sud de Paris, à proximité de l'université d'Orsay et de l'École polytechnique, de nombreuses voix plaident, depuis quelques semaines, en faveur d'une décentralisation. Finalement, métropoles régionales n'ont pas hésité à faire des propositions alléchantes, aides financières à l'appui.

Pour trancher cette question, et pour mener l'ensemble des études indispensables, le gouvernement a décidé la mise en place d'une association regroupant tous les partenaires intéressés (ministères, écoles, milieux soci-économiques). Elle aura la lourde tâche d'établir une concertation entre des établissements encore très attachés à leur identité. Et d'arbitrer entre les convulsions suscitées par la constitution, à l'horizon de 1993 ou 1994, de ce qui devrait devenir l'un des grands pôles de formation et de recherches français.

GÉRARD COURTOIS

Dans une lettre au président de la République

### M. Michel Noir suggère un nouveau financement pour l'enseignement supérieur

M. Michel Noir, maire de Lyon, a proposé, dans une lettre au président de la République rendue publique mercredi 31 janvier, de réduire la part de l'Etat dans les entreprises nationalisées pour financer le développement de l'enseignement supérieur.

Le député RPR du Rhône, qui n'avait pas participé aux assises de l'opposition sur l'éducation, les 21 et 22 janvier, propose de trouver « les 30 milliards de francs nécessaires en ramenant à 51 % la part de l'Etat dans le capital des entreprises nationalisées du secteur industriel ».

Soulignant l'« immense problème » posé par l'enseignement supérieur, et la « réponse exceptionnelle » qu'il faut lui apporter, M. Noir suggère donc un nouveau remède, après la proposition de M. Jacques Toubon (RPR) de décentralisation des universités, et celle du Parti socialiste, qui recommande le lancement d'un grand emprunt national.

### Bien que signée par 61 pays La Convention des droits de l'enfant n'est pas encore en vigueur

Soixante et un pays, dont la France, ont signé, le 26 janvier, la Convention des droits de l'enfant. C'est un succès incontestable, mais il ne s'agit que d'une étape d'un long processus avant l'entrée en vigueur de ce texte international.

La Convention des droits de l'enfant a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 20 novembre 1989. Afin de montrer un front uni, il avait été décidé de ne pas procéder à un vote mais d'organiser un mode d'adoption consensuel, par acclamation.

La cérémonie de signatures du 26 janvier dernier n'a qu'une portée symbolique. Par ce geste, les Etats signataires font savoir qu'ils désirent s'engager un peu plus et qu'ils mettent tout en œuvre pour que leur pays ratifie la Convention. L'intention peut se concrétiser comme elle peut ne pas aboutir. De même, des Etats non signataires le 26 janvier peuvent décider d'adopter complètement le texte: dans ce cas, on ne parlera pas de ratification mais d'adhésion. En fait, il s'agit de la même chose. Pour la ratification comme pour l'adhésion, les Etats doivent approuver le texte selon leurs propres législations.

En France, le Conseil d'Etat doit être saisi et donner son avis. Le ministre des affaires étrangères va préparer un projet de loi portant sur la ratification de la Convention, lequel sera présenté au conseil des ministres. Si tout se déroule favorablement, le projet sera soumis au Parlement à la prochaine session de printemps. Députés et sénateurs pourront discuter sur le fond mais n'auront pas la possibilité de changer les termes de la Convention. Ils pourront toutefois émettre des réserves, autrement dit, souligner les points qui leur semblent contraires à la Constitution ou aux lois internes et sur lesquels le Parlement et la France ne souhaitent pas s'engager. Les preuves de cet accord pour ratification comme les réserves seront transmises aux Nations unies.

Après approbation par le Parlement, il faudra qu'un décret soit publié au Journal officiel. La Convention pourra alors être appliquée et primera sur les textes législatifs intérieurs.

Sur le plan international, la Convention entrera en vigueur que trente jours après la ratification ou l'adhésion par le vingtième pays. Aucun Etat ne l'a encore ratifiée ou n'y a adhéré.

Ch. Ch.

## LE LIVRE-CASSETTE PHÉNOMÈNE CULTUREL

### SÉLECTION des 100 meilleurs LIVRES-CASSETTES

CHOISISSEZ ET DÉCOUPEZ CETTE ANNONCE - BON DE COMMANDE

Le livre-cassette entre, aujourd'hui, dans les mœurs culturelles françaises. La chose est simple, un bon auteur, un bon interprète, un bon enregistrement et voilà un livre enregistré sur cassette que l'on peut écouter partout: en voiture, à la maison, dans son bain et chaque fois que les mains ne sont pas libres ou les yeux fatigués.

Quand le lecteur est aussi l'auteur on écoute un « document », quand c'est un comédien, sa sensibilité fait découvrir le texte, même déjà lu, sous un aspect nouveau.

LE LIVRE QUI PARLE, premier distributeur de livres-cassettes par correspondance, vous présente une sélection de 100 titres extraits de son catalogue général (plus de 600 titres).

Découpez cette page et retournez-la au LIVRE QUI PARLE 24550 VILLEFRANCHE DU PÉRIGORD après avoir coché les titres que vous désirez recevoir. Calculez le montant de votre commande en ajoutant 20,00 F de participation aux frais d'envoi.

- GEORGES ARNAUD D'ILS SAURET LA PEUR lu par 20 comédiens durée 4h30 149,00 F • YVAN AUDOUARD D'LES COMTES DE MA PROVINCE lu par l'auteur durée 1h50 109,00 F • BALZAC D'LE PÈRE GORIOT lu par Jacques Castaldi durée 4h40 129,00 F • EUGÈNE GRANDET lu par C. Des B. G. Farouq durée 4h30 129,00 F • HERVÉ BAZIN D'VIREUR AU POING lu par Pierre Vaneck durée 5h40 229,00 F • TAMAR BEN JELLOUN D'LA NUIT SACRÉE lu par Karim Mourad durée 7h30 239,00 F • NIMA BERBEROVA D'LE ROSEAU REVOLU lu par Isabelle Huppert durée 2h00 189,00 F • KAREN BLIXEN D'NOUVEAUX CONTES D'HIVER lu par Jeanne Moreau durée 2h00 189,00 F • CHARLOTTE BRONTË D'JANE EYRE lu par Ann Darty durée 1h00 189,00 F • EMILY BRONTË D'LES HAUTES DE L'EMMENT lu par Christine Dels durée 4h25 129,00 F • CAMUS D'LE PÉRIODIQUE lu par Michel Londe durée 3h30 179,00 F • CARROLL D'ALICE AU PAYS DES MERVEILLES lu par Vaneck durée 1h20 149,00 F • CAILLON D'VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT lu par Fabrice Luchini durée 1h00 109,00 F • CHATEAUBRIAND D'UNE VIE, UNE ŒUVRE lu par Paul-Emile Deiber durée 1h00 89,00 F • COCTEAU D'LA VOIX HUMAINE lu par Simone Signoret durée 4h49 89,00 F • D'LE BEL INDIFFÉRENT lu par Edith Piaf durée 0h46 89,00 F • ALBERT COHEN D'LE LIVRE DE MA MÈRE lu par Claude Rich durée 3h30 139,00 F • COLETTE D'LA MAISON DE CLAUDE lu par Anny Duperey • MA MÈRE ET LES BÊTES lu par Colette durée 1h00 119,00 F • D'LA NAISSANCE DU JOUR lu par Michèle Morgan • LE CACTUS ROSE DE SIDA lu par Colette durée 1h00 119,00 F • D'LES PIÈCES D'HERBES lu par Christine Dels durée 2h00 119,00 F • PIERRE DANOS D'LES CARBÈNES LU MALGRÉ THOMPSON lu par l'auteur durée 1h05 99,00 F • ALPHONSE DAUDET D'LES LETTRES DE MON MOULIN lu par l'auteur durée 1h22 89,00 F • MARGUERITE DURAS D'LES PETITS CHEVAUX DE TARJOUIN lu par Catherine Deneuve durée 1h00 119,00 F • FLAUBERT D'UN CŒUR SIMPLE lu par Marianne Valéry durée 1h15 99,00 F • D'LE DICTIONNAIRE DES IDÉES REÇUES lu par Des B. G. durée 2h00 119,00 F • FOURNIER D'LE GRAND MEALINES lu par Denis Manuel durée 7h10 319,00 F • JEAN GENET D'LE FUMAMBULE • L'ENFANT CRIMINEL lu par Marie Trintignant durée 1h00 119,00 F • ANDRÉ GIDE D'LE IMMORALISTE lu par 14 comédiens durée 4h25 149,00 F • GIONO D'REGAIN lu par Hervé Tost durée 4h15 179,00 F • JEAN-LUC GODARD D'CHARLIE ET SON JULES lu par Jean-Paul Belmondo durée 0h11 89,00 F • GOREAU D'LE GÉNÈZ lu par Dominique Desquères durée 0h46 89,00 F • JULIEN GRACQ D'LES LIES LU PAR L'AUTEUR durée 1h00 189,00 F • GIOVANNI GUARASCIO D'LE PETIT MOULIN lu par Jean-Marie Prost durée 7h00 279,00 F • PETER HANDKE D'HISTOIRE D'ENFANT lu par Jeanne Moreau durée 3h00 119,00 F • KAFKA D'RAPPORT POUR UNE ACADEMIE lu par Michel Simon durée 0h25 89,00 F • PHILIPPE LABRO D'LE ETUDIANT ET RANGIER lu par l'auteur durée 7h30 199,00 F • LACLOS D'LES LAISONS DANGEREUSES lu par 14 comédiens durée 13h30 329,00 F • MADAME DE LAFAYETTE D'LA PRINCESSE DE MONTPENSIER lu par Marianne Valéry durée 1h07 89,00 F • DAVID HERBERT LAWRENCE D'AMANT D'ADY CHATTERLEY lu par Christine Dels durée 4h35 135,00 F • LE CIEZIO D'LA RONDE lu par Bernard Giraud durée 0h15 24,00 F • JACK LONDON D'LE FAUCON lu par Dominique Desquères durée 0h50 89,00 F • PIERRE LOTI D'LE PECHEUR D'ISLAH lu par G. Bilean • C. Desquères durée 3h30 139,00 F • THOMAS MANN D'LA MORT A VENISE lu par G. Bilean durée 3h30 135,00 F • MAUPASSANT D'BOULE DE SUIF lu par Dominique Desquères durée 1h30 99,00 F • D'LES COMTES DE LA RESSA lu par Gheorghe Farouq durée 1h35 109,00 F • D'LA MAISON TELLIER lu par G. Bilean durée 2h00 119,00 F • MAURIAUX D'NEUF DE VILPÈRES lu par 11 comédiens durée 5h45 169,00 F • D'LE BAISER AU LÈPREUX lu par Sam Frey durée 2h00 119,00 F • MEYER D'LA FEMME D'UN JOUR lu par 4 comédiens durée 5h30 169,00 F • PATRICK MODIANO D'LE RUE DES BOUTIQUES OUBLIÉES lu par Jean-Louis Trintignant durée 2h00 189,00 F • HENRI DE MONFREID D'LA CHOIÈRE DU HACHISHI lu par l'auteur durée 1h56 109,00 F • PAUL MORAND D'JIM JADY lu par Jean Rochefort durée 1h00 109,00 F • NERVAL D'LE HÉROÏNE lu par Marianne Valéry durée 2h00 99,00 F • EDGAR POE D'LA MASQUE DE LA MORT ROUGE lu par Dominique Desquères durée 0h58 89,00 F • D'LES NOUVELLES HISTOIRES EXTRAORDINAIRES lu par Patrick Daltou durée 2h30 119,00 F • POUCHKINE D'LA DAME DE POULE lu par Dominique Desquères durée 1h05 89,00 F • PROUST D'LE COTE DE CHEZ SWANN lu par Jean-Louis Trintignant durée 2h00 189,00 F • YANN QUEFFÉLEC D'LES NOCES BARBARES lu par l'auteur durée 7h00 179,00 F • RAYMOND RADIGUET D'LE DIABLE AU CORPS lu par C. Grandy • M. Herbet durée 3h05 119,00 F • D'LE BAL DU COMTE D'ORGE lu par A. et P. de Boissy durée 4h30 135,00 F • FRANÇOISE SAGAN D'RON JOUR TRISTESSE lu par Catherine Deneuve durée 2h00 189,00 F • SAINT-EXUPÉRY D'VOL DE NUIT lu par François Huster durée 2h00 149,00 F • GEORGE SAND D'LA MARE AU DIABLE lu par Isabelle Bujelle durée 2h30 99,00 F • SAINT-ETIENNE D'LES MOTIS lu par Michel Bouquet durée 5h20 229,00 F • MADAME DE SEVIGNÉ D'LES LETTRES A SA FILLE lu par Juliette Gréco durée 1h00 119,00 F • STENDHAL D'ABESSE DE CASTRO lu par F. Farouq et C. Desquères durée 3h00 119,00 F • PATRICK SUSKIND D'LE PARFUM lu par G. Bilean durée 9h30 175,00 F • LEON TOLSTOÏ D'LA SONATE AKHREZ lu par G. Bilean • G. Farouq durée 3h00 135,00 F • MICHEL TOURNIER D'LA GOUTTE D'OR lu par François Chauvêtre durée 7h25 279,00 F • VERCORS D'LES SILENCES DE LA MER lu par P. de Boissy durée 1h00 109,00 F • BORIS VIAN D'JIRA CRACHER SUR VOS TOMBERES lu par C. Des B. G. Robin durée 3h00 119,00 F • D'LE REUME DES JOURS lu par 5 comédiens durée 5h15 199,00 F • VOLTAIRE D'LE MONDE COMME IL VA • LETTRE D'UN TURC • MEMOIR D'LA UNIVERSITÉ DE L'INFAITE lu par G. Bilean durée 1h25 99,00 F • D'LE CANDIDE D'LE OPTIMISME lu par Pascal Monno durée 2h15 99,00 F • OSCAR WILDE D'LA UNIVERSITÉ DE L'INFAITE lu par Marianne Valéry durée 0h48 89,00 F • MARGUERITE YOURCENAR D'NOUVELLES ORIENTALES lu par M. Vlegy • A. Wims durée 2h40 129,00 F • ZOLA D'HERÈSE RAQUIN lu par Christine Dels durée 0h10 169,00 F • STEPHAN ZWEIG D'24 HEURES DE LA VIE D'UNE FEMME lu par C. Des B. G. durée 2h45 119,00 F • LA FONTAINE D'FABLES lu par Dominique Desquères durée 1h00 89,00 F • MAIMAN RACONTE D'LES COMTES AFRICAINS lu par France Raymond durée 0h20 79,00 F • D'LES COMTES ET COMPTINES D'AUTREFOIS lu par France Raymond durée 0h20 79,00 F • RAUDEL D'LES FLEURS DU MAL lu par Dominique Desquères durée 1h00 89,00 F • FRANCIS BLANCHET D'APPREZ MOI RUMÈRE lu par l'auteur durée 1h00 89,00 F • ARISTIDE BRUAUT D'PARIS 1900 Textes dits par Mouloudi durée 0h48 89,00 F • CENDRARIOS D'LES PAQUES A NEW YORK • LA ROSE DU TRANSIBERIE lu par Richard Bohringer durée 1h00 99,00 F • RENE CHAR D'POEMES lu par l'auteur durée 0h38 89,00 F • HUBO D'POEMES CHOISIS lu par Dominique Desquères durée 1h00 89,00 F • MUSSET D'LES NUITS lu par Marianne Valéry durée 1h00 89,00 F • PREVERT D'LE DINER DE TÊTES lu par François Pater durée 1h00 89,00 F • D'LES INTÉRIEURES ET POEMES lu par Arté et l'auteur durée 0h44 89,00 F • JEAN RICHES D'LE CRISTE LU PAR L'AUTEUR durée 1h00 89,00 F • ROMAN D'UNE SAISON EN ENFER lu par Dominique Desquères durée 1h02 89,00 F • BORIS VIAN D'VOUS DRAIS PAS CREVER lu par P. Bilean durée 0h39 89,00 F • HUBERT REVERDY PATIENCE DANS L'AZUR lu par l'auteur durée 1h00 99,00 F • D'LA NAISSANCE DE L'UNIVERS lu par l'auteur durée 2h00 189,00 F • D'LE HEURE DE S'ENFUIR lu par l'auteur durée 3h00 189,00 F • PIERRE DACH ESSAIS, MAXIMES, CONFÉRENCES lu par S. Pasquelli • J. Castaldi durée 3h00 119,00 F • PENSEES lu par S. Pasquelli • G. Farouq durée 1h30 109,00 F • SANS ISSUE lu par P. Dec et F. Blanchet durée 1h08 99,00 F • PIERRE DESPROGES D'LE DICTIONNAIRE SUPERLU lu par l'auteur durée 1h00 99,00 F

VIEN DE PARAITRE : FRANÇOIS PERIER D'PROFESSION MENTEUR. Lu par l'auteur, durée 2 h 00, 119 F.

### Les lycées et les collèges pourront choisir plus librement leurs matériels technologiques

M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a souhaité, mercredi 31 janvier dans une communication au conseil des ministres, une rationalisation des investissements en matériels technologiques pour les lycées et collèges. Ces investissements s'élevaient, au total, à 2 milliards de francs par an. Les chefs d'établissement auront une plus grande autonomie dans l'achat et la gestion de ces équipements.

La décentralisation et la déconcentration devront permettre aux établissements publics d'enseignement de voir leurs responsabilités accrues pour l'achat et la gestion de leurs équipements technologiques. Les chefs d'établissement auront les compétences plus franches pour choisir et commander le matériel dont ils auront besoin dans le cadre de leur projet d'établissement. Mais surtout, ils pourront vendre le matériel devenu obsolète. Actuellement, la procédure est tellement lourde que les fournisseurs y renoncent et que le matériel inutile dort au fond des ateliers. Cette déconcentration des responsabilités en matière d'équipement se fera en plusieurs étapes. La procédure sera rapidement allégée pour les machines acquises avec les subventions de l'Etat. Des pourparlers seront engagés avec les collectivités locales afin d'arriver à la

même souplesse pour les investissements de leur ressort.

Les recteurs et les chefs d'établissement sont vivement encouragés à développer un partenariat avec l'environnement économique local. Certaines machines coûteuses n'étant pas utilisées à temps plein par les lycées, la rentabilisation de l'investissement peut alors passer par une association avec des industriels locaux pour qu'ils utilisent, soit pour la formation continue de leurs personnels, soit pour la réalisation de prototypes dans des créneaux horaires négociés. A l'inverse, les entreprises peuvent mettre à disposition d'un établissement, ouvrant ainsi de véritables possibilités de formation en situation réelle.

Quelques exemples de partenariat de ce type existent. M. Chapuis souhaiterait qu'ils fassent tâche d'huile. Une série de dispositions techniques devrait lever un certain nombre d'obstacles d'ordre réglementaire qui en freinent l'extension, notamment dans les dispositions relatives à la taxe d'apprentissage. D'autres ministères, comme ceux de l'Industrie et du budget, vont être sollicités par le ministre de l'Éducation nationale pour faciliter le financement mixte de centres de ressources, qui pourraient devenir des pôles de développement local. La dimension économique du problème n'est pas négligeable. Les lycées techniques représentent environ 10 % du parc des machines-outils en France et 10 % des ventes de machines-outils françaises.

J.-J.B.

### Deux nouveaux recteurs

#### M. Michel Gayraud à Nantes

M. Michel Gayraud, président de l'université Paul-Valéry à Montpellier, a été nommé, mercredi 31 janvier en conseil des ministres, recteur de l'académie de Nantes en remplacement de M. Maurice Quenec.

[Né le 3 décembre 1938 à Montpellier où il a fait toute sa carrière, M. Gayraud, professeur agrégé d'histoire, spécialiste de l'histoire romaine, est nommé professeur au lycée Joffre en 1963 avant de devenir assistant à Montpellier-III (Paul-Valéry) en 1967. Nommé professeur en 1980, il dirige l'UER culture et civilisation de 1980 à 1985 tout en exerçant la fonction de chef de la Mission académique à la formation des personnels de l'éducation nationale (MAFFEN) auprès du recteur de 1982 à 1985. Il est élu, en 1987, président de l'université Paul-Valéry.]

#### M. Jérôme Chapuisat à Amiens

M. Jérôme Chapuisat a été nommé, mercredi 31 janvier en conseil des ministres, recteur de l'académie d'Amiens en remplacement de M. Edouard Bridoux.

[Né le 16 mars 1943 à Marseille, M. Chapuisat est agrégé de droit, spécialiste du droit administratif et de l'administration locale. Maître-assistant à la faculté de droit de Paris-I de 1973 à 1979, chargé d'enseignement à Aix-Marseille de 1978 à 1981, il est ensuite nommé professeur à l'université de Saint-Etienne jusqu'en 1983. Depuis cette date, il est professeur au Conservatoire national des arts et métiers. Auteur de plusieurs ouvrages sur le droit de l'urbanisme et les pratiques locales, il est depuis 1982 rédacteur en chef de la revue spécialisée l'Actualité Juridico-Droit administratif. Il est par ailleurs directeur de l'Institut d'études économiques et juridiques appliquées à la construction et l'habitation (ICJH).]

COMMANDES RAPIDES

Commande par téléphone de 9 à 19 h  
☎ 53.29.90.52

Commande par Minitel 24h/24  
3615 code LQP

M. Mlle. \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Je vous règle ci-joint la somme de \_\_\_\_\_ par ☐ chèque bancaire ☐ postal ☐ carte bancaire ☐

N° \_\_\_\_\_ Date expiration \_\_\_\_\_

Je recevrai ma commande par retour du courrier, vous y joindrez votre catalogue GRATUIT.

LM 02



## CULTURE

## CINÉMA

## M. Lang veut favoriser les coproductions avec l'Est

M. Jack Lang devait présenter, le 1<sup>er</sup> février à la presse, le bilan de son plan de relance du cinéma (*Le Monde* du 8 février 1989) et les grands axes de la politique des pouvoirs publics pour l'année en cours. Parmi les innovations, le ministre de la culture et de la communication crée une aide spécifique aux coproductions avec les pays de l'Est.

Le cinéma français, déjà riche en aides et en subventions de toute sorte, va recevoir un nouveau témoignage de la grande sollicitude des pouvoirs publics. Une commission, mise en place dans les semaines qui viennent, disposera d'un budget de 10 millions de francs pour aider les films coproduits avec les pays de l'Est. « La France a une carte formidable à jouer : devenir le partenaire privilégié de ces pays et de leurs créateurs », explique M. Jack Lang. Leur demande d'aide financière est pressante. Nous devons y répondre en évitant de faire de l'assistance, en favorisant de véritables échanges culturels et économiques. Les pays de l'Est, qui disposent encore de réseaux de salles importants, deviendront de précieux alliés lorsqu'il s'agira de défendre le cinéma en Europe.

Cette ouverture vers l'Est ne se limite pas aux coproductions. Le ministre souhaite que les chaînes publiques françaises diffusent les films russes, hongrois, tchèques ou polonais, qui ont pratiquement disparu des programmes depuis quel-

ques années. Il mobilise des aides sélectives pour la distribution de ces œuvres en salles. Le fonds de garantie de l'Institut de financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC) appuiera toutes les opérations de capitalisation vers ces pays : création de sociétés mixtes, vente de matériel ou de films français. Une opération spéciale permettra à la télévision roumaine de diffuser gratuitement un film français par semaine pendant un an.

Ces initiatives ne surprendront pas la profession cinématographique. Outre le vif intérêt qu'il porte au processus de démocratisation en cours dans les pays de l'Est, le ministre de la culture cherche depuis longtemps à affirmer la vocation internationale du cinéma français. Or l'exportation de films, même si elle progresse légèrement sur les marchés nord-américain et asiatique, reste bien modeste (352 millions de francs en 1988). On est loin des performances réalisées par le cinéma américain. Suivant les conseils de M. Daniel Toscani du Plantier, M. Lang a décidé de diffuser les œuvres nationales dans des pays où il importe de maintenir une présence culturelle, même si les espoirs de recettes sont encore aléatoires.

## La santé du marché national

Un groupement d'intérêt économique, doté d'un budget de 7 millions de francs, achète les droits des films aux producteurs et les distribue dans une dizaine de pays d'Asie, d'Afrique de l'Ouest et

d'Amérique latine. Douze films ont déjà été retenus, parmi les grands succès commerciaux ou les œuvres primées lors de festivals, pour jouer ainsi les ambassadeurs du cinéma français. On y trouve *Trop belle pour toi*, *Vanille fraise*, *Roméo et Juliette*, aussi bien que *Noce blanche*, *La Vie et rien d'autre*, *Monsieur Hire* ou *Un monde sans pitié*.

Le ministre de la culture n'oublie pas pour autant de veiller sur la santé du marché national. La chute dramatique de la fréquentation des salles obscures paraît enrayée. Est-ce un effet durable des mesures de relance annoncées il y a tout juste un an ? Il est encore trop tôt pour le dire, de l'aveu même de M. Lang. Mais le premier bilan est loin d'être négatif : 2,8 milliards de francs ont été investis, en 1989, dans la production de 137 films — parmi eux, un grand nombre de premiers films et d'œuvres d'auteurs activement soutenus par des aides à l'écriture, au développement, — et les 100 millions de francs de l'avance sur recettes. La commission a reçu quelque 575 projets, réduit considérablement ses délais d'examen et a retenu 50 films. M<sup>me</sup> Françoise Giroud est reconduite pour un an à sa tête, et la dotation est portée à 103 millions de francs.

Les pouvoirs publics reconduisent aussi les différentes mesures destinées à favoriser la production de films à gros budget, capables d'attirer le public vers les salles et de chercher fortune sur des marchés étrangers. En 1989, une dizaine d'œuvres ont ainsi dépassé les 50 millions de francs d'investissements. Ce type de pari est toujours risqué : l'ours après une formidable carrière en France, marche bien aux États-Unis ; *Valmont*, en revanche, est un échec cuisant. Le risque ne décourage pourtant pas les investisseurs. Six entreprises (Caisse des dépôts, Epargne de France, Crédit lyonnais, Crédit national, Crédit agri-

cole et SODETE) ont réuni 52 millions de francs pour soutenir ce genre de productions. Ce club d'investisseurs, dont les pertes éventuelles sont couvertes à 50 % sur fonds publics, a déjà contribué à la réalisation de cinq films, dont *Cyrano de Bergerac* et *Vanille fraise*.

M. Lang veut aussi être satisfait de la panoplie de mesures prises l'an dernier pour stimuler la diffusion des films et secourir les salles en difficulté. L'Agence pour le développement régional du cinéma a financé le tirage de 1 023 copies (contre 600 en 1988). Des copies qui permettent aux cinémas des petites villes de recevoir plus rapidement les grands succès commerciaux ou aux salles d'art et d'essai de disposer de films en version originale. L'enveloppe de 50 millions de francs débloquée l'an dernier a déjà servi à aider 41 exploitants en difficulté, et 66 autres dossiers sont à l'examen.

Sur tout, les collectivités locales ont bien réagi à l'appel de M. Jack Lang pour faire du cinéma une de leurs priorités culturelles. 55 communes ont, grâce aux primes publiques, repris des salles en voie de disparition. D'autres collectivités, comme le département du Gers, la ville de Nantes ou la région Nord-Pas-de-Calais, ont signé, avec le ministre, des conventions d'assistance pour organiser des baisses de tarifs, des événements cinématographiques ou des campagnes de promotion. Le ministre de la culture souhaite maintenant que les organisations professionnelles profitent de cette « mode du cinéma » pour lancer des opérations nationales. Une grande campagne de promotion utilisant presse, radio et télévision est en préparation. Reste à se pencher aussi sur la politique tarifaire des salles de cinéma, mais les grands circuits sont encore loin d'être d'accord pour mener une action collective dans ce domaine.

J.-F. L.

## Premiers plans, deuxième édition

Un festival du cinéma européen s'enracine en Anjou

## ANGERS

de notre envoyé spécial

L'an dernier, Premiers plans était le Premier festival de cinéma d'Angers, intégré dans les manifestations de l'Année européenne du cinéma et de la télévision. Cette année, toujours à Angers, avec la même équipe (Daniel Gélén, Gérard Filet et Claude Eric-Poiroux), cette manifestation a confirmé sa vocation d'origine en s'intitulant Festival cinématographique européen. Avec un succès encore plus éclatant : 18 000 spectateurs pour un programme de cinquante premières œuvres (longs et courts métrages, films d'écoles européennes) et une superbe rétrospective du cinéma allemand des années 70 : de Robert Vaut Ackermann à Wim Wenders, en passant par Fassbinder, Peter Handke, Herzog, Schlöndorff, Werner Schroeter, Syberberg, Margarethe von Trotta et quelques autres.

Parmi ces 18 000 spectateurs, le festival a dénombré 4 000 professionnels et 6 000 scolaires. Dans les lycées, un travail se fait en profondeur, depuis des années, avec les professeurs et certains exploitants de salles. L'éducation nationale appuyant cette formation d'un jeune public, les lycéens d'Angers qui, en 1989, avaient rencontré les critiques de cinéma venus de Paris pour des débats et des discussions, se sont faits journalistes en 1990, et ont publié, tous les deux jours, le journal scolaire du festival.

## Le renouveau

« du sujet »

Cette collection — à conserver comme un trésor, jadis, les bulletins d'animation de ciné-clubs — n'est pas la moindre surprise de ce festival partiellement organisé et où l'idée européenne ne cesse de faire son chemin jusqu'à un colloque sur le thème « Produire un premier long métrage, aujourd'hui, en Europe » (les débats étaient animés par notre collaborateur Jean-François Lacan) a permis de confronter les institutions européennes de soutien financier au cinéma, les rapports avec les télévisions et les activités des producteurs indépendants. On est sorti, pour une fois, des problèmes « franco-français ». Carieux paradoxes. Alors qu'un peu partout on réclamait une aide plus consciente de l'Etat, pour la plupart des films, Alexandre Soloviev, représentant de l'Union des cinéastes de l'URSS, constatait que le système libéral (avec économie de marché), qui commence à succéder au soutien et au contrôle permanent de l'Etat, amène une baisse de qualité du cinéma soviétique et de plus grandes difficultés de réalisation.

Les courts métrages et nombreux films d'école présentés à Angers se distinguent, en général, par des recherches de langage cinématographique, qu'on ne trouve pas forcément dans les premiers longs métrages en compétition. Ici

RECTIFICATIF. — La légende de la photographie publiée en première page du supplément « Arts-Spectacles » du 1<sup>er</sup> février était erronée. Dans le film *La Marque du vampire*, de Tod Browning, dont cette photographie est extraite, le rôle de Dracula est joué par Bela Lugosi, celui de l'héroïne par Elisabeth Allan. D'autre part, les films de Riccardo Freda s'intitulent, *le Spectre du professeur Hitchcock*, et *l'Effroyable Secret du professeur Hitchcock* (page 22). Enfin, le premier violon de l'Orchestre philharmonique de Radio-France, autour duquel s'est formé un quatuor (notre sélection musicale, page 27), s'appelle Jacques Prat et non Jean Prat. Que nos lecteurs, ainsi que ce dernier, veuillent bien nous excuser.

se confirme un renouveau du « sujet » accordé à des préoccupations actuelles, plus sociales que politiques, même si la politique apparaît à travers des événements historiques. Seule exception, le film français *Aventure de Catherine C.*, de Pierre Beuchot, d'après l'œuvre littéraire de Pierre Jean Jouve.

## Pas de révélation cette année

Mais pas de révélation, cette année, comme le fut, l'an dernier, *la Petite Véra* de Vassily Pichoul. *Moi, la comtesse*, le film bulgare de Peter Popzlatov, qui a reçu le Grand Prix du jury, tourné en noir et blanc avec quelques scènes en couleurs, est l'effrayant tableau d'une vie de femme brisée par une suite d'épreuves liées à un système de « correction » des tendances « antisociales ». Tiré d'une histoire vraie, racontée comme un cauchemar, c'est, avec quelques longueurs, une œuvre tragique qui vous saisit.

*My Left Foot*, Grand Prix du public, est également une histoire vraie : celle de Christy Brown, qui naquit à Dublin, dans une famille nombreuse, et qui, victime d'une paralysie cérébrale, surmonta son infirmité grâce à cette famille, et surtout sa mère, puis une thérapeute, et réussit à parler, à peindre, à écrire du pied gauche. Ce premier long métrage de Jim Sheridan rend parfois hommage à l'Irlande de John Ford. Il est d'une habileté presque redoutable dans la façon de soulever l'émotion et de diriger Daniel Day Lewis selon la vérité humaine de son personnage.

JACQUES SICLIER

## Palmarès du Festival cinématographique européen

## Grands Prix du Jury

— Meilleur premier long métrage européen : *Moi, la comtesse*, film bulgare de Peter Popzlatov.

— Meilleur premier court métrage européen : *The Harpover*, film anglais de Gabele (pseudonyme commun de trois jeunes gens).

— Meilleur film d'école européen : *La Tartine au jambon*, film belge de Pascal Zabus. Mentions spéciales : animation, deux films anglais, *A Grand Day out* de Nick Park et *Grand National*, de Susan Loughlin ; documentaire : un film polonais, *Komando*, de Jerzy Bogucki ; film de fiction : un film russe, *Les Elephants rouges*, de Gregory Konstantinopolski ; un film d'Allemagne de l'Est, *Leb wohl*, Joseph, d'Andreas Kleinert.

## Grands Prix du public

— Meilleur premier long métrage européen : *My Left Foot*, film irlandais de Jim Sheridan.

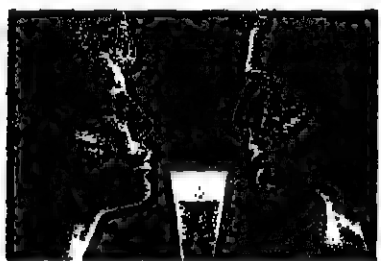
— Meilleur premier court métrage européen : *Crazy*, film soviétique de Sergueï Gazarov.

— Meilleur film d'école européen : *A Grand Day out*, film anglais de Nick Park.

— Grand Prix de la Confédération internationale des cinéastes d'art et d'essai : *L'Espoir aux trousses*, film polonais de Maciej Dejczer.

## ST VALENTIN

Le 14, vous avez rendez-vous avec un amour de bière.



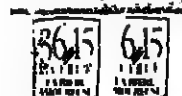
N'oubliez pas, le 14 février prochain, c'est la Saint Valentin. Alors, cette année, sortez de l'ordinaire... et faites-vous une surprise.

## Comment ?

Très simplement : sur votre minitel, vous tapez 3615 code PECHEUR pour commander un pack de 36°15 Pêcheur, la bière d'amour.

A l'occasion de la Saint Valentin, et pour toute commande passée avant le 10 février, d'abord, vous serez livré pour le 14, et nous vous offrons en plus, un second pack de 12 bouteilles. Gratuit ! Pour vos prochains rendez-vous avec un amour de bière...

## DEUXIEME PACK GRATUIT !



36°15 Pêcheur. La bière d'amour.

## MUSIQUES

## Najma, ou le voyage en douce

Révélation du dernier Printemps de Bourges  
la chanteuse ouvre la route des Indes au Théâtre de la Ville

La dernière rencontre entre la musique indienne et les masses occidentales s'était soldée par un immense malentendu : dans la foule des expérimentations plus ou moins réussies de George Harrison et des consorts, d'aucuns avaient cru découvrir dans la musique classique de Ravi Shankar, la bande-son idéale pour les longues soirées au coin de la lampe en macramé, sans réaliser que cette musique requerrait un apprentissage, une disponibilité, sans commune mesure avec ceux que nécessitent les œuvres de Tangerine Dream.

Najma Akhtar n'a eu besoin que d'un disque, de quelques concerts (lors du dernier Printemps de Bourges, elle a conquis le public venu voir *Le Forêt*) pour ouvrir la route des Indes. A partir de l'art du ghazal, le chant punjabi, elle a construit un univers sonore d'une fidélité absolue à ses origines — elle chante essentiellement en urdu et parfois dans d'autres langues indiennes — qu'elle a ouvert aux sonorités occidentales grâce, entre autres, au formidable saxophoniste Ray Carless, qui l'accompagne sur disque et sur scène.

## Un esprit particulier

Najma Akhtar est née il y a vingt-cinq ans à Londres, de parents qui avaient fui l'Inde pour le Pakistan au moment de la partition avant de s'installer en Grande-Bretagne. Alors que rien ne prédisait une jeune musulmane à la musique, surtout pas sa religion, Najma Akhtar s'est mise à chanter, d'abord dans sa salle de bains, puis dans des concours organisés dans la communauté indienne. Elle a vaincu les réticences de sa famille, même si, en Inde, certains de ses parents considèrent aujourd'hui encore comme une fille perdue. De *Qateeb*, son premier album largement diffusé (elle avait enregistré un disque de ghazals traditionnels à Bombay, lors de ses vacances en famille), on avait gardé l'image d'une grâce infinie, un peu farfelue, d'une mélancolie douce gentiment martelée par les tablas, qui trouvait son contrechant dans la voix du saxophone soprano.

Najma Akhtar vient de sortir *Atish* (distribué en France par

Polydor), un disque plus lyrique, plus occidental aussi, sans doute, où les synthétiseurs et le saxophone prennent leur place sans jamais heurter l'arrangement rythmique des percussions. Elle y sort des limites formelles du ghazal pour expérimenter de nouveaux formats de musique indienne, sortant du Pendjab pour aller faire un tour dans le sud du continent.

Pour ses premiers concerts parisiens, au Théâtre de la Ville, Najma est accompagnée de Ray Carless au saxophone, Paul Honey aux claviers, Navazish Ali Khan au violon, Dudley Phillips à la basse à six cordes et les frères Meghji aux percussions. En une heure (c'est la formule des concerts de 18 h 30 qui le veut), le groupe joue généralement pendant deux heures, et les trois premiers titres sont consacrés à la musique traditionnelle), on a tout à fait le temps de saisir l'esprit qui anime la chanteuse : elle maîtrise parfaitement sa voix et bouge avec une grâce un peu altière, alors que traditionnellement les chanteuses se tiennent assises et s'accompagnent souvent à l'harmonium.

Elle laisse à ses musiciens suffisamment d'espace pour qu'ils enrichissent la musique sans jamais leur permettre de s'éloigner plus qu'il ne faut. De la tristesse soumise de *Hapne Hathon* à la mélodie évidente, à l'euphorie dansante du finale, elle est le guide le plus séduisant que l'on puisse rêver, que l'on soit érudit ou ignorant, voyageur par passion ou simple touriste.

THOMAS SOTINEL

► Théâtre de la Ville. Les 2 et 3 février, à 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

SALLE PLEYEL  
LUTH ET GUITARE  
lundi 12, mardi 13 FEV. 20h30  
**JULIAN BREAM**  
LOCATION : 45.63.88.73

Galerie Beaubourg  
**Frank Stella**  
c/o  
**Marianne & Pierre**  
Nahon  
3 RUE PIERRE AU LARD 75004 PARIS  
42 71 20 50

THEATRE DE LA VILLE  
18 H 30  
MARD. 6 ET MER. 7 FEV  
**QUATUOR TAKACS**  
2 PROGRAMMES  
BEETHOVEN - MOZART  
PRIX. 60 F. LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

سكول في الفنون



سكرا من الارض

## CULTURE

### PHOTOGRAPHIE

## Visage de la mode

Norman Parkinson chez Agathe Gaillard



Park  
Lane Style  
1955.

Personnalité excentrique, aux fines moustaches blondes retroussées, celui que ses confrères appellent affectueusement « Parks » a mené depuis 1945 une double carrière de portraitiste et de photographe de mode.

Son grand mérite est d'avoir osé mettre en scène l'exotisme, le bonheur et la joie, et surtout d'avoir su insérer sans heurts la mode dans la vie. Certaines vues comme celle de la jeune femme en Afrique courant après un avion s'apparentent à un plan de film. D'autres comme celle, célèbre, du couple riant sur un pont à Brooklyn sont spécifiquement photo-

graphiques. Mais c'est par sa vision de la femme, élancée, élégante et racée, réservée, presque intouchable, que Parkinson, âgé aujourd'hui de soixante-dix-sept ans, et retiré à Tobago dans les Antilles anglaises, s'avère 100 % britannique.

Jouant des décors de manière anachronique, il cadre ses modèles comme des inconnues croisées dans la rue et les campe, en tailleur de tweed ou robe Chanel, dans des situations banales, révélatrices du comportement social. Prises à Dubrovnik ou au Touquet, ses images de mode sont avant

tout de merveilleux portraits de femmes, ce qui n'étonne guère quand on sait qu'il a épousé Wanda, un de ses premiers mannequins, qui figure dans presque toutes ses photos. Sortant d'une Rolls et marchant dans la rue, elle incarne l'héroïne type des années 50, mélange subtil de froideur distante et de décontraction feinte qu'épouse avec dynamisme et spontanéité le réalisme graphique de la composition.

**PATRICK ROEGIERS**  
Norman Parkinson, photographes 1937-1983, galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4<sup>e</sup>, jusqu'au 17 février.

### ARTS

## Fred Deux à corps ouverts

L'Ecole nationale des beaux-arts accueille une rétrospective qui est aussi une sorte de journal intime

Tables de dissection. Non, de vivisection. C'est à l'Ecole des beaux-arts, cette fois, que Fred Deux, l'autodidacte, s'abandonne corps et biens. On n'épiloguera pas sur la persistance palpante de cette anatomie imaginaire, plus vraie que vraie, trépidante et boyaux, oses, orifices et toutes « voies de passage » confondues, trop souvent déformées et commentées depuis que leur victime et bourreau les transfigure par la magie du graphisme.

Prélevés sur la masse de dessins engraissés par milliers depuis quarante ans, en voici une bonne centaine : soit la collection du Musée Cantini, à Marseille, augmentée de quelques pièces majeures dont les toutes récentes millésimées 1990. Leur choix jalonne un parcours douloureux, le processus d'un interminable journal intime qui ne se borne pas aux autoportraits, mythiques eux aussi.

On fera peut-être une erreur d'interprétation (tant pis !) en disant que dans l'autoportrait aux trois regards la triple vision créatrice de Fred Deux : de l'écrivain, auteur de *La Gana*, au pseudo-réalisme virulent, qui fit scandale, publié sous le nom de Jean Doussot ; du dessinateur appliqué, courbé à longueur de journée sur sa feuille de papier, crispé jusqu'à la douleur par une ascèse délibérée ; enfin, de l'auteur de textes indissolublement liés aux dessins qu'ils prolongent ou traduisent en contrepoint.

Les responsables de cette rétrospective ont tenu à respecter les aspects complémentaires d'un travail qu'unifie une absolue sincérité. Ils ont en outre tenu à donner une fois de plus la parole à l'artiste. Les propos recueillis par l'un d'eux, Pierre Wai, sous le titre *Miroir des questions*, ne laissent rien dans l'ombre d'une œuvre et d'une vie exemplaires. Là non plus Fred Deux ne triche pas.

Et dès l'entrée de l'exposition un dessin aquarellé à peine sec révèle sa vraie famille, sa *Tribu*. Fred et Cécile Deux s'y joignent à leurs « intercesseurs ». En ne retirant que les deux premiers d'une quarantaine de noms, Paul Klee et

Henri Michaux, d'une matrice où Jean-Sébastien Bach fait bon ménage avec Kafka, Lautréamont et René Guénon, on assiste à l'éveil, à l'arrêt sans appel d'une vocation.

Ainsi *Rochers de Morzine*, témoin des années 50, rappelle sans doute Michaux, mais un Michaux peint sur le motif. En revanche, les inquiétants personnages incarnant *Le Cri*, *Le Vide*, qui attestent l'influence du surréalisme, annoncent les monstres futurs. Ces débuts prometteurs vont être révélés sans retard par Daniel Cordier alors que Fred Deux s'aventure dans les taches colorées qu'il abandonne bientôt, pour le trait, la plume, l'aigre de Chine, mieux accordés (*Ferment*, *Tension*) à son monde larvaire intérieur.

#### Évolution par cycles

Recensant dans les *Années fertiles* la tumultueuse après-guerre dans les arts plastiques, Geneviève Bonnefou pour évoquer chez lui les étreintes qui « s'interpénètrent dans une sorte d'immense fornication ». Déjà le crayon alterne avec la plume et les rehauts d'aquarelle apportent aux œuvres une certaine fluidité.

Cette évolution par cycles des thèmes et des techniques, y compris les retours des uns des autres, est asservie, mécaniquement parlant, aux aléas de la biographie : transhumances, maladies, difficultés d'être ou quotidiennes, isolement. Il fallait tenir et il a tenu. De toute façon les mobiles de la création changent. A une espèce de plongée dans une relative abstraction, vont succéder, vers les années 70 des formes aux arêtes coupantes quasi géométriques où l'humain se mêle aux structures manufacturées, d'inspiration plus ou moins surréaliste.

Réapparaissent les obsédants profils anthropomorphes. Se multiplient les vignettes anatomiques de *Processus*, ce « voyage au travers de la mort » (André Pieyre de Mandiargues). Fred Deux creuse, creuse. A

force d'être fouillé, le monde viscéral se mue en paysage mental. Olivier Cousinou parle, à propos de cette démarche vers la conceptualisation, de « dématérialisation de l'image », travail de sappe qui prépare l'épanouissement des années 80.

Cette dernière qui vient de s'achever en beauté nous aura fait assister à une véritable apothéose qu'illustre en quelque sorte l'adoption fréquente de formats géants où l'artiste reprend à peu près ses motifs de prédilection. Le vide semble généralement exclu de ces immenses surfaces. La pointe du crayon trace minutieusement une multitude de carrés minuscules. Elle enserrme ses proies dans un réseau, une résille, un quadrillage qui nie le blanc en le laissant transparent, comme si le dessinateur-rétiaire voulait l'immobiliser.

Parmi ces « dessins pour le mur », on retrouve l'*Absent* qui nous avait fascinés chez Jeanne Bucher en 1985. Cette croix, de plus de 2 mètres de haut et qui supporte en son centre l'« horrible mélange d'os et de chairs meurtris » de ce qui fut un cadavre compressé à la manière des voitures de César, est flanquée aux quatre coins des empreintes de deux mains et de deux pieds — les mêmes qui apparaissent dans *Sans voix* (1982). « Ce sans-nom qui nous interpelle dans ce dessin hiératique, mangé de blanc, est fait de la substance même du corps défiguré par la quête », écrivait alors Roger Munier. On éprouve pourtant un certain scrupule à découvrir sur ce chef-d'œuvre tant sa lisibilité risque de détourner le spectateur d'images moins faciles à décrypter et qui hanteront longtemps les mémoires attentives.

**JEAN-MARIE DUNOYER**

École nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte. Jusqu'au 11 mars, tous les jours sauf mardi, de 13 heures à 19 heures.  
Miroir des questions, entre-tiens de Fred Deux avec Pierre Wai, 12 F.

### THÉÂTRE

## L'art d'être grand-mère

D'après Stefan Zweig, « Vingt-quatre heures de la vie d'une femme », une histoire romanesque

A Monte-Carlo, une jeune femme remarque soudain les mains d'un homme, très belles, puis elle remonte à son visage. Elle a un coup de cœur. Le soir même, c'est, dans un hôtel, le délire. Et le lendemain, l'homme chasse la femme, qui se voyait déjà partager ses jours avec lui.

Cette nouvelle de Stefan Zweig, *Vingt-quatre heures de la vie d'une femme*, écrite en 1934, fut en France, avant la guerre de 1939, un best-seller. Elle n'est pas un chef-d'œuvre, loin de là : c'est du romanesque psychologique presque de pacotille tant l'application de l'auteur à agencer des effets arbitraires est visible. La femme ne s'avoue pas son coup de foudre, ou de libido, pour cet homme : elle se dégoûte cela en un acte de saint-

bernard qui sauve un joueur du suicide.

Mais une idée très forte soutient cette histoire : c'est que le lecteur reste constamment sous le charme d'une image mentale qui illumine toute la lecture : l'idée est que c'est une femme nettement âgée qui raconte cette fable de parous. Le lecteur, en imagination, ne quitte en fait pas des yeux cette délicieuse grand-mère anglaise à cheveux blancs bien coiffés, élégante, qui, souriant doucement, raconte ses frasques d'une voix posée, lente, imperceptiblement farceuse.

Curieuse idée, donc, de la part du metteur en scène Marion Bierry, que d'avoir désamorcé le nerf de la nouvelle en confiant le rôle de la conteuse anglaise, dans l'adaptation scénique, à Catherine Rich, qui ne fait pas du tout âgée.

Bien sûr gêné par ce décalage, Catherine Rich adopte un jeu, une diction, monodrames, absents, raides, sans lumière de regard, comme s'il fallait pallier par des manques une qualité de vieillesse qui n'est pas là. Et, curieusement aussi, l'homme qui écoute cette confession et qui, dans la nouvelle est sans signe particulier, devient ici, avec un costume et une coiffure très spéciaux, une figure de vaudeville, un type comique.

Décor calmes, rose crépuscule, de Nathalie Holt. Avec cette cascade d'erreurs, ce petit spectacle peut très bien toucher à fond des âmes sensibles. C'est le paradoxe du théâtre.

**MICHEL COURNOT**

► Poche Montparnasse. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-46-92-97.

### VARIÉTÉS

## Alex Métayer, photographe du rire

Au Casino de Paris, il raconte la fable d'une famille moyenne

Né à Marseille de parents bretons, mais ayant passé son adolescence en Algérie, Alex Métayer a recueilli dans la culture yiddish d'outre-méditerranée le sens de la dérision, une manière de donner le coup de pied de l'âne avec gentillesse. Cette couleur douce-amère qui a été popularisée à travers les comédies à l'italienne, Alex Métayer l'a faite sienne en imaginant un personnage vêtu de lin blanc, tout en mouvements, tout en folie, avec une pointe d'accent pied-noir. Il y a dans le personnage développé par Métayer une cruauté gommée par une sorte d'amabilité trompeuse, un peu « faux cul ».

En 1987, Alex Métayer a écrit, interprété et réalisé un film (*Le bonheur se porte large*) qui l'a

conduit à présenter son actuel spectacle au Casino de Paris dans une forme renouvelée. Plus question de sketches. Métayer propose une fable de deux heures : la saga d'une famille française de la petite bourgeoisie.

La réussite d'Alex Métayer au Casino de Paris — d'ores et déjà, il est prévu un prolongement à l'Olympia — illustre le changement dans la façon de provoquer le rire : fini l'esprit chansonnier qui a fleuri dans les années 70 et 80 et retour à des histoires en forme de fable, avec un rythme rapide et juste un mot, un seul, pour passer d'une plage d'Afrique du Sud à un bureau à Paris.

**C. F.**

► Casino de Paris, 20 h 30.

Cette semaine dans

## le nouvel Observateur

### NUMERO SPECIAL

## LA GRANDE BATAILLE DE L'APRES COMMUNISME

Le vent de la liberté qui souffle à l'Est n'a pas pour autant balayé les vieux démons.

Le nationalisme prendra-t-il la place du communisme ?

Dieu remplacera-t-il Marx ? Comment ces démocraties naissantes frayeront-elles leur chemin ?

40 pages de dossier exceptionnel avec les reportages, les analyses de la rédaction et les commentaires des meilleurs experts.

Un numéro historique à conserver.



## COMMUNICATION

Les difficultés de l'organisme public  
de radio-télévision britannique

## Plan d'austérité pour la BBC

Le directeur général de la BBC, M. Michael Checkland, a annoncé un plan d'austérité pour l'organisme public de radio-télévision britannique, destiné à réduire de 75 millions de livres (712 millions de francs) les dépenses annuelles de la BBC d'ici 1993. La BBC tire l'essentiel de son budget (1 080 millions de livres en 1989) de la redevance, fixée à 62,5 livres par foyer (environ 600 francs). Mais cette redevance est indexée sur les prix de détail qui n'augmentent pas aussi vite que les coûts de la télévision, et la BBC est donc dans une situation financière tendue.

Pour pouvoir à la fois revaloriser ses salaires et donc garder des talents attirés par le privé, et maintenir son niveau de programmes, la direction propose des coupes sévères dans les budgets : le démantèlement prévu de la radio dans de nouveaux bâtiments est reporté ; un des six orchestres de la BBC disparaît et des réductions d'emploi sont à prévoir parmi les 28 000 salariés de la BBC, sans pouvoir exclure des licenciements purs et simples. C'est, selon la direction, le prix à payer pour maintenir l'ensemble des activités de la BBC d'ici 1996, date à laquelle doit être renégociée la Charte qui fonde son existence.

## Canon vend une partie de ses actifs à un acheteur non identifié

La filiale néerlandaise de la multinationale cinématographique Pathé Communications Corporation (PCC), anciennement Cannon, a diffusé, mercredi 31 janvier, un communiqué émanant du siège du groupe à Los Angeles et annonçant la vente de certaines salles de cinéma et de biens immobiliers annexes au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Contrôlé à 63,5 % par la société Media International, qui est la propriété conjointe de MM. Gian Carlo Parretti (52 %) et Florio Fiorini (42 %), PCC possédait, outre-Manche, cent quarante-neuf cinémas représentant quatre cent six écrans, et aux Pays-Bas

soixante-sept écrans. Le communiqué ne précise pas le nombre exact des salles cédées. La transaction porterait sur la totalité des salles néerlandaises mais sur une partie seulement des actifs immobiliers britanniques.

Qui est l'acheteur ? Là aussi, mystère. PCC se contente de citer une certaine société Cinema 5 Europe NV. Mais, malgré le chiffre « 5 » caractéristique, cette société n'est pas immatriculée dans une chambre de commerce néerlandaise et personne ici n'en a jamais entendu parler. Les intérêts du groupe Berlusconi dans le cinéma italien sont gérés aux Pays-Bas par une filiale s'appelant... Cinema 5. Mais à Milan, on dit tout ignorer de Cinema 5 Europe et l'on s'étonne de l'existence d'une société homonyme. Quant au directeur de Cannon Nederland, M. Jan Bruinstra, tantôt il se refuse à tout commentaire, tantôt il invite son auditoire à

patienter jusqu'à la fin de ce mois : le voile sur la composition du « petit groupe de financiers » derrière Cinema 5 Europe serait levé lors de l'American Film Market à Los Angeles.

Aussi anonymes soient-ils, les acheteurs ont pu déboursé quel que 225 millions de dollars (1 350 milliards de francs) pour acquérir les actifs Cannon. Le communiqué de PCC est, à cet égard, affirmatif. Il précise encore que les salles cédées seront « relouées » (lease back) à Pathé, qui continuera de les exploiter.

Ce montage juridique confirme le caractère essentiellement financier de l'opération. M. Parretti aurait-il des difficultés de trésorerie ou des problèmes pour trouver des crédits bancaires ? Selon les derniers chiffres disponibles, le déficit cumulé de PCC dépassait, à la fin 1988, les 100 millions de dollars, somme à laquelle sont venus s'ajouter les 27,2 millions de pertes enregistrées au premier semestre

1989. La société Media n'est guère mieux lotie, avec des pertes se montant à plus de 150 millions de francs au cours des deux dernières années et un impressionnant portefeuille de « prêts à des tiers » non identifiés, pour un montant avoisinant les 2 milliards de francs.

Mais M. Parretti est passé maître dans l'art de faire contre mauvaise fortune bon compte. Selon le communiqué de PCC, il a estimé que la vente de Cannon britannique et néerlandaise, qui devaient initialement rester dans son groupe (le Monde du 2 décembre 1989), procédait de sa volonté de « maximiser la valeur des actifs de Pathé tout en continuant à être un leader mondial dans le secteur de la distraction ». Loin de représenter un échec, la transaction avec Cinema 5 Europe donnerait même à Pathé les moyens de « continuer son expansion et d'élargir son activité cinématographique ».

CHRISTIAN CHARTIER

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 842 280  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sauf indication particulière, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 84, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 83 12 86.

## LUNDI 5 FÉVRIER

- S. 2. - Bon mobilier. Tableaux, bibelots. - M<sup>re</sup> ROGEON.  
S. 5. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 10. - Bib., meubles. - M<sup>re</sup> BONDU.

## MARDI 6 FÉVRIER

- S. 3. - Livres d'heures. Bibliothèque orientale. Souvenirs de Pierre LOTI. Reliures. - M<sup>re</sup> LIBERT, CASTOR, M<sup>re</sup> GUÉRI, Courvoisier, Brugé.  
S. 9. - Tableaux, orfèvr., objets d'art, mobilier, anc. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

## MERCREDI 7 FÉVRIER

- S. 2. - Bon mobilier. Tableaux. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 4. - Bons meubles, objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 5. - Tableaux, objets d'art, meubles rustiques et de style. - M<sup>re</sup> MILLON, LUTHÉAL.  
S. 7. - Dessins, tableaux, meubles. - ARCOLE (M<sup>re</sup> RENAUD).  
S. 10. - Estampes, tableaux, projets de théâtre. - M<sup>re</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 11. - Tableaux, bibelots, meubles. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 13. - Linge de maison brodé. Gravures, tableaux, meubles de style. - M<sup>re</sup> DELORME.  
S. 15. - Tableaux, bibelots, meubles. - ARCOLE (M<sup>re</sup> MATHIAS, M<sup>re</sup> LE ROUX).

## JEUDI 8 FÉVRIER

- S. 12. - Linge, dentelles, jouets. - M<sup>re</sup> LANGLADE.

## VENDREDI 9 FÉVRIER

- S. 2. - Livres. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M<sup>re</sup> Vidal-Mégret, expert.  
S. 3. - Atelier Marthe ORANT. - M<sup>re</sup> BONDU.  
S. 4. - Archéologie, linge. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.  
S. 5. - 14 h 15 SUCCESSION DE MADAME ULMANN. Livres. Éventails. Fourrures. Estampes. Tableaux. Porcelaines. Faïences. Objets d'art. Stèles. Meubles. Tapis. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M<sup>re</sup> LIBERT et CASTOR, M<sup>re</sup> FERRI, M<sup>re</sup> Meandre, M<sup>re</sup> Daniel, MM. Dille, Berthelot, experts.  
S. 6. - 14 h 15 SUCCESSION DE MADAME ULMANN. Boules presse-papier. Argentier. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne. Argentier moderne. Métal argenté. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M<sup>re</sup> LIBERT et CASTOR, M<sup>re</sup> FERRI, MM. Dille, Serret, Fortier, Monnaie.  
S. 10. - Vins. ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).  
S. 15. - Tableaux, bibelots, mobilier. ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).

## SAMEDI 10 FÉVRIER

- S. 9. - Tapis. M<sup>re</sup> CHOCHON, CHOCHON-BARRÉ, ALLARDI.

**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 80  
Téléc. : 650 873

**MERCREDI 7 FÉVRIER à 14 h 30**  
SUCCESSION DE MADAME ULMANN  
Extrême-Orient, dessins et tableaux anciens, objets d'art et de bel ameublement.  
M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M<sup>re</sup> LIBERT et CASTOR, M<sup>re</sup> FERRI, commissaires-priseurs.  
MM. Portier, de Bayser, Ryngaert, Turquin, Dille. Exposition publique : mardi 6 février de 11 h à 22 h.

**SAMEDI 10 FÉVRIER à 20 h 30**  
ŒUVRES ET CHEFS-D'ŒUVRE  
DE L'ÉCOLE DE NANCY  
M<sup>re</sup> BEAUSSANT, LEFEVRE, commissaires-priseurs. Expositions : ven. 9/02 de 11 h à 22 h et sam. 10/02 de 11 h à 16 h. J.-P. et F. Comard.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
BEAUSSANT, LEFEVRE, 44, rue de la Victoire (75002), 40-23-92-12.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-76-01.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-31-36.  
BONDU D. 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.  
R. CHOCHON, M<sup>re</sup> CHOCHON-BARRÉ, ALLARDI, 15, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-38-37.  
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.  
FERRI, 53, rue Vivienne (75002), 42-33-11-24.  
LANGLADE, 12, rue Daubigny (75017), 42-27-00-91.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LE ROUX, 18, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-83-00.  
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rosini (75009), 48-24-51-20.  
MATHIAS, 19, rue Ampère (75017), 46-22-70-22.  
MILLON, LUTHÉAL, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

## Chaînes en surnombre

Suite de la première page

Le gouvernement socialiste préfère laisser jouer la loi du marché dans toute sa rigueur, en l'épaulant quelque peu à l'occasion.

M. André Rousselet, président de Canal Plus, joue ainsi les messieurs bons offices et incite la Cinq et M 6 à fusionner leurs réseaux. Les actionnaires des deux sociétés refusent le mariage imposé. Vient ensuite la grande affaire des décrets du gouvernement renforçant sensiblement les contraintes qui pèsent sur la programmation des télévisions. Les patrons des chaînes privées dénoncent aussitôt une tentative d'homicide sur leurs entreprises. Le pouvoir s'en défend en prétendant n'avoir que pour le bien des téléspectateurs et la défense de la culture nationale. La longue bataille qui s'ensuit vient de s'achever sur un compromis : les contraintes, sensiblement aménagées, n'entreront en vigueur qu'en 1992. Ce qui laisse aux chaînes privées, au moins, un répit, au mieux, l'espoir que le gouvernement abandonnera la partie.

Survient enfin le dernier épisode : M. Jérôme Seydoux profite des difficultés économiques de la Cinq pour tenter d'y prendre le pouvoir avec son allié, M. Berlusconi. L'offensive d'un homme proche de la gauche laisse entrevoir à certains des possibilités de remodelage du paysage audiovisuel. Mais le parti échoue et les alliances se renversent. Le pouvoir, cette fois, n'est pas intervenu. Il semble les de jouer avec les télévisions privées et concentre son attention sur le sort de l'audiovisuel public.

## Deux scénarios

Pour les actionnaires de TF1, de la Cinq et de M 6, la leçon est claire : il y a toujours une chaîne de trop mais les trois concurrents doivent désormais régler le problème entre eux. Dans chaque état-major, deux grands scénarios sont à l'étude. Le premier voit TF1 se marier avec un de ses deux concurrents, coordonner programmes et régies publicitaires, pour écraser rapidement le troisième. L'alliance entre la Une et la Cinq offre de redoutables avantages. Si le pacte entre MM. Hersant et Berlusconi

est durable, la chaîne peut rapidement sortir de son marasme et augmenter une part d'audience qui atteint déjà les 14 %. Ajoutée aux 45 % de TF1, elle confère à ce pool de télévisions privées une suprématie définitive sur l'audiovisuel public. De plus, M. Berlusconi est, depuis peu, actionnaire minoritaire de TF1 et du groupe Bouygues, un partenariat qui peut contribuer à rapprocher les points de vue.

Mais M 6 a aussi de solides arguments pour briger une alliance avec la Une. Les programmes de « la petite chaîne qui monte », ses informations ni jeux, offrent déjà une complémentarité idéale avec la grille de TF1. De plus, M 6 n'a pas le handicap économique de la Cinq et espère équilibrer dépenses et recettes, sinon pour l'ensemble de l'année, du moins pour le mois de mars. Pour M. Le Lay, patron de la Une, le choix est donc difficile.

Par crainte de voir l'autre l'emporter, la Cinq et M 6 peaufinent, toutes deux, le second scénario : les deux « petites » télévisions associées leurs efforts pour faire pièce aux ambitions de la « grande » et tenter de réduire sa puissance. Ce pari, plus difficile, n'est pas perdu d'avance. A la direction de M 6, on fait remarquer que, au mois de janvier, les deux « petites » chaînes ont, dans les foyers français qui les reçoivent, obtenu une part de marché de 30,2 %. Ce même mois, TF1 atteignait, sur les mêmes bases, 33,2 % et l'ensemble A2-FR3, à peine 29,8 %. D'ores et déjà en seconde position, la coalition entre la Cinq et M 6 pourrait encore progresser au fur et à mesure que se développent leurs réseaux de diffusion.

Faut-il préciser que ce second scénario est une véritable hantise pour M. Le Lay ? Le PDG de TF1 sait que, au-delà de 40 % d'audience, sa position de « leader » lui permet d'obtenir plus de la moitié du marché publicitaire et de lui assurer une prospérité relative. Au-dessus de cette barre fatidique, les investissements des annonceurs risquent de se partager plus équitablement entre toutes les chaînes.

La partie qui va se jouer dans les semaines qui viennent est donc décisive pour l'avenir des télévisions privées. Elle le sera aussi, par ricochet, pour l'audiovisuel public. Antenne 2 et FR3 devront affronter soit une coalition de chaînes en position très dominante, soit deux « pools » privés sensiblement à égalité. Dans les deux cas, la bataille sera très rude pour les deux chaînes publiques. Le gouvernement, lui, ne peut officiellement rien faire pour empêcher les nouvelles alliances de la télévision commerciale. Comment pourrait-il refuser aux privés ce qu'il vient d'imposer aux deux télévisions publiques ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Radio Solidarité soutient par des dépêches d'opposition. - Plusieurs députés d'opposition, MM. Jacques Godfrin (RPR, Aveyron), Jean-Yves Chassard (RPR, Vienne) et Jean-Marie Daillet (UDC, Manche), ont manifesté pour soutenir Radio Solidarité, à laquelle le Conseil supérieur de l'audiovisuel vient de retirer l'autorisation d'émettre (le Monde du 31 janvier). La radio a introduit une action en référé contre cette décision.

## Changement de formule de « Biba », relance de « 100 idées »

## La nouvelle offensive des magazines féminins

Les groupes Express, Marie-Claire, Prisma et Editions mondiales préparent projets de lancement et nouvelles formules. La concurrence promet d'être rude sur le marché de la presse féminine.

Le marché des magazines féminins va connaître une année mouvementée. Biba, le mensuel féminin du groupe Express, célèbre ses dix ans cette semaine. Il en a profité pour lancer le 16 janvier une nouvelle maquette et un nouveau concept, celui de trois journaux en un.

Souhaitant plus que jamais demeurer le magazine des jeunes femmes actives (61 % de ses lectrices ont moins de trente-cinq ans), Biba a remodelé sa maquette et offre désormais trois grandes parties : « business », « séduction » et « styles de vie ». Soutenue par une campagne promotionnelle de 10 millions de francs, qui se décline en affichage et en radio, Biba espère ainsi renouer avec un chiffre de diffusion en progression. Les aînés de 1988 liés à sa cession par ses fondateurs, Elisabeth et Alain Lefebvre, au groupe Express (le Monde daté 3-4 juillet 1988), lui avaient fait perdre quelque 10 000 exemplaires (264 404 exemplaires diffusés en 1988 selon l'OJD contre 273 663 en 1987).

Mais les autres éditeurs de presse féminine ont aussi l'intention de mettre les bouchées doubles en 1990. Le groupe Marie-Claire réfléchit à la relance de son mensuel 100 idées, dont la publication avait été stoppée il y a un an et demi. Diffusé alors à 250 000 exemplaires, ce magazine avait le tort de ne plus être au goût des publicitaires et d'en être dédaigné.

Le groupe Marie-Claire poursuit aussi sa diversification à l'étran-

ger : Marie-Claire Allemagne sera lancée le 21 février à 300 000 exemplaires en Allemagne de l'Ouest, grâce à une association avec Gruner und Jahr. Marie-Claire Pays-Bas le 25 février à 120 000 exemplaires grâce à un partenariat avec VNU et Marie-Claire Amérique latine le 1<sup>er</sup> avril à 120 000 exemplaires aussi, grâce à une alliance avec l'éditeur espagnol Anaya, qui possède une filiale à Miami.

Mais c'est sur le marché des hebdomadaires féminins que la lutte sera la plus âpre. On prête au groupe Marie-Claire l'ambition de lancer un hebdomadaire féminin en France, comme l'a fait en Grande-Bretagne son partenaire britannique IPC avec M<sup>re</sup> Le groupe présidé par M<sup>re</sup> Evelynne Frouvost-Berry pourrait, en créant un tel titre, renouer avec le succès d'Avantages (plus de 600 000 exemplaires diffusés), adapté d'Essentials, un autre titre d'IPC. Il pourrait aussi rivaliser avec le groupe Prisma-Presse de M. Axel Ganz, dont l'hebdomadaire féminin Femme actuelle frôlait en 1988 les 2 millions d'exemplaires diffusés.

Au sein de Prisma-Presse, on se prépare déjà à la bataille. Le groupe teste actuellement dans trois départements du Sud-Est une formule différente de Femme actuelle, Femme actuelle plus, qui comprend des pages perforées détachables (comme Avantages) et pourrait servir de tremplin à une refonte de son hebdomadaire vedette. Et résister ainsi à la concurrence des nouveaux titres que prépare le groupe Marie-Claire ou à celle des Editions mondiales, désireuses de donner un coup de jeune à leurs publications féminines (le Nouvel Intimité, Nous deux).

YVES-MARIE LABÉ

**MEDIASPOUVOIRS**  
POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET STRATÉGIQUES DES MÉDIAS

**Sommaire du n° 17**  
JANVIER - FÉVRIER - MARS 1990

**DOSSIER :**  
**Médias : Questions de formation**  
Pascal DUFORSTEL  
Le temple des savoir-faire face à l'ère du vide  
Michael PALMER, Muriel PIVETTE  
Le rocher de Sisyphus  
Jean-Paul LAFRANCE  
L'enseignement de la communication au Québec : 20 ans déjà !  
José V. IDOYAGA  
Communication sociale et enseignement universitaire en Espagne  
Jean-Marie CHARON  
Quelle formation pour quels journalistes ?  
Elodie DENOME  
RSCG joue son image dans « Campus »  
François DONZEL  
Correcteur - Comprenez son rôle pour s'inventer un avenir  
Yves EVRARD  
La formation des managers culturels  
Viviane LEFONNIER  
Nouveaux médias - Inventer les métiers et leur formation  
Et les rubriques régulières : Analyses, Réponses, Baromètre, Bibliothèque  
En vente dans les librairies et directement au (1) 47 23 61 88, 100 F l'ex.

150 000 000



**Le 6 minutes. Chaque jour à 19 h 54 et minute.**

# 6 MINUTES



# VITE!

**Il a fallu 6 jours pour créer le monde.  
Il nous faut 6 mn pour en parler.**

Quand on veut marquer sa différence, on se doit d'innover et d'offrir des programmes qui augmentent à chaque instant les possibilités de choix du téléspectateur. M6, avec cette volonté de se différencier, propose un journal complet avant la "grand-messe" des autres, en adoptant un style nouveau, moderne, nerveux : 10 éditions par jour à l'heure ronde et le "6 minutes" qui permettent de faire le point sur l'essentiel sans être obligé d'en rajouter.



## M6. La petite chaîne qui monte, qui monte.







سكرا من المرحل

# AGENDA

JEUDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER

## EXPOSITIONS

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

Plans Georges Pompidou (42-77-12-33). T.J.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.  
**EMILE ALLAUD.** Galerie des dessins d'architecture Ccl. Jusqu'à 4 mars 1990.  
**DESSEIN-MOI UN POCAL.** Atelier des enfants. Jusqu'à 31 mars 1990.  
**DONATIONS DANIEL CORDIER.** Le regard d'un amateur. Sala d'art graphique. 4 étages. Jusqu'à 5 mars 1990.  
**GRAND PRIX DU PONT DE NE-MOURS DE DESIGN INDUSTRIEL.** Centre d'information Ccl. Jusqu'à 4 mars 1990.  
**UNITER EN EUROPE.** European 88. Forum. Jusqu'à 12 février 1990.  
**MILENA JESEKSKA.** Vitrines. Grand foyer premier sous-sol. Jusqu'à 25 février 1990.  
**ED PASCHKE.** Galerie contemporaine. Jusqu'à 11 février 1990.  
**EDWARD RUSCHA.** Galeries contemporaines rez-de-chaussée. Jusqu'à 11 février 1990.

### Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.  
**LOUIS-FRANÇOIS PHILIPPE BOTTÉ (1830-1906).** UN FORD D'ARCHITECTURE. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'à 2 février 1990.  
**UN CRÉATEUR D'AVANT-GARDE A VIENNE : KOLMAN MOSER (1868-1918).** Exposition dossier. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'à 11 février 1990.

### Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-53-17). T.J.J. et mar. de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 30).  
**ACQUISITIONS RÉCENTES DU MUSÉE.** Hall Napoléon. Entrée : 25 F. Jusqu'à 28 février 1990.  
**DAVID (1748 - 1825).** Galerie et salle Michel. Entrée : 35 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'à 12 février 1990.  
**LEONARD DE VINCI - LES ÉTUDES DE DRAPÉRIE.** Hall Napoléon. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'à 28 février 1990.  
**LE PAYSAGE EN EUROPE DU XVI<sup>e</sup> AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE.** Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'à 23 février 1990.  
**LE PEINTRE, LE ROI, LE HÉROS.** L'André-Mignard de Pierre Mignard. Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'à 23 février 1990.

### Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (47-23-61-27). T.J.J. et mar. de 10 h 30 à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30. Visites commentées grât. les jeu. à 15 h et le dim. à 14 h et 17 h.  
**L'ART CONCEPTUEL. UNE PERSPECTIVE.** Entrée : 15 F. Jusqu'à 18 février 1990.  
**KIPKA OU L'INVENTION D'UNE ABSTRACTION.** Entrée : 15 F. Jusqu'à 25 février 1990.  
**SOPHIE TAILLER.** Néopop. Entrée : 15 F. Jusqu'à 18 mars 1990.

### Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.  
**LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE.** Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales (42-55-37-11). T.J.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'à 30 avril 1990.  
**EROS GREC. AMOUR DES DEUX ET DES HOMMES.** Galeries nationales (42-55-34-10). T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h. Nocturne mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'à 5 février 1990.  
**CENTRES CULTURELS**  
**ACQUISITIONS 1989 DU FORDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN.** Centre national des Arts plastiques, 11, rue Beryer (46-63-90-55). T.J.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 4 février 1990.  
**ANDRÉ APPEL.** Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue Rochecouart (48-78-20-12). T.J.J. et dim. de 14 h à 20 h. Du 5 février 1990 au 18 février 1990.  
**CLICHÉS. LE CHOIX DES SENS.** Centre Waldeck-Brusselles à Paris, Beau-nord, 125-127, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.J.J. et lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 4 mars 1990.  
**CENTRE CULTUEL DE WALLONIA-BRUSSELS.** Beau-nord, 127-128, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.J.J. et lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 4 mars 1990.

### LE CORBUSIER. LE POÈME DE L'ANGLE DROIT.

Fondation Le Corbusier, 8, rue du Docteur-Blanche (42-69-41-53). T.J.J. et sam., dim. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'à 28 février 1990.

### COUP D'ŒIL. TABLEAUX ET DES-SENS DU HAÛS GEMENTEMUS.

Choix et installation de Rudi Fuchs. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-55-99). T.J.J. et lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'à 4 mars 1990.

### CÉLÉBRITÉS A L'AFFICHE.

Cent ans de personnalités célèbres dans la publicité. Bibliothèque Forney, hôtel de Sore, 1, rue du Fagar (42-78-14-30). T.J.J. et dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'à 24 mars 1990.

### EGYPTE - EGYPTE.

Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-39-38). T.J.J. et lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 35 F. Jusqu'à 18 mars 1990.

### BRACHA ETTINGER. LOTHAR BAUMGARTNER.

Concili, 31, rue de Condé (43-25-08-21). T.J.J. et sam., dim. de 12 h à 19 h. Fermé du 5 au 7 février. Jusqu'à 28 février 1990.

### FRED DEUX. ŒUVRE - 1948-1990.

Tessera, Vivier, dessins, gravures. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Pères-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-54-57). T.J.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'à 11 mars 1990.

### HOMMAGE A MAX JACOB.

Maillon de la Poésie, terrasse du Forum des Halles, 101, rue Rambuteau (42-36-27-53). T.J.J. de 12 h à 18 h. Jusqu'à 18 mars 1990.

### METALLIS-VOLU OU VOLU VOLU.

Lez, Uelre Epténria, 14, rue David d'Angers (42-02-30-17). T.J.J. de 11 h à 18 h, sam., dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'à 11 mars 1990.

### JOHN FRANKLIN KERNEL.

Paris Art Center, 38, rue Falguère (43-22-39-47). T.J.J. et dim. et lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'à 3 février 1990.

### STANISLAS LEPR.

Mairie du V, salon de la Vierge-Colombier, place Saint-Sulpice (43-22-12-78). T.J.J. et dim. de 11 h à 18 h. Du 1 février 1990 au 24 février 1990.

### NICHOLAS NIXON.

Pictures of people. Espace photographique de la rue, Nouveau Forum des Halles, place Carrière - 4 à 8, Grande Galerie (40-26-97-12). T.J.J. et lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'à 4 mars 1990.

### OBJETS INTERDITS.

Fondation Depey, 10, rue de Valenciennes (40-00-01-50). T.J.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'à 7 avril 1990.

### RENÉ PATOUILLARD-DEMOIRAN.

(1867-1967). Fondation Taylor, 1, rue la Bruyère (48-74-85-24). T.J.J. et dim. et lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'à 28 février 1990.

### PHILOLAOS. UN SCULPTEUR DANS L'ARCHITECTURE.

Maison de l'architecture, 7, rue de Clugny (40-01-05-15). T.J.J. et sam., dim. et lun. de 10 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Du 1 février 1990 au 24 février 1990.

### LE TAPIS PRÉSENT DE L'ORIENT A L'OCCIDENT.

Institut du monde arabe, Salon de la rue de Valenciennes (40-01-05-15). T.J.J. et sam. de 11 h à 17 h. Du 1 février 1990 au 24 février 1990.

### VOISINS ET ENNEMIS : LA SÉRIE DES GÉNÉRALITÉS ENTRE PARIS ET BERLIN 1948-1990.

Galerie Institut de Paris, 17, av. d'Ivry (47-23-61-21). T.J.J. et sam. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'à 23 février 1990.

### GALERIES

**BERNARD ALBERT.** Galerie Gilbert Brownstein et Cie, 9, rue Saint-Germain (47-78-42-21). Jusqu'à 24 février 1990.  
**AUTOUR DE LA REVUE CIVILIS.** Galerie Civitas, 46, rue de l'Université (42-98-89-57). Jusqu'à 10 mars 1990.  
**DOMINIQUE BALLY.** Galerie Polaris, 25, rue Michel-le-Comte (42-72-21-27). Jusqu'à 10 février 1990.  
**ELIZABETH MALLET.** Galerie des Archives, 48, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'à 3 mars 1990.  
**JEAN-PIERRE BASQUAT.** Ocas, 1, rue de Valenciennes (40-01-05-15). Jusqu'à 10 février 1990.  
**JEAN-PIERRE BASTIEN.** Thierry Cheverny, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'à 3 mars 1990.  
**MOHAMED BENNANI.** Galerie Espace Direct, 30, rue de Litbonne (42-55-43-28). Jusqu'à 3 mars 1990.  
**JEAN-PIERRE BASTIEN.** Thierry Cheverny, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'à 3 mars 1990.  
**VICTOR BUREN.** Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-22-66). Jusqu'à 17 février 1990.  
**EVELYNE CAM.** Galerie Lucie Weil-Seligmann, 6, rue Bonaparte (43-54-71-85). Du 6 février 1990 au 22 février 1990.  
**CARDENAS.** Bois, JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cadot (43-25-12-05). Jusqu'à 3 mars 1990.  
**CARTE BLANCHE A DENISE BRETEAU.** ANNICK DOBEAU. Galerie Nana Stern, 25, av. de Tourville (47-08-08-48). Du 6 février 1990 au 3 mars 1990.

### THIERRY CAUWET. PENTURES.

MAIRINCAUS. Galerie Alain Oudet, 28 bis, bd Sébastopol (42-71-83-65). Du 3 février 1990 au 28 février 1990.

### AMÉRIE CHABOT, ERICA MAGDA-LINSKI.

Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-84). Du 6 février 1990 au 3 mars 1990.

### CHARCOURNE. APOCROPHAGE.

Galerie Fanny Guillou-Laffaille, 133, bd Hausmann (45-63-52-00). Jusqu'à 17 février 1990.

### PHILIPPE CHARPENTIER.

Galerie Jacques, 133, rue Saint-Martin (45-05-51-25). Jusqu'à 28 février 1990.

### PAULINE GUILLE.

L'Atelier Lambert, 62, rue La Boétie (45-63-51-52). Jusqu'à 10 mars 1990.

### DADO.

Galerie André-François Petit, 186, boulevard Saint-Germain (45-44-64-83). Jusqu'à 20 février 1990.

### JEAN BAUDOUIN.

34, rue des Archives (42-78-03-36). Jusqu'à 3 mars 1990.

### JEAN BAUDOUIN.

34, rue des Archives (42-78-03-36). Jusqu'à 3 mars 1990.

### ALAN DAVE.

Galerie Louis Caré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'à 3 mars 1990.

### DIEN MARIAN.

Galerie Gornesse, 18, rue de la Roche (42-33-81-22). Du 1 février 1990 au 3 mars 1990.

### PETER FISCHLI ET DAVID WEISS.

Galerie Gornesse, 18, rue de la Roche (42-33-81-22). Du 1 février 1990 au 3 mars 1990.

### AMORÉ FRANÇOIS.

Galerie Franka Berndt, 11, rue de l'Eschadé (43-55-31-83). Jusqu'à 24 février 1990.

### JEAN LE GAC.

Galerie Daniel Tampon, 30, rue Beaubeau (42-72-14-10). Jusqu'à 7 février 1990.

### JEAN-LOUIS BERGAUD.

Galerie Roger, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'à 10 février 1990.

### HENRI GÖTTZ.

Galerie Balist, 28 bis, bd Sébastopol (42-78-01-81). Jusqu'à 3 mars 1990.

### LA GRAVURE BULGARE CONTEMPORAINE.

Galerie de la rue de Valenciennes (40-01-05-15). Du 6 février 1990 au 24 février 1990.

### SCIALOM GREENBLATT.

Galerie Lavigne-Bastide, 27, rue de Choron (42-78-03-10). Du 6 février 1990 au 24 février 1990.

### GERARD GUYOMARD.

La stratégie de l'Est, Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lud (42-77-37-82). Jusqu'à 10 février 1990.

### KARL GÖTTZ.

Galerie Huit Poies, 8, rue de Valenciennes (43-54-20-52). Jusqu'à 11 février 1990.

### RAFFI KAISER.

Galerie Heyman - Mabel Sammler, 58, rue de Valenciennes (42-22-68-08). Jusqu'à 28 février 1990.

### MARTIN KOPPELBERG.

Galerie Sorensen, 12, rue de Valenciennes (48-04-63-02). Jusqu'à 17 février 1990.

### PER KIRKEBY.

Galerie Laaga-Balcom, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'à 10 février 1990.

### KONRAD KLINGHOF.

WIPFROD, 12, rue de Valenciennes (45-63-13-18). Jusqu'à 3 mars 1990.

### JEAN-LOUIS KOLB.

Galerie Kief, 50, rue Mazurine (43-28-32-37). Jusqu'à 5 février 1990.

### FERNANDO MIGRONE.

Galerie de la rue de Valenciennes (40-01-05-15). Jusqu'à 3 mars 1990.

### CARLOS KUSHER.

Pontes pilons musicales. Galerie de Paris, 6, rue de la Poésie (43-25-42-63). Jusqu'à 3 février 1990.

### JEAN LEPPIN.

Galerie Franka Berndt, 11, rue de l'Eschadé (43-55-31-83). Jusqu'à 24 février 1990.

### LES PRAGOS.

Les années de silence. Galerie Lemaître Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'à 3 mars 1990.

### ANTON PRINER.

Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-84). Du 6 février 1990 au 3 mars 1990.

### RESEYROLLE.

Galerie Adrian Maréchal, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'à 24 mars 1990.

### GERHARD RICHTER.

Galerie Gilbert Brownstein et Cie, 9, rue Saint-Germain (47-78-42-21). Jusqu'à 24 février 1990.

### GEORGES ROMATHIER.

Galerie Loef Stahl, 37, rue de Choron (48-07-24-78). Jusqu'à 24 février 1990.

### GEORGES ROUSSE.

Galerie Fendeh-Cadet, 77, rue des Archives (42-78-03-36). Jusqu'à 28 février 1990.

### JOSÉ-MARIA SERT.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubeau (42-78-05-62). Jusqu'à 17 février 1990.

### PIERRE SKIRA.

Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (48-34-15-01). Jusqu'à 17 février 1990.

### FRANÇOIS STAHLY.

Galerie Philip, 16, place des Vosges (48-04-58-22). Jusqu'à 6 mars 1990.

### FRANK STELLA.

Galerie Beaubeau, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Lud (48-04-34-40). Du 3 février 1990 au 14 mars 1990.

### SÉLECTION AMÉRICAINE.

Galerie Helen Thomas, 3, rue du Puits (42-78-03-10). Jusqu'à 24 février 1990.

### LUIS TOMASELLI.

Galerie Carlier, 35, rue de Choron (47-00-78-28). Jusqu'à 3 mars 1990.

### MIJKA TUSEK.

Galerie Froment et Puzos, 3, rue de Valenciennes (42-78-03-10). Jusqu'à 17 février 1990.

### VAN DER PLOEG, CONRAT, MAINTIN, SZMARAGD, NAGGAR, BOULES.

Galerie Peinture fraîche, 29, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Jusqu'à 17 février 1990.

### AGATHE VAITO.

Galerie Institut d'art, 37, rue Vaneau (45-51-68-20). Jusqu'à 7 février 1990.

### MICHEL VERLUX.

Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudricottes (42-77-63-50). Jusqu'à 17 février 1990.

### FRANK WOODS.

Conférence tous les sam. à partir de 14 h. 22 F + billet d'entrée. Entrée : 15 F. Jusqu'à 13 février 1990.

### SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS 1948-1950.

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-81-22). T.J.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Conférence tous les sam. à partir de 14 h. 22 F + billet d'entrée. Entrée : 15 F. Jusqu'à 13 février 1990.

### SAINT-SERNIN DE TOULOUSE.

Trésors et monuments historiques. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 52, rue Saint-Augustin (42-74-22-22). T.J.J. de 10 h à 18 h. Visites

### MUSÉES

**ALECHINSKY.** Trésors des exchamps modernes. Maison de Balzac, 47, rue Raymond (42-44-55-38). T.J.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Réservations-conférences au 42-44-55-38. Entrée : 15 F. Jusqu'à 4 février 1990.

### LES AMÉRICAINS DE CLAUDE LEVI-STRAUSS.

Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-47). T.J.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 20 F. 25 F (comprant la visite du musée). Jusqu'à 24 février 1990.

### ANATOLIE ANTIQUE. FOUILLES FRANÇAISES EN TURQUIE.

Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 16 février 1990.

### L'ART DE CARTIER.

Musée du Petit Palais (Petit Palais) (42-65-12-73). T.J.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. mer. jusqu'à 22 h. Visites-conférences jeu. et sam. à 14 h 30. Prix : 22 F + droit d'entrée. Entrée : 25 F. Jusqu'à 11 mars 1990.

### L'ART NAÏF ESPAGNOL.

Musée d'Art naïf Max Fourny - Halle Saint-Pierre, 2, rue de Rosiers (42-58-74-12). T.J.J. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'à 30 avril 1990.

### HONORÉ DALLER.

Musée Marmottan, 2, rue de Valenciennes (42-24-07-02). T.J.J. et lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'à 4 février 1990.

### ETENDARDS DE LA LIBERTÉ.

Quatre artistes internationaux. Hôtel national des Invalides, cour de Napoléon (45-55-30-11). T.J.J. de 10 h à 17 h. Du 5 février 1990 au 28 février 1990.

### BERNARD EVEN.

Décorateur de chambre. Chroniques françaises, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-47). T.J.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 20 F. Jusqu'à 11 mars 1990.

### 35-531. T.J.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h.

Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'à 12 février 1990.

### FRANÇOIS KOLLAR. RÉTROSPECTIVE.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (



## AGENDA

## CARNET DU MONDE

## Naissances

— Philippe et Véronique MAUREL-GUICHARD

sont heureux de faire part de la naissance de leur fils

Arthur,

le 28 janvier 1990.

— Jacques HINTZY

et Laurence FERROY-HINTZY

ont la joie de faire part de la naissance de

Josephine.

Neuilly, le 7 janvier 1990.

— Daniel et Véro LUDWIG,

Maria-Hélène,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre-Adrien,

le dimanche 14 janvier 1990, à Toulouse.

— Pascale et Alain FOURCADE,

Lola-Juliette et Mima,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre-Antoine.

Paris, le 28 janvier 1990.

199-201, avenue du Maine,

75014 Paris.

13, villa d'Alsace,

75014 Paris.

Décès

— Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques

Algar,

M. et M<sup>me</sup> Alan Bakalinsky,

ses enfants,

Nathalie et Béatrice Algar,

ses petites-filles,

M. Jean Hirtz,

son beau-frère,

M<sup>me</sup> Rita Kaganoff,

sa belle-sœur,

MM. Georges, Claude et Michel

Hirtz,

ses neveux,

M. et M<sup>me</sup> Avi Safran,

ses sœurs,

Hannah et Margot Hirtz,

ses petites-sœurs,

M. et M<sup>me</sup> Rodolphe Morin

et leur famille,

parents et alliés,

Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Léon ALCAZI,

née Tatiana Kaganoff,

le 31 janvier 1990, dans sa quatre-

vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi

2 février, au cimetière parisien de

Bagneux, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

45, avenue de Villiers,

75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Max BERNEX,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Bernex

et leur fille,

M. et M<sup>me</sup> Olivier Bernex

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Pierre-Yves Fruchaud

et leurs enfants,

Le général et M<sup>me</sup> Lajoussie,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Christian Jacq

et leurs enfants,

Le comte et la comtesse André

Dutry-Harpe,

ont la tristesse de faire part de la mort de

M. Max BERNEX,

le 30 janvier 1990, à l'âge de quatre-

vingts ans.

La cérémonie religieuse sera célé-

brée le samedi 3 février, à 10 h 30, en

l'église d'Hounguenne, près de Bourg-

Achard.

L'inhumation aura lieu ultérieurement

à Tanger (Maroc).

Hautbourg

27310 Bourg-Achard.

— M<sup>me</sup> Henri BONNET,

notaire à la retraite,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'ordre national du Mérite,

survécu le 30 janvier 1990, dans sa

quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse, célébrée le

vendredi 2 février, à 10 h 45, en l'église

Notre-Dame-de-Concile de Chilly-

Mazarin, sa paroisse, sera suivie de

l'inhumation dans le caveau de famille.

27, domaine de Bel-Abord,

91380 Chilly-Mazarin.

— En hommage à

Hélène DARDENNE,

artiste du livre,

ingénieur de recherche,

responsable

des Editions scientifiques de l'ORSTOM,

membre du Syndicat national

des éditeurs,

représentante du STREM-CFDT

au conseil d'administration de l'ORSTOM,

notre amie, décédée le 21 janvier 1990.

« Elle se disait sédentaire dans

une institution de nomades. Elle

avait l'habitude de dire: « La séden-

taire les fixait et « l'ivresse » des

chercheurs à connaître. Elle l'a fait

jusqu'au bout et s'en sentait heu-

reuse. Merci, Hélène, pour ta leçon

de modestie, de force et de courage.

Et pour ta richesse partagée. »

Les amis d'Hélène.

Notre amie, bénéficiaire d'une

réduction sur les œuvres du « Courant

du Monde », nous prie de joindre à

leur envoi de terre une des dernières

bandes pour justifier de cette qualité.

— M. Pierre HUSSENOT-Desmouges,

M. et M<sup>me</sup> Jérôme HUSSENOT-

Desmouges et leurs enfants, Julie et Clément,

M. et M<sup>me</sup> Michel Kieffer,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Tini

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Tini

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Tini,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Masad,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Michel HUSSENOT-

Desmouges,

ont la grande tristesse de faire part de

la mort, le 29 janvier 1990, de

M<sup>me</sup> Pierre

HUSSENOT-DESENONGES,

née Annie Tini.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité familiale.

Elle était connue comme sculpteur

sous le nom d'Ann Tini.

11, rue des Sablons,

75016 Paris.

— Les familles Levannier, Contr-

rier,

ont la douleur de faire part du retour à

Dieu de

docteur René LEVANNIER,

survécu le 28 janvier 1990, dans sa

quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

106, avenue Foch,

78100 Saint-Germain-en-Laye.

— En hommage à

Hélène DARDENNE,

artiste du livre,

ingénieur de recherche,

responsable

des Editions scientifiques de l'ORSTOM,

membre du Syndicat national

des éditeurs,

représentante du STREM-CFDT

au conseil d'administration de l'ORSTOM,

notre amie, décédée le 21 janvier 1990.

« Elle se disait sédentaire dans

une institution de nomades. Elle

avait l'habitude de dire: « La séden-

taire les fixait et « l'ivresse » des

chercheurs à connaître. Elle l'a fait

jusqu'au bout et s'en sentait heu-

reuse. Merci, Hélène, pour ta leçon

de modestie, de force et de courage.

Et pour ta richesse partagée. »

Les amis d'Hélène.

Notre amie, bénéficiaire d'une

réduction sur les œuvres du « Courant

du Monde », nous prie de joindre à

leur envoi de terre une des dernières

bandes pour justifier de cette qualité.

— M<sup>me</sup> MADINAVETIA,

née Marthe Monnégue,

docteur en sciences,

est entrée dans la paix de Dieu, le

3 décembre 1989, à Mexico, dans sa

quatre-vingt-troisième année.

Une messe sera célébrée à son inten-

tion, 32, rue Boissonade, le 10 février

1990, à 18 h 30.

De la part

Des familles Montagne, Roch, Rap-

port, Garry et Devred,

Et de sa belle-famille.

— M. et M<sup>me</sup> Alain Mourruau

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Yves Mourruau,

M. Daniel Mourruau,

M. Guy Mourruau,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Françoise-Xavier MOUREUAU,

née Suzanne Tardieu,

leur mère, grand-oncle et parents,

survécus à Paris-7, le 31 janvier 1990, à

l'âge de soixante-seize ans.

La cérémonie religieuse sera célé-

brée en l'église Saint-Léon, 1, place du

Cardinal-Amélie, à Paris-15<sup>e</sup>, le ven-

dre 2 février, à 8 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Jean-Carré,

75007 Paris.

— Aix-en-Provence,

M<sup>me</sup> Renée Mutin,

son épouse,

M<sup>me</sup> Annie Mutin,

M. et M<sup>me</sup> Pierre Mutin,

ses enfants,

Anne et Christophe Journeau,

Philippe, Dominique et Bénédicte

Mutin,

ses petits-enfants,

Les familles Maurice Mutin, Paul

Schillipi, Jean Camont, Henri Scotti,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Renée MUTIN,

professeur honoraire,

colonel de réserve,

survécus le 28 janvier 1990, dans sa

soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse a été célé-

brée en l'église de la Madeleine d'Aix-

en-Provence, le mercredi 31 janvier.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 43-47-95-03.

Tarif de la ligne N.T.

Toutes rubriques : 87 F

Chèques et chèques : 77 F

Communications diverses : 80 F

Les lignes en capitales grasses

sont facturées sur la base de

deux lignes. Les lignes en blanc

sont obligatoires et facturées.

Minimum 10 lignes.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cinq ans à compter du

10 décembre 1984.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme



السلامة

# AGENDA

## CAMPUS

### Les banques recherchent des diplômés d'universités

Les banques recrutent leurs cadres à plus de 80 % auprès des grandes écoles. Leurs relations avec les universités sont peu nombreuses et considérées comme insuffisantes. Elles estiment que les universités communiquent mal : leurs filières sont mal connues et elles ne savent pas à qui s'adresser pour demander des stagiaires. Toutefois, lorsque ces liens existent, ils sont jugés satisfaisants et les banques ont plutôt une bonne opinion des diplômés universitaires, qualifiés de « plus autonomes » que ceux des grandes écoles. Tels sont les principaux enseignements d'un sondage réalisé par l'association Universités et Entreprises, auprès d'une douzaine des plus grandes banques françaises.

Les universités avec lesquelles les relations sont les plus importantes sont Dauphine (de loin en tête), suivie de Nanterre, Orléans, Lyon-II, Assas, Paris-IV, Paris-VII, Paris-I, Clermont-Ferrand et Lyon-III. Les banques estiment que les formations universitaires sont adaptées à leurs besoins, mais elles souhaitent qu'elles évoluent, en particulier par la création de modules complémentaires, s'ajoutant à la formation initiale. Les spécialités demandées seraient notamment les suivantes : commerce et vente, études économiques et statistiques, analyse financière, back office, intelligence artificielle, droit international, informatique, langues, formations juridiques bilingues, métiers de la Bourse, gestion du patrimoine. Elles recherchent en particulier des spécialistes ayant une double formation, juridique ou économique d'une part, et linguistique d'autre part, ainsi que des informaticiens (organiseurs informatiques, spécialistes des systèmes experts, informatique de gestion, télétransmission). Les banques seraient prêtes à collaborer avec les universités pour mettre au point de telles formations.

► Université en Entreprises, 11, rue Bernard-Palissy, 75008 Paris. Tél. : 45-48-40-02.

#### Stage de philosophie

Le groupe français d'éducation nouvelle (GFEN) organise un stage de philosophie (stage de recherche et d'élaboration collective) les 12, 13 et 14 avril au CREPS de Voiron (Isère).

► Renseignements : Nicole Gratiou. Tél. : (03-73-70-85).

#### Recrutement de pharmaciens

La faculté de pharmacie de Châtouilly-Malabry (Hauts-de-Seine) organise jeudi 15 février une journée d'entretien de recrutement où 160 étudiants en fin de cursus pourront s'entretenir avec des représentants de recrutement de l'industrie pharmaceutique et des cabinets de recrutement.

► Renseignements : Annick Voisin. Tél. : 45-53-53-29 ou APEP 45-53-54-74.

### An sommaire du Monde de l'éducation de février

#### Bac 1989 : les résultats lycée par lycée

Pour la neuvième année consécutive, le Monde de l'éducation publie, en exclusivité, pour toutes les sections, les résultats du baccalauréat 1989 de plus de deux mille lycées publics et privés sous contrat. Une information indispensable pour choisir son établissement.

Outre des données pratiques sur le mode d'emploi du lycée (horaires, programmes, options), plusieurs études inédites figurent dans un dossier, qui permettent d'affiner l'analyse. Ainsi : les Parisiens et leurs lycées. Le comportement de choix de plus de cinq cents familles de la capitale est ici évalué. C'est la façon de mesurer les effets de l'assouplissement de la carte scolaire, qui touche les quarante-cinq lycées de la capitale depuis la rentrée 1988. Rumeurs, effets d'images, agencement subtil des sections et politique plus ou moins sélective des établissements : un quart des lycées parisiens sont ainsi regardés à la loupe.

Une fois leur diplôme en poche, les futurs étudiants ont-ils des chances identiques de réussir leurs études supérieures ? Non ! Tous les bacheliers n'ouvrent pas sur des voies aussi riches de possibilités et d'emplois. Bac par bac, nous présentons les voies à suivre et celles à éviter.

Le nombre des bacheliers augmente, mais il y a encore, çà et là, des retards à combler. Le Monde de l'éducation publie, département par département, la carte des régions les plus « productives ».

Aujourd'hui, le bac s'obtient en moyenne en quatre ans, c'est-à-dire au prix d'un redoublement. Ces conditions nouvelles obligent, enfin, à repenser la carte d'évaluation des lycées. Les taux de réussite ne suffisent plus. Quels critères y ajouter ? Le ministère de l'éducation nationale fait état de ses réflexions ; dans une étude inédite, le rectorat de Toulouse formule des propositions.

## EN BREF

► L'Amitié judéo-chrétienne de France organise sa prochaine tournée en Israël du 24 juin au 6 juillet 1990 : visite des lieux saints des trois religions abrahamiques, Bible en main, guidée par un juif observant et accompagné par un prêtre, contacts avec des personnalités israéliennes, occasion d'une expérience unique d'amitié entre juifs et chrétiens.

► Renseignements : Amitié judéo-chrétienne de France, 10, rue de Rocroy 75010 Paris. Tél. : 42-80-30-29. Permanence mardi et jeudi de 14 h 30 à 17 h 30.

► Stage de sculpture pour les jeunes. — Le Centre d'animation Casal-Clavel propose aux jeunes de douze à dix-sept ans de découvrir, durant les vacances de février, les bases du travail du sculpteur. Deux stages sont organisés : un stage d'initiation à la terre, pour les

débutants (du 21 au 23 février, de 14 h à 18 h) et un stage pour les initiés, permettant un travail sur modèle vivant, moulage et sensibilisation à l'histoire de l'art (les 27 et 28 février et les 1<sup>er</sup> et 2 mars, de 14 h à 17 h). Il est possible de suivre les deux stages (250 francs + 60 francs, carte d'adhésion).

► Renseignements et inscriptions, dès que possible, au centre, 26, rue Clavel, 75019 Paris. Tél. : 42-40-57-78.

► L'engagement sociopolitique des psychologues. — Tel est le thème de la troisième rencontre internationale de l'AIHP (Association internationale d'histoire de la psychanalyse), qui se tiendra à Londres les 20, 21 et 22 juillet.

► Renseignements : AIHP, 46, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 45-48-26-73.

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-jour. Signification des symboles : ► Signalé dans le Monde radio-télévision • Film à éviter • On peut voir • Ne pas manquer • ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Jeudi 1<sup>er</sup> février

#### TF 1

20.45 Les dossiers de l'inspecteur Laverdin. Le chasseur du pendu, de Christian de Chalonge.  
22.15 ► Magazine : Ex-libris. Thème : Affaires non classées.  
23.20 Sport : Patinage artistique.

#### A 2

20.35 Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nahon et Bernard Benaymin. Sommaire : Le terrorisme ; La Cogema à La Hague ; Les Nans Benz au Togo.  
21.35 Cinéma : La balance. ■  
23.15 Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Puissance 12.  
23.30 Météo.

36 15  
Le service télématique  
expert de l'emploi des cadres

23.35 Magazine : Du côté de chez Fred. Les femmes de la nouvelle vague : Françoise Privat, Bernadette Lafont.

#### FR 3

20.35 La dernière séance. 1<sup>er</sup> film : La rivière de nos amours. ■ Film américain d'André De Toth (1956).  
22.10 Dessins animés. Bug's Bunny ; Tex Avery. Journal et Météo.  
23.00 2<sup>e</sup> film : L'intrigante de Seratoga. ■ Film américain de Sam Wood (1943).

#### CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Volonté de désirs. ■ Film américain de Douglas Day Stewart (1984).  
22.05 Flash d'informations.  
22.15 Sport : Basket. Coupe d'Europe des clubs champions : Milan-Limoges, en direct de Milan.  
23.45 Cinéma : Bigfoot et les Henderson. ■ Film américain de William Dear (1987).

#### LA 5

20.40 Cinéma : Les p'tites têtes. Film français de Bernard Menez (1982).  
22.05 Série : Deux filles à Miami.  
23.00 Magazine : Désir.  
23.30 Série : Le voyageur.  
0.00 Journal de minuit.

#### M 6

20.35 Cinéma : On n'est pas sorti de l'auberge. ■ Film français de Max Pécas (1982).

22.10 Série : Brigade de nuit.  
23.05 Série : Médecins de nuit.  
0.00 Six minutes d'informations.

#### LA SEPT

20.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.  
20.50 Jazz soundies collection.  
20.55 Documentaire : Travailler à domicile.  
21.00 Magazine : Mégamix.  
22.00 Documentaire : Une façon particulière de musique avec Marek Janowski.  
23.00 Documentaire : Ferveur Comédie-Française. De Jean-Philippe Pymont.

#### FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Un jour sur sa nuit, de Simone G. Murry.  
21.30 Profils perdus, Jeanne Laurent.  
22.40 Nuits magnétiques, de vis en vis.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda. Waterboys.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium). Hommage à Martinu : Double concerto pour deux orchestres à cordes, piano et timbales. Concerto pour quatuor à cordes et orchestre. Trois ricanes, de Martinu ; La mer, de Debussy, par l'Orchestre national de France, dir. James Conlon, et les solistes du Quatuor Brandt.  
23.07 L'invité du soir. Philippe Heim, compositeur.

### Vendredi 2 février

#### TF 1

13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.  
14.30 Série : Joëlle Mazart.  
15.30 Série : Tribunal.  
16.00 Variétés : La chance aux chansons.  
16.45 Club Dorothée. Mes tendres amies : Mask ; Série : Cap d'été ; La clo : Les leu.  
17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.  
18.50 Avis de recherche.  
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19.25 Jeu : La roue de la fortune.  
20.00 Journal Météo et Tapis vert.  
20.40 Variétés : Avis de recherche. Invité : Francis Lalanne. Variétés : Michel Delpech, Mecano, Felicia, Roch Voisin, Calypso ressors.

22.45 Magazine : 52<sup>e</sup> sur la Une. De Jean Bertolino. Le justicier de Nairobi, de Denis Vincent, Patrick Schmitt, Thierry Fournet, Albert Guillou. La maison des diables au Kenya.  
23.45 Magazine : Futur s.  
0.20 Journal, Météo et Bourse.  
0.40 Série : Intrigues.  
1.05 Série : Des agents très spéciaux.  
1.55 Info revue.

#### A 2

13.40 Série : Falcon Crest.  
14.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. Magazine : Tout, tout, tout... sur A 2. Présenté par Lionel Cassan.  
16.20 Série : Les voisins. Après-midi show.  
16.45 Émission présentée par Thierry Baccaro. La cité-théâtre.  
17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
17.30 Magazine : Graffiti 5-15. La fête à la maison ; COFS.  
18.20 Série : Mike Gwyer.  
19.10 Jeu : Dessins, c'est gagné !  
19.40 Jeu : Rira, rira pas.  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 Feuilleton : Chousans. De Philippe de Broca.  
21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : Mille ans des francs, banquiers et contribuables. Invités : Antoine Pinay et Christiane Rimeud (Antoine Pinay), Philippe Bouchard (Contribuables mes frères) et un invité surprise.  
22.50 Journal et Météo.  
23.10 Cinéma : Bonnie and Clyde. ■ Film américain d'Arthur Penn (1967).

#### FR 3

13.30 Sport : Tennis. Coupe Davis : Australie-France (second match du simple), en direct de Perth.  
17.30 Feuilleton : Guillaume Tell.  
17.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.

#### FR 3

18.00 Flash d'informations.  
18.03 Magazine : C'est pas juste. Présenté par Vincent Perrot.  
18.30 Jeu : Questions pour un champion. Présenté par Michel Denisot.  
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.  
20.00 Jeux : La classe.  
20.30 INC.  
20.35 Magazine : Thalesse. Lumière australienne, de Jean-François Pahin.  
21.30 Téléfilm : La grâce. De Pierre Tchernia.  
22.30 Journal et Météo.  
22.55 ► Documentaire : Le miroir de Baudelaire. De Robert Bober et Pierre Dumayet.  
23.55 Musique : Carnet de notes.

#### CANAL PLUS

18.30 Cinéma : Mad Max au-delà du dôme du tonnerre. ■ Film australien de George Miller (1985).  
19.15 Cinéma : Urban cow-boy. ■ Film américain de James Bridges (1980). Cabou cabou.  
17.25 Pollards : Superman.  
En clair jusqu'à 20.30.  
18.15 Dessins animés : Ça cartoon. Top album.  
18.30 Téléfilm : Nulle part ailleurs. Invité : Charles Berling.  
20.30 Cinéma : Le grenier. De John Erman.  
22.05 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invité : Julien Clerc.  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : Allan Quatermain et la cité de l'or perdu. ■ Film américain de Gary Nelson (1986).  
0.35 Cinéma : Baxter. ■ Film français de Jérôme Boivin (1988).  
1.55 Cinéma : Les aventures de Jack Burton dans les griffes du mandarin. ■ Film américain de John Carpenter (1986).  
3.30 Cinéma : Pleurs pas my love. ■ Film français de Tony Gatlif (1988).  
5.00 Cinéma : Les bonnes femmes. ■ Film français de Claude Chabrol (1959).

#### LA 5

13.30 Série : 200 dollars plus les frais.  
14.30 Série : L'inspecteur Darrick.  
15.30 Série : Le renard.  
16.45 Dessins animés. Les triplés : Snorky ; Bosco ; Angie, détective en herbe ; Le petit lord ; Super nana.  
18.50 Journal images.  
19.00 Série : Happy days.  
19.30 Série : Arnold et Willy.  
20.00 Journal.  
20.30 Ordes d'histoires.  
20.40 Téléfilm : Chaque meurtre a son prix. D'Alan Metzger.

### Audience TV du 31 janvier 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
18 h 22	56,0	Santa Barbara 21,9	Dessins 7,6	Actual. région 16,9	Nulle part 1,8	Happy Days 4,8	Pub 3,0
19 h 45	69,2	Roue fortune 29,2	Rita Rita pas 6,3	19-20 infos 10,8	Nulle part 4,2	Arnold Willy 4,5	Magnem 4,0
20 h 16	71,9	Journal 27,8	Journal 16,1	La classe 12,4	Nulle part 2,8	Journal 7,2	Pub 6,0
20 h 55	72,3	Sacré soirée 25,2	Jeanne d'Arc 16,9	Fidèle 2,8	Ciné salles 6,3	Eric story 9,7	Le cauchem 7,7
22 h 08	58,8	Sacré soirée 27,2	Jeanne d'Arc 16,2	Hughes Gal 2,4	Les Copines 5,6	Loi Los Ang. 4,0	Le Saint 2,7
22 h 44	32,4	Grands rep. 13,8	My Teles R. 7,2	Fidèle 1,8	La Mouche 1,2	Loi Los Ang. 4,1	Le Saint 4,1

### FRANCE-CULTURE

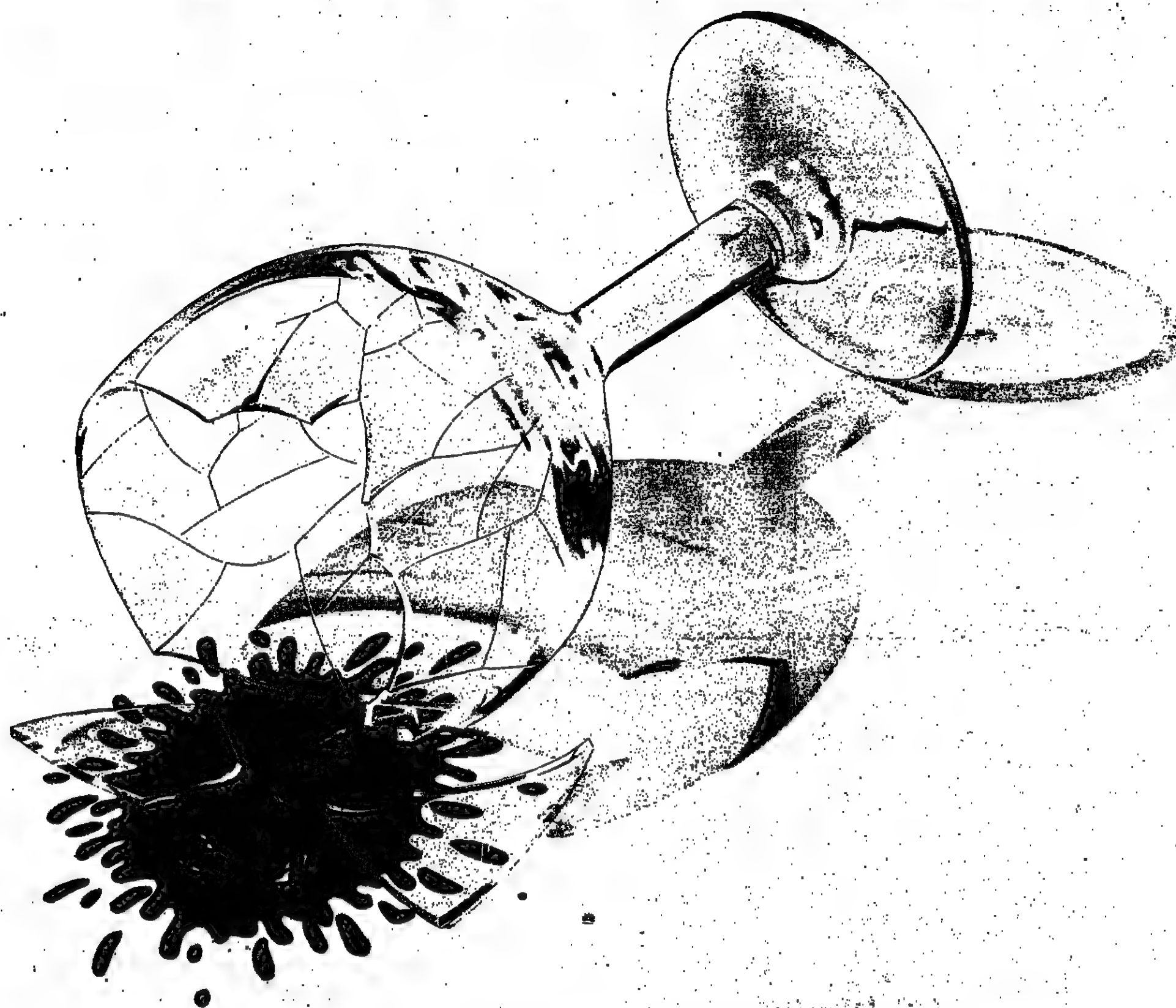
20.30 Radio-archives. Les voyageurs du demi-siècle.  
21.30 Musique : Black and blue. Ray Charles.  
22.40 Nuits magnétiques : Je vis en cité.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda. Waterboys.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Stuttgart) : Le tombeau de Couperin, Concerto pour piano et orchestre en ré majeur pour la main gauche. Rapsodie espagnole, Daphnis et Chloé, de Ravel, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti ; sol : Michèle Campanella, piano.  
22.20 Musique légère.  
23.07 Le livre des mélanges.  
0.30 Poissons d'or.



# L'alcool: brisons le silence.



Silence sur les 12 millions de Français qui souffrent directement ou indirectement de l'alcool, dont 3 millions de buveurs excessifs et 2 millions d'alcooliques dépendants.

Silence sur la première cause de mortalité en France, l'alcool, qui tue plus de 100 000 personnes par an.

Silence sur les 5 millions de Français, hommes et femmes, pour qui "consommer avec modération" de l'alcool (ainsi que la loi oblige à le mentionner en publicité) constitue un vrai danger.

Silence sur les risques d'une publicité excessive en faveur des boissons alcooliques.

Silence sur le fait que plus de 40% des détenus le sont à cause de l'alcool.

Silence quand il s'agit d'offrir aux malades alcooliques la même solidarité qu'à ceux du cancer ou du sida.

Silence sur ceux qui sont, comme nous, la preuve vivante que guérir de l'alcoolisme est possible.

VIE LIBRE est un mouvement national de buveurs guéris implanté dans toute la France. Nous voulons dire tout haut ce qui se murmure tout bas. Ne laissons pas des millions d'êtres humains aller vers la mort dans le silence général. Ensemble, brisons-le.

**VIE LIBRE**  
LA SOIF D'EN SORTIR

Pour briser le silence, et pour se faire entendre, VIE LIBRE a besoin de tous, entreprises et particuliers. Merci de vous manifester en nous retournant ce bon à découper.

- ☐ Je vous adresse mon soutien, déductible dans la limite de 5% du revenu imposable, ou de 3% du chiffre d'affaires pour une entreprise.
- ☐ Je désire vous aider. Envoyez-moi votre dossier d'information.

Nom ou Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

VIE LIBRE 8 impasse Dumur 92110 CLICHY. Tél. (1) 47 39 40 80. CCP 1049903E PARIS  
Association reconnue d'utilité publique.

سكنى في المنزل



# LIVRES • IDEES

## Désir du désert

En 1930, Michel Vieuchange traverse une partie du Sahara occidental et note les étapes de son voyage intérieur

**SMARA**  
Carnet de route  
d'un feu du désert  
de Michel Vieuchange,  
préface de Paul Claudel.  
Phébus, 260 p., 118 F.

Un nom, celui de l'être aimé ou celui de Dieu, peut aspirer la totalité du désir. Et l'existence elle-même, dans sa totalité, peut être, à son tour, aspirée par ce désir ; non pour se réduire à lui, mais pour s'y dilater, pour éprouver sa démesure, s'inclure et demeurer en elle. Plus singulièrement, ce nom peut désigner un lieu, horizon réel ou imaginaire auquel, par une secrète alchimie, une imprévisible cristallisation amoureuse, la vie entière se trouve soudain suspendue.

Lorsque, le 11 septembre 1930, Michel Vieuchange prend la route du désert, au nord du Sahara occidental, cette cristallisation a déjà opéré, nommant tout à la fois l'objet de sa passion et scellant son destin. A la première page du carnet, qu'à chaque halte il va scrupuleusement tenir, il note : « Je marche. C'est mon seul but, suivre. Il n'y a plus ni jour ni nuit pour moi. Un seul besoin : atteindre. Je dormirai n'importe où, je souffrirai n'importe quoi ». Farouches, sibyllines, ces phrases révèlent une évidence : à l'instant de sa décision, la vie présente et à venir du jeune homme de vingt-six ans a intégralement basculé, s'est donnée, sans retenue ni remords. A quoi ? A un nom, Smara : à un lieu, le désert.

Smara, localité située sur la route saharienne, au sud de l'Atlas, entre el-Aloun et Tindouf, fondée à la fin du siècle précédent par un chef nomade jouissant d'un grand rayonnement spirituel, le cheikh Ma El Aloun. Smara, petit amas de pierres, presque de ruines posé sur un socle rocheux, regardant le désert, désertique elle-même à l'époque où Vieuchange, premier Européen à fouler son sol, décide de s'y aventurer. Smara, « cité de mirage » sans autre attrait que sa présence en ce lieu, avec la coupole jaune de sa mosquée se détachant sur la pierre noire, mais riche et belle, en cet instant, de l'hommage qu'un homme, le cœur dilaté de désir, lui rend.

Il serait vain de chercher un motif déterminé, raisonnable, à la démarche de Michel Vieuchange. Elle ne trouve son sens, il le répète assez tout au long de ses carnets, que dans « l'acte » à accomplir. Dans cet acte seul, elle gagne son entière signification, sa justification plénière. « Cette chose, nous l'avons voulue. Nous l'accomplissons. Nous marchons vers le but, armés de tous ces jours d'attente, de tout ce qui fermentait en nous depuis notre naissance. » Et plus loin : « Tout sert à cet acte : le premier depuis notre nais-



Photo prise par Michel Vieuchange : « Le désert de Ga'a, au sol d'argile craquelé. (Matin du 30 octobre.) »

sance, comblant nos désirs, nous ouvrant d'autres chemins que ceux déjà suivis, ceux où nous voulions à tout prix nous engager. »

Sinon comment expliquer autrement son acceptation, plus profonde à mesure qu'il avance, de ces semaines de souffrances à peine imaginables ? Il parcourt ainsi, à pied, à dos de chameau ou coince dans un couffin, dans le froid ou la chaleur accablante, plusieurs centaines de kilomètres dans le désert, affrontant tous les dangers — la région est le théâtre d'affrontements tribaux, et un Européen peut être aisément rançonné... « Et tout ce qu'on a prévu est si facile à accepter. Or j'ai tout prévu, tout accepté. Alors... »

Comment sinon, comprendre la joie qui transfigure Vieuchange au terme de ce calvaire consenti, lorsqu'il parvient enfin, le 1<sup>er</sup> novembre, au but et que, pour trois courtes heures, il arpente, en « anastomose », la cité interdite et tant désirée ? « Rachat des jours invertébrés... Entré dedans l'action, dans le cercle... dans l'acte même où tout est pur », avait-il noté ; et puis cette certitude qui exprime l'osmose achevée, l'unité, longtemps rêvée, soudain tangible : « Smara fini, je le sens, nos jeunesse seront

accomplies, nous entrerons dans un autre âge. »

Dans cette utopie réalisée, projetant l'existence au-delà d'elle-même, la mort ne doit pas être pensée comme un arrêt brusquement imposé, comme une cessation aléatoire de ce qui est en train d'avoir lieu. Quand Michel Vieuchange meurt à Tiznit le 30 novembre dans les bras de son frère, c'est bien « la fermeture parfaite du cercle » qui s'accomplit. Et cette mort est comme un écho lointain des vers de Rilke :

O Seigneur, donne à chacun  
sa propre mort  
la mort issue de cette vie  
où il trouvera l'amour, un sens et la  
détresse.

Jean Vieuchange avait assuré, en parfaite complicité et communion avec son frère, le soutien logistique d'une expédition particulièrement difficile et aventureuse. C'est lui qui recueillit les carnets de Michel, acheva le récit où, épuisé, il l'avait laissé, et publia l'ensemble en 1932 chez Plon, accompagné de relevés cartographiques établis par l'explorateur. L'orientaliste Louis Massignon et le linguiste Emile Benveniste participèrent à ce travail. C'est Paul Claudel, enfin, qui

écrit la préface, reproduite dans la présente édition.

A la fin de sa postface, Jean Vieuchange souligne que, dans ses derniers moments de conscience, Michel, « avec simplicité, donne son adhésion totale au catholicisme — comme Claudel ». Ce dernier notera d'ailleurs, sans commentaire, le fait dans son journal. Ce pas ultime ne modifie pas fondamentalement le caractère singulier de l'aventure de Vieuchange. Ayant traversé cet éblouissement où rien ne subsiste des « qui suis-je ? », des « tourments », de cette « même pensée qui radote et fait vaciller l'esprit certains jours », l'adhésion religieuse est un surcroît qui échappe à notre jugement.

Les notes posthumes de Michel Vieuchange étaient destinées à former la substance d'un livre à écrire. Telles qu'elles ont été publiées, telles qu'on peut aujourd'hui les lire, elles sont ce n'en sont que plus émouvantes. Fébriles, hachées, hâtives, ces notes constituent un admirable chant d'amour, l'élévation d'une existence à la puissance de l'utopie qui l'a aspirée.

Patrick Kéchichian

### LE FEUILLETON

de Michel Braudean

## Le principe de Cyrano

Un recueil de nouvelles dévoile le paradis impossible de Roger Nimier, et une série de chroniques littéraires montrent les goûts et les dégoûts de l'écrivain. Dans un nouveau volume autobiographique, François Nourissier se moque de sa vieillesse et pratique l'art de la variation. Page 24

### LE DÉBAT

## Les juifs et les autres

Près d'un demi-siècle après le génocide, les juifs s'interrogent sur leur rapport aux autres : aux bourreaux qui ont voulu les exterminer comme aux amis qui les ont aidés. Les analyses de Nicole Lapiere et de Serge Klarsfeld. Page 28

### HISTOIRE LITTÉRAIRE



## Un roman inconnu de Mirbeau

Publié dans une revue en 1892 et 1893, *Dans la ciel* n'avait jamais été édité. Il s'agit pourtant d'un des meilleurs livres de l'auteur du *Journal d'une femme de chambre*. Page 26

## Le blanc et le noir

Auteur à succès de la Série noire, Daniel Pennac passe sous la couverture blanche de la NRF. Histoire d'un métissage littéraire à la gloire du romanesque.

**LA PETITE MARCHANDE DE PROSE**  
de Daniel Pennac.  
Gallimard, 370 p., 95 F.

Les apparences sont trompeuses. Prenez l'auteur Daniel Pennac : s'il publie son dernier roman sous la prestigieuse couverture blanche de la NRF, les deux précédents avaient été accueillis sous la jaquette de la Série noire. Du noir au blanc, Pennac serait donc un transfuge, un écrivain qui, après s'être fait les dents dans un genre dit mineur, viendrait aujourd'hui jouer dans la cour des grands.

Erreur. D'abord parce que Daniel Pennac a plus d'un détour dans son sac. N'est-il pas entré dans la carrière, voici quinze ans, par le biais d'un essai... sur le service militaire, qui suivirent deux « romans-romans », puis une incursion prolongée dans la littérature pour enfants, avant qu'il n'aborde les rivages du roman policier ? Ensuite, parce que Pennac, du noir au blanc, fait, au contraire, œuvre de fidélité. *La Petite Marchande de prose* met en scène le même

héros que la *Fée Carabine* ou *Au bonheur des ogres*, Benjamin Malaussène, toujours entouré de son étrange et proliférante famille. Avec le même souci — qu'indique assez l'évidente filiation des titres, en forme de clin d'œil à l'univers des contes : mélanger les genres, refuser les frontières artificielles, pour ne laisser libre cours qu'à l'imagination créatrice.

Du noir au blanc, Daniel Pennac n'est pas un transfuge. C'est un métis. Avidé de toutes les formes, soucieux de tous les brassages, militant de toutes les causes littéraires, pourvu qu'elles aillent, non dans le sens de l'histoire, mais qu'elles lient et le sens et l'histoire.

Version Pennac de cette profession de foi : « Entre les récits enfantins et le roman noir par exemple, il y a une vraie fraternité thématique : la solitude du héros, la peur, la menace... La forêt du Petit Poucet, ça peut être la ville, qu'on appelle parfois la jungle... La même dimension métaphorique aussi : les boîtes de sept lieues, c'est

Lemmy Caution vidant verre sur verre sans jamais en ressentir les effets. Dans le roman noir le plus primaire, il y a une sorte de magie enfantine qui opère comme dans le conte. La fée pour les uns, l'arrivée des flics au bon moment pour les autres. Pour moi, l'analogie est évidente, mais, en France, ce constat paraît extravagant. Parce que, pour les intellectuels, il y a toujours deux lecteurs qui cohabitent : un gosse qui veut éperdument des histoires qui fassent rêver et un adolescent qui veut du sens et fait la leçon au premier sur la mode « soyons sérieux... Mon souci, c'est de donner à manger aux deux. »

Du rêve, du sens et une histoire, donc. Voilà une ambition commune à tous les romanciers. Mais, pour la satisfaire, il y a ceux, nombreux, qui cabotent au long des rives de la Fiction et, après quelques coups de vent, courent se réfugier dans la première crique venue, celle des conventions tranquilles ou celle des audaces mesurées. Et puis il y a ceux — rares — qui choisissent de courir la haute mer en

larguant tous les ris, en prenant tous les risques. Daniel Pennac, on l'aura compris, est de ceux-là. Toutes voiles dehors, il ose.

L'intrigue de la *Petite Marchande de prose*, ce pourrait être le mariage d'Emile Ajar et de Paul-Loup Sulitzer. Pour relancer les ventes de son auteur fétiche, fabricant de best-sellers mondiaux sur le monde de la finance, dont nul ne doit connaître le vrai nom ni les traits, la reine Zabo, le tyrannequin et génial PDG des éditions du Talon, a décidé d'embaucher un « nègre » chargé d'incarner publiquement le mystérieux J.-L. B. Gigantesque et savante campagne de marketing à l'appui, l'opération est une réussite. Jusqu'au moment où le « nègre », lors d'un show défilant à Bercy, est victime d'un attentat meurtrier. Le « nègre », bien sûr, c'est Benjamin Malaussène, l'innocent, le tendre Malaussène, bouc émissaire de profession.

Bertrand Andrusse

Lire la suite page 25

## Nathalie SARRAUTE

## Tu ne t'aimes pas

roman

« Comment peut-on s'aimer ? Tu ne t'aimes pas est le roman du branle-bas déclenché par cette question. C'est aussi le plus ironique et le plus dérangeant des autoportraits. »

Marianne Alphant/Libération

« ... Une sonatine écrite de ce ton qui n'appartient qu'à elle... Chaque nouveau livre de Nathalie Sarraute est un événement. »

Jean Pierrard/Le Point

nrf

GALLIMARD



## POÉSIE

Les étranges noces  
d'Alain Bosquet

**BOURREAUX  
ET ACROBATES**  
suivi de *Poèmes  
sans chauffeur*  
d'Alain Bosquet.  
Gallimard, 174 p., 90 F.

« Le poète écrit : délivrance, passion, besoin physique. Du poème surgit la femme. (...) Soucieuse de s'affirmer, elle parle au poète. Le dialogue est affaire de miroirs, qui mentent ou se brisent. » Ainsi Alain Bosquet définit-il, avec sa lucidité coutumière, son nouveau livre : *Bourreaux et acrobates*, suivi de *Poèmes sans chauffeur*.

A travers la dérision et l'ironie, le « à-quoi-bon » et les sentiments que suscite la pesanteur de vivre, s'exprime une angosse pleine d'une attente secrète. Elle ouvre sur un désir d'amour quasi sacré qui « complice l'existence » de l'auteur, mais se confond mystérieusement avec « la soif de l'absolu ».

C'est pourquoi la femme qui s'exprime ici peut être considérée à la fois comme un être d'os et de sang — la femme aimée — et comme un être verbal : le poète. Aussi se révèle-t-elle en même temps présente et absente, réelle et irréelle, vraie et imaginaire. Elle incarne également la part féminine du poète, et la connaissance que « Monsieur l'Auteur » ou l'« Ami », comme elle l'appelle, a de soi.

« Parmi l'Aléatoire  
et la légende »

Elle est sa mère, sa fille, sa maîtresse, son épouse. Elle est l'enfant du poème auquel, sans redouter l'inceste commis, il lui faut s'unir pour que s'accomplisse un destin à quel plus rien ne s'oppose. Il s'ensuit que le langage de la poésie donne au possible le pouvoir de se substituer à l'impossible, et de démembrer la logique ordinaire.

L'activité poétique pose pour principe qu'être, c'est être désobéissant, subversif et entièrement libre. Tout devient alors, par d'étranges noces, caprice et nécessité au royaume du verbe.

Le dialogue du poète et de son poème s'approfondit dans toutes les directions, en explicitant simultanément un art et une philosophie poétiques propres à Alain Bosquet. Ceux-ci justifient qu'il considère sa création comme un monde nu et vierge. La parole dévaste la raison, place le temps hors du

temps. De sorte que nous découvrons soudainement que « la connaissance vient de l'inconnu » et que « la fin annonce l'infini ».

Malgré les tragédies quotidiennes qui nous éprouvent, nous voyons du même coup se manifester une rose sous chaque fable, un oiseau de paradis sous chaque nom et sous une simple syllabe, « où rien n'est dit », se composer le printemps et s'affirmer le plaisir de se trouver au monde ».

La poésie permet au poète de rencontrer, à côté de sa vie normale, une seconde vie vécue comme en somnambule et comme en état d'apaisement. Il convient donc qu'il ne se satisfasse jamais du réel, mais vénére l'impossible qui ressemble au sacré, et vive et meure constamment « parmi l'Aléatoire et la légende ».

Tant que l'homme se conteste, il se sent en effet « moins maudit ». Il devine que les licornes existent sur d'autres terres, et il rend chaque mot rédempteur. Car il ne s'agit pas de comprendre, mais d'aimer. Ne craignons point, par conséquent, d'être des « fous », des « possédés », des « acrobates » — même si nous restons aussi trop souvent les « bourreaux » maladroits de nous-mêmes.

Quant aux *Poèmes sans chauffeur*, qui constituent la seconde partie du volume, ils sont sans doute appelés ainsi parce qu'ils offrent au poète une sorte de constat de sa vie et complètent par là l'entretien équivoque de *Bourreaux et acrobates*.

On y apprend que le poète crée les mots pour se « mentir avec des songes », que tout est dès lors permis, et que le monde est tel qu'il le réinvente. Quand on évoque l'absolu, l'écrivain — plus hésitant — parle de quelque chose d'étonnant qu'il n'est pas capable d'expliquer.

On reconnaît que l'originalité, la rigueur, la clarté de la poésie d'Alain Bosquet — qui n'en reste pas moins chargée de ses propres énigmes et réussit à associer le charme du classicisme aux audaces de la modernité — expliquent l'importance de ses lectures et des traductions dont elle fait l'objet.

Se vertu s'augmente aussi des réponses, toujours provisoires, qu'elle tente cependant d'apporter aux inquiétudes qui sont notre lot.

Jean-Claude Renard

**LES ÉCRIVAINS  
SONT-ILS BÊTES ?**  
de Roger Nimier.  
Rivages, 200 p., 89 F.  
**LES INDES GALANDES**  
de Roger Nimier.  
Rivages, 150 p., 79 F.  
**BRATISLAVA**  
de François Nourissier.  
Grasset, 256 p., 82 F.

« Les enfants au berceau savent que les écrivains sont laids et qu'ils ont des maîtresses à n'en plus finir. Du reste, leurs prétentions ne vont pas de ce côté-là. C'est en s'avouant qu'ils ne seraient ni maquereaux ni dentistes qu'ils sont tombés dans la littérature, les cheveux longs et les mauvaises manières. » C'était cela, le ton de Roger Nimier à vingt-deux ans, en juin 1947, dans un article délicieux intitulé « Les écrivains sont-ils bêtes ? », qui donne son titre au recueil que nous offrons les éditions Rivages. Les mêmes nous proposent aussi une poignée de nouvelles que Nimier avait publiées dans diverses revues, la NRF, Fémina Illustration, la plupart introuvables, féroces et portant des titres charmants : la *Jeune Moustique de Kilala*, Pamela eut le tort de répéter sa phrase, les *Indes galandes*.

On y voit quelle idée se fait l'auteur d'un paradis possible, une île dessinée par Watteau, enchantée de musiciens, ou converti Louise de Villemorin et Gaston Gallimard. On a un chapitre peut-être en trois lignes (« Chapitre V : Malgré leur galanterie qui est extrême et dépasse l'inconscience, ils ne font point l'amour. Ils vont tout de suite au lit »). On les moustiques zébrés bien sûr et lisent Proust, qu'ils prononcent « Prst » : vous savez, Prst, l'auteur de Du côté de chez Swann.

On sait par les livres de critique littéraire déjà parus « Journées de lecture et l'Élève d'Aristote » — que Nimier était un lecteur de premier ordre, pointu et capable d'admiration, d'éloge, autant que des formules enjouées et meurtrières qui — ceux qui l'ont connu en témoignent — faisaient l'ornement dangereux de sa conversation et le charme de ses chroniques diverses. La majeure partie des courts articles réunis ici relève de cette dernière catégorie, moins sélective ou travaillée que les portraits ou les critiques. Il peut s'agir de textes de circonstance aussi bien que d'études plus attentives.

Nimier salue la renaissance de la NRF et célèbre le blondisme, fondé par Antoine Blondin. Se fend d'une copie de bachot. Retourne à André Gide les conseils que celui-ci prodiguait autrefois « à un jeune écrivain ». Se paie la tête de Gaëtan Picon. Rend hommage à Larbaud et Camus. Soutient Céline, plaide pour son Nobel, tout en traitant le Nobel de prix de camaraderie.

Il s'intéresse aussi à la littérature engagée, qu'il n'aime pas (« La littérature engagée, avec son air martial et ses bonnes résolutions, est sympathique dans la mesure où les fayots sont sympathiques dans un régiment de cavalerie ») tout en comprenant qu'elle soit née dans le contexte de l'après-guerre (« La morale, en ce temps, c'était peut-être le pain quotidien, une nécessité inté-



François Nourissier par Immo Jung

## Le principe de Cyrano

rieuse sans égale. Après tant de massacres, on craignait de revenir à une littérature qui n'aurait plus été qu'un ouvrage de tricot ».

Il analyse remarquablement l'irruption, à la Libération, du monde américain, du jazz et du roman moderne qui l'irrite et le séduit. Trois auteurs, surtout, Faulkner, Wolfe et Prokosh, qu'il admire avec des réserves drôles, un peu françaises. Wolfe : « On voit bien les beautés perdues dans ce magma. Mais on n'a pas toujours le courage de les rechercher pendant six cents pages. Une femme qui ne serait belle qu'un jour sur trois perdrait bien des amants. » Faulkner : « Il a le défaut des gens de la campagne, il cultive le même champ tous les ans. » Injuste, peut-être, mais son parallèle entre les romans d'un bord à l'autre de l'Atlantique est très pertinent. Et il peut avancer à bon droit que le grand tort de Céline est de n'être pas américain.

La question de savoir si les écrivains sont bêtes, bien qu'il voie volontiers l'univers peuplé d'imbéciles, il doit admettre que nombre de ses confrères sont intelligents. Mais trop. La pensée juste n'est pas leur fort ni l'intelligence le meilleur matériau de la littérature. C'est pourquoi il ne faut jamais les croire dès qu'ils philosophent. Il est possible qu'une dose de bêtise mesurée soit utile à la création, hypothèse qui n'inquiète jamais assez ceux qu'elle menace. Les critiques, par exemple, qui en prennent pour leur grade dans l'irrésistible *Comment devenir critique littéraire*, tout en gifles et en vitriol, instruments nécessaires hier comme aujourd'hui à une saine police de cette activité d'emprunt, de prêts et de rendus.

On fera un sort particulier aux dernières pages, « Beurrier du papier blanc », qui semblent tirées d'une confidence interrompue — à notre grand regret — sur la solitude de l'écrivain, son orgueil et ses découragements, qu'il conclut par l'aveu d'un « grand bonheur involontaire : celui de ne pas m'intéresser à moi ».

NIMIER est mort à trente-sept ans, en 1962. François

Nourissier, de deux ans son cadet, est bien vivant, lui, et dans ce quatrième de ses textes autobiographiques (après *Un petit bourgeois*, *Lettre à mon chien* et *Le Musée de l'homme*), évoquant les déboires qui accompagnent l'âge, note au passage, comme pour saluer Nimier : « La mort épargne à quelques-uns, qu'elle saisi tôt, cet irrépressible retour à la chaîne et à la niche : ils sont les saints de notre calendrier. » Pour autant, Nourissier ne regrette pas de n'être pas saucissonné à ce prix, certes, mais quelle cruauté à souligner les malheurs et les ridicules de la vieillesse, quelle allégresse à se portraiturer soi-même en noir et gris, à prévenir toute moquerie qu'il pourrait souffrir par une moquerie plus dure qu'il s'administre le premier, selon le principe de Cyrano, à se demander s'il ne prend pas plaisir à démontrer que, pour ce qui est de la peinture de soi, de nos jours, c'est lui le maître. La peinture au couteau, s'entend.

Sous l'admirable patronage de Jules Renard (« J'aurai connu longtemps le plaisir de m'ennuyer »), Nourissier malmène les idées reçues sur l'âge, les « belles gueules » qu'on est supposé acquiescer avec le temps, les cigarettes, l'alcool et l'usage ordinaire de tout ; le sentiment d'immortalité (« Immortel ? Va sans dire ! ») qui n'a pas l'air d'aller de soi chez les autres, curieusement, auquel on s'accroche tout en se demandant si on a bien tout dit, tout tenté : un sportif comme Killy va au bout de ses forces pour un centième de seconde de mieux, mais un écrivain, comment va-t-il au bout de soi ? S'est-il jeté dans le vide, a-t-il bien flambé, n'a-t-il pas été qu'un écrivain à la pépère ? L'image des « grands furieux » de la littérature — Balzac, Flaubert, Proust, Céline — l'angoisse. Ils ont tout brûlé pour leur œuvre, se sont détruits en elle.

Sans doute. Mais Racine, La Fontaine, Montaigne, Rabelais sont-ils moins grands ? Fort heureusement, une œuvre ne vaut pas ce qu'elle a coûté. Il n'empêche, Nourissier s'en veut pour toujours, et cette longue amertume lui permet d'aiguiser le

trait, ce qui est utile dans son art (« On le sait, pour être écrivain, il n'est pas recommandé de trop s'aimer ; on sait moins que pour être romancier il ne faut pas bécoter d'affection pour des personnages que l'on a confectionnés »). A quoi s'ajoutent, autres fustigations, l'embonpoint, un penchant pour la bouteille, pas trop de goût pour la bagatelle, une lâcheté constante (« J'ai beaucoup pratiqué la lâcheté dans ma jeunesse. Faiseur d'anges, divorceur, perpétuel démissionnaire, filochard tous azimuts... »), le mensonge évidemment, c'est un talent requis dans la corporation (« Écrivains vieillissants, avec leurs baisses comme avec leurs tirages : en rajoutant toujours un peu »), on a presque envie de lui remettre la main : pitié, laissez-le vivre, ce noble et triste géant à barbe blanche. C'est, l'œil pétillant, le geste qu'il attendait, bien sûr.

Il ne manque pas de s'amuser, chemin faisant, au compte d'autres auteurs (Morand, l'homme pressé, momifié par l'arthrose, décoiffé, secoué au volant de sa Porsche décapotable... Aragon sur la fin de sa vie, s'endormant au théâtre entouré de deux jeunes gens aux dents longues...) ; en évoquant l'effronterie des gens d'édition, la question des titres jugés « vendeurs » ou non, le rôle des commerciaux ; ou en décrivant les mœurs vestimentaires des sixties ou septuagénaires qui voyagent en train aux heures bleues.

Par trois fois, il reprend la même anecdote, sous trois modes, comme un exercice romanesque au cœur de l'essai, un épisode qu'il situe en 1947 — à ses vingt ans — en Tchécoslovaquie, à Bratislava, où il était venu en compagnie d'étudiants tchèques de Paris pour quelques jours. Là, il avait aimé une jeune fille dont il a du mal à se rappeler le nom, Zita peut-être, ils avaient bu du vin et dansé dans une cour bordée d'arcades avec un orchestre jouant devant un pavillon baroque. Dans *Bratislava I - Confiance*, il revient à l'invitation d'un groupe d'écrivains slovaques et ne retrouve pas l'endroit. Pas plus dans *Bratislava II - Chronique*. Dans le troisième volet, sous-titré *Roman*, il est diplomate, par faveur, à la suite d'un article sur Mitterrand en 1981. Il se nomme Sylvain Genton, il est laid, habite le 7<sup>e</sup>. Il les retrouve, sa cour et son pavillon, au terme de cette étrange enquête sur un fantôme de jeunesse, impossible par le pur souvenir mais que l'écrit exauce, sans doute parce que « la littérature, c'est de la mémoire invincible ».

Ces trois Bratislava drôles et poignantes ressemblent par leur ironie à ces variations dont Philip Roth est un connaisseur. Elles touchent encore après coup par cette façon de coudre au présent le passé, d'échapper un instant au temps. Une simple reprise dans l'irréversible, certes, mais c'est ainsi que l'entend l'auteur, qui veut « se tenir bien, fait-on prisonnier du noir de la cible ». Ce qu'il fait avec un humour féroce, superbe. Ce qu'on appelle le panache.

□ Prix des Deux-Magots. — Le prix des Deux-Magots a été décerné à Olivier Frébourg pour son essai sur Roger Nimier (Éditions du Rocher).

DISCOURS  
SUR LA  
LECTURE  
(1880-1980)

Anne-Marie Charrier  
Jean Hebrard

Bibliothèque publique d'information  
Centre Georges-Pompidou  
21 rue de la Harpe, 75005 Paris

## STAGES D'ÉDITION

— INITIATION : Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.  
— SPÉCIALISATION : Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.

Reus et inscriptions :  
S.I.P.E.I.  
8, pl. du Palais-Bourbon, 75007  
Tél. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

## LIVRES

POLONAIS  
et livres français

sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
LIBELLA  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4<sup>e</sup>  
Tél. : 43-26-51-09

كتاب من الامارات



LIVRES • IDÉES  
ROMANS

# Les couleurs d'Alain Blottière

Un romancier qui excelle à écrire les variations impalpables de la lumière

INTERIEUR BLEU  
d'Alain Blottière.  
Balland, 146 p., 79 F.

Dans un très beau premier roman, *Sead* (1), Alain Blottière montrait les tentatives et les tourments de David, un peintre de l'époque impressionniste, établi à Tadjourah, sur le golfe d'Aden. Il est aussi question de peinture dans *Intérieur bleu*, mais c'est cette fois un adolescent, Pierre, moins maître de sa technique que hanté par le désir de peindre, qui s'acharne à capter toutes les nuances de la lumière.

A Tharos, en Grèce, où il est venu passer ses vacances, il se retrouve comme en exil après le départ de son père. Le déroulement immobile des journées torrides, la solitude dans sa chambre d'hôtel, tout cela lui donne un sentiment de vide presque vertigineux. Pierre est assez adulte déjà pour une rencontre sans lendemain avec une femme plus âgée, assez jeune encore pour avoir peur de la nuit. Au terme de ce mois où il est livré à lui-même, il considérera avec un recul définitif l'enfant qu'il était naguère.

Tout part pour lui d'une image aperçue dans la pénombre d'une petite église, Haghiolias : des visages usés par le temps, nimbés d'étranges reflets lumineux, dévorés par des yeux noirs trop grands. Ces personnages prennent, dans sa rêverie, une place de plus en plus importante. Comme ces saints voyageurs, il fait une traversée en barque,



celle du détroit qui sépare Tharos d'un minuscule îlot, son « île au trésor », où, muni de quelques provisions, il s'installe dans une maison abandonnée qui est un ancien monastère.

Pierre entreprend de couvrir de fresques le réfectoire et les cellules. Peu à peu s'incarne et s'impose un monde imaginaire, celui qui apparaît derrière ses yeux fermés et qu'il essaie de peindre de mémoire : les frères voyageurs de la barque, à la recherche d'une terre inconnue, et qui lui font des signes d'adieu.

Dans une écriture limpide, d'une justesse et d'une discrétion extrêmes, Alain Blottière sait dire les variations impalpables des bleus du jour et de la nuit qui s'affrontent dans un tableau inachevé, *Intérieur bleu*, la force irradiante d'un rouge capable de conjurer des pensées sombres et « périlleuses », les formes changeantes de l'ombre.

Mais il n'est pas seulement un romancier fasciné par le regard. Pierre, l'adolescent voué à l'« archipel (...) de la solitude », bécote entre la recherche de secrets d'enfance et le pressentiment d'autres mystères. Il s'interroge sur ce désir de fixer ses visions et ses rêves qui l'empêche de se laisser aller à une simple contemplation. Et son livre est peut-être aussi cruellement proche que l'île d'Oliéron de Georges Limbour ou les îles Borromées de Jean Grenier.

Monique Petitlon

(1) Gallimard, 1980.

## Scènes de chasse en Normandie

Entre l'horreur et la féerie

Patrick Grainville veut retrouver la transparence de la fable

L'ORGIE, LA NEIGE  
de Patrick Grainville.  
Seuil, 320 p., 95 F.

Patrick Grainville n'apprécie ni les saisons ni les sentiments tibbles. Depuis *la Toison*, le printemps lui est toujours apparu « douteux », propice au « relâchement général » et aux corruptions de l'âme. Il aime, au contraire, le triomphe glacé de l'hiver, ses fastes décapants. Aussi son nouveau livre s'ouvre-t-il sur un hymne à la neige. Grainville célèbre cette « apocalypse de blancheur », ce « miracle muet » qui envahit les plaines de Normandie, avec une exaltation sereine, une jubilation calme, une volapté mesurée dans le lyrisme, qui ne naît pas ici de l'accumulation des notations mais de l'affinement graduel de la lumière des mots, de la recherche sensuelle de leur impact magique.

La neige est surtout pour Grainville la manière la plus sévère de rejoindre les territoires de l'enfance. Elle lui communique un sentiment de puissance, une illusion d'immortalité

quand, s'aventurant avec sa chienne Noire à travers les forêts, il se croyait appelé par « un songe ancestral ». Le vent de neige, par sa pureté archaïque et « médiévale », lui insufflait le sens de l'épopée.

Ce désir de Grainville de retrouver la transparence de la fable, à la lisière immaculée du temps, donne à son roman une ampleur légendaire : grâce à son pouvoir de transfiguration de la nature et de son propre passé, il réinvente sa destinée, s'imaginer enfant-roi, né des dieux. Sa recherche, à travers les bois, de la clarté de sa conception, exprime son espoir d'établir une généalogie mythique.

Du silence des archives de givre remonte l'image vénéral du père qui avait « un ascendant suprême sur le royaume des bêtes et du froid ». Le père, vers lequel il revient dans un élan de reconnaissance tremblante, l'a initié à l'orgie, c'est-à-dire à l'apothéose des sensations éprouvées au cours des chasses, à cet état de terreur et de félicité puisé dans le sacage amoureux

des animaux et des taillis. Il a inscrit l'enfant dans « le jeu sacré de la vie et de la mort » lorsqu'il se laissait, parmi les tourbillons d'effroi et de rage éblouie, recouvrir par la pluie de cygnes et de colverts abattus.

Mais cette orgie n'est pas pour Grainville le prétexte à un enchaînement de scènes ensanglantées. La chasse — la poursuite de la laie immémoriale qui traverse les années et les forêts — est une ascèse brillante. Grâce au rythme de la prose qui semble épouser les étapes de l'émerveillement meurtrier, alterne les phrases haletantes d'exaltation panique et celles, pacifiées, de stupeur, comme aux aguets de la beauté, la traque prend l'allure d'un cérémonial, d'une liturgie barbare qui, en le déplaçant de ses oripeaux civilisés, le ramène vers le cœur du monde.

Cet état de connivence avec la nature et « la terre impulsive » — lorsqu'il s'abandonne contre la falaise des soies fauves de la laie terrassée — est pour Grainville le seul moyen de se sauver, l'unique chance d'une renaissance. Il s'aperçoit, dans des aveux

consentis sur un ton de lucidité meurtrie, qu'à force de s'être retranché dans la citadelle des livres, il est devenu un orphelin de la magie, un « pôle voyageur de la vie ». Il analyse avec une sincérité aigüe le moment où, comme tout écrivain, manquant d'écouter sous le floccement abstrait des mots, il ressent la hantise de l'effacement, la peur d'être à court de chimères.

Cette mise à nu des racines de son art, ce dévoilement de la source barbare de son inspiration et de sa « voracité » permettent à Grainville de se hisser au-dessus de son propre lyrisme, de lui redonner un regain de vitalité, et font de ce roman non seulement un chant superbe à la gloire de l'hiver, de l'enfance et de ses jardins meurtriers, mais aussi une belle méditation sur la création, quand la joie poignante d'écrire renaît juste avant les forêts.

Jean-Noël Pancrazi

□ Signale la publication dans la collection Folio d'un des premiers romans de Patrick Grainville, *la Lièvre* (1973).

## Le blanc et le noir

Suite de la page 23

Voici Benjamin Malaussène, cloué sur un lit d'hôpital, simple prolongement de chair d'une machinerie compliquée. Comme dépassé, état de mort apparente. Et pourtant, cet homme-là pense. Silencieusement, il hurle.

Il hurle son envie de vivre, son angoisse devant la perspective d'être « débranché ». Sa conscience se résume à un fil vert, plat, désespérément plat, qui clignote sur un écran cathodique. Lui seul sait que la vie est encore là, tapie dans les milliards de cellules qui l'habitent encore. « Quand la vie tient à un fil, songe-t-il, c'est fou le prix du fil ». Tour à tour désespéré, révolté, amer, ironique, Malaussène va désormais commenter silencieusement l'histoire qui se déroule sans lui. Situation d'autant plus intolérable, douloureuse, que lui, Malaussène, le mort-vivant, connaît la vérité. « Pitié pour les écrivains, disent les cellules de Benjamin dans leur murmure de sable... pitié pour les écrivains... ne leur tendez pas de miroir... ne les changez pas en image... ne leur don-

nez pas de nom... ça les rend fous... »

Et peu à peu, subtilement, le roman prend tout son sens. Ce qui est en jeu, dans ce combat de l'innocence affrontant l'imposition, dans cet univers du faux-semblant et de la mystification, c'est moins la mise en pièces sarcastique de la littérature industrielle que la défense et l'illustration de la Littérature elle-même, ses miasmes, mais aussi ses fastes, ses vanités, mais aussi ses passions, ses pièges, mais ses plaisirs.

Vaste défi que Pennac relève pourtant, jouant de tous les registres, de l'omirique au picaresque, du réalisme au magique, du comique au tragique, conjuguant toutes les techniques narratives, du dialogue — où il arrive que les silences, oui, les silences ! soient plus forts que les mots — au monologue intérieur, du « je » au « il », de l'ellipse à la digression, sans que jamais l'unité du récit et sa clarté soient menacées.

Surtout, Pennac se confirme comme un formidable producteur d'images. D'un trait, voici le quartier de Belleville, « carresse,

merguez et menthe », le portrait de Verdun, la petite dernière de la tribu Malaussène (« Elle est née en colère ; elle dort comme une grenade dégonflée »), ou un enterrement (« le jeune Gauthier avait commencé sa liturgie. Quatre paires de jambes avaient poussé à son cercueil. Il remontait l'allée avec une dignité horizontale qui courbait les têtes sur son passage »). Et puisque de la littérature, ses arcanes et ses arnaques, il est beaucoup question, voici la reine Zabo et son état-major (« elle pensait son côté petit caporal à l'uniforme strict entouré de maréchaux d'Empire tout chamarrés du cul »), les couloirs des éditions du Talion, « encombrés de premières personnes du singulier qui n'écrivent que pour devenir des troisièmes personnes du pluriel », ou cette constatation, sereinement désabusée : « Un éditeur, c'est d'abord des couloirs, des angles, des niveaux, des sous-solaires et des soubassements, l'ineffable alambic de la création : l'auteur se pointe côté porche, tout frémissant d'idées neuves, et ressort en volumes, côté banquette, dans un entrepôt, cathédrale dératée. »

Servie par un style qui jamais n'échappe à l'axiome pennacien : « L'histoire pour l'histoire vite m'enfante ; mais le style pour le style m'agace ; il faut que l'histoire soit la politesse du style », soutenue par un regard d'une constante tendresse, la *Petite Marchande* de prose fourmille de notations cocasses ou graves, de situations d'une étourdissante invention — ah ! l'enfance de la reine Zabo par son nègre de Cassamance, — de personnages extravagants, mais d'une rare humanité, comme Loussa, livreur sénégalais des éditions du Talion, piètre conducteur, mais impeccable lettré de chinois, ou l'inspecteur Thian, vieux flic vietnamien, adopté par la tribu Malaussène et qui, jamais, fût-il en mission, ne se sépare de la petite Verdun, serrée sur son corps au point de figurer un être monstre — avec le visage possible d'Ito Chi Minh, doublé d'une tête de bébé furieux... »

Passion des êtres et jubilation des mots : cet hymne au romanesque, pessimiste et gai, hilarant et grave, est en somme une célébration de la vie. Côté blanc et côté noir.

Bertrand Andrusse

### FRANCIS RAPP Les origines médiévales de l'Allemagne moderne

De Charles IV à Charles Quint (1346-1519)  
A partir d'une Allemagne géographiquement et culturellement non unifiée, l'auteur étudie son évolution jusqu'à l'avènement de Charles Quint, quand elle est enfin prête à faire irruption sur la scène internationale, à imposer son originalité.

### CHARLES HIGOUNET Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen Age

Cet ouvrage raconte une expérience historique qui laisse aujourd'hui bien des séquelles : l'affrontement des Germains et des Slaves, le contact de deux types de civilisations et « la poussée vers l'Est » du peuple allemand.

Aubier

### — LA VIE DU LIVRE —

La librairie de Paris  
7/9, place Clichy, 75017 PARIS  
Tél. : 45-22-47-81

vous invite à rencontrer, vendredi 2 février 1990, à partir de 17 h, TAHAR BEN JELOUN à l'occasion de la parution de son livre :

JOUR DE SILENCE  
A TANGER  
aux Éditions du Seuil

LIVRES D'HISTOIRE  
ACHAT-VENTE

LIBRAIRIE

PAGES D'HISTOIRE

8, rue Brée, 75006 PARIS

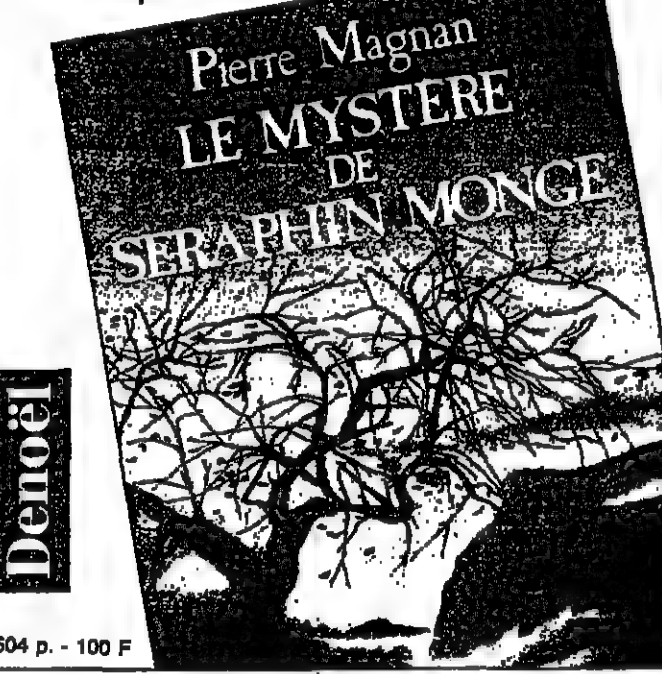
(1) 43-54-43-61

CATALOGUES

MENSUELS

Service de recherche de livres d'histoire épuisés

La suite de la « Maison assassinée ». Pierre Magnan : le maître du suspense.



Denoël

504 p. - 100 F

Denis Huisman

## LES PAGES LES PLUS CÉLÈBRES DE LA PHILOSOPHIE OCCIDENTALE

DE SOCRATE A FOUCAULT

Préface de Jean Guilton

Accompagnés de la biographie de leurs auteurs, les 200 textes clés que tout homme normalement cultivé doit toujours avoir à portée de main ou présent à l'esprit.

Perrin



# L'explorateur du dix-neuvième

Quand Walter Benjamin se promenait pour étudier le passé et nous arracher à celui-ci

**PARIS CAPITAL DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE : LE LIVRE DES PASSAGES** de Walter Benjamin. Traduit par Jean Lacoste. Éditions du Cerf, 973 p., 350 F.

Voici enfin disponible en langue française, grâce à la traduction de Jean Lacoste et aux Éditions du Cerf, *Le Livre des passages* de Walter Benjamin. Livre ? Il n'a jamais été écrit et ne le sera jamais après que celui qui le portait n'ait plus que son silence pour parler. Il se donna la mort en 1940. Aujourd'hui, à l'heure où, avec l'aide active des médias, nous sommes tous devenus pratiquement analphabètes et préférons le vol plané sur l'actualité à la recherche de la vérité et à l'étude de textes, certains ne manqueraient pas de voir dans ce livre qui, justement, voulait conjurer la menace urgente pesant sur l'Europe le symbole d'un échec qui aurait marqué, sa vie durant, les ambitions et l'œuvre de Walter Benjamin.

Il en sera autrement pour ceux qui se risquent à attendre d'un texte qu'il leur dise non quoi penser, mais comment penser et trouvent plus de profit à l'écoute d'une œuvre en voie de formation qu'à la lecture des résultats auxquels elle serait prétendument parvenue. Ce qui est vrai de tous les textes de Benjamin l'est éminemment pour celui-ci. Nous trouverons dans *Le Livre des passages* des innombrables notes et matériaux accumulés et classés par Benjamin lui-même (et sauvés de la fureur nazie par Georges Bataille, qui, le moment venu, les cacha à la Bibliothèque nationale) pour un projet qui remontait à 1925 et fut, jusqu'à la fin, au centre des préoccupations de l'écrivain allemand.

C'était un projet « à couper la souffrance, à se rompre le cou », comme Benjamin le confia à Scholem : il s'agissait, dans une perspective dont le marxisme révolutionnaire fournissait le cadre, mais non les moyens, d'une « présentation de l'Histoire » traitant d'un « réveil » qui puisse nous arracher au passé, à notre passé, le dix-neuvième siècle, « dont la capitale fut Paris ».

Effectivement, le marxisme révolutionnaire pouvait paraître en 1925, comme ce fut le cas pour les hommes probes du moment, le cadre souhaité. Quant aux moyens, nous pourrions méditer une remarque de Benjamin — il n'est pas interdit d'en percevoir l'humour — mettant en parallèle l'itinéraire d'Aragon adhérent au Parti communiste, se désolidarisant du *Paysan de Paris*, et le sien, lui qui, nouvellement acquis aux mêmes perspectives, rompant avec son propre passé, établissait une continuité avec celui d'un autre, le *Paysan de Paris* d'Aragon !

## L'obscénité et la vertu

**L'ENFER DE LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE** Censeurs et pornographes (1881-1914) d'Annie Store-Lamarre, préface de Michelle Perrot. Ed. Imago, 256 p., 135 F.

Entre le censeur et le pornographe, entre la Troisième et les vertueuses Républiques et les ténébreuses de l'obscénité bourgeoise, il existe mieux qu'un lien, presque une complicité. Regardez d'un oeil plus que soupçonneux par les cliéceux, la société laïque doit s'inventer de solides vertus républicaines qui lui seraient ce que les vertus théologales étaient à la société chrétienne.

Annie Store-Lamarre s'est attachée à l'étude de ce parallélisme entre la « morale pornographique » et les tentatives pour « maintenir l'équilibre

moral des classes populaires ». Relayé par les ligues de vertu et par les réseaux confessionnels, le législateur met au point un arsenal juridique visant à l'assainissement du pays. À partir de 1882, les procès se succèdent, visant bien davantage les journaux grivois que les livres.

C'est un véritable « projet de société » qui se met ainsi en place, une « organisation de la vie privée conforme aux idéaux de l'État moral républicain inspiré par le code civil, les mœurs et la religion ». Tout en analysant les données de ce projet, le livre d'Annie Store-Lamarre met en lumière la nature de cette morale culturelle dans laquelle a fleuri l'écrit obscène.

P. Ke

Plus probant sera de voir Benjamin s'enfoncer dans l'étude des réalités matérielles du dix-neuvième, les passages parisiens, l'architecture de fer, le règne tout nouveau de la marchandise, les expositions universelles et les mutations du paysage urbain, comme on affronte un texte avec les armes de la philologie. Il commente ces réalités jusqu'au moindre détail, guignard de dentelle d'une mode vite passée ou boucle de verre qu'il suffit au badaud de retourner pour voir tomber la neige. Collectionneur ? Certes, mais épiant chaque objet pour y surprendre les correspondances secrètes, les expressions multiples de la réalité.

**Baudelaire et Haussmann**

Il explore réalités matérielles et œuvres, comme un texte écrit, comme il avait commenté les *Affinités électives* de Goethe ou le drame baroque allemand, refusant la notion de causalité pour indiquer le rapport entre transformations économiques et productions culturelles, lui prêtant la notion de corrélation expressive, de traduction d'une langue dans une autre, de correspondances.

Marx lui-même sera là par lui non comme porteur d'une vérité à laquelle se fier, mais comme corrélation expressive du règne de la marchandise. De même, si l'on trouve chez Benjamin le

concept de dialectique en position privilégiée, il ne peut guère être compris à partir du schéma de la causalité, fût-il affiné. Benjamin avait pour ambition de construire les conditions les plus favorables à l'éclosion de ce qu'il appelait les « images dialectiques », d'images médiatisées par des concepts rigoureusement élaborés, en lesquelles se réaliseraient avec la rapidité de l'éclair, dans la fulguration de l'instant, la fusion entre l'Antefois et le Maintenant. Ces images apparaissent, comme celles de Proust, à la configuration de l'éveil, entre rêve et conscience éveillée. En elles et par elles, l'attachement au passé autorise la fin de la répétition, du retour éternel du même sous l'apparence du nouveau, la possibilité de voir s'ouvrir des chemins neufs. Nous voici fort loin, lui, aurait fallu pouvoir le dire à Adorno, d'un « marxisme à l'emporte-pièce » !

Nous trouverons dans les *Passages* une fantastique documentation, des notes sur Daguerre, sur Méryon, et sa vision des ruines de Paris, d'autres plus abondantes sur Baudelaire, figure centrale du siècle, mais aussi sur Fourier et Haussmann, les combats de barricades et la haute figure de Blanqui, Louis-Philippe et Napoléon III. Sur tout, nous commencerons à percevoir l'image hallucinée, fantasmagorique, du temps que l'époque a forgé, pour nous terrible menace, déjà réalisée, d'enfermement dans le mythe. Benjamin voulait tenter d'arracher le temps que nous vivons à la répétition et à la mort. Loin de toute littérature engagée, son moyen d'action était l'écriture. En celle-ci, par la forme qu'il voulait lui donner, se reconnaît bien plutôt l'art perdu des mosaïques du haut Moyen Âge : par la discontinuité des éléments et la beauté achevée de chacun d'eux, cet art construisait une harmonie globale, lisible en chacun des éléments et telle que ceux-ci n'étaient rien sans elle.

Le message de Benjamin a conservé son urgence. Ne l'entendront guère ceux aux yeux desquels la vague d'effondrement des régimes communistes, en 1989, aurait à elle seule résolu les problèmes de l'Europe.

M.-C. Dufour-El-Maleh

Signalons aussi *Asja Laci, profession révolutionnaire*, de Hildegard Brenner (traduit de l'allemand et préfacé par Philippe Ivernel, Presses universitaires de Grenoble, 200 p., 98 F.). Né en 1891, Asja Laci dirigea un théâtre profanateur à Riga. Elle fut l'amie de Benjamin.



Walter Benjamin par Gisèle Freund

# Un roman inconnu de Mirbeau

Dans le ciel est l'un des meilleurs romans de Mirbeau, et une remarquable étude sur le métier de peintre

**DANS LE CIEL** d'Octave Mirbeau. Préface et notes de P. Michel et J.F. Nivet. L'Échoppe, 150 p., 87 F.

En 1892, Octave Mirbeau a quarante-deux ans, une épouse encombrante et une belle réputation de boutefeu des arts et lettres ; Van Gogh, dont il a été proche, dont il possède les *Tourne-sols* et les *Iris*, s'est suicidé en 1890. En vingt-huit livraisons, de septembre 1892 à mai 1893, Mirbeau publie dans *L'Écho de Paris* l'histoire d'un jeune homme et d'un peintre. Dans le ciel, ce roman, ne fut pas ensuite repris en volume, contrairement à l'usage, et il a fallu un siècle et les efforts de Pierre Michel et Jean-François Nivet, qui se consacrent à la résurrection et à l'étude de Mirbeau avec une énergie exemplaire, pour qu'il soit enfin en librairie.

Son auteur lui refusa cet honneur parce qu'il jugeait son œuvre inachevée et même un rien bâclée. Il est vrai que l'architecture de *Dans le ciel* se réduit à une juxtaposition peu discrète. Le préambule, écrit à la première personne, introduit les Mémoires que Mirbeau aurait reçus d'un ami d'enfance exilé dans un couvent désaffecté au sommet d'un falaise, ami qui serait le véritable narrateur.

Ces Mémoires se divisent en deux parties d'égale longueur. La première, d'un sauvage noir, décrit l'enfance de cet X., auquel Mirbeau n'a pas même donné un prénom. Ses parents portent à sa perfection la sottise bourgeoise de province, mélange de trivialité, d'esprit d'économie et de vanité sociale. Sa tante, bien que vieille fille, n'a d'autre ambition que de le démailler malgré lui. Ses sœurs ont épousé « des êtres très vagues, étrangement stupides, dont l'un était

receveur de l'enregistrement et l'autre je ne sais plus quoi ».

Dans le lamentable, le consternant, il se peut que Mirbeau n'ait rien écrit de plus accompli que ces cinquante pages admirables, concentrées de haine plus violentes et plus saines que les pires anecdotes du *Journal d'une femme de chambre* et des *Vingt et un jours d'un neurasthénique*. Le burlesque, le fantastique auxquels il lui est arrivé de céder sont ainsi interdits, le style dépourvu d'éloquence, les dialogues vrais, c'est-à-dire d'une navrante idiotie.

## La peinture impossible

Les sœurs mariées, la tante en fuite, déconcertée par l'échec de sa tentative de viol, les parents morts du choléra, X., rencontre un ancien condisciple, Lucien, devenu peintre à Paris. Ainsi commence la seconde moitié du livre, sans que Mirbeau perde son temps à ménager une transition quelconque. Lucien est un impressionniste que les ciels obsèdent et désespèrent. Il cherche une splendeur égale à la leur, des couleurs aussi fortes que celles qu'il observe en plein air. Il cherche et doute, aussi peu doué pour le plaisir que son ami X., qui entretient, lui, une pauvre idylle avec Julia, la fille de la concubine, très informée des choses de l'art.

D'esquisses abandonnées en tableaux inachevés, Lucien se convainc de sa stérilité. Mais il est moins coupable que l'époque qui l'a empoisonné, moins fautif que « les esthètes de malheur » du symbolisme et de la décadence qui lui ont prêché « l'horreur de la nature, l'insupportable du dessin, l'outrance des couleurs, le retour de l'art aux formes embryonnaires ».

Sous le romancier le critique perce, qui déplore les formules

artificieuses, les réclames maladroites et vante à l'inverse la « santé » de Monet et de Pissarro et la peinture de la réalité, le naturalisme en somme. Pas plus que le Claude Lantier de *L'Œuvre*, Lucien ne parvient cependant à mettre son esthétisme en pratique.

Il a beau voyager, varier les motifs, inventer des décors de paradis, rien n'y fait : tout rate parce que la peinture résiste. Claude Lantier se pend. La fin de Lucien est plus atroce encore. Mirbeau et Zola refusent, aussi violemment l'un que l'autre, à leurs peintres l'accomplissement de l'idéal de vérité qu'ils se donnent. Cet idéal, suggèrent-ils, ne peut être atteint par des artistes enchaînés dans la matérialité des couleurs, captifs de leurs ateliers et des principes qui leur ont été appris dans les écoles.

Lucien échoue là où X., et donc Mirbeau, réussit. De là à conclure à la supériorité des lettres sur tous les arts, il y a peu de distance ; si peu que l'on a supposé Mirbeau abrégant son roman à la requête de ses amis peintres, inquiets de voir leur défenseur engagé dans une histoire qui tournait à leur désavantage. Trop tard ! L'essentiel était déjà écrit et imprimé : « La peinture, tu ne l'imagine pas mon garçon combien c'est difficile, et peut-être impossible ! ». Oui, souvent, j'ai pensé que ça pouvait être une mystification, comme tout le reste, d'ailleurs ! Qui sait ?

Philippe Dagen

Deux autres volumes consacrés à Mirbeau sont à paraître au mois de mars, aux éditions du Lérot, 16140 Tussan. Il s'agit des correspondances de Mirbeau avec Claude Monet (266 pages, 200 francs) et Camille Pissarro (200 pages, 150 francs), présentées toutes deux par P. Michel et J.-F. Nivet.

# Zola penseur du naturalisme

**FACE AUX ROMANTIQUES ; DU ROMAN, sur Stendhal, Flaubert et les Goncourt ; L'ENCRE ET LE SANG, Histoire et politique ; POUR MAINTENIR, d'Emile Zola.**

Les trois premiers titres sont préfacés par Henri Mitterand, le quatrième par Jean-Pierre Leduc-Adine. Collection « Le regard littéraire ». Éditions Complexe. Respectivement 208 p., 45 F ; 288 p., 49 F ; 336 p., 49 F ; 208 p., 40 F.

Ainsi que le note justement Henri Mitterand, Emile Zola ne sépara jamais la fiction de la réflexion sur celle-ci. Quatre volumes de la belle collection « Le regard littéraire » donnent un large et judicieux éventail de l'activité critique intense de l'auteur de *Germinal* durant les années 1865-1880.

Promoteur de son œuvre et défenseur de la pensée dont elle était issue, Zola portait un regard lucide et cohérent sur ses devanciers et ses pairs. Il honorait ainsi ses dettes intellectuelles, tout en sachant, à l'occasion, polémiquer avec ses adversaires.

1865 : Zola a vingt-cinq ans ; son entrée dans le carrière des lettres doit s'appuyer sur une nécessaire et stratégique rupture avec le romantisme et les quelques velléités poétiques de son adolescence. Il lui faut surtout, il le sait, se soustraire à l'écrasante stature de ce géant « dont les pieds posent au seuil du siècle et dont le tête, toujours droite, semble vouloir s'enfoncer dans le siècle futur », de ce « formidable forgeron d'émiettes, dont le marteau sonne avec un vacarme de bronze et d'or » : Victor Hugo.

Après des temps nouveaux et du « roman expérimental », Zola s'attaque également à

l'idéalisme et à la réaction catholique incarnées par Barbey d'Aurevilly, qui publie, en cette même année 1865, *Le prêtre marié*. Nullément impressionné par les sombres accents de l'écrivain, il stigmatise, avec une vue il est vrai un peu courte, le « grincement général de l'œuvre » qu'il juge, très logiquement par rapport à lui-même, « pas naturel ». Face à l'attitude possiblement insultante de Barbey, il reprendra sa plume cinq ans plus tard, avec une franche véhémence contre le dandy retardé qui n'a pas « été touché aux guenilles de 1830 ».

Cette cohérence, on la retrouve, doublée d'une vue prospective sur les dernières années du siècle, dans la manière dont Zola défend la production romanesque des Goncourt. On la retrouve encore et surtout dans ses jugements sur Stendhal et Balzac : « Proust un personnage de Stendhal : c'est une machine intellectuelle et passionnelle parfaitement montée. Franz un personnage de Balzac : c'est un homme en chair et en os, avec son vêtement et l'air qui l'enveloppe. Où est la création la plus complète, où est la vie ? Chez Balzac, évidemment. »

## La haine est sainte

Si la valeur d'un jugement se mesure à cette cohérence, à la continuité entre une idée et son illustration, celui de Zola ne surprendra guère. C'est également dans les limites de cette continuité que vient se placer l'appréciation de Zola sur Flaubert : « J'ai dit que Gustave Flaubert avait porté le cognac dans la forêt souvent imitricie de Balzac, pour y tailler une avenue où l'on pût voir clair ».

Pour celui qui définissait l'œuvre comme « un coin de la création vu à travers un tempérament », le théoricien naturaliste

vaut également dans le domaine de l'art. Jean-Pierre Leduc-Adine, qui préface l'ouvrage repris de l'ensemble des écrits de Zola sur Monet, a raison d'insister, à la suite d'Henri Mitterand, sur la « traversée », soulignant ainsi que ce n'est « plus tant la réalité du modèle ou celle du sujet » qui est visée « que la réalité de la vision de l'artiste ».

L'attention de l'écrivain à l'autonomie de la forme vis-à-vis du sens, le refus — opposé à Proust — de contraindre « le tableau à signifier quelque chose », le courage enfin de défendre un véritable novateur contre l'hostilité et le pesantur académiques, donnent à ces textes, écrits entre 1866 et 1884, toute leur pertinence critique.

Le dernier volume rassemble des articles sur divers sujets de littérature et de politique. Il s'ouvre sur la préface à *Mos haines* ; pages célèbres, bien scandées dans leur rhétorique, mais un peu grandiloquentes et abstraites dans l'indignation qui les porte — « La haine est sainte. Elle est l'indignation des cœurs forts et puissants, le dédain militant de ceux qui fâchent la médiocrité et la sottise... ».

P. Ke

Signalons également l'étude de Claude Scazzan, *Emile Zola, le réalisme symbolique* (José Corti, 436 p., 145 F) et le numéro spécial de la revue *l'École des lettres* sur « Zola et le naturalisme » (*l'École des lettres*, 162 p., 50 F). Enfin le Musée d'Orsay a publié un « Carnet-Parcours » consacré à Emile Zola. Cette belle publication présente et commente les œuvres exposées dans le Musée se rapportant à la personne ou à l'œuvre de l'écrivain. Une invitation à visiter les salles d'Orsay d'une manière intelligente et sélective. Un « Carnet-Parcours » sur Huygens vient également de paraître.

150



150

LIVRES • IDÉES

CIVILISATIONS

# En chevauchant le « coq en fer »

Voyageur infatigable, Paul Theroux a traversé la Chine en train dans « l'express des radins »

**LA CHINE A PETITE VAPEUR**  
de Paul Theroux  
Traduit de l'anglais par Anne Damour.  
Grasset, 528 p., 139 F.

Paul Theroux aime prendre les trains en marche ; surtout ceux qui vont aux confins de la Terre, de l'Asie à la Patagonie (1). Cette fois, il a chevauché le « coq en fer » pendant des mois à travers la Chine. C'était pendant cette année 1986 qui restera dans les annales de la République populaire comme la plus ouverte. Arrivé « inconnu » par le Transsibérien avec un groupe de touristes internationaux et une bibliothèque de voyage apparemment inépuisable, il a bravé l'inconfort et la lourde bureaucratie des tielu (voies ferrées).

Le « coq en fer » est le surnom donné au train qui relie la Chine proprement dite à l'Asie centrale, au Xinjiang peuplé de minorités musulmanes et commerçantes ; on l'appelait aussi « l'express des radins » parce qu'il était, paraît-il, géré par une bande de rapins. Mais ce n'était qu'un préjugé, une manière de calomnier une minorité, un coup de griffe aux Out-gours. Sous de nombreux rapports, ce train n'était ni meilleur ni pire que tous les autres chemins de fer chinois. Et la ping-pong n'était pas une exception — austerité, rafistolage et réparation faisaient partie de la vie quotidienne.

Le ton est donné. Ce voyageur agaçant qui ne cesse de regarder à travers la fenêtre et les gens, engageant la conversation avec les passagers les plus divers, est comme un chien dans un jeu de quilles dans cette Chine surpoplée, où il ne viendrait pas à l'idée de quelqu'un normal de voyager pour son plaisir dans ces trains bondés, lents et inconfortables que l'on ne prend que par besoin.

La bureaucratie ferroviaire pékinoise ne comprend rien à cet intrus, à cet Américain qui se fiche des hôtels de luxe, à ce personnage inclassable mais bien introduit qui veut seulement voir



du pays. Elle décide donc de lui adjoindre un guide-compagnon-voiture-valise. Une longue négociation s'engage avec Theroux, habitué à voyager seul. On se met enfin d'accord sur la présence du discret M. Fang, qui ne craque pas, ne parle pas anglais et promet de voyager dans un autre compartiment. Lassé, au bout de milliers de kilomètres, ce fonctionnaire habitude aux horaires au cordeau et à sa quiétude douillette aura ce cri du cœur : « Et si maintenant on prenait l'avion ?... »

## Un crochet par le Tibet

Secoué par un gros Chinois entreprenant qui prenait la banquette supérieure molle — en Chine, il n'y a pas de classes mais des wagons durs ou mous — pour une couche nuptiale, battu froid par un haut fonctionnaire plein de morgue, engagé dans des conversations sans fin en anglais avec des étudiants rêvés, de Shanghai au village natal de Mao, Theroux nous fait

traverser un pays plus réel que celui des touristes. Pas toujours le plus pittoresque, parfois sor-dide, truculent ou pittoresque, mais vivant.

Ces voyageurs livresques qui n'aiment parcourir du pays qu'à travers les récits de voyage des autres, savourant dans un fauteuil leur expérience pleine de poussière, y apprendront sans doute plus que nombre de touristes pressés. A condition de ne pas y chercher les descriptions de monuments ; pour cela, il y a le Guide bleu !

Voyager en Chine n'est pas de tout repos. Il faut avoir le temps, et la patience, savoir transpirer et frissonner de froid, respirer dans un nuage de fumée. Pour avoir accablé les tiques d'un train mandchou roulant vers la frontière soviétique avec ses premiers passagers occidentaux, on traversé la nuit vers les montagnes peuplées de tribus miao, parmi les lignes que Theroux n'a pas empruntées, je peux dire que la récompense en vaut la peine : en plus de paysages parfois superbes, le train est un lieu de rencontres imprévues avec des

gens plus ouverts, curieux, cauteux, car hors de leur milieu habituel et des contraintes sociales. Un voyage en couchette dure à travers la classe moyenne, la bourgeoisie d'affaires ou intellectuelle, est une expérience inestimable. Mais pas en groupe...  
Pour finir, Theroux trahit son rêve ferroviaire par un crochet en voiture au Tibet, la seule région chinoise inaccessible par le train. Et, pour une fois, il se prend à rêver que Lhasa ne soit jamais accessible par le « coq en fer » : « C'est probablement mieux ainsi. Je croyais aimer les chemins de fer jusqu'au jour où j'ai vu Lhasa ; j'ai alors réalisé que je préférais la nature vierge. » Si le temps n'est plus où l'on pénétrait en Chine par jonque ou caravane, l'exotisme n'en a pas disparu... pour ceux qui ont su le voir, et le raconter.

Patrice de B.

(1) *Railway Bazaar* (1987), *Patagonia Express* (1988) ; mais aussi *Voyage excentrique et ferroviaire autour du Royaume-Uni* (1986), Grasset.

Techniques de massages. — Publié en français par la librairie chinoise You Feng, *Massages-vous à la chinoise* est un petit traité sur une science médicale dans laquelle les Chinois sont passés maîtres. Cet ouvrage fournit plusieurs techniques de massage pour enfants et d'automassage bien utiles en cas de douleurs, d'insomnie...  
► *Massages-vous à la chinoise*, de Liu Shisen et Gao Jimin, traduit par R. Landeman, 224 p., Librairie You Feng, 45, rue Monsi-le-Prince, 75006 Paris.

P. de B.

## De Mao à Tiananmen

**LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE DE 1949 À NOS JOURS**  
de Marie-Claire Bergère.  
2<sup>e</sup> édition refondue.  
collection « U Histoire ».  
Armand Colin, 334 p., 130 F.

Auteur de l'une des meilleures histoires de la Chine populaire, avec celles de Jean-Luc Domenach et Philippe Richer (1) et de Jacques Guillemaz (2), Marie-Claire Bergère (3) vient de rééditer son ouvrage, publié en 1987, en y ajoutant un long chapitre sur les dernières années mouvementées que ce pays a traversées et qui se sont achevées dans le sang, le 4 juin dernier, place Tiananmen.

Elle replace ainsi en perspective quarante années d'une histoire mouvementée, fournissant les clés économiques et politiques de la crise. Une éco-

nomie malade à la fois de la surchauffe et des effets du contrôle de la part d'un État qui en avait perdu la maîtrise, minée par la corruption ; une production agricole qui stagnait ; une classe politique où se déchiraient réformistes et conservateurs et dont l'équilibre a été rompu quand Deng Xiaoping a basculé dans le camp des « vieux » ; une population frappée par l'inflation et les disparités sociales ; des intellectuels qui commençaient à poser les vraies questions...

Pour Marie-Claire Bergère, la proclamation de la loi martiale le 19 mai 1989 (elle vient d'être levée en janvier) « n'est pas un coup de force », comme on a pu l'écrire, mais « une victoire politique des conservateurs (...) approuvée par les instances centrales, par les gouverneurs de province et les commandants des grandes

régions militaires ». Bref, en dépit de la résistance des réformistes, qui fut longue à briser, une large partie d'un appareil effrayé par le mouvement démocratique a basculé dans le camp de l'ordre à tout prix. Alors, « crise de succession ou crise de régime ? » Il faudra attendre la mort de Deng Xiaoping pour en être sûr.

P. de B.

(1) *La Chine, 1949-1985*, Bibliothèque nationale, collection « Notre siècle », 1987.  
(2) *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, 2 vol., « Petite Bibliothèque Payot », 1979.  
(3) L'auteur a aussi dirigé avec Lucien Bianco et Jürgen Domes *La Chine au XX<sup>e</sup> siècle*, dont le tome I, *D'une révolution à l'autre, 1895-1949*, vient de sortir chez Fayard (le Monde du 10 novembre).

## Le drame vécu de l'intérieur

**MOURIR PLACE TIANANMEN.**  
Des lycéens français témoignent.  
Récits recueillis par Bernard Debord et Eric Sarnier.  
Olivier Orban, 216 p., 98 F.

Ce témoignage de dix-sept lycéens sur les tragiques événements de la place Tiananmen est sans doute le plus proche des Chinois publiés jusqu'à présent. Partant à la première personne, ces jeunes de terminale d'un lycée parisien venus à Pékin perfectionner leur chinois ont vécu le drame de l'intérieur,

avec leurs camarades étudiants chinois.

Confrontés pour la première fois de leur vie à un drame, à l'enthousiasme d'un peuple et à la mort, sans sensibilité ni cynisme, avec leur regard de jeunes adultes, ils ont donné à de nombreux professionnels une bonne leçon de journalisme... Peut-être mieux puisqu'ils y ont mis leur cœur. A petites touches, d'un bref témoignage à un autre, assemblés par deux enseignants qui ont su s'effacer devant leurs élèves — ce n'est pas fréquent, — ils nous font revivre ces folles semaines avec

une maturité, une profondeur de réflexion, un sens de l'objectivité sur ce qu'ils voyaient et sur eux-mêmes qui est bouleversant.  
« Cette année chinoise m'a apporté une conception plus humaine des choses, une inquiétude du monde, une inquiétude des autres », écrit Sandra, de retour à Paris la tête encore pleine du bruit des chars. « En prendre plein la gueule n'est pas très agréable, mais remet pas mal de choses en place », réplique Céline. Qui a dit que la jeunesse française ne s'intéressait plus à rien ?

P. de B.

# Promenades littéraires

Le sinologue Jacques Pimpaneau présente « sa » littérature chinoise

**HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE CHINOISE**  
de Jacques Pimpaneau  
Philippe Picquier, 448 p., 160 F.

En entreprenant d'écrire cette *Histoire de la littérature chinoise*, Jacques Pimpaneau a voulu remplir un vide. Car, comme il le fait observer, il n'existait pas de véritable étude exhaustive en français d'une des littératures les plus importantes de notre patrimoine mondial. Mais ce que ce sinologue chevronné nous offre est en réalité « sa » littérature chinoise. « Car, écrit-il, écrire une telle histoire m'aurait obligé à parler de livres que je n'ai pas lus. »

Louable modestie, qui se comprend face à l'immensité de la production d'une des littératures les plus anciennes, les plus prolifiques et les plus diverses, mais qui ne saurait cacher que l'auteur a beaucoup lu. Avec une prédilection personnelle pour le théâtre et la poésie classique, et sans doute aussi pour un érotisme dont certains lettrés chinois étaient friands. Et dont on ne saurait minimiser le rôle social.

Ainsi l'écrivain contemporain Zhang Xianliang (1), lui-même accusé par de grincheux bureaucrates des lettres de « pornographie », avait fait le parallèle entre les périodes de floraison intellectuelle et de liberté sexuelle : « Après 1949, ajoutait-il, on est entré dans une période peu ouverte, de rigidité morale et d'oppression politique. »

## « Une autre manière de s'exprimer »

Pour sortir du cercle étroit de la sinologie et de ses multiples chapelles, Jacques Pimpaneau tente de nous donner les clés d'une civilisation si éloignée de nous. Sésames indispensables à qui veut pénétrer dans un monde aux références millénaires, car la littérature et la langue de Confucius représentent véritablement « une autre manière de s'exprimer », souvent mal rendue par des traductions trop proches du texte pour être compréhensibles, tellement le chinois est une langue concentrée et allusive, ou trop adaptées à notre entendement de « diables étrangers » pour rester fidèles.

Typiques sont ces *chengyu*, ces citations en quatre idéogrammes, qui, pour un Chinois cultivé, rappellent immédiatement un contexte historique, des allusions littéraires qu'il faut expliciter. Ou ces jeux sur

l'homonymie et l'homophonie dans une langue tonale et monosyllabique, qui trouvent leur origine, selon l'auteur, dans une « civilisation autocratique où parler ouvertement pouvait être dangereux ». La répression du mouvement démocratique de la place Tiananmen ou la révolution culturelle — dont les hommes de savoir furent parmi les premières victimes — en sont les derniers avatars.

Cette littérature est aussi un art, y compris un art de vie. Le lettré devait pratiquer la calligraphie au pinceau — de même qu'il devait connaître la peinture, la musique, la gravure des sceaux.

Jacques Pimpaneau nous promène donc à travers ce qu'il connaît ou aime le mieux, mêlant exégèse et résumés d'œuvres qui lui paraissent représentatives, citations de poèmes. En particulier de l'Antiquité ou de ces Tang (618-907), qui nous donnent Du Fu ou Li Bai. Sans oublier les romans ou les pièces de l'Opéra de Pékin qui sont parvenus jusqu'à nous ; œuvres peut-être plus récentes mais plus proches du cœur des Chinois que le raffinement, poussé parfois à l'extrême, des lettrés sortis des examens impériaux. Il conclut son ouvrage par un chapitre, rapide, sur la littérature d'aujourd'hui, divisée en deux par la censure béante de trente années sous la baguette réductrice et impitoyable du maître d'école Mao.

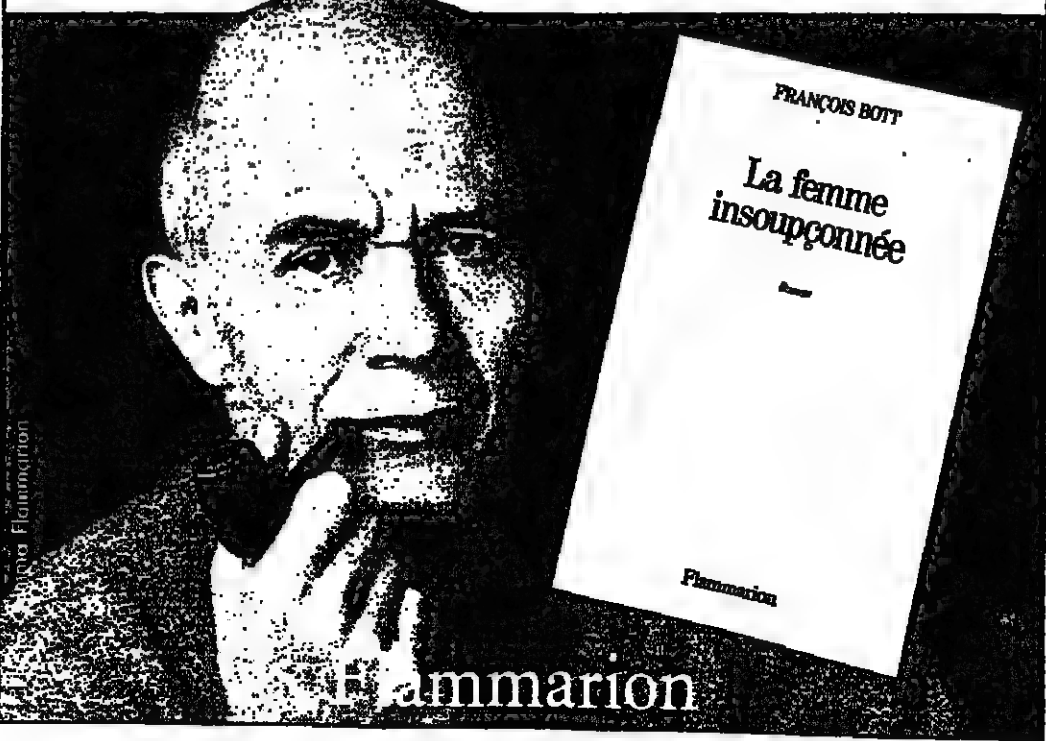
Regrettons tout de même, surtout pour le lecteur parti à la découverte d'une culture si différente, l'absence d'une bibliographie qui aille plus loin qu'un choix du cœur. Car nous avons la chance de disposer en français d'une sélection particulièrement vaste et éclectique, même si elle est loin, par le nombre en tout cas, de celle disponible en anglais.

Ajoutons-y pêle-mêle, parmi les romans, *Le Rêve dans le pavillon rouge*, de Cao Xueqin, et *Fleur en fièvre* (ou *Jin Ping Mei*), roman érotico-social, publiés l'un et l'autre par « La Pléiade », pour ne pas parler de l'introuvable *Trois royaumes*, cet ouvrage de référence depuis des siècles publié il y a trente ans à Saigon. Mais aussi de nombreuses œuvres contemporaines que l'éclaircie libérale des années 80 a fait jaillir.

P. de B.

(1) Auteur de *La moitié de l'homme, c'est la femme*, Belfond, 1987.

# François Bott



FRANÇOIS BOTT  
*La femme insoupçonnée*

Flammarion



# Les juifs et les autres

Près d'un demi-siècle après le génocide nazi, les juifs sont à la recherche de leur identité, c'est-à-dire de leur rapport aux autres. Les autres, ce sont les bourreaux qui les ont persécutés et, paradoxalement, les amis qui les ont aidés. C'est aussi le monde moderne où ils tentent de trouver leur place. Plusieurs livres témoignent de cette volonté, en explorant une double voie, celle de l'Histoire, illustrée par les efforts inlassables de Serge Klarsfeld, et celle de la réflexion philosophique, représentée ici par le travail de Nicole Lapierre.

## Reconnaître les ruptures de l'Histoire

par Nicole Lapierre

CINQUANTE ans après le début de la seconde guerre mondiale, le génocide nazi, la conscience juive et met en échec la pensée. L'expérience des survivants est-elle indicible ou inaudible ? La judéité ne s'identifie-t-elle qu'à ce trou noir ? L'affirmation réitérée de l'incommensurabilité de la Shoah peut-elle tenir lieu de mémoire ? N'y a-t-il pas de mémoire ? Aborder ces thèmes, c'est revenir sur les étapes, mais aussi les obstacles, qui ont jalonné l'appréhension, sinon la compréhension, de l'événement.

On a souvent évoqué le silence des survivants. Pourtant, en dépit de ces innombrables propos sur l'informulable de l'expérience concentrationnaire, textes et témoignages sont nombreux, et Annette Wieviorka a raison d'affirmer, en préambule à l'étude, d'une centaine de récits publiés en français avant 1947, qu'il y a eu largement « transfert de la surdité du monde sur un prétendu mutisme (1) ».

Cette incrédule, cette indifférence du monde, les déportés les craignaient déjà avant de savoir s'ils survivaient. Primo Levi raconte ce rite récurrent que lui et d'autres faisaient au camp : reviens auprès des siens, il entame son récit avec un sentiment de soulagement intense qui bascule dans la désolation lorsqu'il s'aperçoit que personne ne l'écoute (2). Rêve prémoniteur : les déportés se sont en effet trouvés, au sens figuré, cette fois, déplacés quand la guerre était finie. Sur tout les déportés raciaux, ces victimes que ne nimait pas l'aura de la rédemption et qui n'avaient que des rôles de figurants dans le répertoire des cérémonies officielles.

Confrontés à la solitude et à la gêne qu'entraînent les suscitations souvent, beaucoup ont cherché à se reconstruire une identité en s'attachant aux forces destructrices du passé et en choisissant de se faire. Mais pour d'autres, écrire et témoigner fut à la fois un devoir et l'égarement d'un moyen de se délivrer pour vivre, d'autant plus nécessaire que la communication avec l'entourage, justement, était problématique. D'où l'abondance des récits écrits très tôt, dès le retour, et qui, pour la plupart, ne trouvaient qu'une audience limitée.

Il a fallu attendre la fin des années 70 pour que le génocide devienne un enjeu de mémoire. Alors, une fraction de la génération juive née après-guerre, fragilisée par la remise en cause des idéologies universalistes et totalitaires annexes, souvent, elle avait adhéré, en quête de balises sur le long cours au rebours d'une Histoire immédiate décevante, mesurait le pas de consistance d'une identité sur laquelle planait l'ombre portée de la destruction. Ces « juifs imaginaires » n'avaient pour tout repère que le trou noir de l'annihilation d'un monde dont ils ne savaient presque rien.

Dans le même temps, un passé refoulé émergeait, provoquant : la

réurgence assumée des thèmes xénophobes et racistes était facilitée en effet par l'effondrement des mémoires gaullistes et communistes qui leur faisaient écran et la levée des interdits hérités de 1945. Une révision faussionienne de l'Histoire pouvait frayer sa voie. Et l'identification de la judéité au génocide se trouvait renforcée par la nécessité de combattre ses négateurs, au point de s'enfermer dans la revendication exclusive de la Shoah, dont il fallait, de surcroît, inlassablement administrer la preuve. Livres, articles, études, manifestations se multiplièrent.

L'opinion publique et certains juifs eux-mêmes en ont ressenti un effet de saturation. C'est-à-dire un réajustement, culminé avec l'affaire du canal d'Anvers, très largement répercuté par les médias. On a entendu dire alors que les juifs « en faisaient trop », trop de bruit en somme, et, dans ce contexte, il y avait une fois encore surdité et malentendu.

Auschwitz est à la fois un symbole, un lieu de mémoire, une sépulture et un lieu pour l'Histoire où, contrairement à beaucoup d'autres camps, la matérialité des choses n'a pas été effacée. A tous ces titres, il doit être respecté et préservé. Mais il faut cependant s'interroger sur cette lassitude qu'engendre le fait de clamer incessamment, au nom des victimes et à la face du monde, l'immensité et l'incommensurabilité du préjudice. Il est vrai qu'il n'y a pas de réparation possible, mais il n'y a pas non plus, sur cette voie, possibilité de transmission et d'enseignement.

### Les morts dépendent de notre fidélité

Il appartient aux juifs croyants d'intégrer, s'ils y parviennent, cet événement dans leur foi. Mais les autres ne peuvent s'identifier leurs enfants par une religion de la Shoah et un légendaire terrifiant. Le refus de l'oubli doit emprunter d'autres chemins ; il doit aussi concerner les non-juifs en prenant au sérieux le fait qu'il y a eu crime contre l'humanité, non pas hors l'Histoire et dans une incompréhensible déraison, mais bien au cœur de celle-ci et dans ce siècle. « Si nous cessons d'y penser, nous achèverons de les exterminer, ils seraient alors définitivement. Les morts dépendent de notre fidélité », écrivait Jankélévitch (3). Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui d'y penser, mais de penser le génocide.

Les chercheurs réunis par la revue *Parades* et le Collège des études juives sur le thème « Penser Auschwitz » (4) ont entrepris d'étudier les divers types de discours sur le génocide et d'évaluer les capacités respectives de la tradition et de la pensée moderne à l'intégrer dans leur cadre de compréhension. L'une et l'autre sont invalidées. La première par son incapacité à offrir explication et recours. La seconde, comme le

montre Shmuel Trigano, parce qu'a resurgi à Auschwitz, dans l'annuitement, un peuple juif qui n'a ni sens ni place dans la modernité à laquelle les juifs ont adhéré. Autour de cette double impossibilité d'une identité individuelle ou collective tournée la question obsédante du génocide et de sa spécificité.

On peut dès lors — c'est la position de Shmuel Trigano — appeler de ses vœux la renaissance de ce peuple ; il s'agit, au sens littéral, d'un vœu pieux. On pense qu'il n'est d'issue que nationale — c'est la position du sionisme. Mais on peut aussi reconnaître qu'il y a eu une fracture radicale, partir de là et tenter d'en tirer parti. Parier sur la quête d'une voie incertaine et fragile entre mythe et Histoire qui les intégrerait en les dépassant.

### La rationalisation de la déraison

Car il ne suffit pas qu'entre l'idéalisation du passé d'avant le génocide, l'énergie et l'opacité de ce dernier et le retour identitaire des nouvelles générations, l'Histoire prenne la relève de la mémoire. Riguer et minutie historienne ne sont qu'une partie du chemin ; il nous faut aussi forger les instruments philosophiques d'une raison capable de penser à la fois le général et le particulier, l'universel et le spécifique sans les réduire, de réfléchir aussi sur la rationalisation de la déraison.

Penser le génocide, ce n'est pas exclusivement penser le meilleur des juifs. Dans le jeu complexe du présent où s'affrontent pour un avenir incertain Histoire, mémoire et oubli, il ne suffit pas de s'identifier par la revendication, la réappropriation, voire la proclamation du génocide.

Aussi nous faut-il sortir d'un impensé généraliste peuplé de fantômes. C'est-à-dire d'opacité, au sens benjaminien du terme, l'existence juive dans la discontinuité de l'Histoire, ses violences et ses contradictions. Refuser de nous réfugier tout à la fois dans l'idéalisation de ce que Nietzsche nomme le « passé-antérieur » et dans le fétichisme de la différence qui souvent travestit la hiérarchie et le rejet. Reconnaître enfin les ruptures de l'Histoire, non seulement celles du génocide bien sûr, mais aussi celles des émigrations, de la modernité, des acculturations qui sont autant part de nous-mêmes.

► Directeur de recherches au CNRS, Nicole Lapierre est l'auteur de *Silence de la mémoire. A la recherche des juifs de Ploetz*, Paris, Pion, 1988.

(1) Annette Wieviorka : « Indicible ou inaudible ? La déportation, premiers faits (1944-1947) » in *Parades* 9/10, éditions du Cerf, 1989, p. 23.  
(2) Primo Levi, *Si c'est un homme*, Paris, Julliard, 1987, p. 77.  
(3) Vladimir Jankélévitch, *L'Imprescriptible*, Flammarion, Paris, 1986, pp. 39-60.  
(4) *Parades* 9/10, op. cit., actes du colloque organisé en 1988 sous la direction de Shmuel Trigano.



## Des milliers d'enfants voués à la mort

par Serge Klarsfeld

DES ENFANTS  
QUI FAUTAIENT SAUVER  
de Sabine Zeitoun  
Albin Michel, 288 p., 89 F.

POUR avoir transcrit dans le Mémorial de la déportation des juifs de France des milliers de noms d'enfants juifs, leurs prénoms, leurs dates et lieux de naissance ; pour avoir reconstitué l'état civil et l'itinéraire personnel de chacun des enfants d'Israël, je suis particulièrement intéressé à toute nouvelle étude relative au sort des enfants juifs en France pendant la deuxième guerre mondiale.

Titulaire d'un doctorat consacré à une institution juive vénéralisée qui a sauvé des milliers d'enfants, l'œuvre de Sabine Zeitoun a constitué les archives du nouveau Centre de documentation lyonnais sur l'enfance juive pendant la Shoah. Ayant réuni de multiples témoignages de familles juives et disposant de documents des archives juives de l'époque conservés à Paris, à New-York ou à Jérusalem, Sabine Zeitoun s'est attachée à relier une double épopée : celle des enfants restés seuls en de multiples circonstances après l'arrestation de leurs parents et celle des sauveteurs qui, au péril de leur liberté et de leur vie, ont tout risqué pour que ces enfants échappent à la solution finale.

J'ai pu établir le nombre et la proportion des enfants dans la déportation des juifs de France. En 1940, sur 320 000 juifs, il y avait environ 70 000 enfants jusqu'à quinze ans accomplis, soit autour de 23 %. A l'examen des listes de déportation, j'ai pu constater qu'environ 9 000 de ces enfants ont été déportés, ce qui représente une proportion de « seulement » 11,5 %. J'ai comparé ces chiffres avec ceux des enfants déportés de Belgique (119 sur 25 124 déportés) : la proportion atteint 20 %. Ce qui montre l'importance du sauvetage des enfants juifs en France.

► Pour eux c'était le bon temps. La vie ordinaire des bourgeois nazi, d'Ernst Kohn, Willy Dreier, Volker Risse (traduit de l'allemand par Catherine Métais-Bührendt, Pion, 269 p., 150 F.). Trois historiens allemands ont rassemblé un grand nombre de témoignages, rapports, dépositions, extraits de journaux intimes et documents divers qui décrivent dans le détail quelque-une des massacres perpétrés par les nazis et le rôle joué par certains de leurs exécutants. Le titre qu'ils ont choisi était celui de l'album souvenir du dernier commandement de Trahbala : « le bon temps ».

► Ces enfants qui nous manquent, d'Antoine Spire (préface d'Elie Wiesel, Maren Sell, 170 p., 98 F.). Le 6 avril 1944, à l'initiative de Klaus Barbie, la Wehrmacht envahissait la maison d'Isidore, dans l'Ain, où des enfants juifs avaient trouvé refuge, et déportait ses quarante-quatre jeunes occupants, avec leurs six moniteurs. Antoine Spire a voulu reconstituer leur histoire, porté par « le devoir sacré de trouver ceux qui ont poussé la haine du juif jusqu'à dénoncer quarante-quatre enfants ».

En 1942, des milliers d'enfants voués à la mort, constituaient le gibier des forces de police françaises dans les deux zones. Dans la zone occupée, celle où Vichy exécuta le sale travail que les Allemands n'étaient pas capables de faire eux-mêmes et que, de toute façon, ils voulaient s'éviter. Dans la zone « libre », seul territoire en Europe à envoyer des milliers de juifs vers Auschwitz, alors que les Allemands se tenaient hors de cette zone où s'exerçait la souveraineté de Vichy.

Heureusement la solidarité de la population française a compensé et ralenti la coopération policière massive de Vichy avec la Gestapo. Sabine Zeitoun montre combien cette population dans son ensemble s'est révoltée contre l'extermination. Les témoignages des rescapés corroborent les rapports des préfets de l'époque.

Dans un pays où les trois quarts des 320 000 juifs ont survécu — ce qui met les Français au premier rang des peuples qui ont su protéger les juifs français et étrangers — il faut définitivement mettre un terme à la légende des dénonciations et de la venalité de nos compatriotes dans les années 40.

Le gouvernement de Vichy, sa police, son administration, se sont rendus coupables de crime contre l'humanité : pas la population qui a su réagir avec hostilité au déshonneur qui frappait la France et qui, avec l'aide des Eglises catholiques et protestantes, a pu imposer un frein à cette complicité.

L'ouvrage de Sabine Zeitoun est le reflet de cette solidarité multiple ; de même qu'il relate les innombrables efforts déployés par les organisations juives, moins conscientes de verser le sang allemand que de sauver des enfants juifs. Parmi ces organisations, l'OSE déjà citée, les Jeunes Juifs de France (JJF), qui ont fait franchir la frontière suisse à des milliers d'enfants menacés, la Solidarité, devenue pendant la guerre l'Union des juifs pour la résistance

et l'entraide (UJRE), la Colonie scolaire de la rue Amélie, qui a organisé clandestinement un placement familial d'une centaine d'enfants dans la zone nord.

A côté de ces œuvres juives, des organisations non juives ont participé activement à ce sauvetage. Celui-ci n'aurait jamais eu lieu si la compassion passive d'une majorité de Français pour les souffrances des familles juives ne s'était transformée en sympathie agissante chez une minorité de militants chrétiens ou laïcs. Sabine Zeitoun relate en détail les méthodes diverses employées à travers toute la France par la CIMADE, l'Œuvre protestante « la Clarté », l'Œuvre temporaire, les Amis chrétiens, le Circuit Garrel, etc.

Grâce à leurs efforts conjugués, grâce à la clairvoyance de certains dirigeants de l'OSE, qui, comme le Dr Joseph Weil, ont dissous à temps leurs foyers d'enfants en zone sud avant qu'ils ne risquent de devenir pour la Gestapo des viviers dans lesquels il lui aurait suffi de puiser pour la déportation, plusieurs milliers de petites victimes juives inextinguiblement condamnées à mort ont été sauvées. Leur nombre exact est encore difficile à déterminer, les chercheurs ont à explorer de nombreux fonds d'archives avant que l'histoire de l'enfance juive en France pendant la guerre ne soit définitivement fixée.

Le livre de Sabine Zeitoun fait progresser les études dans ce domaine. Œuvres juives et non juives ont travaillé solidement en France à sauver des enfants juifs. Notre reconnaissance exigeait que l'histoire de ce sauvetage soit écrite. Sabine Zeitoun l'a fait avec précision, émotion et talent. C'est une histoire qui doit être lue par beaucoup ; ils y apprendront que les Français n'ont pas tous été des « vauriens », bien au contraire.

► Serge Klarsfeld est avocat et président de l'association Les fils et les filles des déportés juifs de France.

## Autres parutions

► L'Etat des juifs, de Théodore Herzl, suivi de *Essai sur le sionisme* de l'Etat des juifs d'Ernest Renan, de Claude Kohn (La Découverte, 189 p., 98 F.). Le texte fondateur du sionisme fut publié pour la première fois en 1896. Professeur à la faculté de droit de l'Université hébraïque de Jérusalem, Claude Kohn en propose une nouvelle traduction. A noter la publication, chez Calmann-Lévy, de larges extraits du *Journal de Herzl* et la récente parution, aux Editions de la biographie de l'auteur, par Ernest Renan (Farrar Straus Giroud).

► Au sujet de « Shoah » (Belin, 316 p., 115 F.). Michel Deguy a réuni un ensemble de textes écrits par le film de Claude Lanzmann. Citons notamment Shoahs Feinman, auteur d'une longue et belle analyse, Marcel Ophüls, Pierre Vidal-Naquet, Timothy Garton Ash.

► Génocide pour mémoire, de Georges Bensoussan (Ed. du Félin, 262 p., 130 F.). Une « synthèse condensée » sur le génocide afin de répondre à deux questions : « Comment s'est-on pu en arriver à et comment peut-on vivre après ? »

► Souvenirs d'un juif heureux, de Dan Vittorio Segre, (traduit de l'anglais par Michèle Levy-Dram, Pion, 273 p., 180 F.). L'histoire tumultueuse d'un juif piémontais devenu soldat de l'armée britannique pour participer à la libération de son pays.

► Robert et Jeanne, à Lyon sous l'Occupation, d'Annette Kahn (Payot, 171 p., 95 F.). Robert Kahn, chef départemental de la Résistance, fut exécuté en 1944 sur l'ordre de Klaus Barbie, sa femme déportée à Auschwitz. Leur fille, journaliste au Point, raconte leur histoire.

► Sciences nazies, sciences de mort, de Benno Müller-Hill (traduit de l'allemand par Olivier Marnoni, Odile Jacob, 244 p., 120 F.). Chercheur en génétique à l'université de Cologne, Benno Müller-Hill a voulu comprendre comment le science allemande s'était mise au service de la « biocratie » nazie. Pour lui, la politique de Hitler répondait à un espoir, tantôt secret, tantôt avoué, de la part des scientifiques, « prêts à prescrire des sacrifices et à éliminer des théories du sacrifice pour toute personne qui les y autoriserait ».

de 11.50



سكزا بن الامرحل

LIVRES • IDÉES  
ACTUALITÉS

### Le Festival du polar menacé ?

Le douzième Festival du roman et du film noir aura-t-il lieu en 1990 ? Après trois éditions (1), la ville de Grenoble a-t-elle décidé de se débarrasser d'une manifestation dont le coût ne trouverait aucun soutien dans les retombées médiatiques ou l'image culturelle escomptées ?

Au-delà des rumeurs de ces derniers mois, ces deux questions se posent sérieusement après le compte rendu effectué par le directeur du Festival, M. Jean-François Carre-Corrad, aux membres du bureau de l'Association des amis de la littérature policière 813 (2), réunis en urgence lundi 25 décembre à Paris. Affirmant que M. Bernard Sesto, adjoint à la culture de la ville de Grenoble, avait informé, le 9 janvier, de l'intention de la municipalité de « supprimer le Festival du roman et du film noir en 1990, pour le rétablir en 1991 dans le cadre d'une biennale », le directeur du Festival a déclaré que cette décision « équivalait à une mort différée de la manifestation qu'il se refusait à assumer auprès des différents partenaires, entre autres auteurs et éditeurs ».

De son côté, la municipalité dément qu'une décision de cette nature ait été prise. « Nous réfléchissons, nous a déclaré M. Bernard Sesto, à l'action à mener pour que cette manifestation d'un budget de 5 millions de francs ait tout le rayonnement qu'elle mérite. Nous réfléchissons à la meilleure façon d'adapter les moyens aux objectifs ».

A Grenoble, silence, on réfléchit. Ailleurs, on s'interroge : le crime aura-t-il lieu ?

Alain Abellard

(1) Les huit premières éditions du festival ont eu lieu à Reims ; Grenoble a repris le flambeau en 1987.  
(2) L'Association 813 est membre de l'Association Grenoble-Polar, qui gère le Festival.

## Marin Sorescu à Paris

Rencontre avec l'un des poètes roumains les plus importants de sa génération

Parmi les nombreux auteurs roumains se refusant à la révolte ouverte, avec les conséquences que l'on sait, mais qui savaient marchander avec la censure la moindre parcelle de liberté, Marin Sorescu demeure, sans doute, un des plus importants. Mais peut-on négocier avec le pouvoir tout en restant innocent ? C'est tout le drame de la culture roumaine aujourd'hui. Poète, romancier, essayiste et auteur dramatique, ce fils de paysans, né en 1936, nous vient d'Orléans, patrie de Brancusi.

En 1970, dernière année d'un dégel relatif, le Lucernaire montrait à Paris une métaphore prophétique, *Jonas*, où Sorescu affirmait la récurance du malheur. Il ne se trompait pas. Mais c'est dans les poèmes publiés par l'UNESCO en 1984 (1) que Sorescu annonce sa couleur : « J'ai aperçu de la lumière sur la terre / Et je suis né au monde moi aussi / Pour voir comment vous allez / Et bonne santé ? En forme ? Ça va le bonheur ? » Non, ce n'était pas la « forme », encore moins le bonheur car, quelques pages plus loin, il avoue : « Je me suis enfoncé chez moi / J'ai tiré les volets / Et laissé libre cours à l'auto-censure... / Chaque pas s'avère un pas inutile ». Ou encore : « C'est que l'on ne peut plus se fier aveuglément / A tout indiquer / Surtout veillons à qui nous disons « Je » ! ». Bien qu'il dote d'une génération, le poète avait peur. Il n'était pas le seul.

En avril 1989 paraissait, dans la traduction de Jean-Louis Courriel, *Les Paysans du Danube* (2), un recueil de textes magnifiques tirés d'une grande épopée (encore inédite en France aujourd'hui) consacrée au village roumain, à la paysannerie d'où Sorescu est issu, à ses traditions en voie de disparition.

Le moment de la parution était mal choisi : l'action de Ceausescu visant à détruire les campagnes s'amplifiait malgré les protestations. Pourtant, dans ces proses autant que dans la postface du traducteur français, le lecteur cherchera en vain la moindre allusion à l'événement, tentative d'ethnocide s'il en est.

« C'est que le cycle auquel les récits appartiennent, nous dit Sorescu, en visite à Paris, a été écrit dans la décennie 1975-1985, lorsque la question de la démolition des villages ne se posait pas encore. En donnant la parole aux anciens du village, vieux témoins qui bientôt ne seront plus là, je n'ai pas eu l'intention de dresser un tableau nostalgique, passiste, mais de dénoncer d'une manière indirecte le mal dans toute son ampleur. En l'occurrence, la collectivisation de l'agriculture, la spoliation des paysans non seulement de leurs biens mais aussi de leur identité, autant par le temps que par l'irruption brutale de l'histoire qui a fait basculer l'équilibre naturel entre la terre et l'homme, ce paysan dépossédé de mœurs, coutumes et rites ancestraux ».

Acte d'accusation, ces *Paysans du Danube* de Marin Sorescu ? Emprunt de la sérénité mélancolique qui illustre la vision actuelle de l'auteur, ce livre nous semble plutôt un constat. Plus que militant pour la liberté, Sorescu demeure un poète qui ne ment pas. Dans les pays soumis à la volonté des tyrans, c'est déjà un exploit.

Edgar Reichmann

(1) *Cérémies*, poèmes traduits du roumain par Françoise Cayla. UNESCO, coll. « Œuvres représentatives ».  
(2) Editions Jacqueline Chambon.

## Les difficultés de Distique

Depuis plusieurs mois, la société de distribution, qui permet à de nombreux petits éditeurs d'être présents dans les librairies, tente de sortir de la crise

Dans le monde divers, fortement individualisé, de la petite édition française, les graves difficultés de Distique n'étaient plus, depuis plusieurs mois, un secret. Observées d'un œil anxieux, souvent réprobateur, par les principaux intéressés, les éditeurs, elles étaient apparues à l'occasion du déménagement au 101 de l'entreprise de distribution — la seule à travailler dans ce secteur mal-aimé de l'édition — de Mahakoff à Lucé, près de Chartres. A ce transfert, rendu nécessaire par le développement de Distique (plus de trois cent cinquante éditeurs appartenant à ce circuit de distribution) mais sans doute mal préparé et un peu aventureux, sont venus s'ajouter des problèmes liés notamment au départ d'une bonne partie du personnel et à l'adaptation de l'outil informatique appelé à gérer quelque 14 000 titres, soit 550 000 ouvrages.

Enfin, la décision de deux des plus importants éditeurs distribués

par Distique, Verdier et l'Age d'homme, de rejoindre des distributeurs d'une taille plus adaptée à leur propre développement — les PUF pour le premier, et Inter-Forum pour le second — n'allait pas non plus dans un sens positif. Les Editions Ombres, de Toulouse, et Labor ont également annoncé leur départ.

La difficile remise en marche de Distique, après plus de quatre mois de dysfonctionnement (qui n'ont pas été sans conséquences pour les éditeurs, dont la trésorerie est par définition fragile) nécessitait un soutien plus que verbal. D'autant que la confiance des libraires était entamée. Bernard de Fréminville, qui créa Distique il y a dix ans avec quelques amis, eux-mêmes issus de la petite édition, a demandé ce soutien au Syndicat national de l'édition et à la Direction du livre. Celle-ci, en la personne de Jean-Louis Cordebar, responsable du bureau de l'édition et de la diffusion, nous

que le SNE, ont décidé de favoriser la demande d'aide auprès des sociétés de caution mutuelle dont ils sont partie prenante. L'idée d'une subvention directe destinée à la modernisation est également à l'étude.

Pour Bernard de Fréminville, cette remise en marche et l'amélioration de l'outil logistique (lié notamment à la formation du personnel, qui compte une quarantaine de salariés) est en cours, et la situation tend à redevenir normale. Reste encore à régler le problème de la gestion et de l'inventaire des stocks. L'échéance de juin, où les contrats des éditeurs arrivent à renouvellement, constitue une étape essentielle. Quel qu'il en soit, le rôle irremplaçable de ce qu'on appelle, avec une condescendance déplacée, la petite édition, dépend manifestement du maintien d'une structure comme Distique.

P. Ke.

### EN POCHES

Avec le docteur, le Kamapa et Chogyam Trungpa, Kalou Rinpoche fut sans doute le maître tibétain le plus écouté, reconnu et vénéré en Occident au cours des vingt dernières années. Son enseignement et son action ont laissé, notamment en France, des traces durables : des temples, des livres, les uns et les autres demeurant comme les lieux de sa parole, les témoins aussi de l'étonnante présence d'un petit homme indéracinable et fragile.

Ceux qui l'ont approché se souviennent de sa frêle silhouette, de son indifférence à la pompe qui parfois l'entourait et, par contraste, de son rayonnement. Né en 1904 dans l'est du Tibet, il mena une vie de retraite et d'étude avant de se révéler, le temps de l'été venu, un grand bâtisseur, un érudit et dans le monde. Dépositaire de tous les enseignements de la tradition tantrique.

La littérature anglo-saxonne est très présente parmi les dernières parutions en poche. Dans la récente « Bibliothèque étrangère », aux Editions Rivages, trois Américains découvrent ces dernières années : d'Alison Lurie, *les Amours d'Emily Turner* (traduit par Sophie Mayoud, citons la première phrase, qu'on s'en voudrait de ne pas citer), de ce roman : « Le jour où Emily Stokwell cessa d'aimer son mari commença à peu près comme l'importe quel jour », Contemporaine d'Alison Lurie, Grace Paley (née à New-York en 1922) appartient à la mouvance des écrivains juifs new-yorkais ; comme celles des Petits Riens de la vie, les nouvelles de *Plus tard le même jour* (traduites par Claude Richard) sont de petits tableaux de mœurs chargés d'un humour poignant et pathétique. Plus jeune, Lorie Moore (née en 1957) manifeste dans *Des histoires pour rien* une drôlerie beaucoup plus grinçante et sarcastique (nouvelles traduites par Marie-Claire Pas-

que, il lui incombait aussi de transmettre cet héritage spirituel, et par là de sauver, de réactiver, la mémoire du Tibet. Les *Instructions fondamentales*, qui paraissent en français, un an après sa mort, constituent une introduction théorique et pratique à la voie la plus abrupte, la voie « foudroyante » du bouddhisme : le Vajrayana.

André Velter

► *Instructions fondamentales, introduction au bouddhisme Vajrayana, de Kalou Rinpoche, collection « Spiritualités vivantes », Albin Michel, 275 p., 45 F. A signaler le livre de Gabrielle Staveland, la Reclusion (éditions Claire Lumière, Mes de Falsbourg, 13510 Equilles), qui se présente comme le Journal d'une disciple de Kalou Rinpoche.*

Théâtre de Vladimir Malakoff (n° 112).  
► Dans le domaine « classique », signalons deux courtes incontestables : *Fortune*, le roman de Joseph Conrad, traduit par Roger Hiron (« Folio », n° 2061), et un recueil de contes fantastiques de Hawthorne, dont l'admirable *Wakefield*, repris sous le titre du premier d'entre eux, *la Fille de Rappaccini*, traduit par Françoise Chénier (« Folio », n° 2062).

Enfin, la collection « Champs » reprend, en deux volumes, *l'Histoire du climat depuis l'an mil d'Emmanuel Le Roy Ladurie* (n° 108 et 122).  
► Dans la catégorie essais et documents, il faut citer l'heureuse réédition du livre de Josef Erich sur les rites religieux quotidiens des juifs de Pologne, *le Flamme du shabbat*, publié dans la collection « Terre humaine » en 1970 (traduit du yiddish par Marc et Léa Rittel, Presses Pocket, n° 3028). Enfin, la collection « Champs » reprend, en deux volumes, *l'Histoire du climat depuis l'an mil d'Emmanuel Le Roy Ladurie* (n° 108 et 122).

### o Lamartine au Panthéon ?

Un comité d'honneur pour le transfert des cendres de Lamartine au Panthéon vient de se créer à l'occasion du bicentenaire de la naissance du poète, « enfant de la Révolution française », selon Marcel Cordier, secrétaire national de ce comité auquel de nombreuses personnalités ont accepté de prêter leurs noms (MM. Roland Dumas, André Frossard, Eugène Ionesco, Alain Peyrefitte...). Adresse du comité : 39, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy.

### o Georges Duhamel et l'Europe

Un colloque international organisé par l'Association des amis de Georges Duhamel et de l'abbaye de Cîteaux et le Centre d'études et de recherches duhaméliennes de l'université Paris-XII. L'histoire de l'Europe se tiendra le 3 février à l'Alliance française, 101, boulevard Raspail.

### o Précisions

Le livre de Maria Zambrano *les Clairières du bois*, dont « le Monde des livres » a rendu compte le 19 janvier, est coédité par les éditions de l'Eclat

et les Editions universitaires du Sud (Toulouse). C'est mercredi 21 mars à 18 h 30, et non le 1er comme nous l'avons indiqué par erreur dans « le Monde des livres » du 26 janvier, que se tiendra au Centre national des lettres une table ronde sur le thème « Que sont devenues les nouvelles revues ? ». Le *Mascarade des réves*, de Stéphane Breton (Calmann-Lévy), signalé dans « le Monde des livres » du 26 janvier sous la chronique de Georges Balandier, ne porte pas sur la Nouvelle-Calédonie, comme une coquille nous l'a fait écrire, mais sur la Nouvelle-Guinée.



A l'envers des mots, il y a le silence ; c'est lui qui en est à la fois la matière, le mouvement et la blessure. Le texte est composé des mots qui n'ont jamais été dits entre le père et le fils.

Pierre Lepape/Le Monde

On aurait envie de recopier des phrases entières de *Jour de silence à Tanger* pour donner la vraie saveur de ce livre qui est à la fois un poème, une longue lettre, une confidence, une confession, un chant antique et une œuvre de théâtre.

Michèle Gazier/Télérama

Tahar Ben Jelloun nous entraîne volontairement dans un domaine de richesse et de sensibilité intérieures.

André Brincourt/Le Figaro

Un récit poétique qui est un hymne filial et une célébration de la solitude.

Michel Caffier/L'Est républicain

du Seuil



QUAND la neige est absente, il ne faut pas désespérer : la syntaxe peut être aussi charmante que l'épaulée de madame Teste. A condition d'aimer autant que Samuel Beckett le travail du *Comment dire* (1).

Nul ne doute, s'il a eu de bons maîtres, que l'art de dire consiste à bien voir, puis à bien dire. « Bien vu, bien dit » au sommet d'une rédaction entraînait une assez jolie note et quelques blagues. « Bien », par exemple. Il fallait donc à Beckett un rien d'insolence pour choisir un titre comme *Mal vu, mal dit* (2), et s'appliquer à demander : « Comment dire ? » D'autant que les trahisons font bouler de neige : « Le déjà mal vu s'estompe ou mal revu s'annule. La tête trahit les traits yeux et le trait mot leurs trahisons. » Pas de surprise : bien, comme tel, n'apparaît qu'une fois ; entre deux points ; après un adverbe d'allure si ancienne qu'on pourrait douter de son existence. Comme ceci : « Sans que de l'une inspection à l'autre la bouche ait bougé le moindrement. Bien. » C'est que *moindre, le moins et le moindrement* sont les seuls signes auxquels on puisse faire confiance : « Moindre. Ah ! le beau seul mot. Moindre. » Disons-le, bien n'est qu'un « trait mot », égarant à plus d'un titre.

Il suffit d'ouvrir un dictionnaire pour s'en convaincre. Littré, par exemple, énumère des emplois de l'adverbe, sans qu'apparaisse à première (mal) vue l'ombre d'une relation. L'œil commence par « de la bonne manière » ; puis passe à « beaucoup, fort, très » ; puis à « environ, à peu près (on marcha bien quinze jours) » ; puis encore à « en effet, à la vérité ; formule de concession (ce sont bien là de bons philosophes, mais...) ». Le Petit Robert mentionne aussi cette possibilité ; mais ajoute une interprétation causale : « Il le fait bien, pourquoi pas moi ? puisqu'il le fait. » On conçoit clairement que bien puisse dissimuler quelques pièges ; ou trahisons.

HEUREUSEMENT, Antoine Culioli (3) a entrepris naguère de mettre un peu d'ordre dans l'apparent fatras ; tout en refusant de proposer même un essai de classement. On utilisera plusieurs exemples, d'excellentes analyses, et le concept de *parcours* ; un locuteur peut en effet construire une classe de valeurs, les parcourir et sélectionner

enfin une des valeurs comme appropriée.

D'emblée, on mettra en place un premier ensemble, que la tradition grammaticale n'a pas entièrement méconnu. Hypothèse d'école : si un critique d'antan avance « Balzac écrit bien », c'est qu'il a d'abord repéré une classe d'évaluation qui se développe de très bien à très mal en passant par bien, médiocrement et mal. Il parcourt cet ensemble, d'où découle la sélection d'un degré : *Balzac écrit bien*. Le critique peut aussi « risquer » une comparaison : « Gustave écrit mieux (ou plus rarement moins bien) qu'Honoré. » Dans tous ces cas, l'évaluation ne vise pas un instant la quantité, mais la qualité. D'un bon élève (quelle joie !), on ne dira pas que « il a beaucoup réussi son examen », mais que « il a (très ou fort) bien réussi ». On porte bel et bien un jugement sur la manière dont la chère tête blonde a travaillé.

Qu'il s'agisse là d'un adverbe de manière n'est pas douteux, puisqu'il est exclu d'ajouter un autre complément de manière. Dans son emploi qualificatif, bien est pourvu d'un antonyme, mal : *Ernest cuisine bien ; Ernest ne cuisine pas bien ; Ernest cuisine mal*. Une des provocations de Samuel Beckett, c'est de substituer *Comment mal dire ?* à classique *Comment bien dire ?*

Mais voici que surgit un autre courant ; mieux, une autre structure : avec ses rivaux *fort et très*, bien peut stipuler la seule intensité. Et se construire alors avec un adjectif (*bien content*), un participe passé adjectif (*bien fatigué*) ou un adverbe (*bien souvent*). Dans ce cas, bien interdit toute relation avec *très* (« nous étions très bien contents ») ; et ne supporte pas la négation, à la différence cette fois de *très* ou *fort* : on exclut donc « nous n'étions pas bien contents » au profit de « nous n'étions pas très contents ».

Cela dit, la syntaxe se manifeste pour accuser encore les frontières. Avec un participe passé, bien évince tous ses concurrents (quel bonheur !) et s'installe seul en face de *beaucoup*. Plutôt triste, un Français pourra constater : « Nous n'avons pas beaucoup ri » ; mais, Dieu merci, il échappe à ceci : « Nous avons mal ri. » Dans cet emploi quantitatif, il apparaît que *mal* ne peut plus être tenu pour l'antonyme de *bien*.

Il faut continuer. L'horrible bien frelote encore plusieurs trahisons, comme en témoigne l'ambiguïté de cette phrase : « En ce moment, les

devant « les tomates que je trouve bien un peu chères », je peux hésiter ou méditer sur la hausse des prix, la baisse du pouvoir d'achat ou les faiblesses de quelque ministre en rage d'hérédité, et pourtant passer outre. Et du coup aussi mettre en lumière l'interprétation concessive de la proposition : « Bien que je les trouve un peu chères, je les achète, vos tomates. » Ça peut toujours servir.

Avec bien, quasi synonyme de *en vérité, effectivement, ou réellement*, le locuteur change de modalité ou de perspective. Il ne s'agit plus de prendre en compte une opinion sur la réalité, mais la réalité elle-même. Et c'est toujours un peu plus compliqué. Selon Antoine Culioli, trois interprétations sont ouvertes pour « Paul a bien envoyé une lettre au président » : mais trois

adverbes permettent de les distinguer. D'abord, on pourra utiliser la phrase pour une simple confirmation : « Paul a bien (réellement) envoyé une lettre. » Par ailleurs, cette même phrase permet aussi de mettre en avant un argument irréfutable, d'orientation positive et plutôt polémique. Comme le manifeste la conjonction, la relation de causalité est alors fondamentale : « Puisqu'il a vraiment envoyé une lettre au président, pourquoi pas moi ? »

BELLE indifférente, la syntaxe autorise, avec la même simplicité, l'expression de la tristesse, ou de l'échec, ce que montre la troisième glose : « Parmi les actions et tentatives possibles (téléphoner, écrire au journal, etc.), il a choisi d'envoyer une lettre au président, mais cela n'a rien donné. (Il a effectivement choisi d'envoyer une lettre, mais sans succès.) » Tout à l'heure, la concession s'articulait au parcours des probabilités ; maintenant, elle se fonde sur l'examen des possibilités : « Bien qu'il ait choisi d'envoyer une lettre au président, cela n'a rien donné. » L'évaluation de l'argument est négative ; et pourtant, dans tous ces exemples, mal est totalement exclu.

Comme Samuel Beckett, et pour éviter le pire, on peut aussi s'obstiner à parcourir tous les possibles, à s'interroger sans cesse sans parvenir à conclure, à finir. Voici donc la fin de *Mal vu, mal dit* où, comme le dit fort bien Alain Badiou (4), « se gagne l'instinct du bonheur dans le très bref temps laborieux d'une visitation du vide » : « Comment pour en finir enfin une dernière fois mal dire ? » C'est alors que surgit enfin le chant, le temps, du soufisme : « Première dernière seconde. Pourvu qu'il en reste encore assez pour tout dévorer. Goulument seconde par seconde. Ciel terre et tout le baccalan. Plus miette de charogne mille part. Léchées babinas baste. Non. Encore une seconde. Rien qu'une. Le temps d'aspirer ce vide. Connaître le bonheur. » Mal vu, mal dit ?

- (1) Samuel Beckett, *Comment dire ?* (1989). Tiré à part des Éditions de Minuit pour la librairie Compagnie à Paris.
- (2) Samuel Beckett, *Mal vu, mal dit* (1981). Éditions de Minuit.
- (3) Antoine Culioli, « Valeurs modales et opérations énonciatives » dans *La Française moderne*, n° 4, octobre 1978. Éditions d'Arroy.
- (4) Alain Badiou, *Samuel Beckett : l'écriture du générique et l'écriture. Les Conférences du perroquet*, n° 21, juin 1989 (BP 14, 75462 Paris CEDEX 10).

## LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



## L'horrible bien

## SOCIÉTÉ Charités en question

Pour qui, pourquoi, où et comment ? Plusieurs livres s'interrogent sur les objectifs, les acteurs et les moyens de l'aide humanitaire

**LES BONNES AFFAIRES DE LA CHARITÉ** de Fabienne Messica. Plon, 209 p., 98 F.

**LA SUBVERSION HUMANITAIRE** Les bonnes œuvres du CCFD de Michel Algrin. Jean Picollet, 271 p., 100 F.

**LES RISQUES DE LA SOLIDARITÉ** de Bernard Holzer. Fayard, 241 p., 85 F.

**L'AIDE HUMANITAIRE ENTRE LA POLITIQUE ET LES AFFAIRES** de Charles Condaminas. L'Harmattan, 234 p., 134 F.

**CHARITÉ ET POUVOIRS PUBLICS** Ouvrage collectif. S.O.S., 223 p., 95 F.

« Secondée par des civilisateurs en blouse blanche qui ont troqué le missel contre un certificat en médecine, la charité déployée sur nos écrans l'image de nègres assistés ou de nos pauvres nationaux (...). De nouvelles organisations aux finalités dérisoires, mais à l'impact grandissant, développent toute une surenchère sur la charité (...). Paradoxalement, le discours sur la charité, même ciblé sur le tiers-monde, a pour effet de concilier la main tendue avec un repli permanent (...). Elle devient ainsi l'outil d'une véritable perversion des valeurs à des fins conservatrices. »

Dans les *Bonnes Affaires de la charité*, Fabienne Messica conduit une enquête pénétrante, et souvent iconoclaste, du côté de cette nouvelle génération d'organisations non gouvernementales qui sont à l'avant-garde du débat et de l'action humanitaires en France. L'auteur (qui

ne cache pas ses sympathies tiers-mondistes) montre leur rôle dans l'avènement d'un « nouvel humanitarisme » plutôt simpliste, mais particulièrement valorisant et déculpabilisant pour l'Occident.

Fabienne Messica met en lumière les motivations idéologiques de l'offensive que l'extrême droite et les libéraux déclenchèrent, au début des années 80 en France, contre le tiers-mondisme ; avec le soutien de la presse, de milieux politiques et intellectuels et de certaines organisations humanitaires ; à commencer par Médecins sans frontières et sa fondation Libertés sans frontières.

A travers l'exemple du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCCFD), cible favorite de cette « chasse aux sorcières », Fabienne Messica montre la volonté systématique de ces milieux d'assimiler une certaine charité chrétienne à la « subversion marxiste ». Toute contribution à des mouvements plus ou moins « révolutionnaires », fût-ce au nom de la mission morale et sociale de l'Eglise, et par le biais de programmes d'aide exclusivement destinés aux populations civiles, fait l'objet de véhémentes dénégations. C'est l'ensemble du courant progressiste de la chrétienté, à commencer par la théologie (latino-américaine) de la libération, que l'on s'est ainsi efforcé — avec un certain succès — de discréditer.

Un autre ouvrage, *La Subversion humanitaire*, sous-titré *Les bonnes œuvres du CCFD*, illustre cette approche de façon quasi obsessionnelle. Et sa couverture, qui reproduit une affiche de la révolution sandiniste où l'ombre portée d'un Christ crucifié dessine un guerillero l'arme au

poing, résume l'essentiel. Dans le droit fil des campagnes de la droite sur le même thème, Michel Algrin, fondateur de l'Institut d'études stratégiques et politiques, s'attache principalement à démontrer que la générosité des catholiques français, manipulée par le CCFD, sert « objectivement » à des opérations de subversion marxiste.

### Les rapports Nord-Sud

Dans les *Risques de la solidarité*, le principal accusé, Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD, répond à ces attaques ; et, au-delà, approfondit sa réflexion sur les rapports Nord-Sud. Patron de la plus grosse organisation non gouvernementale française (le CCFD regroupe une vingtaine de mouvements associés à l'Eglise), Bernard Holzer semble parfois apporter de l'eau au moulin de ses détracteurs.

Par exemple, lorsqu'il justifie l'aide à des populations contrôlées par la SWAPO, le Polisario ou d'autres mouvements de libération. Mais en précisant : « Quand nous aidons quelqu'un, nous ne nous soucions pas par lui demander sa carte de parti. » Et en soulignant que dans la plupart des cas ces populations sont aussi assistées par les Nations unies. Les détracteurs du CCFD, souligne Holzer, travestissent grossièrement la réalité en s'acharnant sur quelques cas (« moins d'un pour cent » du total), alors que le comité soutient plus de 500 projets dans près de 100 pays ; et que ces projets servent avant tout à consolider l'existence, la démocratie et les libertés.

Pour Holzer, la formule célèbre de l'évêque brésilien Dom Helder Câmara : « Quand j'aide

les pauvres, on dit que je suis un saint, mais quand j'explique pourquoi ils sont pauvres, on me traite de communiste » résume bien le caractère spéculatif de cette polémique. Il n'en reste pas moins qu'elle a fait grand tort à la cause de l'aide au tiers-monde.

Dans *L'Aide humanitaire entre la politique et les affaires*, Charles Condaminas dresse un tableau détaillé de la charité/solidarité française, publique et privée, en matière d'aide et de coopération. Qu'est-ce qu'une ONG ? Quels sont ses rapports avec le pouvoir ? D'où vient l'argent et où va-t-il ? Par une approche à la fois historique, explicative et comparative, Charles Condaminas, références et statistiques à l'appui, répond à ces questions.

Entre autres enseignements, il en ressort que le tapage médiatique qui s'attache parfois aux missions humanitaires ne doit pas faire oublier le faible degré de générosité des Français en la matière. A une très forte majorité, on continue en France à tout attendre de l'Etat, et à considérer comme secondaire la contribution volontaire aux causes humanitaires. L'auteur le montre si bien que l'on regrette parfois de ne pas être norvégien, et dix fois plus généreux en matière d'aide privée que le Français moyen.

Enfin, pour approfondir la réflexion sur ces questions, tout particulièrement dans le domaine des relations entre l'Etat et les organisations caritatives, on pourra consulter utilement *Charité et pouvoirs publics*, un ouvrage rassemblant les travaux d'une cinquantaine de personnalités : théologues, juristes et représentants des pouvoirs publics.

R.-P. Puygaur

## ESSAI Au nom du Père

Pierre Legendre poursuit sa réflexion sur le fondement des grands interdits sociaux

**LE CRIME DU CAPORAL LORTIE** de Pierre Legendre, Fayard, 177 p., 98 F.

« Nous avons à repenser l'interdit du meurtre dans l'humanité, c'est-à-dire à repenser avec ce qui fonde cet interdit : la représentation du Père ou celle des montages législatifs d'une société. » A travers le cas de Denis Lortie, jeune caporal de l'armée canadienne qui, en 1984, tua trois personnes et en blessa huit en tirant au hasard dans les couloirs de l'Assemblée nationale du Québec, Pierre Legendre poursuit sa réflexion, au carrefour du droit et de la psychanalyse, sur l'une des questions fondamentales des sociétés humaines : pourquoi des lois ?

L'auteur rappelle que deux termes nous servent à désigner la « tragédie » de l'humanité, ou encore le « gouffre » auquel elle est livrée quand est franchie la frontière interdite : l'inceste et le meurtre. Sur l'interdit de l'inceste, Pierre Legendre s'est longuement expliqué dans ses précédents livres (cf. notre entretien dans *Le Monde* du 6 mai 1988). Quant à l'interdit du meurtre, dont l'une des grandes figures mythiques est en Occident le geste de Cain et dont l'image historique majeure est celle des crimes nazis, il l'analyse à l'aide du concept de parricide, qu'il illustre indirectement l'acte du caporal Lortie : « Le gouvernement du Québec, a dit en effet celui-ci, avait le visage de mon père. »

Sans entrer dans le détail d'une démonstration complexe et souvent difficile d'accès pour ceux qui ne sont pas familiarisés avec le langage de Pierre Legendre, on rappellera seulement que pour l'auteur « l'institution du suzerain », c'est-à-dire la naissance

de l'homme en tant qu'homme, suppose qu'à chaque génération soit défait ce qu'Édipe appelle, à propos de Violette Nozière, « l'affreux nœud de serpents des liens du sang » ; autrement dit, qu'il lui soit permis de tuer son père. C'est ce que Freud a pensé sous l'expression de « meurtre du Père » et que Pierre Legendre redéfinit en montrant avec précision comment jône la « fonction de la limite », qui fait obstacle au meurtre et impose « l'impératif de différenciation ».

L'encre du caporal Lortie, comme celle des nazis, est d'avoir contourné meurtre réel et meurtre métaphorique, d'avoir procédé à une « délégitimation du rapport au père ». Chemin faisant, Pierre Legendre décrit bien le rôle de la presse, des psychiatres, et du juge dont l'office « se ramène à la défense du principe de paternité ». *Le Crime du caporal Lortie*, sous-titré *Traité sur le Père*, n'est pas seulement l'analyse exemplaire d'une affaire judiciaire, mais aussi un jalon important dans la construction d'une œuvre dont la puissance et la cohérence s'affirment de plus en plus nettement.

Thomas Fereenci

100.000 LIVRES  
EN STOCK  
5 CATALOGUES PAR AN  
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
125, rue de la Pompe 75116 PARIS

150



40 Marchés financiers  
41 Bourse de Paris

## L'état économique de l'Union

## La conjoncture américaine est beaucoup moins favorable

**BERNARD MARTIN**  
Lire la suite page 33

d'année n'a surpris personne. Depuis plusieurs semaines, la longue liste de sociétés affichant des résultats en baisse, voire « en rouge », s'allonge. Et tous les secteurs de l'industrie manufacturière comme des services semblent touchés, y compris l'informatique et la finance, longtemps créatrices

Year	Percentage of Population Aged 65 and Over
1950	7.0
1955	7.5
1960	8.0
1965	8.5
1970	9.0
1975	9.5
1980	10.0
1985	11.0
1990	12.0

## La Banque de France concentre son réseau et modernise ses activités

du gardiennage on de l'entretien, notamment), dont le tiers exerceait une activité à temps partiel. Ces derniers feront l'objet d'un plan social avec des possibilités de reclassement. Les modifications du réseau de la région parisienne seront traitées par un groupe de travail spécifique.

« Cette mesure, dit la baisse des fermiers d'établissements locaux a encouragé les syndicats à maintenir la pression. Le SINA entend réduire le plus possible les disparités d'établissements locaux alors que la CFIC estime qu'*au moins un tiers*'. Il ne serait pas impossible, murmure-t-on dans les couloirs de la vénérable institution de la rue de

A la direction de la Banque de France, on insiste sur la nécessité de conserver un « réseau dense » d'établissements locaux et l'on assure qu'aucun autre projet de reorganisation n'est prévu. « Nous avons la chance de disposer d'un personnel jeune - sa moyenne d'âge est de 32 ans - et d'être

d'âge est de trente-cinq ans - possédant une très bonne formation. Il faut qu'il puisse prendre davantage d'initiatives dans son activité quotidienne et qu'il y ait plus de dialogue », souligne-t-on dans l'entourage du gouverneur. Il est vrai que le plan d'entreprise a reçu un accueil plutôt favorable des syndicats. L'ère du tri manuel des billets est, en effet, révolue. Désormais, la Banque doit réorienter la formation de son personnel pour s'adapter à la gestion informatisée.

(1) Il s'agit des comptoirs suivants : l'Aigle, Châteauneuf, Châtelain, Dôle, Dourenne, Fécamp, Gournay, Harcourt, Hanclorey, Lévys, Marnet, Orléans-Sainte-Marie, Redon, Riom, Saint-Dizier, Saverne, Sedan, Tarare, Tol, Vicron, Villefranche-de-Rouergue et Villeneuve-sur-Lot.

**CAMPAGNE D'INFORMATION :  
2<sup>e</sup> LIGNE DU TRAMWAY NANTAIS**



1. - Dénomination et adresse de l'organisme qui passe le marché :  
**SEMITAN, 3, rue Bellier, 44046 NANTES CEDEX**  
**Tél. : 40-29-99-00**  
agissant au nom et pour le compte du :  
**Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple**  
**de l'Agglomération Nantaise (SIMAN)**
2. - Mode de passation choisi : appel d'offres restreint.
3. - Objet du marché : définition d'une stratégie de communication dans le cadre de la réalisation de la 2<sup>e</sup> ligne sud du tramway dans l'agglomération nantaise et réalisation de la méthodologie proposée.
4. - Période d'intervention : mars 1990 à fin 1992.
5. - Mode de passation du marché :  
Le marché sera passé avec une agence seule ou avec un groupement d'agences solidaires, représentés dans ce cas par un mandataire. Ce marché est susceptible de reconduction.
6. - Date limite de réception des candidatures :  
Les dossiers des candidatures devront parvenir à la SEMITAN au plus tard le 14 février 1990 ; ils pourront être adressés soit par poste, soit directement contre récépissé.
7. - Renseignements et justifications demandés :  
Les candidats devront justifier leurs qualifications en remplissant une fiche de renseignements prévue à l'article n° 251 du code des marchés publics, qu'ils pourront se procurer auprès de la SEMITAN. Une attention particulière sera donnée à l'expérience des candidats en matière de communication avec les collectivités locales.
8. - Où obtenir des renseignements :  
Les demandes de renseignements pourront être adressées à la SEMITAN, auprès de M. Alain WEBER (tél. : 40-29-99-00).  
Date d'envoi de l'avis d'appel aux publications chargées de l'insertion : 24 janvier 1990.



**Le Monde**  
**PUBLICITÉ**  
**FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

ESSAI  
nom du Père

**Abstract** The purpose of this study was to determine the effect of a 12-week training program on the physical fitness of 10-year-old children. The study was conducted in a primary school in the city of Ankara, Turkey. The study group consisted of 20 children (10 boys and 10 girls) who were randomly selected from the 10-year-old children in the school. The children were divided into two groups: a control group and an experimental group. The control group did not participate in any physical activity during the 12-week period, while the experimental group participated in a 12-week training program. The training program consisted of three sessions per week, each lasting 30 minutes. The sessions included aerobic exercises, strength training, and flexibility exercises. The physical fitness of the children was measured at the beginning and at the end of the 12-week period. The measurements included heart rate, blood pressure, body mass index (BMI), and physical fitness test results. The results of the study showed that the experimental group had significantly higher heart rates, blood pressures, and BMI values at the end of the 12-week period compared to the control group. Additionally, the experimental group showed significant improvements in their physical fitness test results. The study concluded that a 12-week training program can improve the physical fitness of 10-year-old children.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

... ..

... ..

SECRET

1990年12月

[illegible]

\_\_\_\_\_

... ..

1990年12月

\_\_\_\_\_



... (faint, illegible text) ...

1

[illegible][illegible]

47.  $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2} = -\frac{1}{2} \log 2 = -\frac{1}{2} \times 0.3010 = -0.1505$   
 48.  $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2} = -\frac{1}{2} \log 2 = -\frac{1}{2} \times 0.3010 = -0.1505$   
 49.  $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2} = -\frac{1}{2} \log 2 = -\frac{1}{2} \times 0.3010 = -0.1505$   
 50.  $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2} = -\frac{1}{2} \log 2 = -\frac{1}{2} \times 0.3010 = -0.1505$

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

... ..

11

1







السؤال الأول

# ÉCONOMIE

Les difficultés de la nouvelle génération de centrales nucléaires

## Un surcoût de 4 milliards de francs pour les réacteurs de 1 300 mégawatts

« Si les réacteurs de 1 300 mégawatts avaient eu, l'an dernier, la même disponibilité qu'en 1988, on aurait pu produire 10 milliards de kilowatts-heure et économiser ainsi 1 milliard de francs. » Les propos tenus par M. Jean Bergougnoux, directeur général d'EDF, lors de la conférence annuelle d'Electricité de France, mardi 30 janvier, se voulaient rassurants. Mais ils cachent en fait une réalité moins souriante.

Depuis quelque temps, en effet, les réacteurs de 1 300 mégawatts, dont on pensait qu'ils seraient les Rolls du parc électro-nucléaire français, présentent quelques défauts qui donnent bien des soucis aux ingénieurs et aux économistes d'EDF. Au premier rang d'entre eux, la découverte surprenante de contraintes anormales, suivies de corrosion pouvant donner lieu à des fuites d'eau, sur les tubes des générateurs de vapeur du réacteur.

importun, de lents processus d'oxydation. Les bords gonflent, ressemblant à leur tour à des tubes qui bientôt ne fonctionnent plus dans des conditions normales, d'où la nécessité d'une intervention rapide.

Seules solutions : nettoyer préventivement par jet d'eau sous pression ou nettoyage chimique les générateurs de centrales incriminées - ce qui a été fait sur certaines tranches de Cattenom, Golfech et Penly - et boucher, si nécessaire, les tubes concernés (une centaine en tout sur les cinq mille deux cents qui contiennent chaque générateur de vapeur). Une opération que les techniciens du nucléaire connaissent bien, puisqu'ils l'ont pratiquée à de nombreuses reprises sur les réacteurs de 900 mégawatts.

**Les bonnes mystérieuses**

Seule différence, mais de taille, ces opérations ont été faites sur des réacteurs qui fonctionnaient depuis plusieurs années, alors que ceux de 1 300 mégawatts sont en cours de démarrage. Pas étonnant, donc, que l'on s'interroge à EDF, d'autant que les spécialistes s'interrogent sur l'origine de ces bords. D'où proviennent-elles ? Pourquoi s'accumulent-elles ? S'agit-il d'un problème de fabrication, de la conséquence d'un traitement de surface ? Les phénomènes hydrauliques dans les réacteurs de 1 300 mégawatts sont le siège d'un bloc progressif. Comment, alors, du fait de ce dépôt

Non pas que ce problème de générateur de vapeur remette en cause la sécurité de ces centrales. Au pire, elles peuvent fonctionner en toute sécurité avec 10 % de leurs tubes bouchés (1). Mais plus simplement parce qu'entre les contrôles de tous les réacteurs de 1 300 mégawatts d'ici l'été, le nettoyage des générateurs, le bouchage des tubes et le manque à gagner dû aux arrêts prolongés (1 à 3 millions de francs par jour) EDF va « vraisemblablement » devoir régler une facture de « 3,5 à 4 milliards de francs sur trois ans », selon M. Bergougnoux.

Au moment où l'entreprise annonce 4 milliards de francs de déficit, la facture n'a rien d'anodin, même si le directeur général d'EDF considère que les réacteurs de 1 300 mégawatts sont victimes d'un « défaut de jeunesse qui ne remet nullement en cause leur compétitivité, mais qui exigera des dépenses supplémentaires ». Peut-être un peu plus qu'on ne le dit lorsque l'on songe que certains turboalternateurs de ces centrales connaissent également des problèmes de « problèmes de masse » et que les 900 mégawatts sont actuellement l'objet de coûteuses réparations : remplacement des générateurs de vapeur de 24 réacteurs (350 millions de francs par tranche) et réparation de 41 rotors de turboalternateurs (10 millions de francs pièce).

J.-F. A.

(1) Le pourcentage des tubes à boucher sur les 1 300 varie de 0,4 à 4 %.

Grâce à des efforts de gestion et à une bonne conjoncture pétrolière

## Elf Aquitaine annonce de très bons résultats pour 1989

« Les résultats d'Elf Aquitaine pour 1989 sont très bons. » C'est en ces termes que M. Loïc Le Floch-Prigent, président depuis juillet 1989, a ouvert, le 30 janvier, sa première conférence de presse après sept mois de réflexion sur les hommes et la stratégie du groupe.

Selon ces éléments provisoires, la marge brute d'autofinancement du premier pétrolier français devrait s'accroître de 20 % (50 % par rapport à 1987) pour passer à 23,5 milliards de francs - dont 17 milliards provenant des hydrocarbures (+39,4 %). Déduction faite des intérêts minoritaires, le bénéfice net consolidé du groupe devrait, lui, dépasser 10 milliards de francs (+40 %) pour un chiffre d'affaires (146 milliards) en hausse de 15,8 %. Ce chiffre tient compte d'une dépréciation exceptionnelle de 3 milliards des actifs de la filiale américaine Texas Gulf, décidée pour intégrer des éléments nouveaux (perspective de production et de prix, rythmes d'amortissements, provisions liées aux réglementations), ce qui ramène le montant des profits consolidés au voisinage des précédents (7,2 milliards pour 1988). M. Le Floch a précisé qu'il n'avait pas l'intention de vendre Texas Gulf.

Selon lui, la très bonne tenue des prix du pétrole et le développement de nos productions dans l'exploration ont conduit à une croissance très significative de nos résultats dans ce secteur. Ainsi, pour la première fois, la production d'Elf s'est élevée à 40,6 millions de tonnes d'équivalent pétrole (+12,8 %).

**Trois priorités**

La marge brute d'autofinancement de la branche exploration-production devrait donc augmenter de plus de 50 %, le bénéfice, lui, étant appelé à pratiquement doubler.

Dans le secteur raffinage-distribution, le groupe a recueilli les effets de sa gestion et profite des effets d'une bonne tenue des marges de raffinage. Ce sans compter l'impact positif des variations de prix sur les stocks (+1 milliard de francs). La chimie d'Elf, elle aussi, contribue à l'augmentation des profits, même si les prix et les marchés se sont tassés en cours d'année dans la pétrochimie. Le secteur « hygiène-santé », pour la troisième année consécutive, a enregistré un résultat en progrès de plus de 20 %.

Pour l'avenir, M. Le Floch-Prigent a fixé au groupe trois objectifs stratégiques prioritaires. Elf va devoir en premier lieu accroître ses réserves. A cet égard, le président d'Elf Aquitaine a donné le résultat des récents travaux de recherche menés par le groupe, avec deux découvertes au

Gabon (huile in shore, permis d'Ogooné, et off shore, permis d'Eyena) de plusieurs millions de tonnes ; une autre en Angola (off shore) ; une confirmation de découverte au Congo. L'exploration a enfin permis de trouver des indices d'huile en Syrie. Cette dernière découverte est très importante dans la mesure où le président Le Floch-Prigent veut constituer au Moyen-Orient un troisième pôle d'activité après ceux d'Afrique noire et de la mer du Nord.

Deuxième objectif : l'internationalisation des activités en aval. M. Le Floch a ainsi annoncé l'acquisition des activités raffinage-distribution britanniques de la compagnie américaine Amoco pour un prix confidentiel (nos dernières éditions du 31 janvier). Elf va désormais détenir 4 % (au lieu de 2 %) du marché britannique et pourra étendre son réseau de 450 à 700 stations-service.

L'internationalisation passe également par le renforcement de la branche chimie. Grosso d'une bonne moitié des actifs d'Orkem et de la firme américaine Penwalt, la chimie d'Elf va peser 25 % plus lourd et ses activités de base ne représenteront plus que 40 % de l'ensemble (75 % pour Exxon, 85 % pour Shell).

La filiale Sanofi (hygiène-santé) participera à cette internationalisation. Elle vient déjà, tour à tour, de racheter aux Etats-Unis les parfums Stern et le fameux fabricant d'arômes Continental Flavors and

Fragrances (CFF). Cette année, Sanofi devrait enregistrer une augmentation de 21,2 % de son chiffre d'affaires, qui passera à 20 milliards de francs.

La nouvelle filière de l'Est n'est pas négligée et, en URSS, Elf négocie actuellement pour louer les bases d'un partenariat, non seulement dans l'exploration-production, mais également dans la chimie et les cosmétiques.

Troisième axe stratégique : M. Le Floch déplore la sous-évaluation boursière de l'action de son groupe et envisage de porter celle-ci à un niveau « plus compatible avec sa valeur réelle ». Il reconnaît toutefois que la fixation du dividende, un élément important d'appréciation financière, dépend avant tout des actionnaires.

Il y a un an, M. Michel Pequeux, président PDG d'Elf Aquitaine, estimait n'avoir pas globalement de soucis (le Monde du 7 février 1989). La seule préoccupation de son successeur est, semble-t-il, de mener une politique responsable en matière d'acquisition.

« Nous devons poursuivre les efforts d'implantations internationales notamment dans la chimie, mais il y a des limites financières que nous ne transgresserons pas. Un coup de patte à Rhône-Poulenc, son ancien fief, qui, dit-on, aurait payé trop cher son ticket d'entrée aux Etats-Unis en rachetant pour 5 milliards de dollars la firme pharmaceutique Rorer ?

A. D.

### SOCIAL

La réforme de la grille de la fonction publique

## FO claque la porte des négociations

Une scène digne du vaudeville s'est déroulée, jeudi 1<sup>er</sup> février, à 4 h 10, dans une salle de réunion, au sous-sol du ministère de la fonction publique, rue de Babylone, à Paris. Alors que les négociations sur la réforme de la grille sont officiellement suspendues depuis mercredi 22 heures, M. Roland Gaillard, le secrétaire général des fonctionnaires FO, ouvre la porte... et surprend des représentants de la FEN et de la CFDT en grande discussion avec des conseillers techniques du ministère, M. Michel Durafour. Quelques instants plus tard, il revient accompagné des membres de sa délégation.

« Nous n'acceptons pas de négocier sur des bases piégées, nous n'entendons pas participer à cette mascarade », lance-t-il avant de quitter les lieux.

Nous n'avons rien à cacher et d'ailleurs, il ne s'agit pas de négociations. Nous expliquons simplement au gouvernement nos propositions pour le classement des ouvriers professionnels de la fonction publique », protestait un peu plus tard M<sup>me</sup> Martine Le Gal et M. Jean-Louis Andrieu (FEN). A la CFDT, M<sup>me</sup> Marie-Jo Le Goff s'amusait quelque peu de cet « esclandre » et faisait remarquer que « depuis le début, M. Gaillard cherchait un prétexte pour quitter la négociation », qui devrait prendre fin jeudi. Dès lundi soir, la CGT avait dénoncé elle aussi une « mascarade », quitté la salle. Elle avait fait son retour mercredi... pour repartir aussitôt.

Le « groupe des cinq » (CFDT, FEN, Automates, CFTC, CFE-CGC) qui reste désormais seul en piste s'est-il donc négocié en catimini ? Certes, après cinquante heures de discussions particulièrement techniques, on peut comprendre le geste de mauvaise humeur de M. Gaillard qui, de plus, a toujours considéré toute réforme de la fonction publique avec la plus grande méfiance. Néanmoins, le représentant de FO fait d'ignorer que l'existence de discrets contacts bilatéraux avant et pendant une négociation font souvent partie du jeu. Les pourparlers autour de la convention médicale, où FO est impliquée, l'ont récemment confirmé. Désormais, FO risque de s'exclure de l'application d'un éventuel accord qui répartira plus de 35 milliards de francs sur sept ans. Or, s'il est vrai que certains syndicats de la CFDT (finances, transports) sont hostiles à la signature, d'autres au sein de FO y seraient plutôt favorables...

J.-M. N.

## La conjoncture américaine moins favorable

Suite de la page 31

Quand l'économie tourne au ralenti, que les marges bénéficiaires (exprimées en termes de bénéfice d'exploitation) sont au plus bas depuis 1974 et que, dans le même temps, l'inflation refuse de décroître, les études de leurs experts... cette situation porte un nom : stagflation.

De plus en plus, le vocabulaire remplacé l'« atterrissage en douceur » et la « croissance molle » de ces derniers mois. Et les récentes statistiques faisant état d'une surprenante bonne tenue des commandes de biens durables à la fin de l'année dernière, puis d'une nette reprise des commandes de machines-outils en décembre (la chute pour l'ensemble de l'année dépasse cependant 21 %) ne compensent pas un sentiment général de malaise, aggravé par une série de mini-crachs à répétition à Wall Street alors que les taux d'intérêt demeurent désespérément élevés.

A cet égard 0,5 % de la croissance du PNB américain fin 1989, paradoxalement c'était encore trop. En effet, certains Fed-watchers ont spécialisé à l'écoute permanente de la Réserve fédérale, priaient pour un taux proche de 0 %, qui aurait peut-être incité la banque centrale à desserrer son emprise sur les taux et, parant, à injecter un minimum de liquidités dans un circuit économique grippé. Mais M. Alan Greenspan, le patron du Fed hérite encore. Le scénario des années 70, marqué par une grave récession et une inflation à des chiffres dont l'Amérique a eu toutes les peines du monde à se sortir, est encore dans les esprits.

Lâcher brutalement les vannes du crédit reviendrait à relancer la consommation, mais une telle décision aboutirait à accroître un peu plus l'endettement, qui a atteint des niveaux astronomiques. Traditionnellement, l'Américain épargne peu et dépense beaucoup en recourant abondamment au crédit. La dette publique dépasse actuellement les 3 000 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter l'endettement des administrations et des municipalités, qui - pour ces dernières - confrontées à d'énormes problèmes de sociétés (drogue, éducation...) sont incapables de boucler leur budget.

Jusqu'à présent, l'Etat avait réussi sans trop de problèmes à faire financer ses déficits par les investisseurs étrangers, notamment les Japonais qui, trop contents d'exercer ainsi un moyen de pression très efficace sur les négociations commerciales avec les Etats-Unis, acceptaient de bon gré de souscrire, à eux seuls, jusqu'à 40 % des émissions du Trésor américain. Mais ces derniers jours, les financiers japonais, prétextant que le différentiel de taux d'intérêt entre les deux pays devenait beaucoup

moins intéressant, ont manifesté quelque réticence à engager ces mêmes bons du Trésor, ce qui a entraîné un sérieux coup de torchon à Wall Street.

« Il s'agit là d'une réaction passagère », assure pourtant M. Gregory R. Valiente, directeur du Washington Research Group. « Le taux d'épargne va remonter aux Etats-Unis. Maintenant que les gens ont acheté l'essentiel des biens de consommation dont ils avaient besoin, ils vont commencer à économiser. Ne craignez pas pour les études de leurs enfants... De plus, le déficit budgétaire est certes important, mais il ne représente que 3 % du PNB américain actuellement, contre plus de 6 % au milieu des années 80 », fait-il valoir.

Chaud partisan d'une détente sur les taux, il pense que, lors de l'importante réunion qu'elle doit tenir les 6 et 7 février, la Réserve fédérale sera obligée de tenir compte des appels du pied que lui adressent à la fois l'économie et les marchés financiers. Les entreprises en ont besoin pour assainir leur situation financière. Les régions aussi car la mauvaise passe que traverse l'économie américaine est ressentie plus durement dans certaines zones géographiques (le Texas pénalisé par les conséquences de ses déboires pétroliers, la Nouvelle-Angleterre piégée par le marasme du marché immobilier...) et un autre facteur de préoccupation s'installe : la remontée du chômage. Déjà en décembre dernier, les créations d'emplois se sont sensiblement réduites. Au dernier trimestre, elles ne représentaient que 148 000 postes contre 264 000 en début d'année.

Le secteur industriel reste le plus touché par le chômage mais le temps des vaches maigres s'installe aussi dans d'autres secteurs, y compris à Wall Street, qui aura vu ses effectifs ramenés de 160 000 à 145 000 personnes en moins de deux ans. En trouquant définitivement le bureau Oval de la Maison Blanche pour son ranch, Ronald Reagan se vantait d'avoir créé quelque 30 millions d'emplois pendant les huit années de son administration. Un chiffre qui comprend, il est vrai, force marchands de pizzas et gardiens d'immeubles. Mais dans le même temps, l'Amérique des années 80 avait porté à un chiffre comparable - près de 35 millions - une population de 260 millions - le nombre de personnes contraintes de survivre en dessous du seuil de pauvreté. Sans prétendre présenter un budget « social » - le mot serait incongru ici - le président Bush aura certainement à cœur de ne pas aggraver cet autre aspect d'un bilan de moins en moins en demi-teinte.

SERGE MARTI

En créant la société Eurodynamics

## Thomson-CSF et British Aerospace s'associent pour la conception de systèmes d'armes tactiques

Le groupe français Thomson-CSF et l'entreprise britannique British Aerospace sont convenus de créer, à parts égales, une société baptisée Eurodynamics, qui réunira leur savoir-faire professionnel dans le domaine des missiles tactiques terrestres, navals ou aériens. Cette société européenne, qui coordonnera les activités de chacun de ses partenaires avec un chiffre d'affaires annuel attendu de 14 milliards de francs, sera la première du genre en matière de missiles tactiques.

Discutés depuis deux ans environ, la création d'Eurodynamics a été rendue possible par la décision du gouvernement britannique, à la fin de l'année dernière (le Monde du 12 décembre 1989), de s'associer à la France et à l'Italie sur le programme Eurosam de missiles contre-avions et antimissiles, de préférence à un projet concurrent dans le cadre de l'OTAN.

La Grande-Bretagne a décidé, en effet, de mener avec Eurosam la phase de définition - d'une durée

de deux ans - de son programme FAAMS (family of air-missile systems), qui correspond à un besoin d'embarquer des missiles antiaériens sur ses navires de guerre. Les partenaires industriels britanniques de l'Aérospatiale, Thomson-CSF (France) et Selenia (Italie) sont British Aerospace et Marconi Defence Systems.

A la différence de la société Eurosam, qui est spécialisée dans les systèmes d'armes surface-air pour la protection des navires de guerre et d'un corps blindé, la société mixte Eurodynamics pourra concevoir des missiles tactiques remplissant bien d'autres missions. Mais le gouvernement français a autorisé cette collaboration entre British Aerospace et Thomson-CSF (le Monde du 12 janvier) à partir du moment où le Royaume-Uni a signifié qu'il rejoignait le programme Eurosam et où il ne s'engagerait dans aucun projet rival de systèmes d'armes tactiques auquel, déjà, la société Aérospatiale participait.

**ACTIONNAIRES DE SUEZ,**  
à la tête du Groupe il y a des hommes.  
Découvrez-les dans le prochain

SUEZ MAGAZINE

le samedi 3 février à 10 h sur FR3  
le dimanche 4 février à 8 h 45 sur M6

Au sommaire :

Le rôle de la Compagnie Financière de Suez  
Les nouvelles du Groupe  
Le point financier

Une émission de la Direction de la Communication

Pour toute information, Suez Actionnaires,  
1, rue d'Alsace, 75008 Paris. Tél. : 40 06 64 00

Mémoires 3015 Suez

**L'UN GROUPE SUEZ**



# Le Monde L'IMMOBILIER

## appartements ventes

4<sup>e</sup> arrdt

**IMM. XVIII<sup>e</sup> 75 m<sup>2</sup>**  
SPLÉNDEUR VUE SUR HOTEL  
DES ARCHIVES NATIONALES  
Tél. : 42-22-49-76

7<sup>e</sup> arrdt

**M<sup>me</sup> DUBOC**  
Bel imm. pierre de t. et ch. gr.  
R. d. 2 ch. et 2 ch. entrées.  
cuis. bain. W.C. 80 m<sup>2</sup>  
E. square du Croix  
vendredi de 15 h à 16 h

15<sup>e</sup> arrdt

R. Falguère, face nouvel  
imm. à La Mairie 2/3 P.  
57 m<sup>2</sup>. Refait neuf. Très  
clair. Tél. : 42-22-49-14

91 - Essonne

**VERRES (91)**  
A 5 minutes de gare par  
voit. 4 ch. et 2 ch. entrées.  
cuis. bain. W.C. 80 m<sup>2</sup>  
E. square du Croix  
vendredi de 15 h à 16 h

92 Hauts-de-Seine

**NEUILLY BOIS**  
**70 m<sup>2</sup> + JARDIN**  
DÉCOR LUXE CONTEMPORAIN  
5 PLACES DE JOUR DE  
13 h à 15 h. 91 80  
MAURICE-BARRÈS

95 - Val-d'Oise

**CERGY (95)**  
Centre ville, dans résidence  
1983, grand standing de  
3 étages. F. 3. 74 m<sup>2</sup>. Au  
1<sup>er</sup> étage : cuisine, balcon  
cuis. chauffage à compo-  
sants. Gare RER, écoles.  
part. centre commercial  
3 Fontaines à 5 min. Pas de  
voies-vertes. Calme assuré  
Tél. : 30-38-07-12

appartements  
achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préf.  
P. 7, 14, 15, 18, 21, 22, 23,  
12<sup>e</sup> arr. et sous-traités.  
PNE COMPT. des notes  
48-73-48-07 m. s. s. s.

locations  
non meublées  
demandes

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préf.  
P. 7, 14, 15, 18, 21, 22, 23,  
12<sup>e</sup> arr. et sous-traités.  
PNE COMPT. des notes  
48-73-48-07 m. s. s. s.

Paris

**MASTER GROUP**  
47, rue Vanneau 75007 Paris  
reçu, pour cadres multibeso-  
ins et bureaux spora-  
diques ou meublés, du studio  
au 7 P. de stand.  
Tél. : 42-22-24-48

## locations meublées offres

Paris

**OSÉON 2 P. 45 m<sup>2</sup>** entiè-  
rement refait, cuis. équipée.  
6 000 F net  
48-78-50-57 ap. 9 h 30

Province

A louer Haute-Savoie  
AUX CARROZ-D'ARACHES  
250 km de Paris  
Salle tous niveaux  
Studio à côté pour 4 pers.  
Location à la semaine  
Tél. : 43-04-42-41

villas

ESPAGNE  
NORIA COSTA DEL SOL  
à vendre et louer villas.  
Agua, lujosidad.  
C/ La Cruz, 48  
29780 Nerja (Málaga)  
Tél. : 34-92/82-15-90  
Fax : 34-92/82-15-90

NICE

Cause départ, exceptionnel,  
magnifique villa pleine de  
chaleur, env. 180 m<sup>2</sup>, 4  
ch. et 2 ch. entrées, piscine  
indépendante, parking.  
400 m<sup>2</sup> env. jardin de rêve.  
Prix : 1 800 000 F  
48-22-09-90

viagers

**AV. INGRES (10<sup>e</sup>)**  
100 m<sup>2</sup> bel imm. pierre de t.  
occupé femme 82 ans.  
3 500 000 F + 30 000 F net.  
ETUDE NIE. 47-58-21-40

## bureaux

Locations

**GROUPE ASPAC**  
1<sup>er</sup> RESEAU NATIONAL  
DE CENTRES D'AFFAIRES  
Propre bureau et salles de  
réunion équipés tous confort  
et services : 181, 185, 187, 189,  
191, 193, 195, 197, 199, 201,  
203, 205, 207, 209, 211, 213,  
215, 217, 219, 221, 223, 225,  
227, 229, 231, 233, 235, 237,  
239, 241, 243, 245, 247, 249,  
251, 253, 255, 257, 259, 261,  
263, 265, 267, 269, 271, 273,  
275, 277, 279, 281, 283, 285,  
287, 289, 291, 293, 295, 297,  
299, 301, 303, 305, 307, 309,  
311, 313, 315, 317, 319, 321,  
323, 325, 327, 329, 331, 333,  
335, 337, 339, 341, 343, 345,  
347, 349, 351, 353, 355, 357,  
359, 361, 363, 365, 367, 369,  
371, 373, 375, 377, 379, 381,  
383, 385, 387, 389, 391, 393,  
395, 397, 399, 401, 403, 405,  
407, 409, 411, 413, 415, 417,  
419, 421, 423, 425, 427, 429,  
431, 433, 435, 437, 439, 441,  
443, 445, 447, 449, 451, 453,  
455, 457, 459, 461, 463, 465,  
467, 469, 471, 473, 475, 477,  
479, 481, 483, 485, 487, 489,  
491, 493, 495, 497, 499, 501,  
503, 505, 507, 509, 511, 513,  
515, 517, 519, 521, 523, 525,  
527, 529, 531, 533, 535, 537,  
539, 541, 543, 545, 547, 549,  
551, 553, 555, 557, 559, 561,  
563, 565, 567, 569, 571, 573,  
575, 577, 579, 581, 583, 585,  
587, 589, 591, 593, 595, 597,  
599, 601, 603, 605, 607, 609,  
611, 613, 615, 617, 619, 621,  
623, 625, 627, 629, 631, 633,  
635, 637, 639, 641, 643, 645,  
647, 649, 651, 653, 655, 657,  
659, 661, 663, 665, 667, 669,  
671, 673, 675, 677, 679, 681,  
683, 685, 687, 689, 691, 693,  
695, 697, 699, 701, 703, 705,  
707, 709, 711, 713, 715, 717,  
719, 721, 723, 725, 727, 729,  
731, 733, 735, 737, 739, 741,  
743, 745, 747, 749, 751, 753,  
755, 757, 759, 761, 763, 765,  
767, 769, 771, 773, 775, 777,  
779, 781, 783, 785, 787, 789,  
791, 793, 795, 797, 799, 801,  
803, 805, 807, 809, 811, 813,  
815, 817, 819, 821, 823, 825,  
827, 829, 831, 833, 835, 837,  
839, 841, 843, 845, 847, 849,  
851, 853, 855, 857, 859, 861,  
863, 865, 867, 869, 871, 873,  
875, 877, 879, 881, 883, 885,  
887, 889, 891, 893, 895, 897,  
899, 901, 903, 905, 907, 909,  
911, 913, 915, 917, 919, 921,  
923, 925, 927, 929, 931, 933,  
935, 937, 939, 941, 943, 945,  
947, 949, 951, 953, 955, 957,  
959, 961, 963, 965, 967, 969,  
971, 973, 975, 977, 979, 981,  
983, 985, 987, 989, 991, 993,  
995, 997, 999, 1001, 1003,  
1005, 1007, 1009, 1011, 1013,  
1015, 1017, 1019, 1021, 1023,  
1025, 1027, 1029, 1031, 1033,  
1035, 1037, 1039, 1041, 1043,  
1045, 1047, 1049, 1051, 1053,  
1055, 1057, 1059, 1061, 1063,  
1065, 1067, 1069, 1071, 1073,  
1075, 1077, 1079, 1081, 1083,  
1085, 1087, 1089, 1091, 1093,  
1095, 1097, 1099, 1101, 1103,  
1105, 1107, 1109, 1111, 1113,  
1115, 1117, 1119, 1121, 1123,  
1125, 1127, 1129, 1131, 1133,  
1135, 1137, 1139, 1141, 1143,  
1145, 1147, 1149, 1151, 1153,  
1155, 1157, 1159, 1161, 1163,  
1165, 1167, 1169, 1171, 1173,  
1175, 1177, 1179, 1181, 1183,  
1185, 1187, 1189, 1191, 1193,  
1195, 1197, 1199, 1201, 1203,  
1205, 1207, 1209, 1211, 1213,  
1215, 1217, 1219, 1221, 1223,  
1225, 1227, 1229, 1231, 1233,  
1235, 1237, 1239, 1241, 1243,  
1245, 1247, 1249, 1251, 1253,  
1255, 1257, 1259, 1261, 1263,  
1265, 1267, 1269, 1271, 1273,  
1275, 1277, 1279, 1281, 1283,  
1285, 1287, 1289, 1291, 1293,  
1295, 1297, 1299, 1301, 1303,  
1305, 1307, 1309, 1311, 1313,  
1315, 1317, 1319, 1321, 1323,  
1325, 1327, 1329, 1331, 1333,  
1335, 1337, 1339, 1341, 1343,  
1345, 1347, 1349, 1351, 1353,  
1355, 1357, 1359, 1361, 1363,  
1365, 1367, 1369, 1371, 1373,  
1375, 1377, 1379, 1381, 1383,  
1385, 1387, 1389, 1391, 1393,  
1395, 1397, 1399, 1401, 1403,  
1405, 1407, 1409, 1411, 1413,  
1415, 1417, 1419, 1421, 1423,  
1425, 1427, 1429, 1431, 1433,  
1435, 1437, 1439, 1441, 1443,  
1445, 1447, 1449, 1451, 1453,  
1455, 1457, 1459, 1461, 1463,  
1465, 1467, 1469, 1471, 1473,  
1475, 1477, 1479, 1481, 1483,  
1485, 1487, 1489, 1491, 1493,  
1495, 1497, 1499, 1501, 1503,  
1505, 1507, 1509, 1511, 1513,  
1515, 1517, 1519, 1521, 1523,  
1525, 1527, 1529, 1531, 1533,  
1535, 1537, 1539, 1541, 1543,  
1545, 1547, 1549, 1551, 1553,  
1555, 1557, 1559, 1561, 1563,  
1565, 1567, 1569, 1571, 1573,  
1575, 1577, 1579, 1581, 1583,  
1585, 1587, 1589, 1591, 1593,  
1595, 1597, 1599, 1601, 1603,  
1605, 1607, 1609, 1611, 1613,  
1615, 1617, 1619, 1621, 1623,  
1625, 1627, 1629, 1631, 1633,  
1635, 1637, 1639, 1641, 1643,  
1645, 1647, 1649, 1651, 1653,  
1655, 1657, 1659, 1661, 1663,  
1665, 1667, 1669, 1671, 1673,  
1675, 1677, 1679, 1681, 1683,  
1685, 1687, 1689, 1691, 1693,  
1695, 1697, 1699, 1701, 1703,  
1705, 1707, 1709, 1711, 1713,  
1715, 1717, 1719, 1721, 1723,  
1725, 1727, 1729, 1731, 1733,  
1735, 1737, 1739, 1741, 1743,  
1745, 1747, 1749, 1751, 1753,  
1755, 1757, 1759, 1761, 1763,  
1765, 1767, 1769, 1771, 1773,  
1775, 1777, 1779, 1781, 1783,  
1785, 1787, 1789, 1791, 1793,  
1795, 1797, 1799, 1801, 1803,  
1805, 1807, 1809, 1811, 1813,  
1815, 1817, 1819, 1821, 1823,  
1825, 1827, 1829, 1831, 1833,  
1835, 1837, 1839, 1841, 1843,  
1845, 1847, 1849, 1851, 1853,  
1855, 1857, 1859, 1861, 1863,  
1865, 1867, 1869, 1871, 1873,  
1875, 1877, 1879, 1881, 1883,  
1885, 1887, 1889, 1891, 1893,  
1895, 1897, 1899, 1901, 1903,  
1905, 1907, 1909, 1911, 1913,  
1915, 1917, 1919, 1921, 1923,  
1925, 1927, 1929, 1931, 1933,  
1935, 1937, 1939, 1941, 1943,  
1945, 1947, 1949, 1951, 1953,  
1955, 1957, 1959, 1961, 1963,  
1965, 1967, 1969, 1971, 1973,  
1975, 1977, 1979, 1981, 1983,  
1985, 1987, 1989, 1991, 1993,  
1995, 1997, 1999, 2001, 2003,  
2005, 2007, 2009, 2011, 2013,  
2015, 2017, 2019, 2021, 2023,  
2025, 2027, 2029, 2031, 2033,  
2035, 2037, 2039, 2041, 2043,  
2045, 2047, 2049, 2051, 2053,  
2055, 2057, 2059, 2061, 2063,  
2065, 2067, 2069, 2071, 2073,  
2075, 2077, 2079, 2081, 2083,  
2085, 2087, 2089, 2091, 2093,  
2095, 2097, 2099, 2101, 2103,  
2105, 2107, 2109, 2111, 2113,  
2115, 2117, 2119, 2121, 2123,  
2125, 2127, 2129, 2131, 2133,  
2135, 2137, 2139, 2141, 2143,  
2145, 2147, 2149, 2151, 2153,  
2155, 2157, 2159, 2161, 2163,  
2165, 2167, 2169, 2171, 2173,  
2175, 2177, 2179, 2181, 2183,  
2185, 2187, 2189, 2191, 2193,  
2195, 2197, 2199, 2201, 2203,  
2205, 2207, 2209, 2211, 2213,  
2215, 2217, 2219, 2221, 2223,  
2225, 2227, 2229, 2231, 2233,  
2235, 2237, 2239, 2241, 2243,  
2245, 2247, 2249, 2251, 2253,  
2255, 2257, 2259, 2261, 2263,  
2265, 2267, 2269, 2271, 2273,  
2275, 2277, 2279, 2281, 2283,  
2285, 2287, 2289, 2291, 2293,  
2295, 2297, 2299, 2301, 2303,  
2305, 2307, 2309, 2311, 2313,  
2315, 2317, 2319, 2321, 2323,  
2325, 2327, 2329, 2331, 2333,  
2335, 2337, 2339, 2341, 2343,  
2345, 2347, 2349, 2351, 2353,  
2355, 2357, 2359, 2361, 2363,  
2365, 2367, 2369, 2371, 2373,  
2375, 2377, 2379, 2381, 2383,  
2385, 2387, 2389, 2391, 2393,  
2395, 2397, 2399, 2401, 2403,  
2405, 2407, 2409, 2411, 2413,  
2415, 2417, 2419, 2421, 2423,  
2425, 2427, 2429, 2431, 2433,  
2435, 2437, 2439, 2441, 2443,  
2445, 2447, 2449, 2451, 2453,  
2455, 2457, 2459, 2461, 2463,  
2465, 2467, 2469, 2471, 2473,  
2475, 2477, 2479, 2481, 2483,  
2485, 2487, 2489, 2491, 2493,  
2495, 2497, 2499, 2501, 2503,  
2505, 2507, 2509, 2511, 2513,  
2515, 2517, 2519, 2521, 2523,  
2525, 2527, 2529, 2531, 2533,  
2535, 2537, 2539, 2541, 2543,  
2545, 2547, 2549, 2551, 2553,  
2555, 2557, 2559, 2561, 2563,  
2565, 2567, 2569, 2571, 2573,  
2575, 2577, 2579, 2581, 2583,  
2585, 2587, 2589, 2591, 2593,  
2595, 2597, 2599, 2601, 2603,  
2605, 2607, 2609, 2611, 2613,  
2615, 2617, 2619, 2621, 2623,  
2625, 2627, 2629, 2631, 2633,  
2635, 2637, 2639, 2641, 2643,  
2645, 2647, 2649, 2651, 2653,  
2655, 2657, 2659, 2661, 2663,  
2665, 2667, 2669, 2671, 2673,  
2675, 2677, 2679, 2681, 2683,  
2685, 2687, 2689, 2691, 2693,  
2695, 2697, 2699, 2701, 2703,  
2705, 2707, 2709, 2711, 2713,  
2715, 2717, 2719, 2721, 2723,  
2725, 2727, 2729, 2731, 2733,  
2735, 2737, 2739, 2741, 2743,  
2745, 2747, 2749, 2751, 2753,  
2755, 2757, 2759, 2761, 2763,  
2765, 2767, 2769, 2771, 2773,  
2775, 2777, 2779, 2781, 2783,  
2785, 2787, 2789, 2791, 2793,  
2795, 2797, 2799, 2801, 2803,  
2805, 2807, 2809, 2811, 2813,  
2815, 2817, 2819, 2821, 2823,  
2825, 2827, 2829, 2831, 2833,  
2835, 2837, 2839, 2841, 2843,  
2845, 2847, 2849, 2851, 2853,  
2855, 2857, 2859, 2861, 2863,  
2865, 2867, 2869, 2871, 2873,  
2875, 2877, 2879, 2881, 2883,  
2885, 2887, 2889, 2891, 2893,  
2895, 2897, 2899, 2901, 2903,  
2905, 2907, 2909, 2911, 2913,  
2915, 2917, 2919, 2921, 2923,  
2925, 2927, 2929, 2931, 2933,  
2935, 2937, 2939, 2941, 2943,  
2945, 2947, 2949, 2951, 2953,  
2955, 2957, 2959, 2961, 2963,  
2965, 2967, 2969, 2971, 2973,  
2975, 2977, 2979, 2981, 2983,  
2985, 2987, 2989, 2991, 2993,  
2995, 2997, 2999, 3001, 3003,  
3005, 3007, 3009, 3011, 3013,  
3015, 3017, 3019, 3021, 3023,  
3025, 3027, 3029, 3031, 3033,  
3035, 3037, 3039, 3041, 3043,  
3045, 3047, 3049, 3051, 3053,  
3055, 3057, 3059, 3061, 3063,  
3065, 3067, 3069, 3071, 3073,  
3075, 3077, 3079, 3081, 3083,  
3085, 3087, 3089, 3091, 3093,  
3095, 3097, 3099, 3101, 3103,  
3105, 3107, 3109, 3111, 3113,  
3115, 3117, 3119, 3121, 3123,  
3125, 3127, 3129, 3131, 3133,  
3135, 3137, 3139, 3141, 3143,  
3145, 3147, 3149, 3151, 3153,  
3155, 3157, 3159, 3161, 3163,  
3165, 3167, 3169, 3171, 3173,  
3175, 3177, 3179, 3181, 3183,  
3185, 3187, 3189, 3191, 3193,  
3195, 3197, 3199, 3201, 3203,  
3205, 3207, 3209, 3211, 3213,  
3215, 3217, 3219, 3221, 3223,  
3225, 3227, 3229, 3231, 3233,  
3235, 3237, 3239, 3241, 3243,  
3245, 3247, 3249, 3251, 3253,  
3255, 3257, 3259, 3261, 3263,  
3265, 3267, 3269, 3271, 3273,  
3275, 3277, 3279, 3281, 3283,  
3285, 3287, 3289, 3291, 3293,  
3295, 3297, 3299, 3301, 3303,  
3305, 3307, 3309, 3311, 3313,  
3315, 3317, 3319, 3321, 3323,  
3325, 3327, 3329, 3331, 3333,  
3335, 3337, 3339, 3341, 3343,  
3345, 3347, 3349, 3351, 3353,  
3355, 3357, 3359, 3361, 3363,  
3365, 3367, 3369, 3371, 3373,  
3375, 3377, 3379, 3381, 3383,  
3385, 3387, 3389, 3391, 3393,  
3395, 3397, 3399, 3401, 3403,  
3405, 3407, 3409, 3411, 3413,  
3415, 3417, 3419, 3421, 3423,  
3425, 3427, 3429, 3431, 3433,  
3435, 3437, 3439, 3441, 3443,  
3445, 3447,

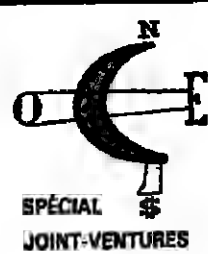


سكزا عن الاموال

# Le Monde

## AFFAIRES

... Le Monde • Vendredi 2 février 1990 35



# A L'Est, les entreprises mixtes, faute de mieux

Après trois ans de fonctionnement, le bilan des sociétés mixtes en URSS est plutôt léger. Pas plus qu'à l'Ouest, elles ne sont des solutions miracles

DANS l'enceinte de l'un des grands hôtels de Moscou, une banderole vante à la clientèle les services d'une « Société mixte américano-soviétique de massages ».

Les sociétés mixtes, bien connues sous le terme anglo-saxon de joint-venture, prennent parfois à l'Est une tournure inattendue. Depuis que le processus de réformes a été engagé en URSS et en Europe de l'Est, il ne se passe guère de jour sans que l'on évoque la création d'une société mixte entre tel constructeur de voitures français et telle entreprise tchécoslovaque, tel cabinet de consultant américain et telle association de Moscou.

Ces opérations, aux maigres résultats économiques, ne méritent certainement pas toute la publicité qu'elles suscitent. Mais à l'attrait magique de l'Occident dans des pays décidés à absorber au moins une dose de capitalisme se conjugue la volonté des industriels européens de saisir ces marchés largement inexploités.

Le résultat est une floraison de sociétés mixtes (1) qui ne cachent pas la multitude de problèmes auxquels elles se heurtent, et risquent fort de ne plus être aussi attrayantes pour les uns ni pour les autres lorsque d'autres formes de coopération seront rendues possibles.

Les ambitions des autorités soviétiques n'étaient pas minces lorsque, après plus de soixante années où les entreprises des pays capitalistes avaient été considérées *persona non grata* sur le territoire de l'URSS, un décret autorisait en janvier 1987 la constitution de sociétés à capitaux occidentaux.

### Se prêter au jeu

Ce visa d'entrée délivré à l'Occident ne devait-il pas permettre à l'économie socialiste de découvrir peu à peu le capitalisme ? N'était-ce pas le meilleur moyen d'obtenir à bas prix des technologies occidentales tant convoitées ? D'approvisionner en biens de meilleure qualité un marché intérieur miné par les pénuries ?

Après trois années d'existence des sociétés mixtes en URSS, le bilan est pour le moins léger. Sur plusieurs centaines d'entreprises conjointes recensées en décembre 1989, quelques dizaines seulement auraient entamé une véritable activité industrielle, commerciale, ou de services.

Ces entreprises, qui devaient aider l'Union soviétique à émerger de la grave crise économique qu'elle traverse, ne contribuèrent en fait qu'à hauteur de 0,02 % à la production nationale du pays (2). L'apport au volume du commerce Est-Ouest des quelque deux mille entreprises conjointes dans l'ensemble de l'Europe orientale est pour l'instant jugé minime. D'ailleurs, sur le nombre d'entreprises officiellement enregistrées, une large fraction — on parle de 30 % à 40 % dans le cas de l'URSS — ne verront jamais le jour.

Pourtant, les deux parties affirment avoir un intérêt commun. « Si l'on vient, c'est qu'il y a de l'argent à gagner et il nous offre l'accès à des technologies parfois inédites chez nous », affirme un responsable soviétique. « On ne travaille pas seulement pour leur plaisir. Nous ne sommes pas une association de bienfaisance », rétorque un industriel français.

Il n'empêche : les sociétés mixtes ne seraient certainement pas tant au goût du jour si les Soviétiques n'insistaient pas tellement pour que tout projet soit concrétisé par un partenariat. « Ils nous poursuivent par tous les moyens pour nous faire essayer de dire oui. Nous avons résisté jusqu'à maintenant. Je ne suis pas comble de temps cela va durer ! », s'exclame le président de Celler, une entreprise française d'unités de fabrication de films plastiques très active à l'Est. Celler, qui exporte des lignes de production clé en main, ne voit pas pourquoi elle se lancerait dans la création d'une société mixte, puisqu'elle n'a pas d'autre activité que la livraison d'équipements. Un argument de bon sens mais mal reçu en URSS.

Nombre de firmes occidentales se prêtent néanmoins au jeu, désireuses de se placer sur ce qui sera peut-être le plus vaste marché de la prochaine décennie. « Le dernier marché inexploité du monde développé », assure sans crainte de l'exagération une brochure de la société américaine de consultants Price Waterhouse (3). Résultat des ambitions quelque peu contradictoires de part et d'autre : trop peu d'entreprises conjointes ont une véritable activité productive, alors que l'on compte par centaines les sociétés de services, ou même de conseil... aux joint-ventures ! Le souci de saisir

le marché avant qu'il ne soit trop tard se paie cher. Si l'investissement de départ (la constitution du capital) est généralement abordable, l'entreprise se heurte rapidement aux difficultés de financement, en monnaies locales, et en devises.

« La difficulté première ne réside finalement pas dans la complexité de la législation, mais dans l'inconvertibilité des monnaies », explique le responsable des opérations de Pechiney dans les pays de l'Est.

La Vneshekonbank (VEB), qui centralise le financement du commerce international de l'URSS, est de plus en plus réticente à garantir les emprunts des entreprises mixtes auprès des banques étrangères, car elle-même ne peut plus obtenir des garanties auprès de la Gosbank, l'équivalent de la Banque centrale. Elle se désengage d'ailleurs de plus en plus des régions « à risques », comme les pays baltes.

### Une bonne dose de patience

Les problèmes d'approvisionnement en matières premières sont également une obsession pour les industriels occidentaux. Pour construire ses hôtels en URSS, Bouygues serait obligé de faire venir du ciment de Yougoslavie et des maçons de Pologne. Quant au président de Stribo, qui a enregistré en décembre dernier une société mixte pour la création d'une usine de fabrication de meubles en Ukraine, il se prépare à envoyer de France des matériaux de construction : « On parle beaucoup des magasins d'alimentation, mais dans des magasins de matériaux j'ai pu constater que toutes les étagères, sans exception, étaient vides ».

Et puis, comment par exemple produire des yaourts dans des pays qui, certes, ont du lait, mais ne disposent ni de chèvres du froid, efficaces ni d'emballages plastiques ? En tout état de cause, tous les projets dans les pays de l'Est réclament une bonne dose de patience, et doivent être considérés comme des investissements de long terme. Aucune société mixte, si ce n'est certaines petites entreprises de services, ne peut déjà se vanter d'être rentable.

Autre obstacle de taille, la mauvaise qualité des produits. « Dans ces économies de pénuries, on achète n'importe quoi, et en plus il faut attendre trois ans pour l'avoir », remarquait ironique-

ment un industriel. Dans ces conditions, il est évidemment difficile de faire respecter au partenaire des normes de qualité compatibles aux standards de l'Occident. Pourtant, les exportations en Occident sont pratiquement toujours nécessaires, afin que l'équilibre en devises de la société mixte puisse être assuré.

« On avait beaucoup de problèmes avec la Roumanie au départ, affirme le directeur de Stribo, qui importe des meubles depuis trois ans, mais une fois qu'on les a fait venir sur place (en France), ils comprennent mieux ce que l'on recherche ».

Le tableau ne doit pas être noirci à l'extrême, surtout lorsque de véritables bases de coopération existent. C'est souvent le cas en RDA où, avant même que le décret sur les joint-ventures soit signé, le 25 janvier dernier, de grosses firmes occidentales, Siemens en tête, avaient déjà annoncé des projets d'association avec des combinats est-allemands. En outre, certains secteurs, comme l'automobile, sont presque forcément porteurs de résultats à terme.

Dans les pays industrialisés où les investissements étrangers sont relativement libres, les entreprises conjointes sont nombreuses, mais en aucun cas dominantes. Pourquoi les seraient-elles dans l'Est ? Elles offrent une structure intermédiaire entre la simple exportation par le biais d'un distributeur ou d'une filiale de commercialisation, et la véritable implantation par création ou acquisition d'une entité.

Le plus souvent, une entreprise mixte est formée lorsque deux sociétés ont un projet précis commun, et des atouts complémentaires. Par exemple, le groupe constructeur automobile américain Chrysler, qui souhaite reprendre pied en Europe, a annoncé la semaine dernière la signature d'un accord avec Steyr-Daimler-Puch pour la fabrication de minivans, qui permettra à la firme autrichienne d'augmenter considérablement ses ventes de véhicules.

Une brochure réalisée par les services commerciaux de l'ambassade de France aux États-Unis à l'intention des industriels de l'Hexagone est éloquent (4) : « On fait ce choix (de l'entreprise mixte) en général par nécessité », pour des raisons stratégiques, si l'on recherche l'accès à un marché protégé ou « parce qu'on ne peut pas faire autrement. En effet, dans

certain domaines de technologie avancée qui sont ceux où se font fréquemment des joint-ventures, le nombre des acteurs est limité et, le plus souvent, il n'y a aucune acquisition ou prise de participation possible. Le joint-venture est alors l'unique forme d'implantation réalisable ».

Marché protégé : tel est bien sur le cas des pays d'Europe de l'Est, où tout investissement étranger est « soigneusement » examiné et canalisé. Il est d'ailleurs à peine surprenant de constater qu'au Japon également, les investissements étrangers prennent souvent la forme de sociétés mixtes. Nombre d'acteurs limités : non pas, dans le cas de l'Europe de l'Est, en raison du degré avancé de technologie, mais par le nombre restreint d'entreprises aptes à travailler avec des partenaires occidentaux.

Pas d'acquisition ou de prise de participation possible : en URSS comme dans les autres pays de l'Est, à l'exception de la Hongrie et, dans une moindre mesure de la Pologne, les prises de participation directes ne sont pas autorisées, faute de réforme de la législation sur la propriété. Les conditions sont donc réunies pour que, en cette période de transition des économies socialistes, les sociétés mixtes tiennent le haut du pavé. Mais à terme rien ne justifie leur domination.

### Dans l'attente des privatisations

C'est pourquoi de nombreux spécialistes estiment que les entreprises conjointes n'occupent que transitoirement le devant de la scène de la coopération économique entre l'Est et l'Ouest. Trouvera-t-on autant de candidats pour accepter des structures de partenariat lourdes lorsque les prises de participation directes, voire les rachats d'entreprises seront devenus monnaie courante ?

Lorsque, donc, le magasin ouvert par McDonald à Moscou pourra être transformé en simple entreprise privée de droit soviétique détenue à majorité par le groupe américain ? A cet égard, l'entrée de General Electric dans le capital du producteur d'ampoules soviétiques Tungsram (à hauteur de 50 %) est le dernier pourrait marquer le début d'une ère nouvelle. Siemens compte également transformer sa joint-venture hongroise en une simple filiale à 100 % du groupe.

Le système des sociétés mixtes

avec l'Est ne mérite donc peut-être pas toute la notoriété dont il jouit. Néanmoins, il constitue à l'heure actuelle le seul moyen de s'introduire, ou plutôt, d'être introduit sur des marchés dont la complexité interdit pratiquement aux hommes d'affaires occidentaux de se lancer seuls. Manifestement inquiets des faibles résultats économiques des joint-ventures, les dirigeants soviétiques devraient proposer très prochainement un nouvel assouplissement de la législation, qui comprendra vraisemblablement un allègement de la fiscalité.

Mais le développement de ces « flots » capitalistes ne saurait aller loin sans la mise sur pied d'un véritable secteur privé, qui seul pourra résoudre les problèmes d'approvisionnement, de financement, et réduire les lourdeurs administratives. La Hongrie et la Pologne se sont déjà engagées sur cette voie, la Tchécoslovaquie et la RDA est en train de les rejoindre. En URSS, c'est pour l'instant l'échec puis-que les parlementaires conservateurs empêchent la remise en cause de la propriété d'Etat.

Il faut espérer que la montée des tensions politiques et les difficultés de la conjoncture ne bloqueront pas très longtemps les réformes législatives de fond ni ne provoqueront de retour en arrière. Heureux d'avoir le sentiment de conquérir des marchés presque vierges, les industriels occidentaux ne sont pas pour l'instant très regardants, ni sur l'état des économies ni sur l'état mouvant des législations. Mais il reste à prouver que l'on peut avec succès implanter des entreprises dans des pays qui ne disposent pas encore d'espace concurrentiel.

FRANÇOISE LAZARE

(1) Les sociétés mixtes constituent l'une des formes traditionnelles de la coopération commerciale internationale, puisque deux entreprises décident de monter un projet commun, en contribuant chacune à la constitution du capital, créent de fait une joint-venture.

(2) Lire l'article d'André Tirasovsky dans le *Courrier des pays de l'Est*, n° 344, novembre 1989. Le Documentaire Français.

(3) Doing Business in the Soviet Union. Information Guide. Prix Waterhouse, 1989.

(4) « S'implanter aux États-Unis : quelle stratégie pour votre entreprise ? », dossiers économiques et commerciaux des services de l'expansion économique aux États-Unis, *Études et marchés* n° 43, octobre 1989.

# Une croissance spectaculaire, des attitudes prudentes

A chaque année son concept. 1988 vit la sacralisation des « mergers and acquisitions ». 1989 s'impose sans conteste comme celle des joint-ventures.

Le relevé le plus récent — effectué par la Commission Economique pour l'Europe des Nations unies en octobre dernier — estime à 2 090 le nombre de sociétés mixtes dont les statuts ont été déposés dans les pays européens du COMECON (URSS, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie).

La progression est foudroyante. Le même pointage effectué quatre mois auparavant, en juin, n'en recensait que 1 375. La surchaleur des annonces, l'ardeur mise par les intéressés à promouvoir cette forme de coopération avec l'Ouest doit, il est vrai, inciter à la prudence en matière de données chiffrées.

L'URSS revendique par exemple 1 000 sociétés mixtes. Le fabricant français de meubles Stribo a, pour sa part, enregistré sa joint-venture en décembre dernier sous le numéro 1208. Reste que ce chiffre englobe les co-entreprises conclues avec les pays du CAEM ou les pays en voie de développement dans le cadre d'accords de coopération. Le nombre de sociétés mixtes à capitaux occidentaux enregistrées en URSS ne dépasse pas les 800.

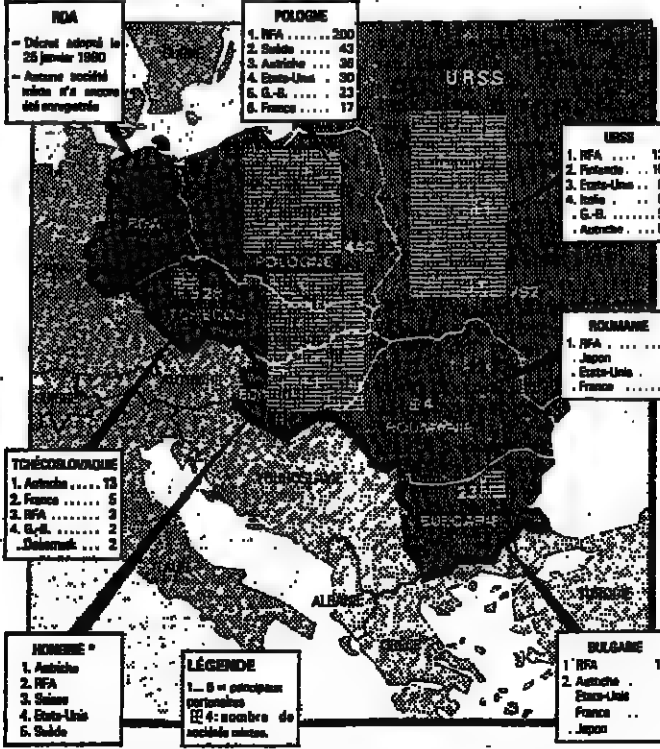
Les définitions plus ou moins imprécises des termes sociétés mixtes et joint-ventures peuvent être également source d'erreurs. Faut-il par exemple comptabiliser

— en sus des 440 entreprises conjointes répertoriées en Pologne — les PME créées avec des partenaires locaux par les Polonais émigrés en Occident ? Les experts de l'ONU ont décidé de répondre par la négative.

L'accélération du mouvement de création de joint-ventures tout au long de 1989 n'est en tout cas pas sujette à caution. La dynamique est bel et bien enclenchée, même si, au final, les joint-ventures réellement opérationnelles s'avèrent encore bien peu nombreuses. Les accords les plus ambitieux ne sont pas à l'abri d'une mise en sommeil.

### Une grande prudence

Cette multiplication des projets s'accompagne, toutefois, d'une grande prudence quant au montant moyen des capitaux investis... en réduction constante. En Union soviétique, par exemple, le capital moyen des co-entreprises est passé de 6,9 millions de roubles en 1987 à 3,9 millions de roubles en 1988 et 2,9 millions de roubles pour les trois premiers trimestres de 1989. Première interprétation possible : les investisseurs occidentaux — pour la plupart des grandes entreprises — ont adopté une stratégie de prudence et s'efforcent pour diversifier leurs risques de ne pas trop s'engager sur chaque projet (c'est le principe des œufs et du panier). Autre explication également valable : lentement, les



Sociétés mixtes à capitaux occidentaux enregistrées en URSS et en Europe de l'Est

affaires avec l'URSS et l'Europe de l'Est se banalisent. Les accords de partenariat récemment conclus se font donc sur des projets tout venant, qui — à la différence des grands contrats — ne nécessitent pas des sommes d'une ampleur exceptionnelle.

### Un tiers privilégié

L'Union soviétique, la Hongrie et la Pologne forment le tiers privilégié des investisseurs occidentaux. L'Union soviétique séduit par l'ampleur de son marché intérieur, par ses besoins démesurés. La Hongrie et dans une moindre mesure la Pologne tirent profit de la libéralisation plus précoce de leur économie.

L'origine des principaux contractants occidentaux est sans surprise. Les Allemands de l'Ouest en tiennent la part du lion, ils dominent en URSS (129 sociétés mixtes) et en Pologne (17 joint-ventures créées au 1<sup>er</sup> octobre 1989). La figure — fort ténue — des entreprises japonaises surprend. Au cours du quatrième trimestre de 1989, toutefois, constructeurs automobiles nippons et fabricants de photocopieurs, matériel hi-fi et vidéo ont mis les bouchées doubles, avec une préférence très prononcée pour la Hongrie.

Au début du mois de janvier, Suzuki a ainsi passé contrat pour la mise en place d'une usine d'assemblage non loin de Budapest. 100 000 véhicules — pour moitié destinés à la réexportation — devraient sortir de ces chaînes. Minolta a également annoncé la conclusion d'un accord de partenariat entre sa filiale autrichienne et une société hongroise en vue de commercialiser des télécopieurs. Les mêmes acteurs ont sous couvert de nombreux projets concernant la RDA, perçu comme une rampe d'accès au

Marché commun.

C. M.

LES RÉGIMES POLITIQUES DE L'EUROPE DES DOUZE

BEYROLLES





## AFFAIRES

## Hôtellerie : des fenêtres s'éclairent

La demande est forte ; toutes les chaînes veulent y être.  
Mais les investisseurs cherchent des garanties

Le soleil se lève-t-il à l'est pour les grandes chaînes hôtelières françaises ? A l'est, c'est l'URSS et des pays naguère socialistes. Entre les zones « privilégiées » de la Communauté économique européenne d'un côté, avec l'effet 1993, la réalisation du marché unique qui accroît déjà la circulation des hommes d'affaires, des professionnels et des touristes, et l'Asie du Sud-Est, un nouveau pôle de développement, de l'autre.

Entre ces deux régions, où l'on peut attendre une progression annuelle du marché de l'ordre de 4 % pendant dix ou vingt ans, selon une étude récente de Horwath et Horwath, société de conseil spécialisée dans l'hôtellerie, l'immobilier et les loisirs, des points se sont mis à clignoter sur le globe.

Certes les chaînes françaises, pas plus que les autres, ou que les « voyageurs », n'étaient vraiment absentes. Certains, comme le groupe Accor, y avaient installé leurs enseignes depuis huit ou dix ans.

D'autres gardaient un œil sur les occasions éventuelles. Mais dans les contrats signés il y a encore deux ou trois ans - pour les ouvertures actuelles -, on avait cherché des implantations de prestige : prises de possession de terres incultes ou jalons pour l'avenir. Comme en Chine aujourd'hui, on ne s'attendait pas vraiment à y gagner de l'argent, tout en s'efforçant de ne pas en perdre.

Aujourd'hui, la tension a monté d'un degré. On n'a pas encore de gens sur place comme en Asie. Mais il ne se passe pas de semaine sans voyage de délégation, sans que les responsables des « chantiers » aillent reconnaître des terrains, rencontrer les autorités, les « banquiers », les entreprises.

Dans les sociétés mixtes formées les mois passés, la construction d'hôtels tient une place non négligeable.

Autre signe : les chaînes présentes jusqu'à en Europe de l'est n'avaient conclu que des accords de franchise, comportant des normes et une formation du personnel, mais elles ne s'étaient pas engagées à assurer durablement la gestion des hôtels. Aujourd'hui, non seulement elles souhaitent le faire, mais elles envisagent d'investir directement dans la construction ou l'aménagement des établissements.

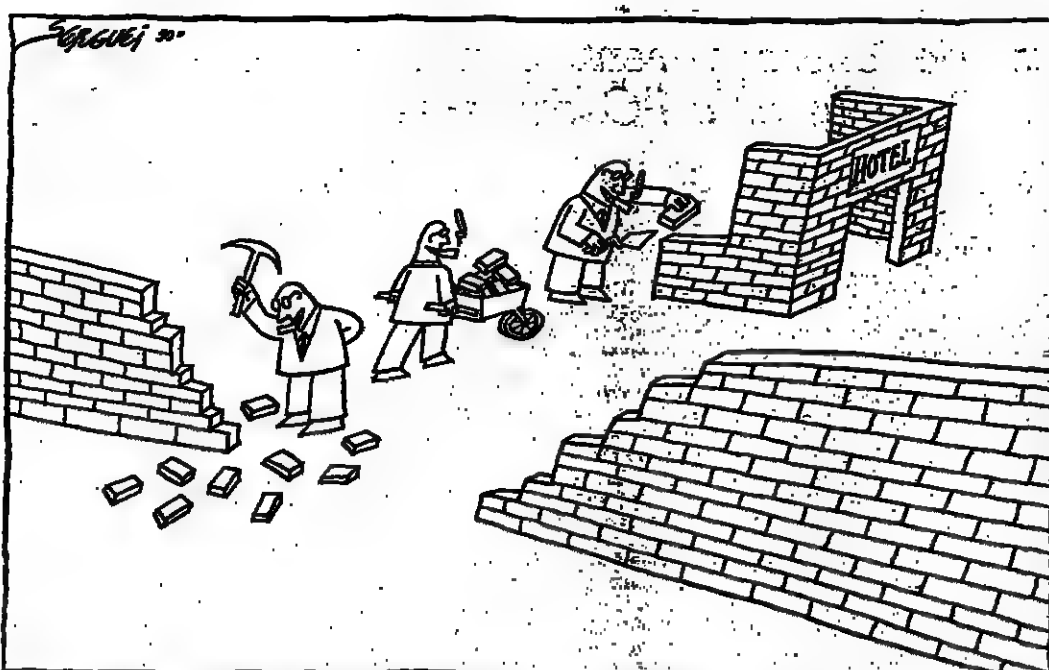
## Nouveaux clients nouveaux investisseurs

Cet intérêt nouveau ne doit rien à une quelconque « illusion lyrique », même si, comme dit M. Jacques Ehrmann, le jeune secrétaire général de Mérédieu, chargé du développement, « nous sommes, comme tout le monde, très excités par tout ce qui se passe » : pour un entrepreneur, voir l'économie de marché l'emporter sur Marx est évidemment stimulant. Et qui aujourd'hui, ne va Outre-Oder ou Outre-Vistule ?

Mais l'intérêt provoqué par la libéralisation politique et plus encore par l'ouverture économique, qui progresse plus lentement, dépasse la curiosité ou le snobisme. Il suscite déjà une circulation permanente de cadres et d'hommes d'affaires en quête de marchés.

Le flux de touristes est aussi appelé à monter, en raison de la richesse du patrimoine et de la proximité (trois ou quatre heures d'avion). On peut tabler à la fois sur une clientèle « haut de gamme », éventuellement dans le prolongement des affaires, qui existe déjà chez les Italiens et les Allemands, et sur des visiteurs aux moyens plus modestes, comme ceux amenés par les comités d'entreprise. D'autant que les contraintes se desserrent.

Les nouveaux hôtels vont pou-



voir concurrencer ceux des organismes publics (Intourist en URSS, Orbis en Pologne, Cedok en Tchécoslovaquie) dont les monopoles sont en train de sauter : « Une fois obtenu son visa, on peut aujourd'hui s'adresser à n'importe qui », souligne M. Jean-Paul Lespasse, secrétaire général du groupe Accor.

Dès maintenant, les besoins sont criants. A Budapest, en dépit de la présence de plusieurs grandes chaînes internationales, il faut retenir deux ou trois mois à l'avance dans les grands hôtels : l'on parle d'un déficit de 11 000 chambres. Les hôtels publics moscovites affichent un taux de remplissage de 100 %, alors qu'ils demandent jusqu'à 1 400 francs par nuit pour des chambres médiocres, et, selon certains,

l'URSS en serait à refuser des visas, faute de pouvoir accueillir les touristes.

Nouveaux clients, nouveaux investisseurs aussi. Ce n'est pas sans raison que beaucoup de sociétés mixtes se constituent autour de projets hôteliers. D'ailleurs, l'hôtellerie apporte des devises, même si une partie, de celles-ci est réexportée. « On vit off-shore : on est payé en dollars, mais on paie ses salaires en monnaie locale », note M. Alain Donada, directeur du développement de Pullmann.

Mais il en va de même pour les partenaires locaux, d'autant qu'une bonne part de leur participation se résume souvent à l'apport du terrain ou de bâtiments existants.

Dans les pays de l'est, on ne manque pas moins de bureaux pour les firmes étrangères ou de logements pour leurs cadres et pour les visiteurs. Selon la firme britannique Jones, Lang et Woodman, la demande est telle, actuellement qu'à Moscou (où plus de la moitié des sociétés étrangères présentes désirent s'agrandir), le prix moyen du mètre carré de bureaux dépasse celui de New York ; à Varsovie et Budapest, il dépasse celui de Bruxelles.

## Un point de passage

Ces perspectives font émerger de nouveaux investisseurs potentiels. Républiques (en URSS), entreprises publiques (notamment les compagnies aériennes) ou même privées, comme en Pologne ou en Hongrie, viennent relayer les organismes publics de tourisme, partenaires traditionnels. S'y ajoutent quelquefois des émigrés prêts aujourd'hui à placer leur argent dans leur pays d'origine.

De leur côté, promoteurs et grands entrepreneurs de bâtiment et de travaux publics, français ou européens, prospectent activement (via des sociétés mixtes, notamment) : points de passage entre Est et Ouest, les hôtels sont aussi une première étape avant la construction d'usines.

Bien souvent ils servent de tête d'affiche - surtout s'il s'agit d'établissements de luxe - à de vastes projets de construction ou de rénovation : c'est le cas à Moscou, Varsovie, Cracovie ou Budapest avec Accor, Pullmann ou Mérédieu, mais aussi dans le grand projet anglo-soviétique de quartier commercial à Moscou d'un montant de 1,3 milliard de francs, annoncé à la mi-décembre par le groupe londonien Carroll.

« A Budapest, avec tous les concurrents, c'est une véritable fièvre qui règne actuellement », affirme M. Jean de Pontcharra, du cabinet spécialisé Marketing Dynamics International (voir encadré : « Les étrangers aussi »). Les responsables d'Accor disent : « constamment sollicités, même parfois harcelés » par des candidats, français ou locaux.

Mais les constructeurs eux-mêmes en disent autant, de la part de villes ou de régions : « On a parfois le tournis, quand l'on voit arriver le « contrat du siècle » quatre fois dans la même journée. On passe son temps à préparer des montages sans que cela débouche », raconte un cadre de Dumex.

## Trouver les financements

L'intérêt accru des Français rencontre néanmoins certains obstacles. D'abord les incertitudes qui subsistent sur l'évolution, même des pays de l'est. Politique, mais aussi économique : « Rien n'est encore stabilisé », souligne un constructeur. Le régime de la propriété est encore douteux. Le droit commercial, la situation légale des sociétés mixtes changent tous les jours. On semble avancer, mais qu'en sera-t-il dans six mois ? (voir l'article de Françoise Lazare). Les interlocuteurs changent aussi et sont souvent éloignés de la réalité des élections prévues un peu partout.

Ces incertitudes inquiètent les hôteliers comme les financiers, parce qu'ils ont besoin de la durée : « Il nous faut des financements à dix-douze ans », dit M. Ehrmann, d'autant plus qu'ils

souhaitent investir. Cela rejoint les doutes qu'on peut avoir sur la valeur des « prototypes » dans les pays de l'est. Certains ont été échantillons jadis. Mérédieu, qui avait aussi signé des contrats à la fin des années 70 pour Varsovie et Sofia, a vu ceux-ci remis en cause, et les opérations confiées ensuite à des Américains par l'intermédiaire de promoteurs américains.

S'y ajoutent de nouvelles incertitudes financières. De plus en plus, villes, régions ou entreprises interviennent sans qu'il y ait engagement d'organismes spécialisés de crédit comme, par exemple, la Banque du commerce extérieur soviétique. Or, côté français, la COFACE n'accorde pas sa garantie que si ceux-ci sont présents, les investisseurs hésitent.

À la direction des relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'économie, on ne voit pas le problème. Tout au plus le minimise-t-on en affirmant que les sociétés étrangères ne sont pas mieux loties, ce que constatent les entreprises françaises : le groupe belge associé avec Accor pour le projet de Chermietievo n'a-t-il pas obtenu une garantie de son gouvernement pour les deux tiers des investissements ?

Difficile, reconnaît-on à la DREE de laisser la règle en l'état : les entreprises françaises n'ont pas les reins assez solides, ou assez de soutien pour se lancer seules, comme celles de RFA.

Impossible d'élargir purement et simplement le dispositif actuel : on risquerait de « fragiliser » le portefeuille de créances françaises. Alors peut-être faudrait-il décider au cas par cas, en fonction de chaque projet : des risques politiques, de la solidité des partenaires locaux, de leurs avoirs en devises. Mais rien n'est encore décidé. Du coup les prudentes des uns et des autres risquent de s'additionner et bien des projets de s'évanouir ou de sombrer entre la Nèra, le Danube et la Seine.

GUY HERZLICH

## Chacun sa cible

Chacun des « hôteliers » français avance à sa manière, en fonction de son histoire, de sa gamme et de... ses moyens. C'est pour l'instant le groupe Accor qui paraît le plus dynamique. Pas seulement parce qu'il dispose des moyens les plus importants - qu'il vient d'ailleurs d'augmenter - mais parce qu'il a été le premier à jeter son dévolu sur ce côté, à la fin des années 70, afin d'y bénéficier aussi de l'« effet réseau ».

Avec prudence cependant : il s'est contenté de franchises pour Novotel avec les organismes de tourisme locaux, sans contrats de gestion. Il n'était pas possible d'investir directement. Et avec des résultats « indigents », reconnaît-on à l'état-major du groupe.

Trois satisfaisants en Hongrie, où il ne compte qu'une enseigne, à Budapest : « sans reproche » en Pologne où il y en a six, à Varsovie et en province. « Divers » en Bulgarie, récemment, Accor a sommé les Bulgares de « mettre aux normes » l'un des deux hôtels, celui de Sofia (800 chambres) dans les mois à venir, faute de quoi il retirerait son enseigne.

Aujourd'hui, c'est en Union soviétique que nous avons le plus vite avancé, là où nous nous y attendions le moins », observe M. Jean-Paul Lespasse, secrétaire général du groupe.

## Une société mixte en Hongrie

Accor s'est associé à la compagnie aérienne Aeroflot pour construire un Novotel (trois étoiles) puis un Ibis (deux étoiles) à Moscou, près de l'aéroport international de Chermietievo. Pour la première fois, le groupe va investir, à hauteur de 20 millions de francs, en même temps qu'il prend la gestion des établissements. Il en ira de même pour la rénovation de l'hôtel Sovetskaya, qui sera ensuite géré par Sofitel.

Cette avance ne durera sans doute pas. A Prague, Accor va gérer, sous le marque Sofitel un hôtel actuellement en construction en joint-venture par Cedok et CBC, qui serait le plus vaste de Tchécoslovaquie, avec

784 chambres, et devrait ouvrir à la mi-1991.

En Hongrie, il vient de constituer une société mixte avec Spies-Benignelli, la banque Paribas et, côté hongrois, Pannónia (organisme public de tourisme) et Kozepulniko Vállalat, entreprise publique de construction, pour doubler la capacité du Novotel de Budapest et du Palais des Congrès. En Pologne enfin, le groupe vient de conclure un accord avec la SAE et un partenaire local privé - une société ad hoc - pour construire dans le centre de Cracovie un Novotel et un Ibis.

## Faible standing

En RDA, rien n'est encore conclu, mais le groupe, premier hôtelier d'Allemagne de l'Ouest, entend dans le jeu, seulement depuis l'automne, a reconstruit cette semaine à Paris le ministre est-allemand du tourisme pour discuter de la rénovation d'établissements existants.

En fait Accor mise plus sur l'Europe orientale que sur l'URSS (sauf Moscou). Sur la Pologne en particulier, parce que c'est le pays le plus peuplé et qui compte le plus de grandes villes, et à terme, sur la RDA. C'est que le groupe compte davantage sur les hommes d'affaires ou les déplacements professionnels en général que sur le tourisme : « La part des touristes ne pourrait pas payer 500 francs la nuit, et on ne peut pas proposer à 150 francs une chambre qui a coûté 500 000 francs d'investissements », dit M. Lespasse. D'où, dans le passé, le refus de s'engager en Yougoslavie.

Le groupe compte attaquer ce marché avec deux armes. Ibis d'abord, produit idéal pour les pays de l'est, selon M. Robert Molinari, président de la chaîne : il espère en ouvrir une demi-douzaine en Pologne, dans les deux à trois ans, dans des villes de province.

Et, à plus long terme, les hôtels « une étoile » (Formule 1). « Nos interlocuteurs souhaitent souvent des hôtels de luxe. Nous leur disons qu'ils ont un besoin urgent d'établissements de faible

standing », accessibles à la clientèle locale pour le tourisme (par exemple en Hongrie pour la chasse et la pêche) comme pour les déplacements professionnels, explique M. Lespasse. On cherche un emplacement pour un premier hôtel près de Budapest. Avantage appréciable : les Formule 1, assemblés à partir d'éléments préfabriqués, permettent d'échapper aux difficultés de la construction dans les pays de l'est.

Chez Pullmann, deuxième français, on n'oublie pas, la vocation initiale des Wagons-Lits, transporteur et organisateur de voyages : « Nos voitures vont toujours jusqu'à Varsovie. En Russie, les Wagons-Lits ont été présents dès 1904, et nous n'avons pas cessé d'y amener des voyageurs, même aux pires moments stalinistes », dit M. Alain Donada, directeur du développement de Pullmann. D'autre part, selon lui, on ne peut vraiment séparer affaires et tourisme : « Les hôtels qui marchent associent les deux. »

## Europe des capitales

La firme a constitué avec CBC et la municipalité de Varsovie une société mixte pour construire deux hôtels, un Atlas de 250 chambres puis un Pullmann (luxe) de 450. Mais l'objectif principal, choisit-il y a dix-huit mois, c'est de constituer un réseau d'hôtels en URSS. « L'Union soviétique reçoit un million de voyageurs des pays capitalistes et possède un potentiel touristique beaucoup plus important que l'Europe orientale proprement dite. Ce flux sera complété par un marché d'affaires important à partir de maintenant où l'URSS va entrer dans l'« économie-monde », constate M. Donada. Ni la Hongrie, déjà dotée d'hôtels internationaux, ni la Tchécoslovaquie, marché à peine ouvert, ni la Pologne, n'offrent encore de perspectives comparables.

Ce choix n'a encore trouvé qu'une seule application, à Moscou, menée sous le leadership de Bouygues, avec des banques françaises et soviétiques. Une opération un peu particulière,

puisque cet hôtel de luxe de 250 chambres, dont les travaux ont commencé début 1989, doit recevoir notamment, chaque année 4 000 clients du professeur Rykoderov, chirurgien ophtalmologiste de renom soviétique. Ce dernier dédiera d'ailleurs 5 % de la société mixte. L'ensemble comportera aussi, bien entendu, des logements et bureaux pour étrangers.

Mais Pullmann compte implanter cinq autres hôtels en URSS, éventuellement en collaboration avec Aeroflot, dans les grandes régions touristiques : à Moscou encore, à Leningrad surtout, en Ukraine (probablement à Kiev) et en Asie centrale. Des quatre facettes sans doute jugées actuellement les plus rentables.

Mérédieu (filiale d'Air France) enfin, avec aussi la volonté de ne pas séparer la clientèle « tourisme » et la clientèle « affaires » (question de degré dans son « produit »), aborde à des objectifs différents dans « l'Europe des grandes capitales », comme le dit M. Jacques Ehrmann, secrétaire général.

Se cible, en effet, c'est la Hongrie, pays à mi-chemin entre ses structures et ses mentalités, où des contacts avaient déjà été pris auparavant. Et avant tout Budapest, qui reçoit déjà une clientèle « haut de gamme », importante (allemande et italienne notamment) et partagera avec Vienne une exposition internationale en 1995.

L'hôtel Mérédieu projeté ferait partie d'un vaste projet urbain qui comporterait la restauration d'un quartier historique, le marché Tobuchin : le nouvel ensemble (hôtel, résidences et bureaux, galerie marchande, et des salles d'exposition) serait situé dans le prolongement de l'ancien pédoncule de Budapest, à la limite de la ville et du terrain prévu pour l'exposition. Une société mixte est en cours de constitution pour ce projet : elle réunirait notamment la société d'aménagement de l'Etat hongrois, une banque privée locale, et, côté français, OCCR, leader de l'opération, et le Crédit national.

G. H.

## Les étrangers aussi...

Les grandes chaînes étrangères ne sont évidemment pas moins impliquées dans ce mouvement, notamment celles qui sont déjà présentes en Europe de l'est. Les Américains par exemple, Marriott, qui a ouvert en octobre dernier un hôtel à Varsovie, construit en joint-venture par la compagnie aérienne polonaise LOT et l'entreprise de GTP autrichienne Ibis, cherche un site à Moscou et s'intéresse aussi à la Tchécoslovaquie et à la Hongrie.

En octobre aussi, Sheraton a formé avec Pan Am, Aeroflot et la municipalité de Moscou, une société mixte pour la construction de deux hôtels dans cette ville : le premier, de 450 chambres, ouvrirait dans le centre avant 1992.

## Des promoteurs actifs

À la même époque, le président de Hilton International, M. John Jarvis, a effectué une tournée en Europe de l'est, notamment dans la capitale soviétique, pour y rechercher des possibilités d'implantation. Intercontinental (aujourd'hui propriété des Japonais de Saetou Saison), qui gère le Forum de Bratislava (Slovaquie), ouvert il y a un an et construit par la firme française CBC pour Cedok et Interhotel, prospecte aussi. Quality International s'est associée avec le promoteur norvégien Asmund Haare pour créer quatre hôtels dans les trois pays baltes et en Pologne.

Les chaînes américaines investissent rarement elles-mêmes. Mais promoteurs et constructeurs nordiques - finlandais et suédois - se montrent particulièrement actifs en URSS ou en Pologne, comme les Autrichiens ou les Allemands de l'Ouest en Europe centrale ou danubienne. Et à Budapest, on rencontre aussi des sociétés immobilières de Hong Kong ou de Tokyo.

Journal de l'Est



سكدا على الاصل

AFFAIRES

# L'ouverture des marchés automobiles

Renault et PSA restent circonspects vis-à-vis des pays de l'Est

LES industriels français sont-ils trop timides vis-à-vis des pays de l'Est ? Contrairement au vœu du ministre de l'Industrie qui souhaite qu'ils se « précipitent », ils se sont contentés jusqu'à présent d'opérations de moyenne ou de petite envergure. La construction automobile est symbolique.

Renault vient de renouveler en Tchécoslovaquie un accord conclu avec Avia en 1967 et y négocie la fabrication de fourgonnettes. Mais la philosophie générale est la même. Chez PSA, il s'agit même de circonspection. Peugeot n'a pas de tradition dans cette région tandis que Citroën, qui en a plus, a été échaudé par un accord en Roumanie signé en 1976 puis abandonné sous Causseu : la volonté du dictateur d'épargner les devises empêchant

d'importer de France les pièces détachées nécessaires.

Les groupes français ne renouent pas. Ils restent attentifs, vont sans doute multiplier les réseaux de distribution - Renault par exemple va investir en Autriche pour atteindre les Hongrois - et grossir les liens qui existent déjà en Yougoslavie notamment. Mais le tout ne dépassera pas quelques milliers de véhicules.

## Les japonais prospectent à tout va

Une percée d'envergure nécessiterait d'investir dans une société mixte avec une rentabilité reportée sur le long terme. Renault hésite et PSA semble considérer qu'il a mieux à faire de son argent. C'est face à de telles opportunités, imprévues il y a quelques mois, qu'on mesure

combien l'industrie automobile française n'a pas recouvré une santé égale à celle de ses concurrents : il ne faut pas oublier que PSA comme Renault souffrent encore de dettes.

En outre, il faut reconnaître, que la situation sur place n'est guère encourageante. En témoigne la baisse ou au mieux la stagnation des immatriculations dans tous les pays, sauf peut-être la Hongrie. En URSS, par exemple, elles sont tombées de 1 086 000 en 1984 à 750 000 en 1988 d'après PSA. En Pologne, le deuxième marché de l'Est automobile, les ventes en 1988 (232 000) ont été inférieures à celles de 1980 (266 000).

Dès lors les gains seront-ils pour ceux qui savent, et qui peuvent investir à long terme : pour les japonais, les Allemands et

pour Fiat ? Les groupes nippons en tout cas qui ne laissent de côté aucun marché, prospectent à tout va. Ils manquent encore de ces kilos d'informations qu'ils amassent toujours avant chacune de leur décision, mais ne manquent pas d'argent.

Selon les groupes français ils proposent de « tout payer » dans les sociétés mixtes, intéressantes, forcément des pays qui manquent de devises autant que de savoir-faire. Pour l'heure, seul Suzuki a signé (en Hongrie), mais les Japonais allant par bande, d'autres suivront très vite des que la position de M. Gorbatchev leur apparaîtra moins agitée que ces dernières semaines.

Volkswagen en attendant, agit comme si la réunification de l'Allemagne était chose faite. Le groupe a annoncé il y a quelques jours qu'il allait investir 5 mil-

liards de DM (17,5 milliards de francs) en RDA pour y construire dans une société mixte, la voiture qui succèdera en 1993 aux désormais universellement célèbres Trabant. La production prévue est de 250 000 voitures, doublant le volume actuel. Une partie sera exportée à l'Ouest, VW utilisant l'Est comme une source de main-d'œuvre bon marché. La RDA, qu'elle soit inclue ou simplement accolée à la CEE, est une nouvelle Espagne.

Fiat dont la présence à l'Est remonte à très loin - Polski la filiale polonaise date de 1921 - n'est pas en reste. En Yougoslavie, terre connexe, mais aussi en Pologne, en Hongrie (camions) et surtout en URSS. Comme VW en RDA, Fiat va créer en Union soviétique une société commune qui fabriquera 300 000 voitures

par an à partir de la fin 1993. Un objectif ultérieur d'un million a même été annoncé.

L'examen par pays (1) n'est pas plus réjouissant pour la France qui se retrouve être surtout engagée dans les pays les plus difficiles : Roumanie ou Pologne. Les Allemands visent plutôt la RDA ou la Tchécoslovaquie, dont les industries ont une bonne tradition dans la mécanique. Les non-Européens, japonais et Américains, passent par la Hongrie, flanc faible, pour pénétrer en Europe.

E. L. B.

(1) : Le panorama ci-dessous est fait à partir de « Répertoire mondial » décembre 1989, établi par le Comité des constructeurs français d'automobiles et d'informations fournies par les industriels européens.

## Roumanie : les Dacia et les Oltcit

La Roumanie est un constructeur non négligeable de l'Est avec une production d'environ 130 000 voitures particulières dont 20 000 tout terrain et d'environ 20 000 camions. Les deux tiers de ce qui sort des chaînes sont exportés.

La construction des camions est assurée à Bucarest par Autobuzul (autocars et autobus dont certains sous licence MAN) et d'autres sous licence MAN et Brasov par Autocamioane sous les marques DAC et Roman.

Deux types d'automobiles sont produits, tous les deux à partir de coopérations conclues avec la France. Les Dacia à Pitești-Colbasi (120 km de Bucarest) qui sont les versions roumaines des Renault 12. Pratiquement tous les composants sont usinés sur place. Les Oltcit à Craiova qui résultent d'un accord signé avec Citroën en 1976. Le groupe français détient une participation de 36 % dans la société commune qui emploie 5 400 personnes dans la fabrication de voitures de 650 et 1 130 cm<sup>3</sup> de marque Oltcit. Le second volet de cet accord prévoyait la production d'Autos destinés au réseau Citroën. Mais il a depuis été abandonné après que le gouvernement roumain aient fortement réduit les importations de pièces fournies par la France pour épargner les devises.

## Tchécoslovaquie : les Skoda

Le pays de Skoda. La production en 1988 a été de 165 000 voitures, d'environ 50 000 camions et de 3 300 cars et bus. L'ancien combinat KAP a été éclaté en juillet 1989 en huit entreprises en théorie indépendantes.

AVIA produit des camions dans la banlieue de Prague sous licence SAVEM (Renault Vehicules industriels) depuis 1967. Un accord a été conclu début janvier au terme duquel Renault VI participera à l'élaboration d'un nouveau véhicule de moyenne gamme. AZIP produit les Skoda (180 000 en 1988), dont une partie est exportée à l'Est mais aussi à l'Ouest (plus de 20 000). BAZ (Bratislava Automobil zavod) et TAZ fournissent les fourgonnettes Skoda. Karosa fait les bus. IAZ les utilitaires Skoda. Les camions sont la spécialité de Tatra à une cadence estimée à 15 000 par an. Cette dernière entreprise est aussi chargée des voitures de prestige du même nom (moteur V8 airral) destinées aux autorités.

Renault négocie un accord avec BAZ pour la création d'une société commune de fabrication des fourgonnettes Tatra au rythme de 15 000 par an à partir de 1992 (le Monde du 18 janvier). Un consortium d'industriels britanniques comprenant notamment le carrossier IAD est également sur les rangs.

## RDA : les Trabant et les Wartburg

VOUS NE TROUVEREZ RIEN DE MEUX SUR LE MARCHE



La RDA produit deux types d'automobiles : les célèbres Trabant (142 000 exemplaires en 1988) et les Wartburg (74 000 en 1988). Les premiers sont produits par la Sachsenring Automobilwerke à Zwickau. Elles sont dotées d'un moteur 2 temps de 600 cm<sup>3</sup> mais doivent recevoir en mai prochain un moteur Volkswagen de 1 043 cm<sup>3</sup>. Les Wartburg sont construites par Automobilwerke à Eisenach. Elles disposent d'un moteur 4 temps livré par VW. Le plan 1986-1990 prévoyait une augmentation de la production jusqu'à 240 000 voitures en 1990.

Un accord a été conclu en novembre 1984 avec VW d'une valeur globale de 500 millions de DM qui comporte trois volets : la livraison de 280 000 moteurs par an en RDA, l'exportation de RDA en RFA d'autres moteurs dont la production avait été transférée par VW à Karl-Marx-Stadt (100 000 par an) et le début de la vente de véhicules complets en RFA. En fin 1989 cet accord était complété par la création d'une société commune (au capital partagé à 50-50) qui mettra au point la remplace de la Trabant pour 1993 avec un objectif de 1 000 par jour.

En 1983 Citroën a livré une usine clé en main de joints homocinétiques d'un coût de 1,8 milliard de francs. Un tiers de la production est destinée au groupe français.

D'autre part la RDA fabrique des véhicules utilitaires de marque Barkas (fourgonnettes), Robur (petits camions) et IFA (camions de plus de 5 tonnes) et des autocars et autobus pour un total d'environ 40 000 véhicules.

La RDA exporte 70 000 voitures soit environ un tiers de sa production et 20 000 camions soit la moitié de sa production.

## Pologne : les Polski

La Pologne est le second producteur de l'Europe de l'Est. La production qui atteignait 400 000 véhicules dans les années 70 a toutefois été perturbée par les événements politiques et sociaux depuis 1981. L'industrie souffre aujourd'hui de vieillissement des modèles et surtout des machines. La production aurait tout de même atteint en 1988 300 000 voitures, 55 000 utilitaires et 5 500 camions. Une part non négligeable est exportée : 112 000 voitures en 1988.

Il faut noter que des véhicules (5 000 en 1984) sont produits par des particuliers à partir de composants détournés des usines officielles.

Les Polski proviennent d'une longue coopération avec Fiat dont le début remonte à 1921 date de la création de Polski-Fiat filiale à majorité italienne. En 1965 Fiat cède la licence des 125 P à FSO. En 1970 un accord est conclu avec FSM pour la 125 P dont un total de 2 millions d'exemplaires sera produit. En 1987 il est décidé d'une remplaçante qui naîtra en 1991. Aujourd'hui les Polski sont donc faites par FSM (35 000 personnes à Bielsko-Biala et Tychy) et par FSO (22 000 personnes à Zeran près de Varsovie).

L'entreprise Jelcz fabrique des autobus dont certains sous licence Renault et d'autres dont les châssis viennent de Hongrie, ainsi que des camions. Star fabrique des camions de moyenne gamme en dessous de 6 tonnes. Zuk à Lublin produit des utilitaires et des pièces diverses.

## Bulgarie : les chariots élévateurs

Il n'existe aucune production nationale de véhicules. Néanmoins, la Bulgarie exporte vers l'URSS quelques pièces détachées (équipements électriques et filtres) et vers la Tchécoslovaquie des ponts arrière pour camions.

Elle fabrique des moteurs destinés à des véhicules utilitaires et aux chariots élévateurs, la grande spécialité du pays (Balkancar étant le numéro un européen de ce secteur), au rythme d'environ 30 000 par an.

La Bulgarie assemble toutes les voitures Moskvitch (15 000 par an) et des autocars de marque Tchevdar (2 700 par an).

Page réalisée par Eric Le Boucher

## Hongrie : accords avec Suzuki et GM



La Hongrie ne fabrique pas de voiture particulière. En revanche le pays est spécialisé dans la construction de quelques autocars et autobus et de moteurs diesel. Il produit aussi des équipements pour des constructeurs des autres pays de l'Est, essentiellement l'URSS et la Pologne.

On compte quatre entreprises : Csepel qui emploie 7 800 personnes dans la fabrication de pièces mécaniques, de châssis de bus (montés avec des moteurs de l'Allemand de l'Ouest MAN) et des camions (moteurs MAN également), Ikarus qui emploie 8 600 personnes dans la fabrication d'autocars et d'autobus (13 000 en 1988 dont 11 000 exportés pour la majorité en URSS), Raba (M. V. G.) qui outre des trac-

teurs et des machines agricoles, fabrique des moteurs diesel (sous licence MAN) et la coque-rue Budamobil qui fabrique des remorques.

Le gouvernement avait conclu un accord préliminaire avec le roumain Priesti-Colbasi pour l'assemblage de Dacia (1 000 au départ et 50 000 à terme). Mais cet accord n'a jamais pu être concrétisé. Parallèlement il négociait avec plusieurs constructeurs occidentaux l'implantation d'une usine de voitures particulières.

Deux accords ont été conclus ces dernières semaines. Le premier entre Ikarus et le japonais Suzuki en vue du montage de 15 000 voitures puis de 50 000 en 1995 (le Monde du 17 janvier). La capacité pourra être portée ultérieurement à 100 000. Une partie importante de la production (40 % selon l'agence de presse hongroise MTI) sera exportée vers l'Ouest dans le but d'obtenir des devises. Le second a été entre Raba et l'Américain General Motors dans la perspective du montage de 15 000 Opel Kadett à partir de 1992. GM posséderait 67 % de la société commune créée à cet effet, l'investissement global s'élevant à 150 millions de dollars. L'essentiel de la production serait encore destiné aux marchés occidentaux.

## URSS : les Lada et les Moskvitch

L'URSS est le grand producteur automobile des pays de l'Est avec plus de 2 millions de véhicules par an dont 1,3 million de voitures particulières. Le pays est le troisième fabricant mondial d'utilitaires et le premier pour les camions de plus de 6 tonnes.

La production est éclatée en une vingtaine de fabricants disposant chacun de plusieurs usines. Les automobiles relèvent de la responsabilité de VAZ à Togliatti sur la Volga d'AZLK à Moscou et dans une moindre mesure de GAZ à Gorki.

Les Lada sont faites par VAZ, qui dispose d'un énorme complexe de 120 000 personnes. Cette unité importe des composants fabriqués dans les autres pays du COMECON : équipements électriques de Bulgarie, accessoires et essuie-glaces de Hongrie, phares de RDA, volants de Yougoslavie, etc. Les Moskvitch sortent des usines AZLK et les Volga de celles de GAZ. Quant aux ZIL 117, les limousines réservées aux dignitaires, elles

sont faites à Moscou dans des usines consacrées par ailleurs aux camions de moyen tonnage. Les utilitaires sont le fait de BAZ à Bryansk (Russie) avec qui les britanniques IAD (carrosserie) et Ricardo (moteurs Diesel) vont coopérer, de Belaz (engins de chantier) ou de MAZ (gros porteurs). Les camions relèvent eux essentiellement de GAZ et de Kamaz, entreprise de 130 000 personnes.

Fiat a conclu un accord avec les autorités soviétiques à la fin novembre 1989 qui prévoit la création d'une société conjointe avec Yelaz à Yelabuga en Russie. Le groupe italien aura 30 % du capital de l'ensemble destiné à la production d'un modèle, appelé Oka, dérivé de la Panda. Les Soviétiques choisissent un moteur italien ou l'un des leurs, l'accord étant pour l'instant limité à l'assemblage. Les chaînes démarrent fin 1993 à la cadence de 300 000 par an pour atteindre un million après 1995 avec 70 000 employés.

## TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE		
AU MOULIN VERT	45-39-31-31 T.l.j.	Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 VSC. Salon 40 personnes.
DOMIN BOUFFANT	43-25-25-14 T.l.j.	12 h 30-14 h 30, 20 h 24 h. Ouvert le samedi. Treize plats au rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Pâtisseries, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.
YUGARAJ	43-26-44-91 R. lundi	SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gauthier-Millan).
ALISACE A PARIS	43-26-89-36 T.l.j.	As ouzou du QUARTIER LATIN, dans un cadre à découvrir. Déjeuners. Dîners. Suppers. Grillades. Chateaubriots. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Sur demande, étude de prix.
LA PETITE CHAISE	42-22-13-35 T.l.j.	Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 150 F, vin et s.c. Vaste choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent. Banquets, réceptions.

ALTERNATIVES n°74

ECONOMIQUES février 90

EN KIOSQUE

LIRE ITALIENNE, La drôle de dévaluation

MARCHÉ AGRICOLE : La CEE néglige l'Afrique

17 F

Alternatives Économiques 80 30 97 76





## AFFAIRES

# L'Eurobank, une tradition à dépoussiérer

De point de passage obligé, la Banque commerciale pour l'Europe du Nord se transforme en partenaire privilégié des opérations financières Est-Ouest. Perestroïka oblige

**L**a Banque commerciale pour l'Europe du Nord, banque française à capitaux soviétiques, autrement dit l'Eurobank, après avoir fait l'objet d'un livre à sensation voilà plus de dix ans, brille par sa discrétion et son absence des médias. Ce parti pris d'effacement, lié à son caractère particulier dans la profession, ne saurait faire oublier son rôle essentiel dans les relations commerciales franco-soviétiques. La perestroïka a transformé son rôle de participant obligatoire (imposé par l'URSS) dans les pools bancaires du passé, en partenaire privilégié recherché par les Occidentaux, notamment dans les joint-ventures. Tout récemment l'Eurobank, associée au Crédit lyonnais, a participé au montage financier de l'achat de cinq Airbus par Aeroflot sous forme de leasing export (location-vente).

L'Eurobank, fondée en 1921 par des émigrés russes et rachetée en 1925 par l'État soviétique, a toujours tenu une place importante dans le traitement des affaires internationales avec l'URSS. Ses principaux actionnaires sont la Gosbank (banque d'État de l'URSS) pour 49,21 % et la Vneshekonombank (banque pour les affaires extérieures économiques de l'URSS) pour 23,79 %. Sur les trois cent cinquante membres de son personnel, dix Soviétiques participent à sa direction. Traditionnellement son PDG est français et son vice-président soviétique.

### Un savoir-faire très précieux

Le président actuel, M. Bernard Dupuy, issu d'une famille communiste, est entré à l'Eurobank en 1953 à l'âge de seize ans. Selon lui, la perestroïka a notamment signifié pour l'Eurobank « une plus grande autonomie d'activité et de gestion ». Avant, l'Eurobank était beaucoup plus liée par ses contacts avec ses actionnaires. « Elle s'est imposée », ajoute M. Dupuy, comme un trait d'union nécessaire entre la France et l'URSS pour les sociétés mixtes », assurant un rôle de consultant et des études d'ingénierie financière pour les entre-

preneurs intéressés. Avant, elle était plutôt une banque de dépôt et de financement du commerce international.

L'Eurobank a notamment participé au financement de trois sociétés mixtes franco-soviétiques : « IRIS », le projet d'hôpital de spécialiste de chirurgie ophtalmique Piodorov, avec Bonygues, le Crédit lyonnais, la BNP et la BUE ; l'usine d'emballage d'aluminium, à Kansk en Arménie avec Pechiney et le Crédit lyonnais ; et SERIBO, de production de meubles, en Ukraine, avec la BUE et la Société générale. Elle a aussi apporté son concours à des banques est-européennes pour financer des entreprises mixtes en RDA, Hongrie et en Tchécoslovaquie. Elle fut ainsi choisie par l'entreprise de travaux publics CBC pour financer la construction d'un hôtel à Prague.

Si l'Eurobank est presque toujours associée au financement des sociétés mixtes de grande ampleur, c'est non seulement en vertu du fait que les banques préfèrent partager les risques mais aussi parce que ses contacts à très haut niveau en URSS permettent de régler nombre des problèmes qui se posent à ces nouvelles sociétés.

Selon M. Kobakhidze, directeur chargé du commerce extérieur, qui a passé seize ans à la Vneshekonombank avant de s'installer à Paris, en 1988, « les cadres soviétiques de l'Eurobank offrent un savoir-faire très précieux, tant par leurs compétences sur la législation soviétique que sur la réforme économique en cours ». Docteur en économie, il suit celle-ci de près, d'autant plus que « la législation est modifiée presque chaque mois », ajoute-t-il. D'autre part, selon lui, la Vneshekonombank ayant le monopole des activités financières de l'URSS vers le monde entier, « ses cadres possèdent une concentration de pratique et de compétences unique au monde ».

D'autres banquiers, saluant la volonté de l'Eurobank de mieux s'intégrer dans le tissu bancaire français que par le passé, soulignent l'opportunité qu'ont les cadres soviétiques de l'Eurobank de se former aux techniques

... ET VOICI LE PROJET DE FINANCEMENT DE LA FUTURE BOURSE DE MOSCOU.



modernes de financement lors de leur séjour en France.

L'Eurobank est aussi membre du consortium industriel créé sous l'égide du Crédit lyonnais avec notamment Pechiney et Total, dont le but est de trouver les moyens de générer des devises en URSS et aussi de constituer une sorte de Bourse d'échange entre les sociétés mixtes existantes en devises et les autres. Signe des temps, l'Eurobank doit être plus présente à Moscou : elle y a ouvert une représentation en 1988, dirigée par Alexandre Kozine, un ancien directeur adjoint au siège parisien. Face au foisonnement d'initiatives nouvelles qui ont suivi l'ouverture récente des échanges avec l'URSS, M. Dupuy estime que la banque qu'il dirige, par son caractère spécifique, « a un rôle plus complémentaire que concurrent vis-à-vis des autres banques ».

Depuis le décret du Soviet suprême de 1989 fixant la libéralisation du commerce extérieur de l'URSS, l'ensemble des banques reçoit des demandes nouvelles de garantie de paiement. Ici, il n'existe pas de jurisprudence car, contrairement à la législation française, celle de l'URSS ne prévoit pas de telles garanties. Les responsables de l'Eurobank ont donc dû se pencher sur la législation française, celle de l'URSS et sur la pratique des échanges. L'achat étant dans le passé étatique et dépourvu d'autonomie, il allait de soi que l'État soviétique garantissait les paiements. Les sociétés soviétiques n'offrent pas de bilans ni d'audits suffisamment sérieux pour la majorité

des PME qui souhaitent commercer avec l'URSS. Ainsi, le rôle de l'Eurobank est précieux car elle peut mener des études en URSS et offrir sa garantie, le cas échéant. Le savoir-faire de ses cadres soviétiques est aussi précieux lorsqu'il s'agit de trouver en URSS des partenaires locaux possédant des devises ou mettre en place un programme d'exportation à l'étranger, pour les toutes jeunes sociétés mixtes.

Selon un expert de la BUE, ancienne banque du groupe

industriel Schneider, qui a beaucoup exporté dans les années 60-70 vers les pays de l'Est des usines clés en main, « le gros des troupes des entreprises à capital mixte sont en fait de fausses sociétés mixtes ». La formule étant désormais imposée par les Soviétiques, les exportateurs français sont forcés de s'y adapter, alors que la nouvelle législation soviétique est imprécise et mouvante. Dès lors, les compétences de l'Eurobank s'imposent comme une nécessité.

### Des banques coopératives

L'Eurobank, longtemps considérée comme une simple émanation de ses actionnaires soviétiques, n'est pas la seule banque de ce type en Occident. La Moscow Narodny Bank, à Londres, a une histoire assez semblable, fondée en 1919 par des émigrés russes et rachetée peu après par l'État soviétique.

Dans ce cas, le président est soviétique et le vice-président anglais, et elle possède deux succursales, à Singapour et à Beyrouth (fermée temporairement). Dans les années 60-70, de telles

banques furent créées en Autriche, au Luxembourg et en RFA. La banque russo-française a été nationalisée par le nouveau régime français. La Vneshekonombank, de son côté, possède une succursale à Zurich et songe à en ouvrir une à New-York et à des représentations dans cinq pays. Sans doute parce qu'elle n'a pas d'équivalent en Italie, l'Eurobank y est très active. Elle participe notamment au financement d'entreprises mixtes italo-soviétiques.

Mais les changements en URSS ont aussi favorisé la naissance de banques coopératives privées en URSS. Elles n'ont évidemment que peu d'expérience actuellement et se limitent à une activité intérieure à l'URSS. Il est très prématuré d'envisager leur concurrence possible à la Vneshekonombank, celle-ci disposant de filiales nombreuses sur l'immensité du territoire soviétique, comme de son réseau à l'étranger. Mais on peut rêver : peut-être, un jour, l'un des experts de l'Eurobank décidera de s'installer à son compte et de faire fortune en URSS.

ANNE DASTAKIAN

## Les partenaires de la Baltique

Le commerce avec l'Est est une de ses spécialités. Avec 119 joint-ventures, Helsinki a aussi appris le partenariat

### HELSINKI

de notre envoyé spécial

**A** peine l'entretien avec le président de la société Sadolin à Helsinki terminait-il que Ulf Rönholm recevait un appel de Rapla, à soixante kilomètres au sud de Tallin en Estonie. Une bonne nouvelle : l'usine Eke-Sadolin-Oy venait d'obtenir le feu vert pour son premier rapatriement de bénéfice, conformément à l'accord intergouvernemental signé au début de 1989 entre la Finlande et l'URSS sur la promotion et la protection des investissements de capitaux, le premier du genre conclu avec un pays occidental.

Sadolin, grand fabricant de peintures, a particulièrement pour les petites automobiles, a été en fait la première entreprise occidentale à prendre le train des joint-ventures, dès que Moscou a manifesté son désir d'ouverture. Les Finlandais semblaient ravis. Un développement positif depuis une dizaine d'années des activités d'exportation de la société vers l'URSS et, surtout, une bonne connaissance du voisin-cousin estonien. Tallin est à quarante kilomètres d'Helsinki et les langues finnoise et estonienne sont très proches l'une de l'autre.

### « Le business est aléatoire »

Au terme d'un an de négociations, la joint-venture Eke-Sadolin-Oy était créée, le 11 juin 1987. Les Finlandais étaient aussi les premiers au monde... battant d'un jour seulement les Japonais. Ce qui leur valut d'ailleurs de la part de confrères occidentaux sceptiques, l'épithète de « premiers astrologues financiers ».

La nouveauté de l'expérience permettait en revanche de solliciter le secours des plus hautes sphères du pouvoir, en faisant, par exemple, directement appel à Nikolai Ryjov, le chef du gouvernement soviétique, pour obtenir un tracteur. Mais tout étant nouveau, il fallait aussi partir de zéro.

Cela a représenté « énormément de travail et des problèmes administratifs en tous genres », dit M. Rönholm qui concède que la bonne marche - jusqu'à présent - de l'usine (qui tournait avant la création de la joint-venture à 80 % seulement de sa capacité) est due au fait que Sadolin travaille avec des Estoniens et non des Russes... Les responsables de l'usine sont formés à Helsinki et le finnois est la langue du conseil d'administration.

Mais Sadolin, comme de nombreuses autres sociétés mixtes, connaît de nouveaux problèmes, notamment l'augmentation « de 100 à 200 % en 1989 du prix des matières premières ». Il cite pour exemple Lennamäki, joint-venture entre le groupe finlandais Rauma-Repol et l'entreprise Sevmash de Leningrad pour la fabrication de meubles, qui doit exporter l'équivalent des deux tiers de la production. « La hausse de la matière première est telle qu'il va falloir substantiellement les exportations », Ulf Rönholm envisage l'avenir avec scepticisme. « La situation économique est très instable, il est difficile de prévoir comment les choses vont tourner. »

« Le business est aléatoire », lui répond en écho Ilkka Salama, vice-président de la grande banque Kansallis-Osake-Pankki pour le secteur Europe de l'Est, qui confirme que beaucoup de joint-ventures ont des difficultés, entre autres parce que « l'économie de marché dans un environnement socialiste n'est pas naturelle ».

Il affirme par ailleurs que les plus petites joint-ventures ont le plus de succès. Elles n'impliquent généralement ni manufacture ni travail physique, et ont misé sur les services et la fourniture d'instruments de production.

Kansallis-Osake est très engagée dans le processus « Nous ne savons pas très bien ce que signifie perestroïka. Nous voyons la glasnost mais pas de perestroïka ». Regretterait-il l'avant Gorbachev ? « Ça n'était pas pire. Du point de vue strictement finlandais, c'est vrai, c'était mieux avant. La perestroïka ne sera qu'un cosmétique tant qu'on ne

touchera pas aux véritables questions, à savoir, l'introduction d'éléments d'économie de marché, comme une réforme des prix », réchérchait Erkki Auvinen, vice-président de Partek (à qui Paris doit notamment la rénovation de la façade de l'Opéra-Bastille).

### Un manuel pratique

Partek qui a créé la société mixte A-Rendansu avec un partenaire soviétique, pour le leasing de machines et d'équipements, a des entrepreneurs construisant en URSS. Son premier client à Moscou a été... Bonygues - qui a réglé, d'ailleurs, en devises fortes.

La Finlande, grâce à sa longue pratique en matière de commerce avec l'URSS (le traité de 1947 avec son accord-cadre, renouvé tous les cinq ans) est utilisée un peu comme un pays-test par les autres Occidentaux. Elle avait, en janvier 1990, établi 119 joint-ventures avec ses voisins, dont 29 avec les républiques baltes. De fait, Américains, Japonais, Sud-Coréens aussi, passent par Helsinki pour demander conseil à la chambre de commerce finlandaise et trouver des partenaires finlandais pour monter des entreprises avec les Russes ou les Baltes.

Hannu Eskelinen, président de la chambre, a préparé à leur intention une « checking-list » en 118 points. De son côté, Manti Honkanen, juriste de la Kansallis-Osake-Pankki, met la dernière main à un manuel pratique pour surmonter les écueils juridiques, surtout, qui ne devraient pas tarder à être traduits en plusieurs langues occidentales.

Tout savoir-faire se vend. « Les grosses sociétés sont prudentes dans leur démarche, mais ce sont les PME qui l'ont prise en main et l'ont menée dans leur ardeur », indique Hannu Eskelinen. Sa recette pour faire du commerce avec les Soviétiques : « De l'expérience... et de la patience. » Cela fait vingt-cinq ans qu'il est dans la branche.

FRANÇOISE NIETO

# Views that know no frontiers.

The Economist

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science. Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus : Points de vue au-delà des frontières, The Economist. Des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

TEXTES DOSSIERS DOCUMENTS 13



PARIS-CANTORBÉRY (1717-1720)

LE DOSSIER D'UN PREMIER CECUMENISME

JACQUES GRES-GAYER PRÉFACE DE ROBERT RUNCIE Archevêque de Cantorbéry

576 pages 255 FF

BEAUCHESNE 72, rue de Saint-Pères 75007 PARIS

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-43-12-66

MINTEL 36.15 CODE AST puis OSP

Vie aux ench. pub. par. just. Paris lundi 12 février 1990 à 14h

### APPARTEMENT à PARIS 8<sup>e</sup>

2, av. des Cobettes - 2, 4, 6, rue de Valenciennes - 38 m<sup>2</sup> env. - 2<sup>e</sup> étage

entrée - cuis. - 3 pces - Cabinet de toilette - V.C.

LIBRE DE LOCATION M. à P. : 430 000 F

S'adr. M. J. COFFER-ROYER, avocat à Paris 17<sup>e</sup> 42, r. Ampère

Tél. : 46-22-26-15 v.s./p. le 6 février entre 14 h et 15 h

Vente s/subrogation de gaisie immob. Palais de Justice Paris

le JEUDI 15 FÉVRIER 1990, à 14 h 30

### UNE MAISON - 53, BD SÉRURIER

à PARIS (19<sup>e</sup>)

M. à P. : 200 000 F

Élevée sur s/sol, rez-de-ch. 2<sup>e</sup> étage. Petit jardin av. bdt. d'un étg. cont. 215 m<sup>2</sup>

S'adr. SCP Gaudin, Hénin, Lagarde et Bouteille-Comman, avocats associés

2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 43-26-82-98 de 9 à 12 h - Tél. avocats près T.G.I.

Paris - Sur les lieux pour visiter, les 9 et 12 février 1990 de 14 à 15 h.

Depuis 150



هكذا بين الامم

# Auriez-vous l'audace de prendre un train qui n'arriverait que dans 15 ans?

Nous oui. Nous sommes Montedison, le premier groupe italien de la chimie fine, filiale du Groupe Ferruzzi. Et nous savons que, si l'on veut influencer le futur, c'est aujourd'hui qu'il faut commencer. Chimie des matériaux, protection de la santé, énergie non polluante, voici nos domaines d'action. Et ce sont les domaines dans lesquels nous sommes parmi les leaders dans le monde. Seules des solutions technologiquement et socialement avancées, compatibles avec notre environnement, nous permettront d'ouvrir une nouvelle voie vers le progrès. C'est pourquoi, afin d'être prêts pour demain, nous devons placer la recherche au cœur de notre système industriel. C'est ce que nous faisons. Et nous le faisons avec succès. Chaque année nous investissons l'équivalent de 2 milliards de Francs en recherche et développement.

 **MONTEDISON**  
Gruppo Ferruzzi

**LA CHIMIE DE LA PROCHAINE GÉNÉRATION.**

**Boussié**

et se transforme

la cage

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses

de la Baltique

une de ses



## 11 JAN

En fin de matinée par une grande banque de la place.



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 31 JANVIER

**Cours relevés  
à 17 h 38**

Règlement mensuel													VALEURS												
Country	VALEURS	Cours prédit.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Country	VALEURS	Cours prédit.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Country	VALEURS	Cours prédit.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Country	VALEURS	Cours prédit.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -		
2636	C.A.E. 2K *	3825	3834	3822	- 0.08	2636	C.A.E. 2K *	3825	3834	3822	- 0.08	2636	C.A.E. 2K *	3825	3834	3822	- 0.08	2636	C.A.E. 2K *	3825	3834	3822	- 0.08		
1026	B.N.P. T.P.	1051	1052	1052	+ 0.10	1026	B.N.P. T.P.	1051	1052	1052	+ 0.10	1026	B.N.P. T.P.	1051	1052	1052	+ 0.10	1026	B.N.P. T.P.	1051	1052	1052	+ 0.10		
1289	C.C.F. T.P.	1289	1292	1289	- 0.08	1289	C.C.F. T.P.	1289	1292	1289	- 0.08	1289	C.C.F. T.P.	1289	1292	1289	- 0.08	1289	C.C.F. T.P.	1289	1292	1289	- 0.08		
1785	Rhone-P. T.P.	1756	1750	1753	- 0.36	1785	Rhone-P. T.P.	1756	1750	1753	- 0.36	1785	Rhone-P. T.P.	1756	1750	1753	- 0.36	1785	Rhone-P. T.P.	1756	1750	1753	- 0.36		
2026	Rhone-P. T.P.	2026	2026	2026	+ 0.04	2026	Rhone-P. T.P.	2026	2026	2026	+ 0.04	2026	Rhone-P. T.P.	2026	2026	2026	+ 0.04	2026	Rhone-P. T.P.	2026	2026	2026	+ 0.04		
1289	C.C.F. T.P.	1289	1292	1289	- 0.08	1289	C.C.F. T.P.	1289	1292	1289	- 0.08	1289	C.C.F. T.P.	1289	1292	1289	- 0.08	1289	C.C.F. T.P.	1289	1292	1289	- 0.08		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
2770	Adjan, Prém.	2770	2770	2770	- 1.76	2770	Adjan, Prém.	2770	2770	2770	- 1.76	2770	Adjan, Prém.	2770	2770	2770	- 1.76	2770	Adjan, Prém.	2770	2770	2770	- 1.76		
1026	B.N.P. T.P.	1051	1052	1052	+ 0.10	1026	B.N.P. T.P.	1051	1052	1052	+ 0.10	1026	B.N.P. T.P.	1051	1052	1052	+ 0.10	1026	B.N.P. T.P.	1051	1052	1052	+ 0.10		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883	902	+ 0.22		
840	Accor	902	883	902	+ 0.22	840	Accor	902	883																

**Comptant** (selection)

**Keywords:**

[illegible]

## SICAV (selection)

## Introduction

[illegible]

## Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	préc.	31/1	Achat	Vente
Euro-Unité (5 f)	6 700	6 716	6 520	6 870
ECU	8 024			
Allemagne (100 DM)	33 400	330 640	329 600	350
Autriche (100 S)	16 346	16 242	16 760	16 800
Belgique (100 F)	301 580	301 300	282	311
Danemark (100 kr)	87 800	87 380		
France (100 F)	8 800	8 800	86	82
Grèce (100 dr)	9 587	9 611	9 200	10
Irlande (100 pence)	9 830	9 824	9 400	4 200
Italie (1 000 lire)	4 468	4 571	4 360	4 650
Italie (100 L.)	385 800	362 700	371	365
Autriche (100 S)	48 272	48 251	46 760	49 880
Espagne (100 pes)	5 268	5 264	5	5 880
Portugal (100 esc)	3 380	3 380	9 650	4 880
Canada (5 can.)	4 778	4 780	4 800	6
	3 956	3 953	3 960	4 070

## Marché libre de l'or

[illegible]**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements :**  
**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



## Selon BVA

M. Mitterrand  
et M. Rocard en hausse

Selon un sondage réalisé pour Paris-Match, du 13 au 19 janvier, sur un échantillon de 980 personnes par BVA, la cote de popularité de M. François Mitterrand enregistre pour le mois de janvier une hausse de 3 points, avec 59 % des Français qui déclarent avoir une « bonne opinion » du président de la République, au lieu de 56 % en décembre dernier. Les « mauvaises opinions » passent, quant à elles, de 33 % à 32 %. La cote du premier ministre est également en hausse. Il recueille en janvier 51 % de « bonnes opinions », au lieu de 49 % en décembre. Les « mauvaises opinions » restent stables à 37 %.

M. Michel Rocard reste d'ailleurs le meilleur « présidentiable » à gauche. Il devance, avec 25 %, MM. Jacques Delors (23 %) et Laurent Fabius (15 %). Toutefois, son capital s'érode nettement dans l'électorat socialiste. Il y perd 8 points (40 % au lieu de 48 %). A droite, M. Jacques Chirac reste le meilleur candidat (23 %) devant MM. Michel Noir (17 %) et Valéry Giscard d'Estaing (15 %), à égalité avec Raymond Barre.

Selon les résultats d'un autre sondage réalisé par BVA, du 8 au 19 janvier, sur un échantillon de 3 759 personnes, le rapport droite-gauche reste stable par rapport aux résultats de décembre dernier. Dans l'hypothèse de nouvelles élections législatives, un candidat communiste recueillerait 8 % des suffrages, un candidat socialiste 29 % et un Vert 13 %. A droite, un candidat FN obtiendrait 11 % des voix, un candidat RPR 26 % et un candidat UDF 11 %.

## Les perturbations dans les transports

La grève a été surtout suivie  
à la SNCF

Le retour à la normale est intervenu sur le réseau SNCF, le 1<sup>er</sup> février, vers 9 h, après la reprise du travail de l'ensemble des cheminots. La grève de trente-quatre heures organisée par six syndicats sur les sept que compte la société nationale a été suivie, de source syndicale, par un cheminot sur deux, ce qui a réduit, le 30 janvier, le trafic à un train sur quatre en moyenne. Destinée à protester contre le contrat de plan Etat-SNCF, cet arrêt de travail a reçu le renfort des « Verts », qui le justifient par la fermeture de centaines de petites gares et la politique de « tout TGV » décidée par les pouvoirs publics.

Si les mots d'ordre de grève de la CGT ont été assez peu suivis, le 31 janvier, à la RATP, où, au plus fort du mouvement, cinq lignes de métro seulement étaient perturbées, il n'en était pas de même à

Lyon et surtout à Bordeaux, où presque tous les bus étaient bloqués.

Les quatre heures d'arrêt de travail des personnels au sol d'Air Inter n'ont pas du tout affecté les vols de la compagnie intérieure. Un millier de taxis ont manifesté devant le ministère de l'économie, à Bercy, pour obtenir la revalorisation de 16 % de leurs tarifs et l'allègement des charges fiscales.

D'autre part, la mise en œuvre des nouveaux horaires de service sur la ligne A du RER (Saint-Germain-en-Laye/Marne-la-Vallée) devrait provoquer, pendant toute la journée du 1<sup>er</sup> février, les mêmes mouvements d'humeur des conducteurs du dépôt de Noisy qui au début de la semaine ont réduit à 70 % le service interconnecté avec la ligne SNCF de Poissy.

Le mouvement des internes  
et des chefs de cliniqueReprise du travail  
dans plusieurs CHU  
de province

Le mouvement de grève des soins observé par les internes et les chefs de clinique était diversement suivi mercredi 31 janvier. A Montpellier et Nîmes, les internes et les chefs de clinique ont décidé de reprendre le travail. Il en a été de même, mais seulement pour les chefs de clinique, à Marseille, Bordeaux, Dijon et Angers.

A Lyon, la direction des hospices civils note « un essoufflement », avec 41 % des internes en grève et 56 % des chefs de clinique. En revanche, à Strasbourg, Nice, Caen, Rouen, Tours et Toulouse, le mouvement de grève était toujours très suivi. Enfin, à Paris, les internes ont fait grève à 80 %, les chefs de clinique à 85 %, les internes de médecine générale à 70 % et les internes en pharmacie à 40 %.

Une assemblée générale, qui aura lieu à Paris vendredi 2 février, devrait se prononcer sur le principe d'une grève des gardes les 5, 6 et 7 février.

## BOURSE DE PARIS

Matières du 1<sup>er</sup> janvier

## Reprise

Après deux séances consécutives de baisse, la Bourse de Paris a enregistré un mouvement de reprise jeudi matin, imitant en cela la place new-yorkaise dans son mouvement enregistré mercredi. L'indice CAC 40 s'appréciait de 0,61 % en fin de matinée après avoir débuté sur une hausse de 1,01 %. Parmi les plus fortes progressions figurent Ana Midi (+4,5 %), Géophysique (+4,4 %) et Institut Méteux (+4,1 %). En baisse on notait Hutchinson (-2,9 %), UBS (-2,7 %) et Sereg (-2,5 %).

(Publicité)

Le Français  
en retard  
d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste permet de gagner aussi en confort. Garantie dix ans. Devis gratuit.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

## MICHEL SWISS

MÊMES REMISES  
EXCEPTIONNELLES  
QU'AU TOURISTES  
ETRANGERSPARFUMS, ACCESSOIRES  
PRODUITS DE BEAUTE  
LES GRANDES MARQUES16, rue de la Paix (Paris 75002) 2<sup>e</sup> étage asc.  
TEL : 42.61.61.11

## Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions dotées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.

Porte 4138

## AFRIQUE DU SUD

Une nouvelle rencontre  
entre MM. De Klerk  
et Mandela

Le président De Klerk a accepté de rencontrer M. Nelson Mandela, le chef du Congrès national africain (ANC), le jeudi 1<sup>er</sup> février, à annoncé mercredi 31 janvier l'agence de presse sud-africaine SAPA. Il s'agit de la deuxième rencontre entre les deux hommes depuis l'accession de M. De Klerk à la magistrature suprême. Elle pourrait avoir trait au contenu du discours que le chef de l'Etat prononcera vendredi au Cap, à l'ouverture de la session parlementaire.

En attendant que soient franchis les derniers obstacles à la libération totale de M. Mandela, aujourd'hui gardé dans une villa après des années de prison, M. De Klerk a ordonné, mercredi, la constitution d'une commission d'enquête sur les agissements de l'escadron de la mort, une force spéciale qui serait responsable de l'assassinat de plusieurs nationalistes, selon les révélations récentes de la presse sud-africaine. (AFP, Reuters, UPI.)

La diffusion sur TF 1  
du témoignage de LotfiL'ambassade d'Iran  
accuse « certains courants »  
de chercher  
à « envenimer les relations »  
entre Paris et Téhéran

L'ambassade d'Iran à Paris a, dans un communiqué publié jeudi matin 1<sup>er</sup> février, accusé « certains courants » de chercher à « envenimer les relations amicales franco-iraniennes » en mettant en cause l'Iran dans les attentats terroristes perpétrés en 1986 dans la capitale.

Ce communiqué fait référence à la diffusion, mercredi soir par TF 1, d'un reportage sur Lotfi Ben Khala, l'informateur tunisien de la DST qui dans ses déclarations a mis en cause l'Iran, lui attribuant la responsabilité de ces attentats.

L'ambassade d'Iran relève que « curieusement, à chaque fois que les relations franco-iraniennes tendent vers un réchauffement, une campagne malveillante et accusatrice est véhiculée contre la République islamique de l'Iran, accusations qui n'ont d'ailleurs jamais été démontrées par aucune instance judiciaire ». « Il est évident, conclut le communiqué, que cette campagne ne peut profiter qu'à ceux qui, pour faire obstacle à l'amélioration des relations entre l'Iran et la France, n'hésiteraient pas à commettre des actes terroristes. »

Immédiatement après la projection du document sur TF 1, mercredi soir, un attaché de l'ambassade d'Iran, M. Abdolrahman Homatich, avait démenti « catégoriquement » les affirmations de Lotfi Ben Khala.

(Lire nos autres informations page 11.)

POLOGNE : le cardinal Józef Glemp hospitalisé. — Prêmier de Pologne, le cardinal Józef Glemp, qui a en soixante ans le 18 décembre 1989, a été hospitalisé d'urgence et opéré à deux reprises, mardi 30 janvier à Varsovie, à la suite d'une hémorragie interne. L'état du cardinal Glemp est jugé « grave », selon un communiqué de son secrétariat. Le primate a reçu la visite, mercredi 31, du général Jaruzelski, président. C'est en 1981 que Jean-Paul II avait nommé Mgr Glemp à la tête de l'épiscopat polonais, pour succéder au cardinal Stefan Wyszyński, décédé, dont il avait été le secrétaire. (AFP, UPI.)

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Totalitarisme

EN marge du Club Med et de ses gentils organisateurs partis à la conquête de l'Est, Actual vient de publier un petit guide des bons plans de Leningrad à Bucarest. Trois cents destinations super-chouettes à l'intention des branchés. Nostalgie et bouffées d'histoire assurées.

Je le signale à l'attention de nos intellectuels réunis sous un nouveau label — devinez lequel, oui c'est ça, Forum démocratique — des fois que ça pourrait nourrir leur club de réflexion. Il se sentent un peu largués, Marek Halter, Pierre Bergé, Harlem Désir, Bernard-Henri Lévy et les autres. Pas tellement par les événements, par la télé. C'est vrai, ça fait des semaines qu'on leur a pas demandé de venir nous expliquer le pourquoi et le comment du grand chambardement.

Au lieu de ça, qui on invite ? Un quelconque Virgil Tanase, ce dissident menacé de mort par les espions de Ceausescu que Poise s'était pas gêné pour traîner dans la boue à « Droit de réponse » sous prétexte qu'il avait eu le mauvais goût d'accepter l'aide de nos ser-

vices secrets, histoire de sauver sa peau. Pour l'intelligentsia de gauche, en 1983, pas de problème, DST-Securitate, même combat.

Et puis là, brusquement, en début de semaine, elle s'est rendu compte que les slogans, ça faisait plus recette. Les idées simples non plus. Bon, alors, par quoi les remplacer ? C'est Marx, merci chéri, qu'est-ce qu'on deviendrait sans toi, leur a donné le truc. Ils ont repris une des impérissables formules en se contentant de la renverser : Plus la peine d'essayer de transformer le monde, faudrait voir à l'interpréter.

Il est bien temps, en effet ! Au train où ça va, je ne sais pas si une seule réunion tous les premiers mardis du mois, ça vous suffit, les mecs. Vous devriez vous inspirer d'Actual et organiser, entre deux séances de brain-storming, des conférences-débats dans les locaux de la Stasi en RDA, sur la lutte des intellectuels français contre le totalitarisme de 1960 à 1990. Avec remise du Prix de la Liberté au plus récent rallié à l'économie de marché.

La RDA n'exclut pas  
une fermeture  
de ses centrales nucléaires

La RDA n'hésitera pas à fermer tout ou partie de ses réacteurs nucléaires si des experts internationaux le recommandent, a affirmé mercredi 31 janvier M. Helmut Rabold, vice-président de l'Office de sécurité nucléaire est-allemand.

Une équipe de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit inspecter du 12 au 16 février la centrale de Greifswald Lubmin, qui avait connu des avaries en 1975 (Le Monde du 31 janvier). « Nous considérons la fermeture immédiate comme un résultat possible de ces inspections », a déclaré M. Rabold, en reconnaissant que son pays n'avait pas informé l'AIEA des incidents survenus sur ses centrales nucléaires. Cette situation a changé, et un rapport sera publié d'ici deux à trois mois, a-t-il ajouté. (Reuters.)

(La RDA possède un parc nucléaire assez modeste : quatre réacteurs à son lieu de fabrication soviétique de 440 MW et un plus petit de 98 MW. L'ensemble, qui produit 10,5 % de l'électricité est-allemande, ne représente que le tiers de la puissance d'une grosse centrale française comme Gravelines.)

La mort de Malik Ousseline  
Le PS « comprend  
et partage » l'émotion  
provoquée par le verdict

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 31 janvier, a adopté une déclaration indiquant que le PS « comprend et partage l'émotion (qui s'est exprimée) devant le verdict rendu lors du procès des policiers qui, par leurs coups, ont provoqué la mort, en décembre 1986, de Malik Ousseline ». Le bureau exécutif observe qu'il a fallu plus de trois ans pour juger les deux policiers, qui « n'ont pas passé une seule journée, ni une seule nuit en prison, alors que des milliers de personnes — des jeunes et des étrangers — notamment y sont envoyés chaque année, le plus souvent avant jugement, pour des délits mineurs ».

Le PS estime, cependant, que « cette légitime émotion ne doit pas faire oublier que les policiers, auteurs de ces violences, ont été identifiés, appréhendés, jugés et reconnus coupables du crime qui leur était reproché ».

## CE MOIS-CI DANS

## CHALLENGES

LE PLUS EUROPEEN DES MAGAZINES ECONOMIQUES

INDUSTRIE  
L'ETAT  
D'URGENCE

Contrairement à l'usage qui veut que l'on tire des optimismes béats d'un bilan négatif, Challenges passe au scanner le mal qui ronge l'industrie française. Et propose six priorités pour une politique cohérente de l'Etat, à mettre en œuvre... hier matin.

ET AUSSI :

■ VUITTON : BERNARD ARNAULT FEUT-IL SE PAYER LE LUXE DE PERDRE HENRY RACAMIER ? ■ SALE COUP : QUE DEVIENNENT LES PATRONS EJECTES ? ■ FANTOME : IVAN BOESKY REVIENT HANTER WALL STREET ■ INVASION : LE CHEVAL DE TROIE MEXICAIN DES JAPONAIS ■ BANQUES : LA REVOLUTION NECESSAIRE

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

La question allemande : « Ne répétons pas les erreurs des années 20 », par Heinz Rühau, président de la Lufthansa ; « Une perspective communautaire », par Christian Deubner ..... 2

L'évolution  
des pays de l'Est ... 3 à 6Les nouveaux  
affrontements  
à Beyrouth

La général Aoun et les Forces libanaises se disputent le contrôle du camp chrétien ..... 8

La préparation des  
assises du RPR ..... 9

## SECTION B

L'audition  
de Karima Saleh

Karima, l'épouse de Fouad Saleh, a été entendue mercredi par le tribunal de Paris. Portrait d'une épouse aux deux visages ..... 11

La condamnation  
de Véronique Akobé 12L'empire médical  
de Jean ChouraquiLes équipements  
des lycées

Les chefs d'établissements auront les coudées plus franches pour gérer leurs équipements technologiques ..... 13

Réforme de  
l'enseignement  
agricole ..... 13

## Musique :

## L'Inde de Najma

La chanteuse révisée au dernier Printemps de Bourges propose au Théâtre de la Ville un voyage en douce dans la tradition des musiques indiennes ..... 14

Les plans de M. Lang  
pour le cinéma

Le ministre de la culture veut renforcer la vocation internationale du cinéma français et favoriser les coproductions avec les pays de l'Est ..... 14

## Patinage artistique

La jeune Française Surya Bonaly s'est classée troisième lors du programme original des championnats

## d'Europe de patinage artistique à Leningrad ..... 18

## SECTION C

## LIVRES • IDÉES

## Désir du désert

En 1930, Michel Vieuchange traverse une partie du Sahara et note les étapes de son voyage intérieur ..... 23

Pennac  
du noir au blanc

Auteur de la Série noire, Daniel Pennac passe, avec la Petite Marchande de prose, sous la couverture blanche de la NRF ..... 23

Le feuilleton  
de Michel Braudeau

La princesse de Cyrano : Roger Nimier et François Nourissier ..... 24

## SECTION D

L'économie  
américaine ..... 31La réorganisation de  
la Banque de France

Concentration du réseau et modernisation des activités ..... 31

## Les résultats d'Elf

M. La Foch-Prigent veut mener une politique prudente d'acquisition ..... 33

## AFFAIRES

## Spécial joint-ventures

— Les entreprises mixtes, faute de mieux ..... 35  
— Hôtellerie : des fenêtres s'éclaircissent à l'Est ..... 36  
— L'aventure mobile des marchés automobiles ..... 37  
— L'Eurobank, une tradition à dénouer ..... 38

## Services

Abonnements ..... 14  
Annonces classées ..... 32  
Bulletin d'enseignement ..... 18  
Marchés financiers ..... 36-37  
Météorologie ..... 18  
Carnet ..... 20  
Mots croisés ..... 20  
Loto ..... 20  
Campus ..... 21  
Radio-Télévision ..... 21

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 1<sup>er</sup> février 1990  
a été tiré à 534 053 exemplaires.

Je l'ai lu